



تأشيرة 4898 Visa

دراسات دولية

عدد 129/128 . جوان 2015

مجلة دراسات دولية
عدد 129/128



تأشيرة 4898 Visa

ETUDES INTERNATIONALES

N° 128/129 . Juin 2015



■ فعاليات ندوة :

الفضاء الساحلي الصحراوي :
التحديات والنظرة للمستقبل

■ متابعات

■ Actes du colloque :

*L'Espace sahélo-saharien :
enjeux et perspectives*

■ Regards sur l'actualité



رقم 03308758

Revue : Études Internationales N° 129/128

ISSN 03308758

جمعية الدراسات الدولية السعر : 10 دنانير

Association des Etudes Internationales

Prix : 10 DT

**ÉTUDES
INTERNATIONALES**
Dirassat Duwalya

N° 128/129
Juin 2015

Revue trimestrielle

Fondateur
Rachid DRISS

Directeur responsable
Ezzeddine KERKENI

Rédacteur en chef
Boubaker BEN FRAJ

ÉTUDES INTERNATIONALES

Dirassat Duwalya

N° 128/129

Juin 2015

Revue trimestrielle

Prix de la revue : **10 DT**

Abonnements (envoi à l'étranger par avion)

- Tunisie : **40 dinars** - Europe : **70 Euros** -
- Pays arabes et Maghreb : **70 \$** ou équivalent.
- Etats-Unis - Asie : **100 \$** ou équivalent.

Adresse postale : Association des Etudes Internationales
BP 156 - 1012 Tunis Belvédère.

Adresse du siège : Immeuble Babel- Escalier B. 1^{er} étage
Cité Montplaisir - Tunis

Tel. : (216)71901683 - Fax : (216)71906793

Site web : www.aei-tn.org

Email : aei@topnet.tn

Les articles publiés n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs

Conception : Taoufik Sassi / *Impression* : Simpack

Ce numéro est imprimé avec le soutien de la **Fondation Friedrich Ebert**

© Association des Études Internationales

Tunis - Juin 2015

ISSN n° 03308758

Sommaire

□ Editorial	5
□ Actes du colloque : <i>L'Espace sahélo-saharien : enjeux et perspectives</i>	
I- Note conceptuelle	9
II- Programme	13
III- Allocutions officielles	15
□ Allocution de M. Ezzeddine KERKENI, <i>Président de l'A.E.I.</i>	17
□ Allocution de M. Emil LIESER <i>Représentant de la FES à Tunis</i>	23
□ Allocution de M. Alexandre ZAFIRIOU <i>Ministre conseiller, délégation de l'Union européenne en Tunisie</i>	25
□ Allocution de Mme Narjes DRIDI <i>Directrice générale pour l'Afrique - Ministère des Affaires étrangères</i>	29
IV- Communications	35
□ Le Sahara et le Maghreb à travers l'histoire : continuité ou rupture ? Radhi DAGHFOUS - Tunisie	37
□ Terrorisme et rupture culturelle au Sahel Iqbâl El GHARBI - Tunisie	51
□ Enjeux politico-stratégiques et ingérences étrangères dans l'espace sahélo-saharien Philippe HUGON - France	65



□ La crise libyenne et ses retombées sécuritaires dans l'espace sahélo-saharien	
Dario CRISTIANI - Italie	89
□ Trafic et terrorisme dans l'espace sahélo-saharien	
Isselmou ABDELKADER - Mauritanie	101
□ La coopération militaire face aux conflits au Sahel : les limites et contraintes	
Jean-François COUSTILLIERE - France	115
□ Les défis, les convoitises et l'énergie dans l'espace sahélo-saharien	
Salah HANNACHI & Jomaâ BEN SALAH - Tunisie	125
□ Agricultural sector as crucial for the Sahel zone	
Nina-Kathrin WIENKOOP - Allemagne	141
□ Ressources en eau et changements climatiques dans l'espace sahélo-saharien	
Yadh ZAHAR - Tunisie	155
□ Développement économique et social (potentialités, difficultés, solutions...)	
Abdelhamid BOUHAWALA - Tunisie	167
V- Rapport général du colloque	173
Mehdi TAJE (Rapporteur)	
□ Post Scriptum : Le chaos libyen et nous	
Boubaker BEN FRAJ	195



EDITORIAL

La sécurité dans la région méditerranéenne a connu d'importants bouleversements avec les changements politiques survenus au Maghreb et au Machrek depuis 2011.

Les enjeux de sécurité qui la traversent se recomposent à un rythme effréné. Les défis auxquels elle fait face sont multiples et sans précédent :

Transnationalisation du terrorisme, effondrement de la Libye qui plonge dans le chaos, intensification des mouvements migratoires illégaux, traduits par la multiplication des incidents tragiques et effroyables en pleine mer méditerranéenne.

Ces défis se conjuguent pour prendre une ampleur et une complexité croissantes et devenir des menaces à la stabilité et la sécurité de toute la région euro-méditerranéenne.

La Méditerranée devient ainsi la région du monde la plus tendue.

Elle subit, par ailleurs, les soubresauts d'un Proche-Orient en décomposition qui s'enfonce dans une folie meurtrière, déstabilisant des populations entières victimes du réveil des démons du fanatisme sous toutes ses formes, annonçant un nouveau théâtre stratégique dans la région.

Elle subit également les retombées d'un espace sahélien et plus largement africain en crise marqué par une poussée démographique, une crise



économique, un effondrement écologique, exacerbés par un terrorisme transnational qui tue au nom de la religion.

Ceci sur fond de rivalités internationales, de convoitises pour le contrôle des ressources avérées et potentielles dans toute la région sahélo-saharienne (pétrole, gaz, uranium, fer, or, cuivre, étain, bauxite, phosphate, manganèse, terres rares, etc.)

Tous ces défis interpellent en premier lieu les pays du Maghreb et notamment la Tunisie, qui constituent une véritable passerelle entre le Sahel africain, le Moyen-Orient, et l'Europe.

Comment lutter de façon concertée contre ces menaces devant un Maghreb qui se cherche encore, et avec une Libye en implosion ? Quelle vigilance développer ? Quels moyens partager ? Quelle nouvelle forme de coopération mettre en œuvre, surtout que les risques sont partagés de telle façon que « le Maghreb est redevenu, comme à l'époque romaine, l'espace en profondeur de l'Europe ».

Ne faudrait-il pas aujourd'hui dépasser la dimension méditerranéenne pour une dimension qui englobe le Sahel avec une approche globale de la sécurité afin de tenir compte de l'intégralité des risques auxquels il faut faire face, puisque tout le monde est dans le même navire, et que tout cet espace forme un seul théâtre stratégique ?

L'ampleur des défis sécuritaires, leur transversalité ne rendent-elles pas nécessaire l'élaboration d'une stratégie commune permettant l'acheminement vers une sécurité collective englobant les pays du Maghreb, l'Afrique subsaharienne et l'Europe ?

Cela est-il possible sans une coordination réelle entre les divers pays africains, y compris les pays du Maghreb, et une réelle solidarité des pays européens à la place d'une stratégie purement sécuritaire ?

Un changement d'échelle, d'envergure de la réflexion stratégique n'est-il pas devenu nécessaire de la part de tous les pays concernés ?

Ezzeddine KERKENI





Actes du colloque
*L'espace sahélo-saharien :
enjeux et perspectives*
08-09 mai 2015
Tunis

*Organisé à Tunis par l'Association des Etudes
Internationales
en partenariat avec
la Fondation Friedrich Ebert - Tunisie -*



NOTE CONCEPTUELLE

Le Sahara, ou le Grand Sahara comme il est souvent qualifié, immense entité naturelle du continent africain s'étendant sur plus de 8,5 millions de km² ; espace aride et souvent inhospitalier qui sépare et relie à la fois l'ensemble maghrébin au Nord et l'espace sahélien au Sud, s'est rapidement placé au cours de ces deux dernières décennies sous le feu quasi-permanent de l'actualité internationale.

En plus du conflit ancien et persistant du Sahara occidental et des tensions régionales qu'il ne cesse d'engendrer, le Sahara est devenu, au fil des années, le terrain de plusieurs autres conflits qui ne cessent de s'amplifier, de se compliquer, de s'interpénétrer et surtout de déborder des limites de l'espace saharien intrinsèque, vers les deux espaces maghrébin et sahélien qui le bordent au Nord et au Su. Les points chauds deviennent de plus en plus nombreux et certains conflits sont devenus permanents, endémiques ou sporadiques: au Mali, au Tchad, au Niger, au Darfour, auxquels se sont ajoutés au cours des dernières années les conflits qui secouent la Libye et les débordements sporadiques qui surviennent dans les zones sahariennes de l'Algérie (Aïn Amenas), de la Mauritanie et de la Tunisie.

Si la nature des conflits, leur ampleur, leurs causes, leurs formes et leurs acteurs ne sont pas toujours les mêmes, on ne peut pas s'empêcher de constater les liens, les connexions, les chevauchements et les similitudes qui ne manquent pas de laisser apparaître des caractères communs et transfrontaliers de plus en plus évidents : montée en



puissance du jihadisme radical, exacerbation des tensions ethniques, prolifération des armes, large propagation des trafics de tous genres et notamment ceux de la drogue et des armes, implications de plus en plus directes, visibles ou discrètes d'acteurs internationaux dans les conflits (opération Serval, Africom...).

Le présent colloque se propose avant tout d'examiner, dans sa globalité, la situation qui prévaut aujourd'hui dans cet espace géopolitique africain, afin d'en saisir les tenants et les aboutissants et de mieux comprendre les grands enjeux qui sous-tendent les différents conflits qui s'y déroulent :

- * Enjeux sécuritaires prédominants pour le Sahara lui-même, pour les pays qui lui sont proches et pour le reste du monde.
- * Enjeux économiques majeurs compte tenu des ressources naturelles énormes que le Sahara englobe (réserves stratégiques d'hydrocarbures, uranium et autres ressources minières, et pour l'avenir proche, le potentiel énorme d'énergie solaire devenu désormais l'objet de convoitises et de tractations)
- * Enjeux humains et migratoires du fait que le Sahara s'est imposé comme frontière migratoire de l'Europe que ce soit à travers la passerelle maghrébine et méditerranéenne ou à travers les îles Canaris et l'Atlantique.

La montée accrue des menaces dans le Sahara ne rend-elle pas indispensable, dans un premier temps, l'établissement d'un continuum sécuritaire entre les cinq pays du Maghreb d'une part et le Mali, le Niger, le Tchad, le Burkina Faso, voire le Nigeria d'autre part, quitte ensuite à œuvrer à long et à moyen terme pour une coopération économique consistante et soutenue, qui aiderait à l'éradication de la pauvreté, nourricière des mouvements extrémistes et radicaux.



Ce sont ces différents enjeux dans leur complexité et leur interpénétration que ce colloque international se propose de mettre à jour, de soumettre à l'analyse et de comprendre dans une vision globale, dynamique et prospective.

Les travaux du colloque se sont articulés sur des séances plénières autour de quatre sous-thèmes majeurs :

- *Premier sous-thème : *Héritages et mutations, histoire, culture et religion***
- *Deuxième sous-thème : *Les nouveaux développements géopolitiques dans la région***
- *Troisième sous-thème : *Implications stratégiques et sécuritaires pour le Maghreb***
- *Quatrième sous-thème : *Les grands enjeux économiques***
- *Une table ronde d'experts se tiendra à la fin du colloque pour faire la synthèse des travaux et recueillir les conclusions.**

PROGRAMME

Vendredi 8 mai 2015

08.30 - 09.00 **Accueil et inscription des participants**

09.00 - 10.00 **Ouverture de la conférence**

- **M. Ezzeddine Kerkeni**, Président de l'Association des Etudes Internationales
- **M. Emil Lieser**, Représentant résident de la Fondation Friedrich Eberf en Tunisie
- **M. Andreas Reinicke**, Ambassadeur de l'Allemagne en Tunisie, tbc
- **M. Alexandre Zafirou**, représentant de la délégation de l'Union européenne en Tunisie, tbc
- **Mme Narjes Dridi**, représentante du Ministre des Affaires étrangères.

10.00 – 10.30 **Pause-café**

10.30 – 12.30 **Séance 1 : Héritages et mutations: Histoire, cultures et religion :**

- **Pr. Radhi Daghfous (Tunisie)** : Le Sahara et le Maghreb à travers l'Histoire, continuité ou rupture
- **Mr Alain Antil (France)** : Frontières postcoloniales et héritage politique de la colonisation
- **Mme Iqbal Gharbi (Tunisie)** : L'Islam saharien: entre syncrétisme et jihadisme

Modérateur : M. Ezzeddine Kerkeni

12.30 – 14.00 **Déjeuner (sur invitation)**

14.00 – 15.30 **Séance 2 : Nouveaux développements géopolitiques dans la région : étude de cas**

- **Dr. Poussi Sawadogo (Burkina Faso)** : Le Burkina Faso : est-ce un printemps africain?
- **M. Philippe Hugon (France)** : Enjeux politico-stratégiques et ingérences étrangères dans l'espace sahélo-saharien
- **Acheikh Ibn-Oumar (Tchad)** : Les mutations politiques et géopolitiques actuelles dans l'espace sahélo-saharien ; le cas du Tchad

Modérateur : M. Salem Fourati

15.30 – 16.00 **Pause-café**

16.00 – 18.00 **Séance 3 : Implications stratégiques et sécuritaires pour le Maghreb et l'UE**

- **M. Mehdi Taje (Tunisie)** : Les enjeux sécuritaires au Sahel et au Sahara : analyse géopolitique
- **M. Dario Christiani (Italie)** : La crise sécuritaire au Sahara et le printemps arabe



- **M. Isselmou Abdelkader (Mauritanie)** : Interactions entre terrorisme et du crime organisé
- **Contre-Amiral Jean F. Coustilière (France)** : Limites et contraintes des moyens militaires face aux conflits du Sahel

Modérateur : M. Boubaker Ben Fraj

Samedi 9 mai 2015

09.00 – 10.30

Séance 4 : Les Grands enjeux économiques

- **M. Salah Hannachi et M. Jomaa Ben Salah (Tunisie)** : Ressources énergétiques et minières : Etat des lieux et convoitises
- **Mme Nina-Kathrin Wienkoop (Allemagne)** : Le développement rural et agriculture comme perspective pour la région du Sahel
- **M. Yadh Zahhar (Tunisie)** : Ressources en eau et changements climatiques dans l'espace sahélo-saharien
- **M. Abdelhamid Bouhaouala (Tunisie)** : Les économies sahélo-sahariennes : difficultés et potentialités

Modérateur : M. Jomaa Ben Salah

10.30 – 10h45

Pause-café

10.45 – 13.00

Table Ronde : Le Sahel-Sahara : les défis et les espérances

Modérateur : M. Hatem Ben Salem

Rapporteur : Mr Mehdi Taje

13.00 – 13.15

Clôture de la Conférence

- **M. Ezzeddine Kerkeni**, Président de l'Association des Etudes Internationales (AEI)
- **M. Emil Lieser**, Représentant résident de la FES en Tunisie



ALLOCUTIONS OFFICIELLES

ALLOCUTION DE MONSIEUR

EZZEDDINE KERKENI

Président de l'AEI

Madame la représentante du ministère des Affaires étrangères, l'Ambassadeur Narjess Dridi, directrice générale du département Afrique
Monsieur Andreas Raïniké, ambassadeur d'Allemagne à Tunis

Monsieur Gerd Emile Lieser, Représentant Résident de la Fondation Friedrich Ebert à Tunis

Monsieur. Alexandre Zafiriou, Ministre conseiller au sein de la délégation de l'Union européenne en Tunisie

Mesdames, messieurs, honorables invités

Je voudrais, au début de mon intervention, vous souhaiter la bienvenue et vous adresser mes vifs remerciements pour avoir répondu à l'invitation de l'Association des Etudes Internationales et de la Fondation Friedrich Ebert, qui organisent en partenariat notre colloque sur le thème : L'espace sahélo-saharien : enjeux et perspectives.

Je saisis cette opportunité qui m'est offerte pour remercier l'Ambassadeur Narjess Dridi, directrice générale du département Afrique, qui représente le ministre des Affaires étrangères, auquel j'exprime, au nom de l'Association des Etudes Internationales, notre reconnaissance pour le soutien moral et matériel, et l'intérêt porté aux activités de notre Association, qui expriment une volonté d'ouverture sur les institutions de recherche et les espaces de rencontre et de débat entre experts d'horizons divers, chercheurs, universitaires et diplomates.



Mes remerciements s'adressent également à son excellence l'Ambassadeur d'Allemagne dont la présence à ce colloque nous honore, et aussi à la Fondation Friedrich Ebert et son représentant en Tunisie Monsieur Gerd Emile Lieser ainsi qu'à ses collaborateurs ; leur contribution essentielle à l'organisation de ce colloque est le témoignage, si besoin est, d'une confiance renouvelée, témoignage auquel l'A.E.I. est infiniment sensible.

Et je tiens à rendre par la même occasion un hommage appuyé à Mme Elisabeth Braune, la précédente et combien active représentante de la Fondation pour son soutien dans les moments difficiles qu'a traversés notre association.

Notre association, fondée en 1980 par le militant feu Rachid DRISS, est l'une des plus anciennes associations de recherche en Tunisie ; elle partage avec la fondation Friedrich Ebert, la plus ancienne fondation politique dans le monde – puisque créée en 1925 –, l'attachement aux valeurs républicaines de liberté et de démocratie.

Je voudrais aussi remercier M. Alexandre Zafiriou, ministre conseiller au sein de la Délégation de l'Union européenne en Tunisie, son éclairage sur le thème de notre colloque venant du représentant de notre partenaire stratégique sera très utile et d'un apport certain pour nos travaux.

Je voudrais également exprimer notre gratitude à toutes les personnalités ici présentes et à tous nos amis intervenants, qui ont répondu à notre invitation, leur expertise et leur expérience avérées seront d'un grand apport à ce colloque qui gagne, j'en suis persuadé, en maturité, et se bonifie avec le temps.

Ce colloque se tient à un moment extrêmement important pour la Tunisie ; en effet, après les élections du 23 octobre et l'avènement de la II^e République, le nouveau gouvernement n'a eu aucun répit et a dû faire face aux multiples défis qui se sont accumulés et aggravés depuis 2011, à savoir un taux de chômage qui ne décélère pas, un investissement qui marque le pas, une crise culturelle, une baisse du pouvoir d'achat de la classe moyenne, une partie



de la jeunesse socialement et mentalement désorbitée, et surtout une Tunisie inégalitaire et en sécession avec une partie de son peuple dans les régions dites déshéritées ou marginalisées.

Aussi est-il urgent d'entamer une série de réformes avec le consensus de toutes les parties prenantes, à savoir : le patronat, le syndicat et la société civile, surtout que le pays a réussi, malgré tout, et grâce au réalisme des partis politiques et de la société civile, l'exploit de traverser la phase transitoire.

Mais l'élan pour entreprendre ces réformes doit nécessairement s'accompagner par une guerre sans merci contre le terrorisme dans laquelle la Tunisie s'est trouvée engagée malgré elle et qui a coûté la vie à plusieurs de nos agents de sécurité et nos forces armées, ainsi qu'à des responsables politiques de premier plan et à des touristes qui sont venus confiants visiter notre pays.

Et les tentacules de ce fléau ne semblent pas se rétrécir, mais au contraire les attaques sont passées des zones frontalières aux zones urbaines.

Mais cette guerre est malheureusement nourrie et entretenue par une Libye en implosion, marquée par l'absence de l'Etat, le pullulement des groupes armés, le trafic de tout genre et surtout une Libye en interaction avec les groupes terroristes en Irak, en Syrie et en Afrique subsaharienne, qui est elle-même en proie au terrorisme sous toutes ses formes, faisant peser une réelle menace sur le voisinage maghrébin dont la Tunisie .

C'est cette région ou espace sahélo-saharien dans toutes ses dimensions qui sera l'objet de notre réflexion.

En effet, ceinture des pays du Maghreb, l'espace sahélo-saharien a connu, au fil des années, la montée en puissance du jihadisme radical, l'exacerbation des tensions ethniques aggravées par une crise de l'ordre postcolonial en raison de frontières tracées sans tenir compte des droits d'importantes communautés, au mépris de leurs spécificités propres et de leurs cohésions sociales.

Ceci, outre la prolifération des armes, la propagation des trafics de tous genres et notamment ceux de la drogue et des armes : tous ces maux qui s'interfèrent et se chevauchent.

Toutefois, il y a lieu de souligner que le terrorisme au sud du Sahara et en Afrique de l'Ouest plus précisément est récent. Il a été surtout introduit par les terroristes venant d'Algérie à la suite de la guerre civile algérienne des années 90. Les affrontements violents entre le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) et l'armée algérienne ont poussé ces terroristes à faire une lente descente de la côte méditerranéenne vers le Sahel par les frontières de la Mauritanie, du Niger et du Mali.

Ceci pour dire que le Maghreb et le Sahel forment un terrain stratégique avec ses multiples enjeux, à savoir :

Enjeux sécuritaires pour la région dans sa globalité et pour l'Europe.

Enjeux économiques majeurs, compte tenu des multiples ressources naturelles et stratégiques que le Sahara englobe et qui suscitent la convoitise, l'interférence et les rivalités des puissances extérieures.

Enjeux humains et migratoires du fait que le Sahara, à travers la passerelle maghrébine surtout, met malgré lui l'Europe et les sociétés européennes devant l'épineuse et tragique question de l'immigration clandestine.

Ces enjeux, surtout ceux liés à la sécurité et à la question de l'immigration, intéressent presque au même degré la région et l'Europe.

De ce fait, un effort collectif et une solidarité réelle fondée sur des intérêts communs sont à ce titre nécessaires, et au préalable une stratégie commune – qui en ce moment fait défaut même au plan régional – devient urgente.

L'Europe, qui est le partenaire majeur de la région, a un rôle principal à jouer.

Souhaitons que les Européens à l'intérieur de l'Europe aient une volonté commune d'aller plus loin dans le partenariat avec la région, sur la base d'une stratégie ayant pour vision une prospérité partagée.

Ce faisant, l'Europe fera alors prévaloir une logique de « paix préventive » dans la région qui se substitue à une logique de « guerre préventive » à laquelle l'Occident a parfois fait recours et dont les conséquences néfastes sur la paix et la sécurité ne sont plus à démontrer.



La présence parmi nous d'éminents experts est une opportunité pour approfondir le débat et développer la réflexion sur ces questions et d'autres qui sont mentionnées dans le programme.

Merci pour votre attention.

ALLOCUTION DE MONSIEUR EMIL LIESER REPRÉSENTANT DE LA FES À TUNIS

Mme la représentante du ministre des Affaires
Etrangères,
Monsieur l'Ambassadeur d'Allemagne,
Madame la chef de la délégation de l'Union
Européenne, (TBC)
Cher Monsieur Kerkeni,
Excellences,

Mesdames et messieurs,

C'est un grand plaisir pour moi de vous souhaiter la bienvenue au nom de la fondation Friedrich Ebert à notre conférence annuelle en coopération avec l'Association des études internationales sur la géopolitique du Maghreb. Au fil des années, ce forum est devenu une véritable institution de dialogue euromaghrébin. Cette année, nous allons nous concentrer intensément sur la région du sahélo-saharienne.

Nous éprouvons des difficultés pour la région. Enjeux sécuritaires, difficultés économiques, montée du radicalisme jihadiste et du trafic, notamment d'armes, des drogues et des personnes se renforcent. Par exemple, le terrible sort des réfugiés de cette région vers la Méditerranée est étroitement lié à l'échec du Printemps arabe en Libye.

Ces problèmes imbriqués nécessitent une compréhension holistique et une approche globale. La démocratie reste un pilier essentiel de briser ce cercle de



déstabilisation. La FES, présente en Tunisie depuis 1988, est engagée à renforcer la notion de démocratie et solidarité dans les sociétés internationales. Après la révolution tunisienne, nous avons augmenté notre engagement en Tunisie et puisque nous avons depuis 2014 un bureau régional pour l'Algérie et la Libye présent en Tunisie, nous avons appris bien la nature interdépendante des enjeux à la main.

D'une part, c'est l'histoire collective et le contexte religieux, culturel et ethnique commun qui font que le destin des pays du Sahara soit interdépendant. D'autre part, il est très important d'apprécier les différences et la multitude des défis auxquels les Etats sahélo-sahariens font face aujourd'hui.

Mesdames, Messieurs,

Comme nous sommes confrontés à une large variété de problèmes, nous nous sommes aussi donné la possibilité de les aborder ensemble et d'agir dans un esprit de solidarité et de collaboration, soit à travers la Méditerranée, soit à travers le Sahara. Cela donne des raisons d'espérer.

C'est pourquoi pour cette année, le sujet est «**L'espace sahélo-saharien : enjeux et perspectives**». Bien que l'accent soit mis sur une meilleure compréhension et analyse, nous ne saurons oublier le développement des stratégies et nous participons à la table ronde pour, en fin de compte, trouver des perspectives politiques, économiques et sociales.

Je souhaite à toutes et à tous une excellente conférence et vous remercie de votre attention.



ALLOCUTION DE MONSIEUR ALEXANDRE ZAFIRIOU

MINISTRE CONSEILLER
DÉLÉGATION DE L'UNION EUROPÉENNE EN TUNISIE

Messieurs les Ministres,
Excellences, Mesdames, Messieurs,

C'est avec un grand plaisir que je prends la parole sur un thème grave qui est celui des enjeux et les perspectives de l'espace sahélo-saharien ; votre note conceptuelle, introductive à ce colloque, rend bien compte de l'importance des enjeux sécuritaires, économiques et humains qui constituent de véritables défis de gouvernance aussi bien au niveau national, régional qu'international.

1. A des défis transfrontaliers, des réponses collectives

L'Union européenne (UE) est convaincue que la réponse aux défis qui sont désormais devenus transfrontaliers ne peut être que collective.

C'est ainsi que l'UE se félicite de la coopération développée par des regroupements tels que le G5 Sahel, par cinq pays (Mauritanie, Burkina Faso, Mali, Niger et Tchad) ou bien le processus de Nouakchott, par onze Etats (Algérie, Mauritanie, Burkina Faso, Mali, Niger, Tchad, Sénégal, Libye, Nigeria, Côte d'Ivoire, Guinée), piloté par l'Union Africaine (UA) et que soutient l'UE.

La dimension politico-institutionnelle du processus de Nouakchott au sein de l'UA est importante. Aussi, le G5 Sahel revêt une cohérence géographique, culturelle et de coopération structurée, avec des possibilités opérationnelles,



au sein du processus de Nouakchott. L'UE suit de près, en tant qu'observateur, ces deux formations.

Le premier sommet des chefs d'Etat des pays participant au processus de Nouakchott sur le renforcement de la coopération sécuritaire et l'opérationnalisation du processus de paix et de sécurité dans la région sahélo-saharienne s'est tenue les 18 et 19 décembre 2014, à Nouakchott. Des décisions opérationnelles telles que la mise en place de patrouilles conjointes ou la coopération sur le renseignement constituèrent des pas en avant.

Par ailleurs, le Sommet extraordinaire des chefs d'Etat du G5 Sahel, qui s'est tenu le 19 décembre 2014, établissait des niveaux stratégiques et techniques de coopération.

Il convient de mentionner également la coopération avec le Collège sahélien de sécurité, appuyé par l'UE, qui vise le développement de capacités régionales et l'échange d'expériences.

L'UE ne peut que se féliciter de ces efforts de coopération régionale ou des synergies et complémentarités qui devraient être recherchées dans la mise en œuvre de sa stratégie Sahel.

C'est ainsi que le 20 avril 2015, les ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne (UE) ont adopté le Plan d'action 2015-2020, pour la région du Sahel, dans le cadre de la mise en application de la stratégie de l'UE pour la sécurité et le développement au Sahel. Ce plan d'action serait basé sur quatre piliers de la stabilisation de la région, à savoir :

- la prévention et la lutte contre la radicalisation,
- la création des conditions appropriées pour des jeunes,
- la gestion de la migration, de la mobilité et des frontières,
- la lutte contre le trafic illicite et le crime organisé transnational.

Les ministres ont mis l'accent sur l'importance aussi bien des synergies entre les pays de la région qu'entre les pays du Sahel et les pays voisins. Ils ont recommandé



l'établissement d'un dialogue et de la coopération entre le Sahel, le Maghreb et l'UE, dans les domaines de la sécurité et de la migration, surtout à travers les mécanismes existants tels que les processus de Rabat et de Khartoum, en matière de migration et développement.

Leur diagnostic est sévère : le continent africain connaît une forte croissance économique, en rattrapant et s'insérant progressivement dans l'économie mondiale avec tous les défis et bouleversements que cela entraîne pour des sociétés traditionnelles. Toutefois, la pauvreté extrême, les tensions internes, les faiblesses institutionnelles, la démographie croissante, les crises alimentaires fréquentes, la gouvernance fragile, le problème des droits humains, la migration irrégulière et les crimes qui en découlent (trafics, radicalisation, extrémismes) constituent des défis tant pour l'espace sahélien que pour son périmètre géographique plus vaste.

La mise en œuvre de ce plan d'action sera la première responsabilité des pays concernés au Sahel, en coordination avec des organisations internationales et régionales ainsi que d'autres partenaires, dont les Nations Unies, l'Union Africaine, la Communauté économique des Etats de l'Afrique occidentale, l'Union économique et monétaire de l'Afrique occidentale, le G5 Sahel, la Commission du bassin du lac Tchad, la Banque mondiale et la société civile.

2. Responsabilité partagée

Le monde d'aujourd'hui est plus conflictuel et complexe et l'ordre global est contesté par de multiples défis. Les extrémismes, et les violations persistantes du droit international et humanitaire, les actes de terrorisme aveugle, les trafics de tout genre attisent l'instabilité régionale et menacent le bien-être des nos populations.

Les développements dans la région du Maghreb et au-delà affectent non seulement les populations des deux rives, mais aussi l'ensemble des citoyens de l'UE. Il est clair que l'Union européenne doit partager cette responsabilité, en assumant un rôle dans son voisinage immédiat. C'est le cas dans le cadre de la politique européenne de voisinage,

qui est aujourd'hui en cours de révision, en consultation avec les partenaires concernés.

L'UE considère comme priorité stratégique la création d'espaces de paix, de sécurité et de prospérité, à commencer par la région de son voisinage, à la fois à travers une coopération bilatérale avec ses partenaires qu'à travers la promotion de la coopération régionale.

Pour l'UE, il est essentiel que le développement économique accompagne les développements politiques fondés sur la bonne gouvernance et l'Etat de droit, suivis de l'acceptation des règles démocratiques mais aussi des valeurs d'égalité, de justice, de tolérance, de liberté d'expression, d'éducation et d'émancipation des femmes.

En avril 2014, 78 pays africains ont participé à un Sommet Union européenne/ Afrique qui a réuni des chefs d'Etat et de gouvernement. Au-delà des fonds alloués au titre de l'aide au développement, à concurrence de 28 milliards pour 2014-2020, ce Sommet a confirmé l'Afrique comme un partenaire économique et commercial incontournable, souscrivant à une stratégie conjointe portant sur la sécurité, la démocratie, la bonne gouvernance et les droits de l'homme, le développement humain et la croissance durable et inclusive, l'intégration continentale ainsi que les questions globales et émergentes.

Un des aspects les plus marquants de cet événement fut la volonté exprimée de l'UE à soutenir l'Union africaine, en retenant l'intégration africaine comme un pilier important de l'affirmation de l'Afrique sur la scène mondiale.

Les problématiques soulevées par votre colloque sont toutes d'une grande actualité; nous souhaitons qu'il soit couronné de succès et que vos débats aboutissent à des recommandations qui pourront éclairer davantage et apporter des solutions aux défis que confronte l'espace sahélo saharien et ainsi contribuer au bien-être de ses populations.

Je vous remercie.



ALLOCUTION DE Mme NARJES DRIDI

DIRECTRICE GÉNÉRALE POUR L'AFRIQUE
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES - TUNISIE

Monsieur le Président de l'Association des Etudes
Internationales,
Excellences
Honorables invités,
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi, tout d'abord, de féliciter l'AEI et ses partenaires pour l'organisation de ce colloque international et pour le choix d'un thème pertinent et d'actualité, à savoir : «L'espace sahélo-saharien : enjeux et prospectives», un rendez-vous annuel auquel nous a habitués l'AEI qui entretient avec le MAE une collaboration fructueuse de longue date.

Je voudrais surtout vous transmettre les vives salutations et encouragements de Monsieur le ministre des Affaires étrangères, Taieb Baccouche, qui m'a chargée de le représenter à ce colloque en raison de ses engagements et qui souhaite, par ailleurs, plein succès à vos travaux.

C'est pour moi un grand plaisir d'être parmi vous ce matin et je considère que cette rencontre est une occasion pour enrichir le débat sur des questions d'importance géostratégique touchant une région névralgique de notre continent qui nous interpellent et nous appellent à renouveler la réflexion, l'analyse et la prospective.

Ce colloque vient à point nommé, car il se tient à un moment où l'espace sahélo-saharien se trouve confronté



à de nombreux problèmes épineux. C'est donc le lieu pour nous de nous concerter sur les meilleurs moyens de faire face aux multiples défis qui se posent avec acuité non seulement aux pays de cet espace géopolitique mais également à ses sous-régions périphériques, notamment l'Afrique du Nord. En effet, le Maghreb et le Sahel, étroitement liés par l'histoire et la géographie communes, ont toujours formé deux régions aux réalités enchevêtrées et aux destins interdépendants (Les relations entre la Tunisie et la région sahélo-saharienne remontent à plusieurs siècles. L'espace saharien a longtemps été un espace de communication, de flux migratoires et d'échanges commerciaux mais aussi intellectuels et spirituels. D'aucuns ne peuvent oublier la route emblématique Kairouan-Tombouctou attestant que les relations entre les deux villes étaient intenses depuis le 9^{ème} siècle ou encore le commerce permanent qui se faisait entre Tozeur et Gao.

Mesdames et Messieurs,

La bande sahélo-saharienne connaît, depuis de nombreuses années, des crises multiples et interconnectées d'ordre politique et sécuritaire ainsi que des défis socio-économiques et humanitaires et des tensions ethniques et religieuses. Au cours de ces dernières années, le Sahel s'est transformé en une zone de transit et de trafics en tous genres, notamment d'êtres humains, d'armes et de drogues, auxquels s'ajoute l'immigration clandestine.

A l'heure actuelle, la région est confrontée à une dérive dangereuse, due à la montée du terrorisme transnational et à la connivence des groupes extrémistes et des réseaux de la criminalité organisée profitant de la défaillance du pouvoir central dans certains pays fragilisés et menaçant la stabilité régionale.

Il va sans dire que le Sahel est aujourd'hui une région en proie à une crise multiforme et constitue l'épicentre d'une nébuleuse terroriste. Ce qui s'y produit n'est pas un défi pour les autorités des pays sahéliens seulement, c'est une menace pour le Maghreb et l'Afrique de l'Ouest et



centrale, dont les tentacules s'étendent au Moyen-Orient et à travers la Méditerranée, touchant l'Europe.

Mesdames et Messieurs,

Face à ce contexte alarmant, des actions rapides sont nécessaires pour empêcher que la région sahélo-saharienne ne sombre dans une insécurité généralisée.

Il est clair que les politiques sécuritaires et la lutte contre le terrorisme en Tunisie et au Maghreb ne peuvent désormais faire abstraction des développements en cours dans la zone sahélo-saharienne.

En l'absence d'une action régionale coordonnée et d'une approche globale en matière de lutte contre le terrorisme, aucun pays ne serait à l'abri des menaces inhérentes à la zone du Sahel.

Si une concertation permanente s'impose entre les pays du Maghreb sur les enjeux sécuritaires de la scène sahélienne, notamment à travers l'échange d'information et d'expertises, le moment est également venu d'asseoir une coopération et une coordination interrégionales inclusives entre les pays du Sahel et ceux du Maghreb pour la stabilité de cette zone.

Plus que jamais, le caractère transnational des menaces dérivant de la scène sahélienne dicte la mise en place d'une coopération régionale et internationale soutenue.

Toutefois, l'approche sécuritaire ne peut nullement être la seule solution à même d'endiguer la menace terroriste et de lutter contre toutes les formes de criminalité au Sahel. La stabilité, la sécurité et le développement sont indissociables et ne peuvent pas être envisagés séparément.

Nous sommes convaincus que la lutte contre le phénomène de l'extrémisme et du terrorisme ne saurait atteindre ses objectifs que dans le cadre d'une approche globale intégrant à la fois les aspects politiques – en termes de démocratie, Etat de droit et respect des droits de l'Homme – économiques et culturels et ne se limitant pas aux seuls aspects sécuritaires et où le dialogue serait le pivot central et le dénominateur commun de toute démarche.

Le développement, dans toutes ses dimensions socioéconomiques et humaines, revêt une importance centrale dans la stabilité, la sécurité et la prospérité des Etats du Sahel.

Il s'agit d'adopter une démarche préventive visant à traiter les causes profondes du terrorisme, notamment l'injustice, la pauvreté et l'exclusion sociale. Ceci requiert, entre autres, le renforcement de la coopération sud-sud et la consolidation de l'intégration économique des pays de la région. La réalisation de l'intégration maghrébine se présente, à ce titre, comme une nécessité à la fois stratégique et économique.

Il importe également de favoriser l'émergence d'un débat idéologique et politique en vue de déconstruire les visions réductrices et obscurantistes des extrémistes religieux.

Mesdames et Messieurs,

Fière de son appartenance africaine et aux liens historiques et culturels qui la rapprochent de l'Afrique subsaharienne, la Tunisie est éminemment concernée par tout ce qui peut réduire les tensions sur notre continent et dans la zone du Sahel en particulier, considérant que le dialogue est la meilleure voie pour résoudre les questions en suspens.

Elle a constamment traduit en action son engagement actif en faveur des causes africaines, dans le respect de la légalité internationale, la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays voisins et pour la sauvegarde de leur intégrité territoriale. La Tunisie contribue, en effet, depuis les années 1960, à la consolidation de la paix et la stabilité sur le continent africain, en apportant son soutien aux initiatives des Nations unies en la matière, notamment dans le cadre des missions de maintien de la paix.

Je saisis cette occasion pour souligner l'attachement de la Tunisie à la sécurité et à la stabilité du Sahel ainsi que son engagement à soutenir toutes les initiatives visant à apporter des réponses durables aux défis socioéconomiques présents en Afrique, car elle est persuadée que la solution des



problèmes de notre continent commence par l'implication des pays africains eux-mêmes. La communauté internationale devant, de toute évidence, continuer à assumer pleinement ses obligations à cet égard.

Je vous remercie pour votre attention.

COMMUNICATIONS

LE SAHARA ET LE MAGHREB À TRAVERS L'HISTOIRE : CONTINUITÉ OU RUPTURE

Radhi DAGHFOUS¹

Introduction¹

Je voudrais au préalable faire une remarque concernant le titre de ma communication qui porte sur « Le Sahara et le Maghreb à travers l'histoire ». Il s'agit en réalité de l'étude des relations entre le Sahel africain et le Maghreb étant donné que le Sahara fait partie intégrante des deux ensembles déjà cités. Cette étude intéresse à la fois l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne. Certains historiens et savants aimeraient mettre ce sujet très vaste et fort intéressant dans le cadre général de l'histoire de l'Afrique et plus précisément dans le cadre des relations entre le monde arabe et « bilad as-soudan » (au sens non pas du Soudan mais du Pays des noirs c'est-à-dire l'Afrique noire). Cette étude a déjà fait l'objet de nombreuses publications qui seront rapidement évoquées en bibliographie.

Je parlerais en premier lieu de ces trois entités géographiques et je tâcherais de les définir à la fois sur le plan géographique et humain (Sahel, Sahara et Maghreb). En deuxième lieu, il sera question des relations entre le Sahel saharien et le Maghreb, notamment à l'époque islamique. En dernier lieu nous nous proposons de savoir si ces rapports ont été constants à travers les âges, c'est-à-dire s'ils ont été continus ou bien, au contraire, s'ils ont connu une certaine rupture, notamment à l'époque moderne et contemporaine.

1. Universitaire – Tunisie –.



Bien évidemment, nous respecterons la problématique générale du colloque, à savoir les enjeux, les défis et les perspectives que ces rapports ont posés et continuent de poser essentiellement depuis le XVI^e siècle et ceci en relation avec la colonisation européenne du XIX^e et l'Occident d'une façon générale au cours du XX^e et au début du XXI^e siècle.

1) Présentation des termes du sujet :

Il s'agit de préciser ce que ces trois entités géographiques (Sahel, Sahara et Maghreb) veulent dire et à quoi ils correspondent.

a) Le Sahel : Ce terme provient de l'arabe et veut dire côte, rivage ou frontière. Il désigne une bande du continent africain qui marque la transition entre le domaine saharien – sur lequel nous reviendrons – au nord et les savanes du domaine soudanais au sud. Géographiquement, il comprend tous les territoires qui bordent le Sahara, c'est-à-dire le Sahel septentrional et le Sahara méridional. Cette zone est le domaine du nomadisme et du pastoralisme transhumant. Sur le plan humain, il englobe des populations variées et diverses, à savoir les Peuls, les Daza, les Zaghawa, les Béja, les Afars, les Somalis, les Touareg et les Baggara.

De nos jours, la ceinture saharienne recouvre entièrement ou en partie les dix pays suivants : l'Algérie, le Maroc, la Mauritanie, le Sénégal, le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Tchad, le Soudan et le Cap Vert. Cette bande d'environ 5500 km de longueur et de 400 à 500 km de largeur couvre une surface d'environ 3 millions de km². Sur le plan politique s'y sont développés depuis le XI^e siècle des empires et des royaumes puissants (Songhaï, Kanem, Bornou, Mossi et Bambara). Au début du XXI^e siècle le Sahel est en face d'une série de difficultés à la suite de l'accroissement de sa population et de la montée des enjeux et des défis.

b) Le Sahara : Le mot signifie dans la langue arabe « désert ». Il s'agit en fait d'une région désertique située au



nord de l'Afrique et s'étendant sur environ 5000 km depuis l'Océan Atlantique jusqu'à la Mer Rouge. Elle couvre une superficie de 8000 km² et constitue le plus vaste désert chaud du monde. Actuellement, le Sahara s'étend sur le territoire de 10 Etats (Algérie, Tunisie, Maroc, Mauritanie, Libye, Egypte, Soudan, Mali, Niger, le Tchad,) en plus du Sahara occidental disputé entre le Maroc, l'Algérie et la Mauritanie. Le désert de sable proprement dit ne couvre que 20 % de la superficie totale du Sahara. Le Sahara algérien s'étend sur environ 2 millions de M Km². La part du désert dans l'étendue des pays maghrébins est importante. Elle représente à titre d'exemple 84 % de la surface de l'Algérie et 40 % de celle de la Tunisie. Le Sahara est un véritable pont entre la bande sahélienne et la bande méditerranéenne. Il unit depuis l'Antiquité tardive – c'est-à-dire depuis les IV^e et V^e siècles – ces deux bandes.

c) Le Maghreb : Ce mot signifie en arabe le couchant ou Occident par opposition au Machrek ou Levant, c'est-à-dire l'Orient arabe qui s'étend de l'Egypte à l'Irak et à la Péninsule arabique. Le Maghreb représente la partie occidentale du monde arabe. Il signifie aussi en arabe le Maroc. D'après Ibn Khaldoun, al Maghrib comprend trois ensembles : al Maghrib al Aqsa ou Extrême (correspondant au Maroc), al Maghrib al Awsat ou Central (l'actuelle Algérie) et al Maghrib al Adna ou Ifriqiya (la Tunisie actuelle et la Tripolitaine). Cet espace culturel arabo-berbère correspond à l'Afrique du Nord qui est une région comprise entre la Mer Méditerranée, le Sahel africain, l'Océan Atlantique et l'Egypte. Au cours du XIX^e siècle, le Maghreb désignait l'Algérie, le Maroc et la Tunisie.

De nos jours, on emploie deux termes : le Petit Maghreb pour se référer à ces trois pays et le Grand Maghreb pour signifier un espace incluant aussi la Maurétanie et la Libye ainsi que le territoire contesté du Sahara Occidental. La façade maritime du Maghreb s'étend sur plus de 5.000 Km en bordure de la Méditerranée (de Tobrouk en Libye jusqu'à Tanger au Maroc) et sur 700 Km le long de l'Océan Atlantique – entre Tanger et Agadir. Le Maghreb couvre une

superficie de 5 millions de km² partagés entre le bassin méditerranéen au nord et le désert saharien au sud. Il forme depuis plus d'un millénaire une unité géographique caractérisée culturellement par la fusion d'éléments arabo-berbères. Ses habitants appelés maghrébins descendent essentiellement de berbères qui ont été arabisés entre le VIII^e siècle et nos jours. Le Maghreb est lié au Machrek par la langue arabe et la culture islamique.

2) Les rapports entre le Sahel saharien et le Maghreb au cours de la période islamique :

A vrai dire, les rapports entre ces deux entités remontent à la préhistoire. Le Maghreb ou Afrique du Nord est peuplé par les berbères qui sont les premiers habitants de la région. Nous savons que depuis le IX^e siècle avant J.-C. les Phéniciens ont installé des comptoirs dont le plus connu est Carthage (vers 814). Les Romains victorieux des Carthaginois au cours des guerres puniques – qui les ont opposés au cours des II^e et III^e s. avant J.-C. – devinrent les maîtres du pays. L'occupation romaine de l'Afrique dura jusqu'à l'arrivée des Vandales en 429 de l'ère chrétienne. Mais l'empire romain d'Orient – appelé plus commodément Byzance – reconquit – sous la conduite du général Bélisaire – la province d'Afrique en 533 après J.-C. Cette étape byzantine devait durer jusqu'au VII^e siècle qui marque le début de l'expansion islamique plus connue sous l'appellation conquête musulmane.

Le Sahara qui sépare l'Afrique du Nord de l'Afrique noire est loin d'être une barrière infranchissable. Il s'agit au contraire – pour reprendre une expression très connue – d'une Méditerranée de sable et de cailloux – où se sont croisés et mêlés depuis une longue date les deux peuples des deux rives. Ce n'est pas un espace du néant ni de l'infini. Le passé atteste que le Sahara a toujours joué un rôle intermédiaire entre le monde de l'Afrique noire et l'Afrique du Nord ou Maghreb. Divers sites archéologiques démontrent que des routes de chars traversaient ces deux mondes et plus précisément un axe reliant le golfe de Syrte à la région de Gao et un second axe entre le sud marocain et les rives du Niger. Ces routes



transsahariennes avaient un aspect militaire mais avec l'introduction du chameau avant l'ère chrétienne il y a eu développement des échanges transsahariens au niveau à la fois des personnes et des marchandises.

Nous allons nous intéresser à la période islamique qui commence avec l'expansion de l'islam au VII^e siècle. La conquête proprement dite se déroula en plusieurs étapes et donna lieu au cours du IX^e s. à une série de royaumes dont nous citons essentiellement les Aghlabides en Ifriqiya et les Rustumides au Maghreb central. Plus tard au cours du X^es. les Fatimides réussirent à unifier l'ensemble du Maghreb sous leur coupe avant de céder la place à des royaumes typiquement berbères : nous citons plus particulièrement les Zirides en Ifriqiya, et les Hammadides au Maghreb central. Les Almoravides ou mourabitoun qui sont venus du sud fondèrent en 1061 le premier empire des deux rives, entre le Niger au sud et la Méditerranée au nord (avec comme capitale Marrakech).

Rappelons que lorsque Okba ibnou Nafaâ pénétra dans le Maghreb al Aksa au cours du VII^e s. il se trouva en contact avec des gens voilés établis dans le Sous qui embrassèrent l'islam et procédèrent à la conquête du Sahara et d'une partie du Soudan (836 ap J.-C. / 222 de l'Hégire). Ces fameux almoravides proviennent des Lamtouna, une tribu issue de ces gens voilés du Sahara. Ce sont les Touareg qui constituent une branche des Sanhaja. Il importe de préciser que ces tribus nomades ont été chassées des provinces fertiles du Tell et ont émigré avec leurs troupeaux dans le Sahara septentrional avant d'adopter un style bien particulier en se couvrant d'un voile dans la partie inférieure du visage.

L'expansion de l'Islam au Sahara s'accompagna d'une pénétration lente et continue des Arabes dans la région, ce qui entraîna par la même occasion une lutte d'influence entre Arabes et Berbères. Mais avec l'immigration hilalienne au milieu du XI^e s. qui amena des Arabes bédouins du Saïd égyptien en Ifriqiya et au Maghreb, il se produisit au Sahara un mélange avec les populations berbères. D'un côté, nous avons une nouvelle population métisse dans laquelle le premier rang appartiendra aux éléments ayant gardé intacte



leur descendance arabe. De l'autre, il y a lieu de signaler la formation d'une caste vassale de la première.

D'une façon générale, il faut noter que la plus grande partie des populations sanhaja voilées (al moulaththamoun) étaient restés au désert et s'étaient divisés en divers groupes ou confédérations facilitant ainsi l'établissement des Arabes nomades au Sahara septentrional. Les Touareg devinrent maîtres d'une partie du Sahara située d'est en ouest entre le Fezzan et l'Océan atlantique et du nord au sud entre le Soudan et la région des pâturages occupée par les Arabes nomades.

Au niveau chronologique, il faut noter une certaine contemporanéité entre l'immigration arabe des XI^e-XIII^e s. (celle des tribus arabes Hilal et Soulaym) et celle des berbères qui se sont introduits puis fixés sur la limite septentrionale du Sahara. Pendant que le Sahara devenait un champ clos entre populations d'origine arabe et populations d'origine berbère qu'œuvraient à la propagation de l'islam et à la diffusion de la langue arabe, il y eut formation de grands empires subsahariens. Citons tout d'abord l'empire du Ghana fondé par Soniké et qui devait dominer de vastes régions du Soudan occidental, ensuite les Mandé (Mandingues et Malinké) étendirent leur pouvoir au XIII^e s. du Mali (Tombouctou) jusqu'en Algérie (Touat), enfin signalons l'empire des Songhaï (avec leur capitale établie à Gao) qui annexèrent de grands morceaux du Sahara jusqu'à toucher le Maroc et l'Algérie. A la même époque, l'empire du Bornou s'étend jusqu'au Fezzan en Libye.

Plus au nord, les Almohades (Mouwahhidoun ou Unitaires) venus de Tinnel dans le Haut Atlas renversèrent les Almoravides en 1147 et les déclarèrent hérétiques. Ils réussirent à unifier l'ensemble du Maghreb au sein d'un vaste empire s'étendant de l'Ouest de la Libye au Maroc et comprenant une grande partie de la Péninsule ibérique. Mais cet empire fut morcelé au XIII^e s. donnant naissance à trois royaumes : les Hafside en Ifriqiya à Tunis (depuis 1236 jusqu'en 1574), les Abdalwadides à Tlemcen depuis 1282 jusqu'au XV^e s. et enfin le royaume des Mérinides au Maroc. Il faut rappeler que cette union bien qu'éphémère occupa



une place prépondérante dans l'imaginaire maghrébin et préfigure le rêve du Grand Maghreb.

Au niveau des voies de communication transsahariennes, il faut évoquer quelques routes connues notamment celles qui aboutissent vers la ville de Ouargla provenant notamment de Tahert (capitale du royaume ibadite des Rustumides), Sijilmassa, Kairouan, Tunis, Gao, Agades, Ghana et Tombouctou. Celle-ci est devenue au cours du Moyen Âge un grand centre maghrébin du commerce transsaharien avec le Soudan occidental. La ville avait au XVI^e siècle une population de 150.000 à 200.000 habitants. C'était à la fois une capitale économique et une grande métropole culturelle avec les autres villes du Mali et de l'empire de Gao. Selon Léon l'Africain, il y avait à Tombouctou de nombreux juges, docteurs et écrivains ; elle comptait 108 écoles coraniques. Elle était reliée à plusieurs villes du Maghreb comme Kairouan, Marrakech, Fès, Tlemcen, Oran, Alger et Tripoli.

Au XIV^e s. Ouargla, véritable relais avant l'islamisation du Maghreb, est devenue «une des plus grandes portes du désert» par laquelle les voyageurs pouvaient accéder avec leurs produits divers en Afrique noire. La conversion de ses habitants à l'islam date de l'époque omeyyade. Ouargla était reliée à la ville de Tozeur, grande productrice de dattes et exportatrice de lainages. Citons aussi la ville de Nefta (située au Djérid) connue pour son trafic avec la Libye.

Pour ce qui est de la ville de Tahert fondée en 761 par A. Ibn Rostoum, elle attirait des commerçants de l'Ifriqiya (Kairouan) et même de l'Irak (Bassora et Koufa). Elle recevait selon l'historien Ibn al Saghir des ambassades et des caravanes, ce qui démontre l'abondance qui y régnait.

En résumé, il y avait un véritable réseau de routes, de villes et de bourgades couvrant tout le Sahara.

La route de Kairouan à Tombouctou passait par Gafsa, Tozeur, Ouargla, Adrar, Tadmekka, et Gao. Elle passait aussi d'Ouargla vers Tamanrasset, Agades et Gao. Avec la promotion de Tunis, devenue capitale sous les Almohades (vers 1152-1160), elle est désormais le nouveau point de départ et d'arrivée de la route Kairouan-Tombouctou.



Pour ce qui est de la ville de Tadmekka, elle est – selon l'africaniste Mauny – un centre commercial reliant le sud du Sahara au monde méditerranéen.

Les caravanes comprenaient à la fois des hommes (les commerçants proprement dit), des chameaux (en moyenne le nombre varie entre 600 et 1000) et des produits (des tissages de draps, du cuir, de l'ivoire, de l'or, du sel, des épices, des chevaux et chameaux, des manuscrits et des esclaves).

En résumé, il faut dire que l'époque médiévale a été marquée dans ces trois entités (Sahel, Sahara et Maghreb) par l'expansion de l'islam et la diffusion de la langue arabe. D'autre part, il y eut au cours de cette longue période des rapports commerciaux et des échanges incessants à travers le Sahara et ceci entre les pays du Maghreb et l'espace sahélien. La fondation de royaumes berbères d'un côté et d'empires africains de l'autre a contribué à accentuer le mélange de populations arabes et africaines (noires).

Jusqu'au XVI^e siècle, il n'y a pas eu de rupture historique entre les deux rives du Sahara, notamment au niveau des échanges commerciaux et humains. Le processus devait s'inverser avec l'introduction d'un nouvel acteur, en l'occurrence l'Europe, et ce, à la suite du développement de la traite des noirs et de l'inversement des objectifs ainsi que du changement du rapport de pouvoir.

3) Les rapports entre le Sahel africain et le Maghreb à l'époque moderne et contemporaine :

L'époque moderne et contemporaine couvre la période allant du XVI^e au XXI^e siècle. Durant cette longue période, il y a eu beaucoup de mutations et même des changements brusques en rapport avec les événements.

Faisons un rapide rappel historique en ce qui concerne l'espace maghrébin et sahélien.

- Concernant le Maghreb, il faut signaler qu'après la dislocation de l'empire almohade et son morcellement entre trois régions distinctes (Hafsides en Tunisie, Abdalwadides en Algérie et Mérinides au Maroc) qui donnèrent naissance à trois Etats différents (Tunisie, Algérie et Maroc), l'empire



ottoman prend la relève en s'emparant de la Tunisie, de l'Algérie et de la Libye, tandis que le Maroc et la Mauritanie conservèrent leur autonomie. Au même moment, les Portugais et les Espagnols commencèrent à installer des comptoirs sur les côtes nord africaines. Au XIX^e siècle, débuta la colonisation européenne avec la conquête de l'Algérie par la France en 1830 suivie en 1855 de l'occupation de la Mauritanie intégrée par la suite à l'Afrique Occidentale Française (AOF). Nous assistons ensuite à l'établissement du protectorat français en Tunisie en 1881 suivi en 1912 de celui du Maroc et de la mainmise de l'Espagne sur le Rif (dont subsistent deux enclaves Ceuta et Melilla au Maroc) et enfin l'installation de l'Italie en Libye en 1912.

- Au Sahel la France – dans le cadre des rivalités entre les grandes puissances européennes – voulait mener une politique d'expansion d'ordre stratégique en établissant une continuité territoriale entre l'Algérie et ses possessions en Afrique subsaharienne au Sénégal et dans le golfe de Guinée. En 1904 fut ainsi constituée l'A.O.F comprenant le Sénégal, le Niger, le Congo et le Tchad sans parler de la mainmise sur le Tibesti, l'Ouanyanga, l'Ennedi, le Kanem, l'Ouadaï et Tombouctou. De son côté, l'Espagne s'emparait d'Ifni (ratification du traité par le Maroc en 1883) et du territoire de Rio de Oro plus au sud (en 1884) devenu plus tard le Sahara occidental.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale on assiste à des changements importants au Maghreb et au Sahel : la Mauritanie devient un territoire d'outre-mer en 1946, la Libye obtient son indépendance de l'Italie en 1951. Avec la montée des nationalismes, la Tunisie et le Maroc deviennent indépendants en 1956 tandis que l'AOF se disloque en 1960 et 4 nouveaux Etats indépendants sont formés au sud du Sahara : Tchad - Niger - Mali et Mauritanie. L'Algérie gagne son indépendance en juillet 1962.

Il va sans dire que l'Europe – notamment la France – est devenue à partir du XIX^e s. un acteur principal et c'est pour cette raison que les relations entre le Maghreb et le Sahel subirent des changements essentiels et que les interactions humaines entre les deux régions sont rompues. Pendant toute la guerre froide,



les espaces maghrébins, sahéliens et sahariens sont conçus comme « une arrière-cour des deux grands ensembles formés entre temps par les alignés et les non-alignés ».

Les choses vont bouger à partir des années 1980 avec une libéralisation économique qui touche le continent africain. C'est ainsi que le Maroc sécurise sa frontière de Nouadhibou avec la Mauritanie et renforce ses relations avec le Sénégal. Mais cette libéralisation n'est pas sans engendrer des résultats négatifs avec le surgissement de mouvements contestataires Touareg au Mali et au Niger, revendiquant l'autonomie et la sauvegarde de leur identité et la « redistribution locale des revenus miniers comme l'uranium ». On assiste au cours de cette période à une tension entre la Mauritanie et le Sénégal qui devait aboutir à une rupture totale entre les deux pays. N'oublions pas les trafics de tous genres (le tabac - l'alcool - la drogue etc..) prospèrent en même temps que la contrebande et l'émigration clandestine.

Les nouveaux enjeux – en cette fin du XX^es – consistent essentiellement dans le ralentissement de l'émigration maghrébine vers l'Europe et au contraire l'accroissement des départs depuis l'Afrique subsaharienne. On assiste désormais à « une mésentente entre Arabes et Africains, Blancs et Noirs, Maghrébins et Subsahariens » qui est le résultat logique d'une rupture culturelle et d'une certaine « modernisation-globalisation-occidentalisation » liée à ce qui s'était passé en dehors de l'espace maghrébin et sahélien.

Le Sahel connaît au cours du XXI^e s. un nouveau contexte géopolitique caractérisé par la montée en puissance de groupes armés (Aqmi, Touareg, etc.) qui non seulement menacent l'intégrité territoriale des pays comme le Mali mais visent aussi les Etats occidentaux sur leurs propres territoires. De même, on assiste à des rivalités intermaghrébines (par ex : entre l'Algérie et le Maroc à propos du Sahara occidental et du Polisario) et euromaghrébines (par ex : entre l'Algérie et la France). Bref, au lieu d'être un espace de coopération en vue de relancer le projet de l'UMA bloqué depuis 1994, le Sahel est devenu un nouveau théâtre de confrontations diplomatiques intermaghrébines. Ajoutez à tout cela l'intervention des Etats-Unis d'Amérique dans la région du Maghreb-Sahel qui



complicque davantage la situation et attise au contraire les rivalités transatlantiques.

En réalité, si le Sahel constitue pour le Maghreb une profondeur méridionale stratégique, il représente pour l'Europe une nouvelle ligne de frontière entre la Méditerranée et l'Afrique subsaharienne dans la mesure où il lorgne sur ses richesses (uranium, fer, pétrole, phosphates, etc.) et lui fournit l'opportunité en matière de stratégie internationale (lutte antiterroriste, concurrence avec les grandes puissances).

Conclusion

Les relations entre le Maghreb et le Sahel africain à travers le Sahara ont été continues depuis l'Antiquité et durant toute l'époque médiévale et ce jusqu'à l'époque moderne dans la mesure où elles ont concerné deux espaces géographiques ayant un certain nombre de ressemblances (sur le double plan physique et humain). L'intervention d'un nouvel acteur – en l'occurrence l'Europe – dans ces relations a non seulement provoqué une rupture mais a occasionné de nouvelles données (nouvelles stratégies – nouveaux enjeux – davantage de défis) qu'il appartient aux Maghrébins d'un côté et aux sahéliens africains de l'autre de dépasser.

Nous osons affirmer que les pays maghrébins et européens doivent unifier leurs efforts en vue de parvenir à une meilleure synergie dans la perspective de dynamiser les cadres du partenariat euromaghrébin et instaurer une coopération régionale sud-nord et sud-sud. Pour cela, il faut dépasser la rivalité algéro-marocaine à propos du Sahara occidental et du Mali, penser à relancer le projet intégrationniste de l'UMA. Il est également demandé aux pays occidentaux (Europe et USA) d'accorder leurs violons à propos de la question du Sahel et de dépasser leurs propres dissonances en matière de lutte contre la violence et le terrorisme sous toutes ses formes. C'est peut-être un vœu pieux mais faut-il avoir le courage de dénoncer le double langage et la langue de bois qu'on perçoit dans les déclarations des dirigeants européens, africains et maghrébins.

Bibliographie sélective

1) Les sources :

Al Bakri, *Description de l'Afrique*. Traduit par Mc Guckin de Slane, édition revue et corrigée, Alger 1913.

Ibn Battouta, *Voyages*, texte arabe accompagné d'une traduction par C. Defremery et B.R. Sanguinetti, préface et notes de V. Monteil, Anthropos, Paris, 1969 (2^{ème} édit).

Hasan Al Wazzan ou Jean-Léon l'Africain, *Description de l'Afrique*. Nouvelle édition traduite de l'italien par A. Epaulard, Th. Monod, H. Lhote et R. Mauny, t I-II, Paris, 1954.

Ibn Khaldûn (A), *Histoire des Berbères*. Texte en arabe, t. I-II, publié par de Slane, Alger 1847-1851.

Yaquoubi, *Kitâb Al Buldân*, Ed. J. de Goeje, Leyde, 1892. Trad. Les Pays, par G. Wiet, Le Caire, 1937.

2) Les travaux :

Abakar (Abdalhamid), *Les relations entre la région du Tchad actuel et l'Afrique du Nord à l'époque médiévale (VIII^e-XVI^e s./II^e-XX^e s.)*. DEA en histoire médiévale sous la direction de Mounira

Chapoutot Remadi, Faculté des sciences humaines et sociales, Tunis, 1991.

Brunschvig (Robert), *La Berbérie orientale sous les Hafsides des origines à la fin du XV^e s.*, t. I-II, Paris, 1940-1947.

Histoire générale de l'Afrique, voir l'étude sur les Relations historiques et socioculturelles entre l'Afrique et le monde arabe de 1935 à nos jours, *Etudes et documents, Colloque de Paris 25-27 juillet 1979*, Unesco, Paris, 1984.

Idris (Hady Roger), *La Berbérie Orientale sous les Zirides X^e-XII^e siècles*, t. I-II, Paris, 1962.

Lacoste (Yves), *Le Sahara, perspectives et illusions géopolitiques* in *Revue Hérodote*, 142.

La Roncière, (Charles De), *La découverte de l'Afrique au Moyen âge. Cartographie et explorateurs*, t. I-III, Le Caire, 1925-1927.

Laroui (Abdallah), *L'histoire du Maghreb, un essai de synthèse*, Paris, Maspéro, 1970.

Lewicki (Tadeuz), *l'Etat nord-africain de Tahert et ses relations avec le Soudan occidental à la fin du VIII^e*



- et au XI^e siècle, in *Cahiers d'Etudes Africaines*, t. 2, cah. 4 (8), Paris, 1962, pp. 513-535.
- Pierre (Simon), Les relations entre le Maghreb et le Sahel et les enjeux stratégiques du XXI^e siècle, Mémoire sous la direction de Barah Mikail, *Institut de relations internationales et stratégiques*, Paris, 2010. 112 p.
- Sa'ad Zoughloul (Abdalhamid), *Tarikh al Maghrib al 'arabi*, Alexandrie, 1990.
- Schmitz (J.) et Grégoire Emmanuel, Afrique du Nord et monde arabe : continuités et ruptures, *Cahiers des sciences humaines*, Nouvelle série numéro 16, p. 5-20.
- Tong Nsangou Ben Ndiké, *Le rôle du commerce dans l'expansion de l'islam en Afrique occidentale au Moyen Age (VI^e-XVI^e s.)*, Recherche historique-économique et sociale. Thèse de Doctorat en histoire médiévale, sous la direction de Claude Cahen, Université de Paris 1, 1975.

TERRORISME ET RUPTURE CULTURELLE AU SAHEL

*Iqbāl al-GHARBI*¹

Introduction

Nul ne doute que l'espace sahélo-saharien est aujourd'hui une région en crise. Régulièrement, les médias internationaux consacrent leurs titres aux multiples maux qui affectent actuellement cette partie du monde.¹

Durant des années, cette région a été le théâtre de désordres et de conflits ouverts. Plusieurs de ces pays ont connu des coups d'État – la Mauritanie en 2008, le Niger en 2010, le Mali en 2012 – ainsi que des rébellions armées comme le Soudan en 2011 et le Mali en 2012. Une mobilisation médiatique, humanitaire, politique et scientifique a mis en lumière l'importance des problèmes climatiques, alimentaires et nutritionnels dans cette partie de l'Afrique.

Aujourd'hui, et à cause des groupes armés se réclamant d'un islam radical qui s'y sont installés, l'espace sahélien apparaît comme un danger pour la stabilité des États. Ce danger n'est pas localisé : tous les lieux et tous les pays sont exposés à la violence terroriste. C'est donc une menace grandissante pour la sécurité du continent et de la planète.

La région saharo-sahélienne, propice à la dissimulation et au camouflage, a offert aux groupes armés une multitude de refuges (canyons, grottes, rochers en surplomb) et leur a fourni des sites de repli introuvables. De ce fait, elle est devenue un sanctuaire du terrorisme international.

1. Universitaire – Tunisie –.



L'impact des attentats terroristes, tant médiatique que psychologique et humain, n'a cessé de s'amplifier cette dernière décennie. Les horreurs spectaculaires de la secte Boko Haram (ce groupe réfute généralement cette appellation et revendique celle de Jamā'at ahl al-sunnah li'l-da 'wah wa'l-jihād) ou du mouvement chabab en Somalie, les assassinats, les enlèvements de lycéennes, les tortures choquent aussi bien les populations du Nord que du Sud.

Tous s'interrogent sur la profonde transformation du champ religieux dans l'Afrique d'aujourd'hui. Tous cherchent à comprendre les raisons du glissement d'un islam africain syncrétiste, perméable, tolérant et à dominante malékite et soufi, vers des variantes d'islam politique de plus en plus dogmatiques et agressives.

Comment en est-on arrivé là ? Que s'est-il passé ?

Les facteurs qui ont favorisé cette métamorphose sont complexes. Comme nous allons le voir, ils sont locaux (lutttes et conflits ethniques), régionaux (rivalités de puissances), transnationaux (réseaux criminels, terroristes).

Ainsi, le « clash » entre l'islam local et un islam transnational serait la résultante de plusieurs processus historiques, ethniques, politiques et économiques.

Les facteurs historiques

L'islam au Sud du Sahara concerne environ 150 millions de personnes. Cette communauté représente le huitième de la « Omma » (communauté musulmane) dans le monde.

Historiquement, le Sahel désigne, dans les textes arabes médiévaux, l'espace compris entre le Maghreb et le « Bilād as-Sūdān ». Cette délimitation géographique, reconnue par Ibn Khaldūn, est encore d'usage chez les géographes modernes. Le « Bilād as-Sūdān », pays des Noirs, indique les régions de l'Afrique subsaharienne sans précision géographique. Il arrive même qu'on lui substitue l'appellation bilād at-takrūr qui est le nom d'un royaume (Tékroun), délimité par le bassin du fleuve Sénégal.



Au début du IX^e siècle, c'est al-Fazārī, le premier géographe à mentionner un royaume sahélien, sous la célèbre formule l'«État de Ghana, pays de l'or».

La littérature arabe médiévale distinguait déjà, en se référant aux anciens empires sahéliens, les notions de «bilad es-Sibâ» (pays de la dissidence et du chaos) et «bilad es-Silm» (pays de la paix et de la stabilité). Entre ces deux centres, il y avait toujours un espace d'indécision politique. En ce sens, cette région se situe à la croisée de deux champs géopolitiquement non conciliés. Ligne de frontière entre Méditerranée et Afrique subsaharienne, le Sahel permet la transition entre l'Afrique du Nord, méditerranéenne, et l'Afrique noire. C'est un espace chancelant, oscillant, selon les rapports de forces, entre différents centres politiques stables et sédentarisés.

Périodiquement, lorsque les musulmans orthodoxes jugeaient que l'islam pratiqué par les populations africaines islamisées n'était pas convenable, voire déviant (car remodelé, reconstruit en fonction de la culture et de rites d'origines animistes), ils lançaient le jihad, c'est-à-dire la guerre sainte.

Ainsi, Les Almoravides, par exemple, s'emparent d'Aoudaghost en 1054, principal comptoir commercial de l'empire du Ghana. Sous le couvert de guerre sainte, d'autres objectifs, toujours profanes, politiques et économiques étaient poursuivis : pour les Almoravides, il s'agissait de prendre le contrôle des villes et des routes de l'or, puis des richesses de l'empire du Ghana.

Plus tard, du djihad de Malek Sy, en 1690 à la création de la jamaã sidianké, vers 1770, au fouta Djallon ; de la révolte de Soulayman Bal en 1798 au Fouta Toro jusqu'au djihad de Othman ibn Fudi en 1804 et el hajj Omar ibn Tal, toute l'Afrique est le théâtre de guerre interminable au nom de l'orthodoxie et du retour à la source.

Au cours de cette épopée du Djihad, ce sont les villes du Sahel, comme Djenne et Tombouctou, qui se sont révélées comme le foyer de l'élaboration théorique et doctrinale de la foi fondamentaliste.

Actuellement, la même notion du Djihad a refait surface au milieu du XX^e siècle par le biais des commerçants africains qui faisaient l'aller-retour entre l'Afrique de l'Ouest et le Golfe, et avec le retour des premiers étudiants de l'université Al-Azhar du Caire.

Le mouvement s'est intensifié dans les années 1970 et 1980, lorsque, sous le couvert d'aide humanitaire, l'Arabie Saoudite a installé dans plusieurs pays des ONG, des centres de santé et des écoles faisant la promotion du wahhabisme.

Les facteurs ethniques

Les questions de race et d'ethnicité demeurent des facteurs déterminants dans les crises du Sahel. Les crises identitaires ont souvent conduit à des guerres civiles parfois violentes entre Arabes, Africains et Touareg. Dans la mémoire collective des populations noires, domine une image négative et conflictuelle des Touareg. Elles leur reprochent la pratique de l'esclavage et la participation à la traite négrière vers le monde musulman avant la période coloniale. Les Noirs considèrent, à tort ou à raison, comme du racisme à leur égard le sentiment de supériorité nourri chez les Touareg par leur passé de razzieurs. De même, parlant de "trahison", ils soulignent l'absence des Touareg durant les luttes menées pour l'indépendance, voire leur engagement au service de la France.

De leur côté, les Touareg se révoltent assez souvent, pour protester contre leur marginalisation et contre l'indifférence des pouvoirs centraux. (Mouvement national de l'Azawad (MNA), créé en novembre 2010, lutte pour l'autodétermination). Ainsi, Le califat saharo-sahélien envisagé par AQMI peut séduire certains Touareg, comme moyen de réaliser leur rêve d'émancipation vis-à-vis d'une domination rejetée.

Par conséquent, et à cause de ces nombreux conflits ethniques, la notion de destin commun, indispensable composante du sentiment d'appartenance nationale et à l'intégration républicaine, fait nettement défaut.



Les facteurs politiques

La fragilité structurelle des Etats de la région a entraîné une incapacité de contrôler leur territoire de manière efficace et d'en assurer la sécurité. Ce qui fait de la région sahélienne une zone « grise » et vulnérable. En effet, la plupart des pays de la région sont incapables d'assurer leurs prérogatives régaliennes de manière solide, en mettant à profit des relais locaux. A cette déficience structurelle, s'ajoutent le problème de la corruption et du sous-développement, le trafic de drogues, d'armes, d'êtres humains, de la contrebande et le terrorisme.

Facteurs économiques

Dans cette région, les indices de développement sont parmi les plus faibles de la planète.

Le changement climatique et les phénomènes de sécheresse aiguë ont entraîné le défrichement des terres, le déboisement, l'absence de périodes de jachère, la perte des cheptels, la rareté des ressources naturelles et l'accès à l'eau. Ces phénomènes ont déstabilisé les structures sociales existantes en sédentarisant des populations nomades. Dans nombre de régions rurales, le Sahel reste figé sur une économie familiale d'autosubsistance, par nature très vulnérable aux aléas. En conséquence, les techniques agricoles sont inadaptées aux variations climatiques. A ces bouleversements, s'ajoutent donc l'exode rural, l'augmentation des mouvements migratoires et la croissance exponentielle des villes.

En effet, la « métropolisation » moderne et la croissance urbaine spectaculaire posent différents problèmes. Si, à l'aube des indépendances, dans les années 1960, le citoyen des pays « neufs » d'Afrique de l'Ouest pouvait croire en une ville-mirage, riche de promesses, émancipatrice, synonyme de liberté, l'image de la ville s'est rapidement brouillée, au point de se transformer en un lieu de désenchantement, de perte, de corruption, de dissolution des rapports sociaux. C'est en ville que

les individus prennent conscience de leur marginalité et cherchent à faire entendre leurs voix. Face à la paupérisation croissante, quelques-uns se sont tournés vers des courants politiques radicaux, mobilisant parfois leur imaginaire religieux. La radicalisation des discours et la forte mobilisation des habitants sont principalement observables en ville, lieu de débat, d'expression et de politisation. Une lecture wahhabite de l'islam, véhiculée par l'influence saoudienne et des ONG islamistes, a fait une intrusion dans les quartiers défavorisés de la ville.

L'avènement du Djihadisme : les facteurs de la rupture

Historiquement, l'islamisation de l'Afrique noire s'est construite sur la rencontre entre des sociétés aux traditions sociales et spirituelles indigènes avec des valeurs nouvelles, différentes et d'origine arabo-berbère. En effet, l'islam s'est répandu à travers le Sahel essentiellement grâce aux conquêtes, puis au commerce. Du début du VIII^e siècle au XI^e siècle, un réseau est créé par les Berbères ibādites – principaux artisans de l'expansion du commerce à longue distance – avec tous les éléments constitutifs de ce négoce avec l'ouverture de diverses voies caravanières et le contrôle des terminaux caravaniers, tant au nord qu'au sud du Sahara.

En outre, l'avènement de l'islam en Afrique, et sa rencontre avec les sociétés africaines, a provoqué des réactions dissemblables selon les spécificités culturelles, les structures sociales, économiques, politiques et religieuses des différents pays. Cette rencontre a produit, selon les pays et les contextes, assimilation, résistance, juxtaposition, intégration, réinterprétation pour arriver jusqu'au syncrétisme religieux.

Le terme forgé par Claude Lévi-Strauss a été conceptualisé par Roger Bastide qui en a fait un outil efficace pour comprendre les cultes, résultant de mélanges divers. Pour cet auteur, les mélanges ne sont jamais indifférenciés ni indifférents aux contenus sémantiques des éléments bricolés. Les précontraintes de la matière symbolique conservée dans la mémoire collective agissent à leur tour dans l'ajustement,



toujours provisoire, des éléments constitutifs de l'ensemble. Au fait, C'est une capacité de vivre simultanément dans deux univers culturels incompatibles.

Il faut rappeler que ces sociétés africaines traditionnelles sont caractérisées par une conception de l'univers, fondée sur l'animisme, la force et la présence des esprits, la possibilité d'un dialogue avec les morts, d'où le culte des ancêtres, et la capacité d'agir sur les événements grâce aux pouvoirs magiques supposés « surnaturels » détenus par certains membres de la communauté (chamans ou marabout). Cette conception soude la communauté. L'islam, qui s'est développé dans cette région, est un islam tolérant qui préconise l'alliance avec les autorités coutumières animistes. Les commerçants et hommes de religion avaient besoin de leur accord pour commercer et enseigner. Inversement, les chefs traditionnels recouraient aux ulémas pour consolider leur autorité. On peut donc parler comme Eduardo Costa Dias, université de Lisbonne, d'un islam ethnique, « localisé », syncrétique, politique et où la figure du marabout et de l'imam est déterminante.

Les confréries locales cristallisent cet aspect syncrétique de l'islam africain. En effet, le soufisme se caractérise par certains éléments comme l'accès à la connaissance par la voie initiatique, l'importance des dons et les pratiques syncrétiques.

Ainsi, si l'islam a pu épouser les valeurs et pratiques antéislamiques des sociétés spirituelles traditionnelles des Africains, cela tient précisément à sa souplesse d'adaptation qui n'entraînait pas de rupture avec la coutume.

Le wahhabisme est né dans la péninsule arabique au XVIII^e siècle. Ce mouvement de l'islam prône un retour à une religion « purifiée » de ses innovations et superstitions. Celle-ci s'installe en Afrique de l'Ouest grâce à deux phénomènes concomitants : la multiplication des pèlerinages à La Mecque et celle des diplômés de l'université du Caire al-Azhar.

Aujourd'hui, le phénomène a pris une telle ampleur selon l'islamologue Mathieu Guiderai, car pour les pays du Golfe, l'Afrique subsaharienne représente la terre de Daàwa (« prédication ») la plus importante après l'Asie du Sud-est.



Le phénomène s'est accentué, selon cet auteur, après la révolution iranienne et l'envoi par Téhéran de prédicateurs dans le monde entier, en particulier en Afrique de l'Ouest, où une forte communauté libanaise chiite constituait un relais idéal. L'Arabie Saoudite et le Pakistan ont clairement développé une stratégie missionnaire d'État pour contrer l'influence iranienne dans la zone.

En 2005, un Rapport de l'International crisis group (ICG) révélait que les ONG et les associations caritatives islamiques des pays du Golfe pouvaient facilement financer et contribuer à la radicalisation des groupes violents au Sahel.

La prolifération de l'idéologie salafiste wahhabite est due, d'une part, à la globalisation : l'intensification et l'accélération des flux de marchandises, des capitaux, des hommes, des idées et de l'information, sur lesquelles l'État a de moins en moins de prise ; l'interpénétration croissante des marchés et des pratiques sociales, voulue par les États et, enfin, l'émergence d'institutions, régimes et normes internationales.

Par conséquent, le wahhabisme, qui se veut une contre-modernité, est le produit de la modernité.

Cette idéologie, qui se veut une réponse narcissique à la phobie de la mondialisation, est un produit de la mondialisation.

D'autre part, cette radicalisation est une réponse aux tensions locales. En effet, le wahhabisme est une critique radicale des contradictions internes :

- une critique de la tradition islamique locale et du discours religieux officiel. Les jeunes perçoivent la religion étatisée et éloignée de leurs préoccupations ;
- une critique de la société, de ses principes hiérarchiques et statutaires et de la confiscation sectaire des fonctions religieuses ;
- les jeunes Haratin sont particulièrement sensibles aux discours égalitaristes d'un islam pur. Ces haratin rejettent, en effet, l'islam confrérique qui n'a jamais remis en cause les hiérarchies statutaires traditionnelles oppressantes ;
- une critique de la monopolisation du savoir et du pouvoir par les confréries traditionnelles : les



- mouvements fondamentalistes sont un moyen de dénoncer l'hégémonie des chefs de tribus maraboutiques qui se désignent comme les uniques dépositaires de l'islam. Pour certains, le wahhabisme est un instrument de mobilité économique et politique, un facteur d'ascension sociale ;
- une critique de la modernité, de ses valeurs consuméristes et de ses limites.

En outre, certaines confréries comme la Sanoussiya ont renforcé l'influence de l'islam radical. Cette confrérie d'inspiration wahhabite, créée en Cyrénaïque en 1835 par Mohammad Ibn Ali al-Sanoussi (1787-1859), a incarné la résistance à la colonisation européenne et mena, durant la Première Guerre mondiale, la guérilla contre les Italiens, les Français et les Anglais.

Notons aussi que le salafisme radical a réinvesti l'espace public, profitant du vide politique laissé après des années d'autoritarisme, et cette demande de sacré est aussi une demande de sens.

Or, le salafisme crée du sens et fabrique des mythes. Ces mythes recèlent une puissante efficacité émotionnelle. Ces récits mythiques sont inscrits dans la mémoire collective religieuse des jeunes Africains.

Notre hypothèse de travail est que la cohérence anthropologique de la vision du monde que véhicule le salafisme explique en partie sa réussite, sa longévité politique et l'attraction qu'il exerce sur les masses. L'homme est producteur de mythes et constructeur de mondes symboliques, affirme Roger Bastide !

Nous n'avons nullement la revendication d'épuiser la complexité du phénomène, mais d'aborder, sans aucune intention d'exhaustivité, certains aspects de la mythologie salafiste.

1) Le mythe de l'âge d'or révolu

Depuis sa création, la mouvance islamiste véhicule le mythe d'un âge d'or révolu, c'est sa matrice idéologique !



Pour Mercia ELIADE, le mythe de l'âge d'or est un invariant de l'imaginaire collectif.

Sur le plan psychologique, la mythologie de l'âge d'or, fantasma maternel, image d'une mère refuge, fusion affective et régression à la vie fœtale.

Sur le plan sociologique, l'avènement de la modernité a occasionné une perte de repères : les noyaux de solidarités communautaires, clos sur eux-mêmes, qui caractérisaient la société rurale, ont été brisés (regret des fêtes de village unificatrices). La crainte liée à la perte de ces refuges, ajoutée aux nostalgies individuelles (souhait du retour à l'enfance), viennent nourrir le mythe de l'âge d'or, à chaque fois que les accélérations du progrès viennent menacer les équilibres anciens.

2) le mythe de la pureté et de la purification

Chez les salafistes, il y a toujours le refus de la mixité, du mélange, du syncrétisme, de l'ambivalence quelle que soit sa nature (sexuelle, confessionnelle, culturelle ou politique), car la mixité est source de corruption pour la foi du croyant.

3) Le mythe de l'Unité, de l'Oumma

Le troisième mythe est celui de l'unité et de la division. Pour les salafistes, il y a un principe d'unité dans la religion musulmane qui doit s'appliquer à toutes les dimensions de la vie. Pour eux, à partir du moment où il y a UN dieu, il y a UN prophète, UNE vérité, UN Coran. A partir de là, tout ce qui ne fait pas partie de l'unité est condamné. Cela donne une vision binaire du monde, le bien/le mal, le licite/l'illícite, etc.

4) le mythe de la conspiration

Le mythe qui structure l'imaginaire des salafistes est l'idée que si les musulmans sont aujourd'hui dominés au niveau économique, social, politique, c'est certes parce qu'ils se sont éloignés du véritable islam, mais c'est surtout



parce que l'Occident, piloté par un noyau maçonnique et juif, ferait tout pour les maintenir sous domination. Pour René Girard, en situation de perte de repères, par exemple face à la complexité croissante du monde, les individus recherchent une explication. Plutôt que de se construire de manière positive une image de soi, ils désignent un bouc émissaire. Olivier Roy affirme : «La Théorie du complot est en ce moment ce qui paralyse la pensée politique musulmane».

5) Le mythe du martyr

Les mouvements terroristes reposent sur une instrumentalisation de la violence comme ciment de la solidarité entre les membres du groupe, et mourir en martyr est, plus qu'un simple moyen, le but ultime vécu comme une fin glorieuse et héroïque, comme l'expression de la plus haute religiosité. La mort fait l'objet d'une intense valorisation rhétorique, au point de devenir un élément de la mobilisation du groupe.

Le sacrifice expiatoire est l'objectif ultime des kamikazes djihadistes, ce qui les rend potentiellement extrêmement dangereux : «Mourir sur la voie de Dieu est un honneur souhaité par ceux de ma communauté qui luttent ; nous aimons la mort sur la voie de Dieu autant que vous aimez la vie, nous ne craignons rien, nous espérons une telle mort». (Ben Laden).

Conclusion et recommandations

Pour Raphaël Liogier, directeur de l'Observatoire du religieux à Aix-en-Provence et auteur de l'ouvrage *Le mythe de l'islamisation*, «les djihadistes sont souvent dans un complexe identitaire. Ils sont frustrés économiquement et possèdent une blessure narcissique qui les pousse à la réaction. Il s'agit d'une pathologie psychique».

Face à cette mythologie négative, à cette contre-utopie, nous devons construire un récit positif, donner du rêve et de l'utopie.

C'est le devoir de l'humanité pensante vis-à-vis de l'humanité souffrante.



Le défi djihadiste et terroriste menace notre sécurité, nos valeurs et notre survie.

Cet ennemi commun doit susciter une défense commune, une stratégie commune qui rompt avec les anciennes conceptions géopolitiques des relations Nord/Sud.

Pour faire face au terrorisme, nous avons besoin d'un nouveau projet de développement éthique, durable et solidaire qui inclut l'Europe, le Maghreb et l'Afrique.

La proximité (géographique, culturelle, linguistique, religieuse), mais aussi la complémentarité des économies, le destin commun (sécurité alimentaire, réchauffement climatique, terrorisme) sont des facteurs puissants de rapprochement. Une intégration économique, politique, culturelle, qui renoue avec les valeurs universelles, est aujourd'hui plus que nécessaire.

Brener (L.), 1993, «La culture arabo-musulmane au Mali», in R.

Références Bibliographiques

- Otayek (dir.), «Radicalisme islamique au sud du Sahara, Da'wa, arabisation et critique de l'Occident», Paris, Karthala: 161-188.
- Choplín (A.), Ciavolella (R.), 2008, «Marges de la ville en marge du politique ? Logiques d'exclusion, de dépendance et d'autonomie à Nouakchott». *Autrepart*, n° 45.
- Coulon (C.), (dir.), 2003, «Islams d'Afrique : entre le local et le global». Karthala.
- Cuoq (J.), 1975, «Recueil des sources arabes concernant l'Afrique occidentale du VIII^e au XVI^e siècle (Bilād al-Sūdān)», Paris, CNRS.
- Ferjaní (M.-C.), 2005, «Le politique et le religieux dans le champ islamique», Fayard.
- Girard (R.), 1982, «Le bouc émissaire», Grasset.
- Gomez-Perez (M.), 2005, «L'islam politique au sud du Sahara : identités, discours et enjeux». Karthala.
- Guidere (M.), 2014, «Les règles juridiques de l'islam sunnite», l'Harmattan.
- 1778, «*Le Maghreb et l'Afrique subsaharienne*», Paris, Editions du C.N.R.S., 17, 80, 264 p., Annexe. (Collection) Y Etudes de l'Annuaire de l'Afrique du Nord D. Extrait de l'Annuaire de l'Afrique du Nord, 1778.
- Liogier (R.), 2012, «*Le mythe*



de l'islamisation : essai sur une obsession collective», Broché.

Roy (O.), 2007, «Le Croissant et le chaos», Hachette 2007.

2008, «La Sainte ignorance», Le Seuil.

Taje (M.), 2010, «Les enjeux sécuritaires dans le Sahel africain : grille d'analyse». trinune libre n° 8, in Centre Français de Recherche sur le Renseignement.

Unesco, 1994, Séminaire régional d'experts sur les écoles coraniques et leur rôle dans la généralisation et la rénovation de l'éducation de base, Khartoum.

ENJEUX POLITICO-STRATÉGIQUES ET INGÉRENCES ÉTRANGÈRES DANS L'ESPACE SAHÉLO-SAHARIEN

*Philippe HUGON*¹

Une analyse géostratégique de l'espace sahélo-saharien suppose de prendre en compte les enjeux et les défis de cet espace, les stratégies des acteurs et des puissances dans un contexte régional et mondial.

La mondialisation conduit à une grande différenciation des partenaires des Etats sahélo-sahariens. Les Etats riverains du Sahara sortent largement de relations post-coloniales et hégémoniques avec les puissances européennes, pour rentrer dans un monde multipolaire caractérisé par un multipartenariat. Un processus de régionalisation réticulaire *de facto* se développe face au relatif échec du régionalisme institutionnel *de jure*. La mondialisation a également sa face inverse en termes de replis identitaires, de fractures et de « monde sans loi » qui sont des facteurs de crises, de tensions et de nuisances.

Il importe évidemment de comprendre également le rôle des acteurs et notamment des puissances régionales et internationales, qui sont dans des jeux de rivalités et de coopération et d'alliances, *de realpolitik*, qui mobilisent le *hard power*, notamment militaire, mais également le *soft power*, religieux, linguistique, culturel et développent des diplomaties d'influence. Les acteurs visibles sur le devant de la scène de ces nouveaux terrains de jeu ne sont pas généralement ceux qui agissent en coulisse (Taje 2014). Les stratégies concernent également des « sous-traitants » qui agissent par procuration.

1. Universitaire - France -

Après avoir présenté (I) le nouveau contexte de mondialisation, de multipolarisation et de multipartenariat de l'arc sahélo-saharien, nous différencierons (II) les enjeux de l'espace sahélo-saharien, puis présenterons les stratégies et les leviers d'action des principaux acteurs étrangers (II).

I/ LE NOUVEAU CONTEXTE DE MONDIALISATION, DE MULTIPOLARISATION ET DE MULTIPARTENARIAT

1.1. *Entre multilatéralisme, régionalisme et bilatéralisme*

Les relations entre les puissances et l'espace sahélo-saharien peuvent être décryptées à plusieurs échelles.

Ces relations sont liées à la *mondialisation* et la mise en place d'un monde multipolaire qui succède largement à un monde postcolonial avec diversité des partenaires africains. L'on observe un déplacement du centre de gravité de la planète avec montée en richesse et en puissance de nouveaux territoires dits émergents : les «oléocraties» pétrolières et les puissances émergentes d'Asie, mais également d'Afrique et du Proche et Moyen-Orient, jouent un rôle croissant. Les relations Sud/Sud tendent à se substituer en partie aux relations Nord/Sud. Les révolutions technologiques, la dématérialisation et la déterritorialisation de la production, le commerce électronique ont modifié la donne. La financiarisation du capitalisme et le rôle croissant des grands groupes transnationaux conduisent à faire des territoires des lieux de valorisation du capital et d'insertion dans des chaînes de valeur mondiale. L'accès aux ressources naturelles du sol et du sous-sol – mais également aux marchés africains – participe de cette mondialisation de la part de nouveaux acteurs. Mais cette mondialisation conduit également à des exclus ou à des perdants ; elle génère également des replis identitaires et locaux et a sa face moins visible dans les réseaux criminels liés aux trafics, aux paradis fiscaux et à un monde sans loi.

Les relations entre les acteurs internationaux et l'espace sahélo-saharien renvoient également à des facteurs *régionaux* spécifiques à l'Afrique. La diversité des partenaires et les nouvelles formes de partenariat et de



réseaux d'acteurs s'éloignent des accords institutionnels. Pour des raisons historiques, liées principalement à la question du Sahara occidental, l'UMA reste une coquille vide, l'intégration régionale est limitée et le Maroc n'est pas membre de l'OUA (depuis 1975) devenue UA. Les pays sahéliens sont en revanche intégrés au sein de l'UEMOA et de la CEDEAO. Les accords Nord/Sud avec l'UE dominant, que ce soit, pour les pays du Maghreb, les accords de libre-échange de Barcelone, ou, pour les pays sahéliens, les Accords de partenariat économique régionaux (APE). L'on constate également une pluralité d'accords de partenariat Sud/Sud notamment avec les pays de la ligue arabe et les pays sahéliens. Un accord préférentiel de commerce et d'investissement a été ainsi signé en 2002 entre le Maroc et l'UEMOA. Un accord de libre-échange est en cours de négociation avec la CEDEAO en Afrique de l'Ouest. La communauté des Etats sahélo-sahariens (CEN/SAD, créée en 1998 à Tripoli,) regroupe aujourd'hui 23 Etats mais sans l'Algérie ni la Mauritanie. Du fait de l'absence d'intégration au sein du Maghreb, les accords sont surtout bilatéraux.

Simultanément, l'Afrique de l'Ouest sahélienne diversifie ses partenaires. Le régionalisme de jure, porté par des accords institutionnels, est moins important que la régionalisation de facto, liée à la fois à la proximité de territoires et à l'appartenance à des réseaux interconnectés au niveau transnational. Malgré quelques projets structurants actuels (axe Tanger- Nouakchott-Dakar, réseaux de télécommunication) ou projetés (gazoduc Nigeria-Algérie, les espaces sont très peu connectés en termes d'infrastructures (Forum CSAO 2013). L'Afrique sahélienne est parfois définie comme le nouvel horizon économique au-delà des deux côtés, rives ou frontières (Sahel) du Sahara et du fleuve Sénégal.

1.2. Approche pluridimensionnelle liant *top down* et *bottom up*.

Deux travers guettent les analyses *top down* des relations internationales. Le premier concerne des catégories

essentialistes en termes d'Etats faillis, d'Etats fragiles ou voyous, émergents ou à la traîne et mesurées par des indicateurs permettant de classer les Etats comme des élèves de la classe internationale à partir de notes. Cette approche différencie les bons, les mauvais élèves, ceux qui ont régressé ou fait des progrès. Ces catégories normatives et occidentalocentrées sont généralement démenties par l'histoire ; faut-il rappeler que le Mali de l'époque du président Amadou Toumani Touré, dit ATT, n'était pas considéré comme un Etat failli ? Le second travers inverse renvoie à des visions stratégiques qui, au-delà de la rhétorique et des légitimations des acteurs dominants, visent à repérer les desseins cachés, les intérêts occultés, et adoptent également une approche *top down*, donnant une image cohérente du monde sans prendre en compte les contradictions. Elles renvoient à de grands récits, qui sont souvent également contredits par les hasards de l'histoire.

La compréhension des relations inter et trans-nationales doit intégrer les *acteurs du bas* et prendre en compte les représentations, les matrices culturelles, les référents ethno-linguistiques des populations, leurs aires d'appartenance qui s'inscrivent dans le temps long. Les espaces structurés par des réseaux diffèrent des frontières officielles issues de la violence de l'histoire. Les appartenances transfrontalières renvoient à des enjeux communs de la part de populations affrontant des chocs naturels ou anthropiques, caractérisés par la vulnérabilité, l'exclusion et l'absence d'activités licites, le nomadisme ou la migration forcée. Les « pays frontières » (Konaré) caractérisent ces espaces. La coopération décentralisée peut les structurer et moderniser. L'aide internationale peut s'appuyer sur ces dynamiques locales pour répondre durablement aux défis environnementaux, démographiques, alimentaires, économiques et sécuritaires.

1.3. Une approche pluridisciplinaire à plusieurs échelles

La compréhension des enjeux politico-stratégiques suppose ainsi un certain nombre de préalables sur le plan de la *méthode* et de l'approche *disciplinaire*.



Elle implique évidemment une prise en compte de la *géographie*. Le Sahara est le plus grand désert chaud du monde, dont 20 % de sable, avec une superficie de l'ordre de 8 millions de km² et 5.000 km de frontières. Il est entouré de 10 Etats riverains dont 5 au Nord (Grand Maghreb) et 5 au sud (Sahel ou rivage), dont une partie du territoire national fait partie du Sahara. Le Sahel est le riverain d'une mer de sable ou un « océan » qui est peu habité, peu contrôlé et est caractérisé par des mouvements transfrontaliers (Taje 2004). Le caractère enclavé de nombreux pays sahéliens rend difficiles les échanges commerciaux, qui sont aujourd'hui essentiellement maritimes ou aériens, mais qui continuent de se faire à dos de chameau ou par des camions. Les *connectivités transsahariennes* sont des réseaux complexes et historicisés, faits de grandes mobilités transfrontalières entre des régions très fragiles. Le commerce transsaharien se perpétue sous d'autres formes au-delà de la violence de l'histoire, des obstacles géographiques et des aléas politiques.

La compréhension de l'arc sahélo-saharien et de ses relations inter ou transnationales suppose également une approche *historique*. Les connectivités transsahariennes par les caravanes, l'importance du commerce du sel, de l'or ou des esclaves, la diffusion de l'islam sont autant de signes des liens anciens entre le Maghreb et le Sahel par le Sahara. Les réseaux illicites ou les trafics non contrôlés existent depuis des lustres. Les relations entre le Maghreb, notamment le Maroc, et l'Afrique saharo-sahélienne réactualisent aujourd'hui des liens anciens mais relâchés entre les grands empires urbanisés africains que furent le Ghana, le Mali, l'empire Songhaï ou l'empire de Gao. Tombouctou était un pôle commercial, un carrefour et une capitale religieuse et intellectuelle jusqu'à sa prise, en 1591, par Al-Mansur. Le commerce transsaharien caravanier et chamelier a été florissant du XIII^e siècle à la fin du XVI^e siècle entre les pays méditerranéens et les pays des Noirs (*Bilad-al-Soudan*). L'islam malikite instauré depuis les Almoravides était lié au commerce. Il y a eu ensuite, avec les grandes découvertes européennes, victoire de la *caravelle sur la caravane* et les relations du Maghreb avec l'Europe se sont développées aux

dépens de son hinterland africain. La colonisation française a évidemment modifié les frontières et les réseaux en les réorientant vers la France. Les indépendances ont maintenu les liens économiques privilégiés du Maghreb et de l'Europe avec mise en place des accords de Barcelone, de l'UPM, différenciation pour l'Union européenne de ses accords de libre-échange et des APE avec les régions d'Afrique. Mais de nouvelles routes commerciales, circuits financiers, relations économiques, culturelles et politiques ont émergé ou ont réactualisé des circuits anciens.

Les relations transsahariennes ont perduré. Ces relations transfrontalières, souvent de trafics de marchandises ou de mouvements des populations, s'inscrivent à la fois dans une histoire longue et dans des ruptures liées aux fragilités des écosystèmes et au stress hydrique, aux chocs extrêmes, à l'explosion de jeunes sans perspectives, d'activités licites et à l'insécurité. Les trafics licites se combinent avec des illicites. Les mouvances djihadistes et terroristes se développent. Le Maghreb est une des places essentielles des filières migratoires pour les jeunes Africains, sans perspectives et travaillés par le mythe d'ailleurs, ou pour les déplacés fuyant les drames. Ces filières organisées en réseaux conduisent à de nombreuses activités informelles de commerce, de transport ou d'hôtellerie. Le Sahara et le Sahel sont des lieux importants de trafics contrôlés par les populations notamment les Touareg (armes, drogues, automobiles, cigarettes). De nouvelles frontières ont conduit à des axes Nord/Sud au sein d'Etats-nations, se substituant aux relations Est/Ouest mais les mouvements transfrontaliers demeurent pour des populations nomades.

L'analyse implique évidemment une approche *anthropologique et politique* prenant en compte les diverses identités et leurs évolutions en termes de groupes ethno-régionaux. Les approches *top down*, en termes de puissance, interdisent de prendre en compte la diversité des reliefs, la complexité des terrains, les contradictions et les réversibilités des stratégies des acteurs pluriels, notamment des « acteurs du bas ». Les groupes berbères et arabes se différencient du monde des Noirs et les différenciations conduisent à des clivages Nord/Sud au sein des pays sahéliens. En zones rurales, les



populations sédentaires, notamment agricoles, se différencient des groupes nomades ou pratiquant la transhumance, comme les éleveurs Peuls ou les Touaregs, avec souvent des conflits concernant l'accès à l'eau ou au foncier et opposition entre « autochtones » et « allogènes ». Sur le plan religieux, les clivages renvoient essentiellement à l'opposition entre l'islam « synchrétique » malikite, soufiste et confrérique et l'islam intégriste ou purificateur » salafiste et wahhabite.

Il importe également de prendre en compte des ruptures parfois très rapides. Celle-ci sont liées à des facteurs *internes*, tels notamment l'expansion démographique et urbaine, la vulnérabilité des écosystèmes due principalement au réchauffement climatique, le rôle des nouvelles technologies de l'information et de la communication, les déplacements de population liés à des facteurs climatiques ou aux conflits. Elles sont également liées à l'environnement *international* tels le rôle des systèmes d'information, les influences du wahhabisme et du salafisme, voire du chiisme et leur séduction notamment vis-à-vis de jeunes s'opposant aux hiérarchies des confréries, les changements politiques à commencer par la chute de Mouamar Kadhafi, ou l'émergence de nouvelles puissances ». L'islam malékite de confrérie et soufiste est de plus en plus concurrencé par un islam rigoriste ou intégriste salafiste et wahhabite, venant du Moyen-Orient et du Soudan. Depuis 2011, le chaos libyen a un impact déterminant sur les pays sahéliens. L'affrontement entre Al-Qaïda et l'Etat islamique s'y déploie.

II/ LES PRINCIPAUX ENJEUX ET DÉFIS DE L'ESPACE SAHÉLO-SAHARIEN

2.1. L'arc sahélo-saharien

L'arc saharo-sahélien est un espace tampon entre le monde méditerranéen et l'Afrique subsaharienne. Trois grands territoires peuvent être différenciés.

Le Sahara,

Le Sahara est peuplé de divers groupes, dont les Touareg qui ont une organisation et une culture spécifiques ;

sa société très hiérarchisée entre Imajeren (nobles) et Imrad (tributaires), composée de divers clans, notamment les Ifoghas, est transfrontalière et a toujours refusé une organisation étatique centralisée. Cette mer de sable est un lieu de contact entre l'Afrique sahélienne et l'Afrique septentrionale, notamment pour les flux migratoires, les divers trafics, voire les réseaux djihadistes. La volonté d'autonomie des Touareg transfrontaliers par rapport aux Etats issus de l'indépendance est permanente et se traduit de manière récurrente par des cycles de répression/négociation. Le Sahara demeure marqué par la question du Sahara occidental, conflit gelé depuis plus de 40 ans, qui oppose le Maroc à l'Algérie..

Le Sahara, immense territoire, est évidemment, du fait même de sa superficie, riche en ressources du sous-sol peu explorées et non exploitées. Au Niger, l'uranium ressource stratégique est exploité à Arlit et des concessions non exploitées ont été octroyées pour Imouramen ; le Niger dispose également d'or et de pétrole ; le Mali a également des gisements d'uranium, de gaz et de pétrole, même si l'exploitation significative concerne l'or. Les principaux gisements d'hydrocarbures sont ceux de Taoudini à cheval sur la Mauritanie, le Mali et l'Algérie. Des gisements pétroliers prometteurs ont été trouvés sur le plateau de Mangueri dans le Kawar à Agadez et à Diffa au Niger. Le Sahara est évidemment riche en ressources potentielles solaires. Le Sahara occidental dispose de ressources du phosphate.

Il ne faut pas fantasmer sur les ressources naturelles sans pour autant nier le rôle qu'elles jouent sur le plan de la convoitise, des contrats et des enjeux à long terme. L'enclavement, les très grandes difficultés de transport, la faiblesse de l'environnement sur le plan technique, économique, social ne peut conduire qu'à des enclaves sécurisées et à des transports par gazoducs ou oléoducs, actuellement inexistants malgré le projet de gazoduc reliant Lagos à Alger. Les ressources du sous-sol sont toutefois un enjeu de rivalités entre les principaux groupes Sonatrach, ENI, Total ou pour les hydrocarbures, les sociétés sud-africaines et canadiennes pour l'or, Areva et pour l'uranium. Elles jouent surtout un rôle important dans les représentations des acteurs. L'histoire



de l'OCRS, projet de la IV^e République française pour une autonomie, voire indépendance des Touareg pour isoler le pétrole du Sahara algérien de l'Algérie, reste présent dans la mémoire, de même que les ressources potentielles de « l'Azawad » sont une des motivations des indépendantistes.

Les sociétés enclavées sahéliennes

Le Sahel (rivage en arabe) est une zone relativement homogène du point de vue climatique, pédologique, démographique, social ou économique. Son *histoire est* marquée par les grands empires Songhaï, du Mali ou du Ghana, du rôle de Tombouctou, du Kanem Bornou, du califat de Sokoto, par la traite esclavagiste vers la Méditerranée. La mémoire des razzias, des djihads ou des empires reste vivace ou est mobilisée par ceux qui remettent en cause les frontières arbitraires mises en place par les colonisateurs. Pasteurs nomades peuls et arabo-berbères, qui pratiquent la transhumance, coexistent avec les agriculteurs sédentaires animistes ou christianisés. Dans l'ensemble, les populations sont peu fixées ; l'urbanisation, limitée, a récemment explosé. La dynamique régionale des zones enclavées est liée aux migrations régionales internes et interafricaines. Les différents groupes sociaux coexistent avec association entre éleveurs et agriculteurs, mais les crises liées au stress hydrique, à la pression démographique sur le foncier, ou autres, renforcent les marqueurs identitaires et religieux.

Les sociétés sahéliennes sont caractérisées, depuis le début du XXI^e siècle, par un paradoxe entre une croissance macro-économique et la montée de la vulnérabilité et de l'insécurité. Les conflits n'ont pas jusqu'à présent pesé fortement au niveau macro-économique, en ne concernant que des territoires relativement marginaux sur le plan économique. Les économies sahéliennes sont marquées par de très grandes disparités territoriales et par une césure entre les zones à fort potentiel économique et les zones caractérisées par de fortes vulnérabilités. Les *pays sahéliens enclavés* (Burkina Faso, Mali, Niger, Sénégal, Tchad) membres de la communauté des Etats arabo-sahéliens



connaissent, au-delà des disparités territoriales, des zones de grande vulnérabilité et d'insécurité, des dynamiques économiques fortes avec une croissance économique moyenne supérieure à 5 % depuis 2000, l'urbanisation, la montée de classes moyennes et une diversification des partenaires. L'essentiel des activités demeure l'économie populaire urbaine en termes de contributions aux emplois et aux revenus.

Les économies rurales demeurent largement structurées autour de l'agriculture familiale et des filières cotonnières et de l'élevage au nord. La filière coton demeure la principale source des revenus monétaires des paysans et elle joue un effet multiplicateur en milieu rural. Elle est multifonctionnelle, exerce des effets d'entraînement en amont et en aval, concerne plus de 2 millions de petits paysans et contribue largement à la sécurité alimentaire. Les filières cotonnières intégrées (CMDT) ont été libéralisées et privatisées même s'il existe un holding assurant les services publics et chargé de la régulation. Elles ont réduit la caisse noire finançant le politique, mais ont conduit celui-ci à trouver des ressources de compensation dans l'exploitation des mines, voire l'insertion dans des trafics.

Les ressources minières (or et uranium) et les hydrocarbures jouent un rôle croissant dans la dynamique économique du Burkina Faso (or), de la Mauritanie (fer, pétrole), du Mali (or et potentiellement pétrole, uranium, du Niger (uranium, pétrole). Elles constituent la majorité des exportations avec un poids croissant au niveau des devises, des recettes budgétaires, des revenus mais également des effets de pollution, d'immigration clandestine, voire de *dutch disease*.

Le Sahel est largement devenu une zone grise, de ni paix-ni guerre, non contrôlée par le pouvoir central. Les principales plaies de l'arc sahélo-saharien sont les crises alimentaires, les conflits armés liés aux différents trafics et au djihadisme, le chômage des jeunes sans perspectives et le contrôle limité des territoires par les autorités. Caractérisés par une grande vulnérabilité géographique, les pays sahéliens subissent les chocs liés aux aléas climatiques ou aux



turbulences internationales. Un nouveau commerce triangulaire Amérique/Afrique/Europe concerne les trafics, notamment de cocaïne.

Le Sahel est concerné par les influences des mouvements djihadistes, les zones d'action d'AQMI, les aires d'influence de Boko Haram (le livre est interdit), les guerres par procuration que se font les puissances chiites et sunnites, les actions des différentes milices présentes dans les divers trafics d'armes, de drogues, de cigarettes, de voitures ou d'êtres humains. Le terreau des actions terroristes ou de l'islamisme intégriste se trouve dans les inégalités, la marginalisation, les filières de recrutement par les réseaux des NTIC et par l'absence d'insertion des jeunes dans le tissu économique ou social et le champ du politique, mais également par des conflits locaux présentant un caractère ethno-régional et opposant les « allogènes » et les « autochtones ». Le Sahel est, ainsi, devenu un enjeu minier et pétrolier important mais également une poudrière dans certaines zones avec trafic (de drogues, de cigarettes, de voitures, d'armes), revendications autonomistes des Touareg, présence d'Aqmi, des milices d'Al Mourabitoune ou Ansar a-Dine. Les mouvements touareg transfrontaliers alternent entre conflits et négociations. On observe également une présence croissante d'Al-Qaïda Maghreb Islamique issu du mouvement salafiste et dont les katibas sont implantées dans le sud algérien, au nord Mali, au nord Niger et en Mauritanie. Les prises d'otages dans une zone dont la superficie est 20 fois celle de la France ont eu de graves répercussions économiques, notamment sur le tourisme. Les jeunes désœuvrés sont de plus en plus intégrés dans des réseaux salafistes, financés par l'Arabie Saoudite ou le Qatar qui, certes, jouent un rôle face à la défaillance des Etats mais qui, sous le couvert d'actions sociales, ont développé un fondamentalisme religieux, voire une économie mafieuse ou prônent le djihadisme. La puissance financière et d'armement de ces réseaux est liée à l'argent des trafics, des rançons des otages ou, plus récemment, aux effets de décomposition de la Libye. Les risques de somalisation existent dans les régions sahariennes.



La Somalie

La Somalie est le troisième espace sahélien qui se différencie des riverains du Sahara². La « somalisation » est souvent présentée comme le scénario du pire vers lequel pourraient tendre les autres Etats sahéliens. La Corne de l'Afrique, région la plus conflictuelle du continent africain, est à la croisée de la mer Rouge et de l'Océan indien. La Somalie, devenue indépendante en 1959, n'a jamais connu d'Etat. Elle est organisée en clans et en sous-clans. Cette société clanique n'est pas pour autant anarchique. La loi islamique, pour un pays où près de 100 % de la population est musulmane, coexiste avec la loi tribale ou clanique.

On observe aujourd'hui de profondes mutations. La religion qui unifiait oppose aujourd'hui l'islam soufi traditionnel et l'islam salafiste. Une relative désintégration sociale résulte de l'opposition entre les jeunes et les anciens quant aux codes de conduite. La Somalie combine aujourd'hui, comme les autres pays du Sahel, les effets : a) de l'explosion démographique avec absence de transition démographique (6,8 enfants par femme fécondable, 44,4 % de la population a moins de 15 ans), b) d'une croissance urbaine rapide (Mogadiscio a 2,8 millions d'habitants et d'un nombre élevé de réfugiés et de déplacés, c) de la montée en puissance d'un islamisme radical, d) d'un tissu économique dans l'incapacité de permettre une insertion des jeunes, caractérisé par l'absence de fiscalité ou de droits de douane et où l'économie vit également largement des fonds de la diaspora. e) des changements climatiques aggravant les périodes de sécheresse et de vulnérabilité des populations. La Somalie connaît ainsi de manière récurrente une catastrophe humanitaire

2. La Somalie compte plus de 10 millions d'habitants répartis sur un territoire de 638 000 km². Les Somaliens parlent la même langue, le somali, ils sont musulmans, sunnites, et ils constituent un même peuple de tradition pastorale. La Somalie est divisée entre 3 Etats ; le Puntland (autonome), le Somaliland (indépendant de facto et relativement stabilisé ; il dispose du port stratégique de Berbera, concurrent de Djibouti (désenclavement de l'Ethiopie et du Soudan du sud, lutte contre la piraterie, a des relations avec le Yémen...), de ressources pétrolières) ; Mogadiscio.



avec une famine liée à la vulnérabilité des populations, à la sécheresse et à l'absence de contrôle du territoire dans un pays en conflits généralisés.

La Somalie connaît depuis 35 ans une balkanisation clanique et un chaos avec un bilan de plus de 500.000 morts. Chacun des clans, dirigés par les seigneurs de la guerre, est traditionnellement doté d'une milice. Les conflits sont liés aux jeunes désœuvrés et socialisés par la violence, aux nouvelles influences islamistes (Frères musulmans, salafistes, rôle de l'Erythrée), aux effets des pressions démographiques sur les ressources rares, à la généralisation d'une économie parallèle et aux divers trafics. En même temps, cette société est intégrée dans la *mondialisation* par sa diaspora, son insertion dans les technologies de l'information, son contrôle des trafics, la taxation des ONG ou par la piraterie des mers³. La Somalie est devenue un espace de guerre par procuration entre l'Éthiopie et l'Erythrée. Elle est aussi un terreau pour le terrorisme. Les shebab ont monté en puissance lors de la chute des tribunaux islamiques face à la coalition des pays d'Afrique orientale sous l'impulsion des États-Unis. Leurs motivations multiples mêlent un nationalisme somalien, la volonté d'instaurer un État islamique fondé sur la charia, le contrôle des circuits de trafic pour des jeunes sans perspectives et la mise en place d'un jihad global par l'insertion dans des réseaux transnationaux.

2.2. Les enchevêtrements d'enjeux et de défis de l'espace sahélo-saharien

L'espace sahélo-saharien est devenu un enjeu de *convoitises* et d'*opportunités* pour les différents acteurs du fait de ses ressources du sol et du sous-sol, et de l'immensité des besoins non satisfaits qu'ils soient alimentaires, éducatifs, sociaux, financiers, d'énergie ou d'infrastructures. De même, la montée de classes moyennes et l'urbanisa-

3. Les pirates attaquent des voiliers, des vraquiers et prennent une dîme sur les tankers pétroliers ; 20.000 navires et 1/3 des tankers du monde passent par le détroit. 4.000 actes de piraterie ont été ainsi recensés entre 1990 et 2010. La force *Atalante* les a réduits depuis sans les faire disparaître.

tion constituent des opportunités de marché. La croissance macro- économique demeure notable autour de 5 % même si elle est peu inclusive, peu génératrice d'emplois pour les jeunes et crée de fortes inégalités sociales et territoriales.

L'espace saharo-sahélien est également un territoire où *les défis* sont considérables qu'ils soient environnementaux (sécheresse, désertification, stress hydrique, dégradation des écosystèmes, liée notamment à la consommation de bois de feu...), alimentaires (insécurité, vulnérabilité, sous-alimentation, voire famines au Niger ou en Somalie), sécuritaires, politiques avec impossibilité des Etats de contrôle des territoires, sociaux avec forte hétérogénéité des groupes sociaux et conflits de droits, et surtout démographiques.

Le Sahel doit, pour longtemps, gérer une population qui explose alors que les perspectives d'insertion des jeunes sont faibles. Les pays sahéliens n'ont pas enclenché leur transition démographique. On estime que dans les 8 pays de l'UEMOA la population de 100 millions en 2010 passera entre 165 et 180 millions en 2030. Le nombre de jeunes arrivant sur le marché du travail passera de 1,8 million à 3,4 millions ; or, jusqu'en 2025, 2/3 de ces jeunes vivront en zone rurale. Les jeunes acteurs du changement peuvent constituer une bombe à retardement. L'absence de transition démographique ne conduit pas à un dividende démographique⁴. Les défis d'accueil des jeunes sont considérables que ce soit en termes d'écoles, de dispensaires ou d'emplois en zones rurale et urbaine. L'objectif quantitatif des Objectifs du millénaire du développement (OMD) n'est assuré que par une baisse de la qualité, une privatisation ou une prise en charge par les organisations confessionnelles.

4. A titre exemplaire, le taux de croissance démographique du Mali est de 3,6 %. La population, de 5.260.000 en 1960, était de l'ordre de 15 millions en 2010 et pourrait atteindre entre 19 et 25 millions en 2025 et plus de 50 millions d'ici 2050. La population à 2/3 rurale restera majoritaire jusqu'en 2030. La cohorte annuelle de nouveaux actifs entrants sur le marché du travail est estimée, en 2015, à 300.000 en valeur absolue dont 180.000 ruraux. Elle doublera en 2025 pour atteindre 520.000 actifs dont près de 240.000 ruraux (source *ruralstruc*).



L'insécurité conduit à des dépenses militaires qui se font aux dépens des dépenses sociales avec impossibilité pour l'Etat de les prendre en charge. Les collectivités décentralisées n'ont pas les moyens financiers de prendre le relais.

Il en résulte la conjugaison de plusieurs risques pour les populations vulnérables et les territoires voisins. Ces risques sont liés à la pression migratoire et à l'asile des migrants, déplacés réfugiés qui passent par des filières mafieuses internes avant de devenir les « damnés de la mer » et de vouloir atteindre les rivages européens. Ils sont liés à des enjeux sécuritaires avec terrorisme transfrontalier ou transnational. Ils résultent des divers trafics portant sur les hommes et les marchandises. Ils peuvent conduire à des effets domino comme le montre le chaos libyen et se diffuser dans l'espace comme des incendies ou des cancers.

Le risque *sécuritaire* est devenu aujourd'hui le plus visible dans des guerres qui sont devenues médiatiques. Dans un monde surmédiatisé d'images où l'émotion et la dictature de l'instant ou de l'évènement l'emportent sur les analyses en profondeur. La perception du risque terroriste est instrumentalisée par des mouvements qui veulent instiller la terreur, la peur et l'horreur et jouent sur les médias à la recherche de violences augmentant l'audimat. Les études en profondeur montrent que le terrorisme n'a pas de lien évident avec les indicateurs très discutables d'Etats faillis ou avec des niveaux de pauvreté. En revanche, plusieurs facteurs se conjuguent, l'endoctrinement religieux, les faibles perspectives d'avenir pour des jeunes, des ressentiments vis-à-vis de groupes dominants, le non-contrôle de frontières en termes de trafics ou de sanctuarisation de milices. Dans certains territoires, comme la Somalie ou des zones non contrôlées de l'espace sahélo-saharien, l'économie de guerre est contrôlée par des chefs de guerre et des milices qui visent à s'approprier les ressources notamment minières (or, diamant), les trafics de drogues, d'êtres humains, d'armes, de cigarettes, d'automobiles et autres marchandises et n'ont aucun intérêt à la paix. Des puissances peuvent s'appuyer sur des groupes marginalisés ou des minorités se sentant exclues des droits (fonciers, de citoyenneté). Les réponses sécuritaires et mili-

taires peuvent conduire à renforcer ces mouvements du fait des effets collatéraux de leurs interventions, les dynamiques de répression/ représailles (cf. Boko Haram au Nigeria et dans les pays riverains du bassin du lac Tchad).

L'on observe des crispations identitaires, un intégrisme religieux, des revendications autonomistes. La croissance économique n'est pas inclusive ni socialement ni territorialement. De nombreux espaces sahéliens sont marqués par une grande fragilité des écosystèmes, un stress hydrique, des risques de désertification. La séduction de l'islamisme, l'insertion dans des trafics plus ou moins licites est aussi un facteur d'insécurité qui peut réagir au niveau national et régional.

III/ LE JEU DES PRINCIPALES PUISSANCES ÉTRANGÈRES ENTRE RIVALITÉS, INGÉRENCES ET ET PARTENARIAT

3.1 Les pouvoirs des puissances et des différents acteurs extérieurs

Les relations des principaux acteurs dans l'espace sahélo-saharien se font par ingérence, influence, indifférence. Elles répondent à des objectifs de conquêtes, de présence pour saisir des opportunités, mais également à des stratégies de protection contre les nuisances ou les risques d'effets domino. Elles utilisent les instruments du *hard power* (militaire, politique) et du *soft power* (religieux, télévision : Al Jazeera, El manar, CNN, BBC, F 24,). Elles combinent les pouvoirs structurels (de sécurité, de production, de financement et de savoir) et relationnels (Strange 1996). Les terrains de jeu des puissances concernent des territoires mais également des réseaux.

On constate de nouveaux partages des zones d'influence entre les pays occidentaux et notamment la France, les puissances pétrolières du monde chiite et sunnite et les puissances émergentes, notamment asiatiques. Des jeux de rivalités opposent l'Algérie et le Maroc, les « oléocraties » du Proche et du Moyen-orient et les pays occidentaux, les puissances chiites et sunnites. Il existe également des jeux d'alliance souvent réversibles ou de coopération.



Les acteurs présents dans l'espace sahélo-saharien sont pluriels : les Etats, les collectivités territoriales, les acteurs privés, firmes, expatriés, les associations, ONG et ONGG qui agissent sous le couvert de label religieux ou humanitaire au nom d'intérêts étatiques (Croissant – rouge, églises évangéliques). La coopération régionale est croissante dans cette zone avec les forces africaines de la Monusma et une coopération régionale pour lutter contre le djihadisme. La conflictualité s'est développée depuis 2014 avec Boko-Haram dans les zones proches du lac Tchad.

On peut différencier trois grands types de puissances qui sont présentes dans le terrain de jeu que constitue l'espace saharo-sahélien..

Trois puissances membres du Conseil de sécurité

La Russie et la Grande-Bretagne sont peu présentes dans l'espace sahélo-saharien. En revanche, trois membres permanents du Conseil de sécurité ont une présence forte.

Pour la *France*, l'espace sahélo-saharien et maghrébin (Algérie, Maroc, Tunisie) fait partie du domaine historique français. Avec ses diverses dimensions linguistiques, militaires, politiques, économiques. Les flux migratoires de l'Afrique vers la France, la présence de bi-nationaux sur le sol français, mais également de Français expatriés dans l'espace sahélo-saharien font partie des enjeux. Les pays sahéliens sont membres de l'UEMOA et dépendent de la BCEAO et font partie de la zone franc. Les firmes françaises sont présentes dans le jeu économique, par Total dans les hydrocarbures, Bouygues, Bolloré, Vinci et les ventes d'armes. En revanche, la France a tout juste maintenu ses marchés en valeur depuis 2000, mais les a vu fortement baisser en valeur relative. La France, membre permanent du Conseil de sécurité, est présente dans l'espace saharo-sahélien par son dispositif militaire à partir de bases ou par des opérations, telle Serval au Mali devenue Barkhane. L'Opération Barkhane, qui comprend près de 10.000 hommes, a tissé un réseau durable au sein des pays sahéliens.

Les *Etats-unis* sont peu présents directement sur le terrain. Leurs implantations se font prioritairement dans les

zones permettant leur sécurité énergétique. Leur stratégie est marquée par une empreinte légère. En revanche, les pays sahélo-sahariens font partie du dispositif de l'Africom, de l'initiative transaharienne. Les forces spéciales, la logistique sont présents dans le dispositif militaire. Djibouti est la principale base militaire américaine en Afrique.

La *Chine* ne fait pas de l'espace saharo-sahélien un espace stratégique. Elle a comme priorité l'accès aux ressources pétrolières et minérales qui demeurent limitées dans cette région. Elle a comme seule conditionnalité politique officielle la non-reconnaissance de Taiwan. Seul le Burkina Faso dans la région n'a pas reconnu une seule Chine. Elle est par contre présente en Algérie et l'a été en Libye avant la guerre de 2011 qui lui a fait perdre sa présence dans le domaine pétrolier et par des émigrés. Elle a, en revanche, une stratégie de contournement des puissances occidentales. Elle assure sa présence par le soft power des centres Confucius. Elle est présente dans l'uranium au Niger par la CNNC. Les produits *low cost* facilitent l'accès pour des classes moyennes, mais concurrencent durablement les activités des pays sahéliens comme du Maghreb et interdisent des remontées en gamme de produits. A titre symbolique, une babouche made in China revient à 1,5 dh alors qu'une chaussure artisanale marocaine coûte 50 dhs. Les concurrences des pays en termes d'attractivité peuvent conduire à des *low road strategy* avec des effets négatifs du moins disant.

Les puissances pétrolières du Maghreb, du Machrek et du Proche et Moyen-Orient

L'Algérie considère que le Sahara et le Sahel font partie de son arrière-cour et de son hinterland stratégique. Elle est une puissance hégémonique par le contrôle des ressources stratégiques (la Sonatrach), son armée et ses services secrets, le rôle du complexe militaro-pétrolier, la lutte contre les réseaux djihadistes ou la question des Touareg. Elle a été notamment le lieu de négociation et de signature, en 2015, de l'accord de paix entre les différents protagonistes maliens.



La Libye n'est plus un acteur central qui, à l'époque du roi des rois, jouait un rôle déterminant dans l'espace sahélo-saharien par ses liens avec les responsables politiques, le financement, le jeu de pompier pyromane qui allumait des incendies et les éteignait. La Libye de Kadhafi soufflait le chaud et le froid. Les accords avec l'Europe et, plus spécialement, Berlusconi concernaient le rôle d'entonnoir et de sas de la Libye pour les migrants vers l'Europe. La Libye, devenue un lieu de sanctuarisation des diverses mouvances djihadistes, un lieu d'affrontement entre les puissances présentes, est constituée de deux gouvernements.

L'Iran, l'Arabie Saoudite ou le Qatar ont une diplomatie discrète et influente. L'Iran est une puissance qui intervient par le biais du religieux, notamment le chiisme lié à la communauté libanaise. Les pays du Golfe sont essentiellement présents par le pétrole, l'influence religieuse et l'infrastructure.

Les puissances régionales voisines

Les pays du nord de la Méditerranée et l'Union européenne sont directement concernés par les questions sécuritaires, migratoires, par les enjeux de la Méditerranée, les complémentarités énergétiques (cf. Etudes internationales 2014 et notamment de Coustilière). Les divers processus de Barcelone, de l'UPM, n'ont pas été de grandes réussites. Une possibilité de relance peut passer par un 5 (Europe du Sud) +5 (pays du Maghreb) +5 (Etats sahétiens riverains).

La Turquie est très présente à la fois par ses firmes, par Turkish airline, par sa diplomatie, par ses confréries (ex-Fethulla Gülen dans le domaine scolaire) et ses soutiens à certaines milices, notamment en Libye...

Les enjeux *sécuritaires* de l'espace saharo-sahélien sont très importants. pour les pays du Maghreb comme la Tunisie ou le Maroc. Les trafics de drogues, cocaïne et héroïne, d'armes, d'êtres humains, les émigrations clandestines du Sahel vers l'Europe et les menaces terroristes sont devenus un enjeu majeur. Ils conduisent à une forte hausse des budgets militaires et à des coopérations régionales.

Le Maroc⁵ est de loin le pays du Maghreb qui a le plus de relations avec l'espace sahélo saharien. Réactualisant les anciennes routes caravanières et l'influence de l'empire chérifien, il a une nouvelle influence économique, notamment par les investissements des holdings, politique et religieuse. « Le Maroc est un arbre qui plonge ses racines en Afrique et dont les feuilles respirent en Europe », disait Hassan II. On observe une croissance des relations commerciales (6,5% du commerce extérieur contre 2 % en 2000) et surtout financières et productives entre le Maroc et les pays sahéliens. Le nombre d'agences des banques marocaines est devenu en Afrique sahélienne le double des françaises⁶. Les *relations productives* et le rôle des conglomérats et firmes marocaines sont devenus stratégiques⁷. Le Maroc a des créneaux de spécialisation et d'avantages compétitifs dans le domaine aéronautiques, hydrauliques, touristiques, de la construction, de l'urbanisme, des télécommunications. Investissements de substitution d'importations sur des marchés croissants.

Le Maroc est également un *hub*, comme l'Afrique du sud, pour pénétrer les marchés africains de la part des grandes firmes du monde industriel ou des émergents. Il a ainsi une position intermédiaire dans la division internationale du travail qui demeure subalterne vis-à-vis des économies industrielles, mais dominante vis-à-vis de l'Afrique sahélienne tout en développant également des relations de partenariat avec les pays arabes pétroliers et les émergents d'Asie et d'Amérique latine. Ce pays relais peut dans un nouveau contexte de mondialisation jouer un

5. La tournée du roi Mohammed VI en Côte-d'Ivoire, Guinée, Mali et Gabon, en février-mars 2014 a été le symbole de la politique africaine du Maroc.
6. Ces relations passent par le rôle des holdings royaux SNI, notamment *Attijariwafa Bank*, la *Banque populaire*, la *BMCE*, *Saham*.
7. 85% des investissements extérieurs du Maroc se font avec l'Afrique. Le stock d'IDE était estimé à 8,5 milliards MAD en 2012. Les flux s'élevaient à 2 milliards MAD entre 2008 et 2012. Cette pénétration des investissements marocains résulte d'une stratégie liée notamment aux Holding royaux, telle la SNI qui a fusionné en 2011 avec l'ONA et qui représente un chiffre d'affaires de 50 milliards de MAD.



rôle de contagion régionale de la croissance comme on l'a observé en Asie du sud-est (modèle de *flying goose*). Il peut notamment se positionner, à l'instar du business modèle chinois ou indien, sur des populations à faible revenu par des produits *low cost* adaptés aux classes moyennes africaines. Le Maroc veut peser dans la question malienne. Les relations se nouent avec la mouvance touareg du MNLA. Il veut également se positionner notamment par sa diplomatie économique vis-à-vis de l'Algérie et s'ouvrir sur son flanc sud vers le sahel africain, pour ne pas dépendre exclusivement de l'Europe et trouver des espaces de compétitivité pour ses champions nationaux. La *langue* mais également l'adoption d'un droit issu de la colonisation française sont des éléments qui facilitent le monde des affaires. Le Maroc partage sur le plan religieux des rites malikites et du soufisme qui l'unit au Sahel (Cf. le rôle de la confrérie Tijaniya). Le Maroc s'oppose pour des questions économiques d'influence, géopolitiques de puissance et sécuritaires au salafisme et au wahhabisme de l'Arabie Saoudite, du Qatar, du Koweït et des pays du Golfe. Il essaye de se prévenir contre AQMI, venu d'Algérie, ou les mouvances islamistes liées à Daesh en Libye. Le Maroc a ainsi formé plus de 100 imams maliens pour un islam modéré du juste milieu.

Conclusion

Quelles perspectives et quels défis ?

Les devenirs de l'espace saharo-sahélien et des relations avec ses partenaires dépendent des stratégies réactives ou proactives), repérées aux diverses échelles territoriales, et de la réponse qui sera apportée à de nombreux *défis* : environnementaux (stress hydrique, désertification), migratoires, sécuritaire, démographiques. Aucune société n'a eu à gérer dans l'histoire des défis aussi importants. Le travail paraît de Sisyphe (Michaïlof 2011). Les pays sahéliens d'Afrique de l'ouest constituent une opportunité en termes de marché, de ressources humaines et de dynamisme mais également pour leur zone sahélienne de grande vulnérabilité liée à la conjonction des différents trafics, de l'explosion démographique, des mouvements djihadistes, des défis

alimentaires. Certains pays africains à forte croissance restent sensibles aux fluctuations des termes de l'échange.

Les enjeux prioritaires sont les réponses aux différents défis déjà soulignés et la combinaison entre une action sécuritaire, passant notamment par le renseignement, une action politique favorisant les fonctions régaliennes de l'Etat et les droits des minorités. Les solutions sont politiques et économiques avant d'être militaires et sécuritaires. La question concerne également la *durabilité* du modèle de croissance économique. La croissance sahélienne est peu inclusive et conduit à de très grandes inégalités limitant le marché intérieur et étant créatrice de frustrations et d'exclusion. Les solutions passent par la dynamisation du monde rural et l'appui aux activités agricoles, notamment familiales, en liaison avec les différents secteurs ruraux. C'est dans l'espace rural que la majeure partie des jeunes s'installera d'ici 2030 malgré la rapidité du taux d'urbanisation. Seule la mobilisation des acteurs pluriels – la maîtrise des opportunités qu'offrent les nouvelles technologies, les énergies renouvelables et les formes contractuelles de liens entre les micro unités et les grands groupes – permettra de donner des perspectives aux jeunes et favorisera un développement durable et soutenable favorable à la sécurité. Plus fondamentalement, les dynamiques économiques ne permettent pas de répondre aux défis de l'emploi. Les grands groupes sont peu générateurs d'emplois. Les PME et TPME sont peu présentes en Afrique et au Sahel. Les stratégies *top down* pensées par les pouvoirs politiques et les représentants des grands conglomérats seront-elles accompagnées par des pratiques des micro-acteurs, des TPME et PME constitutifs du tissu économique, créateurs d'emplois, favorables à l'insertion des jeunes dans un tissu économique et social et favorisant un régionalisme réticulaire transsaharien ?

Les présences durables des différents acteurs dépendront vraisemblablement, à long terme, de la manière dont ils répondront aux attentes et aux aspirations des populations et notamment de la jeunesse de l'espace sahélo-saharien. Les batailles se jouent également au niveau des valeurs de défense des droits, de solidarité et de la cohérence entre les valeurs énoncées et leurs pratiques.



Sources bibliographiques

- Bourgeot (A.), «Le Sahel de tous les périls ?» *Recherches internationales*, n° 97, oct-déc. 2013, pp. 55-60.
- Coustillière de (J.-F.), «Maghreb, Union européenne et la zone subsaharienne» : défis sécuritaires et stratégiques, «Etudes internationales N° 126-127, Juin 2014, pp. 41-56. FORUM CSAO, Avenir des espaces saharo-sahéliens vu d'une perspective tyransrégionale». Abidjan, Nov 2013.
- Etudes internationales, Le Maghreb, l'Union européenne et les mutations au sud du Sahara, N° 126-127, juin 2014.*
- Hugon (Ph.), *Economie politique internationale et mondialisation*, Paris Economica, 1997.
- Géopolitique de l'Afrique*, Paris SEDES, 2013.
- Jacquemot (P.), Michailof (S.), «LedéveloppementduSahel et en particulier du Mali. Leçons de l'expérience, enseignements de la recherche», *Notes de l'IRIS*, Mai 2013.
- Michailof (S.), «Révolution verte et équilibres géopolitiques au Sahel», *Note IRIS Paris*, 25/11, 2010.
- «Prévenir les conflits et reconstruire : une gageure ?», *Mondes*, 2011, N° 7.
- Taje (M.), «Sahel-Maghreb et Méditerranée ; entre menace et nouvelle destinée», *Revue des Etudes internationales N° 126-127, juin 2014, pp. 129-152.*
- Strange (S.), *The Retreat of State. The diffusion of Power in the World economy*, Cambridge, University, Press 1996.

LE DÉTONATEUR ÉVÉNEMENTIEL :

LA CRISE LIBYENNE ET SES RETOMBÉES SÉCURITAIRES DANS L'ESPACE SAHÉLO-SAHARIEN

*Dario CRISTIANI*¹

Essentiellement ignoré politiquement et économiquement pendant les dernières décennies à l'échelle globale, à l'exception de l'ancienne puissance coloniale française et, au cours des deux dernières décennies, de la *Jamhuriya* libyenne kadhafiste, le Sahel est devenu de plus en plus important pour les équilibres géopolitiques régionaux du Nord-Afrique et pour son rôle dans l'espace politique et de sécurité globale. Si cet intérêt a commencé à se développer avec une force croissante à la suite des attaques terroristes du 9/11, la guerre en Libye avec la chute – et le meurtre – de Kadhafi a marqué un additionnel amplificateur à ce regain d'intérêt.

Le conflit libyen et son développement ont eu un certain nombre d'effets très visibles sur le paysage politique et de sécurité régionale, comme le fait que les arsenaux d'armes de Kadhafi ont inondé le marché noir, déjà en plein essor dans cette partie de l'Afrique, et que le Mali a implosé sous le poids de l'écoulement combiné de ces armes, les rebelles touareg de retour du conflit en Libye, avec l'action conjointe d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), Ansar ad-Dine et Mojwa, la «Sahelisation» d'Aqmi a fait de cette région un intérêt évident et croissant de sécurité aussi bien à la fois pour les Etats-Unis que l'Union Européenne. Bien que AQMI, dans les dernières années, soit devenue plus une véritable organisation criminelle qu'un classique groupe djihadiste, elle continue de poser un défi particulièrement important

1. Professeur affilié des affaires internationales, Vesalius College.



pour les déjà très faibles capacités de gouvernance des pays de la région². À une époque d'interdépendance mondiale forte et croissante, la présence de *trous noirs géopolitiques* où il n'y a pas de *contrôle wébérien*³ efficace et efficient par les autorités étatiques, peut devenir un problème dont l'importance dépasse les limites de ces espaces oubliés. Ces espaces sont devenus des zones de refuge à des terroristes et des organisations criminelles et se sont transformés en zones de départ pour organiser des actions terroristes et criminelles de diverses natures, sur le modèle de ce qu'était l'Afghanistan dans les années 90.

L'espace Saharo-sahélien : l'instabilité stable

L'espace sahélien représente un espace géopolitique dans lequel un Etat compris en termes modernes – Etat essentiellement homogène en termes nationaux, avec des frontières bien définies, capable d'imposer un contrôle réel sur sa population nationale dans le territoire délimité par ces frontières formelles – a du mal à s'imposer. Cela a été une caractéristique essentielle de cet espace qui, différemment de l'espace maghrébin, n'a pas connu souvent un contrôle politique centralisé⁴. Les États émergés de la décolonisation représentaient seulement des entités cartographiques purement formelles. Lignes de différents types ethniques, sociales, culturelles, religieux, hiérarchies de classes continuent à représenter le vrai chiffre géopolitique de ces espaces. Tout cela se reflète dans le

2. Dario Cristiani, "The Importance of Southern Leaders in the Sahelisation and Hybridisation of AQIM", in M. Milosevic, K. Rekwak (eds.), *Perseverance of Terrorism: Focus on Leaders*, IOS Press BV, Amsterdam, 2014, pp. 64-73.
3. Max Weber a défini le monopole de la violence (*Gewaltmonopol*) physique légitime comme étant la caractéristique essentielle de l'État, le seul à bénéficier du droit de mettre en œuvre la violence physique sur son territoire.
4. Peregrine Horden, "Situations both Alike? Connectivity, the Mediterranean and the Sahara", In James McDougall and Judith Scheele, *Saharan Frontiers. Space and Mobility in Northwest Africa*, Bloomington, Indiana University Press, 2012, pp. 25-38.



manque de capacité, parfois exacerbée par un manque de volonté aussi, des gouvernements centraux d'imposer leur volonté sur les territoires réticents. Lignes séculaires de solidarité, séparées par les frontières de l'Etat qui souvent étaient largement arbitraires ; un fort sentiment de localisme et liens transnationaux sont les éléments qui caractérisent cet espace et sont les *racines structurelles* de sa fragmentation géopolitique. Ces éléments de longue durée ont également interagi avec un certain nombre de dynamiques ayant fortement émergé au cours des quinze dernières années. L'instabilité politique dans ces pays est un élément qui peut se définir *stable*⁵. Au cours des dernières années, il y a eu des coups d'Etat en Mauritanie (2008), Niger (2010), Mali (2012) et Burkina Faso (2014).

Tout d'abord, l'expansion du terrorisme au sud algérien est un des facteurs les plus importants. Son début a été symbolisé par l'enlèvement de 32 touristes européens dans le Sahara algérien, en 2003, et la mise en place progressive du GSPC dans le nord du Mali, favorisée également par un certain nombre d'acquiescements des pouvoirs informels, du pouvoir local et formel intéressés à Bamako. Cela explique également pourquoi l'impact du conflit libyen a été plus fort au Mali qu'au Niger : la présence plus significative de ce groupe a interagi avec le retour des combattants touareg, avec l'argent, les armes et des compétences militaires renforcé pendant les années en Libye. Cette dynamique de régionalisation du terrorisme a progressivement renforcé l'importance de ces espaces par des acteurs extérieurs, mais a aussi créé de nouveaux défis pour la déjà faible capacité des gouvernements régionaux. Historiquement, l'espace de *mouvement lent du désert* a été une zone exploitée par les trafiquants de toutes sortes, mais après 2003 – une dynamique s'est renforcée avec la transformation du GSPC en Al-Qaïda du Maghreb islamique en 7/2006 – l'espace saharo-sahélien, avec le point focal situé dans le triangle de Kidal, Gao et Tombouctou au nord du Mali, a progressivement émergé comme l'un des domaines les plus importants de l'anarchie dans le monde.

5. Dario Cristiani, "Nel Sahel, l'instabilità è stabile", *Limes – Rivista Italiana di Geopolitica*, No.2013/11, pp. 193-200.

La révolution libyenne, Kadhafi et le Sahel

En termes géostratégiques, tous les pays de la région ont été touchés par le conflit libyen. Les effets immédiats étaient plus évidents dans les pays qui occupent la zone centrale du Sahel : à la fois d'un point de vue politique et, surtout, économique, le Mali, le Niger, le Tchad, car ils étaient fortement dépendants de Kadhafi. Comme il a été expliqué dans la première partie de cet article, le Sahel est resté essentiellement en marge de la politique mondiale, a été perçu en termes résiduels, et il est devenu un appendice à d'autres lignes géopolitiques dont la priorité a été perçue urgente et immédiate. Kadhafi avait partiellement profité de ce manque d'intérêt global et d'influence dans la région qui avait augmenté de façon constante au cours des deux dernières décennies, soutenu par une quantité importante de ressources économiques et financières qu'il a décidé d'investir à la suite de l'élaboration de sa stratégie pan-africaniste de politique étrangère après la fin de ses ambitions panarabistes. Kadhafi a utilisé ses pétrodollars pour imposer une influence croissante en Afrique⁶. L'instrument économique a été utilisé pour projeter une influence diplomatique plus large sur un continent largement oublié dans les stratégies des grandes puissances du monde, dont la valeur stratégique, ayant mis fin au conflit bipolaire, a encore diminué. Ceci explique l'extrême prudence à cause des réactions de nombreux gouvernements africains à l'égard du conflit en Libye. L'Union africaine, en charge des négociations entre les rebelles et Kadhafi pendant le conflit, a été profondément divisée, car elle dépend en grande partie de la Libye pour sa survie. Les fonds libyens ont représenté 15 % des ressources de l'Union africaine. L'extrême dépendance économique des acteurs étatiques dans la région était devenue inévitablement une influence politique immédiate et décisive.

6. George Joffe, Emanuela Paoletti, *Libya's Foreign Policy: Drivers and Objectives*, Mediterranean Papers Series, Washington, IAI, German Marshall Fund of the United States, 2010.



En particulier, la région du Sahel a été au centre de cette stratégie, étant donné la proximité géographique, son importance géopolitique directe pour la Libye et le vide d'influence dans la région – à l'exception de la France et, à un moindre degré, l'Algérie et le Maroc – a toujours été essentiellement oublié par les grandes puissances mondiales et régionales. En fait, la stratégie de se concentrer sur ces pays grâce au soutien économique et financier a coïncidé avec un moment – les années 90 – où ces pays ne sont pas une préoccupation majeure pour de nombreuses puissances mondiales, principalement les États-Unis, compte tenu de la fin de la confrontation bipolaire et le jeu à « somme nulle » de la guerre froide.

Dans le contexte sahélien, Kadhafi a joué, paradoxalement, un rôle stabilisateur, en particulier en termes d'engagement et d'influence diplomatique. Pour les pays du Sahel, la Libye, Kadhafi et son rôle étaient très importants pour trois raisons principales : leur énorme dépendance économique, qui est exprimée dans l'investissement, les envois de fonds des émigrés ; leur cohésion interne est menacée par la présence des Touareg, dont Kadhafi avait été le parrain politique ; les énormes risques pour leur sécurité qui commençaient à entrevoir le conflit, lorsque le Libyen a commencé à être affaibli politiquement. Le problème touareg, en particulier pour le Mali et le Niger, est critique. Les Touareg ont toujours souffert d'une certaine marginalisation politique et du pouvoir. A plusieurs reprises, dans les années 60, 90 et dans la deuxième moitié des années 2000, les rébellions touareg ont abouti à plus ou moins de violence. Dans la configuration sociale de ces pays, qui pratiquent le pastoralisme et le nomadisme, les Touareg ont été pénalisés en faveur des groupes sédentaires pratiquant l'agriculture. Cette différenciation a été projetée dans l'équilibre du pouvoir dans ces pays, créant pour les Touareg une sorte de seconde colonisation, après avoir subi la marginalisation à l'époque coloniale⁷. Beaucoup

7. Alan Antil, "Le Sahel, une zone grise aux portes du Maghreb", Khadija Mohsen-Finan (ed.), *Le Maghreb dans les relations internationales*, CNRS Éditions, 2011, pp. 292-293.

de Touareg combattu comme mercenaires dans l'armée loyaliste qui a soutenu Kadhafi jusqu'à la fin de la Jamahiriya et beaucoup sont retournés dans leur pays d'origine, avec des armes, de l'argent et sans leur patron politique. Kadhafi a joué un rôle clé dans l'élaboration des accords de paix signés entre les gouvernements du Mali, du Niger et de leurs groupes touaregs dans la ville libyenne de Sebha, en octobre 2009, et, en fait, une rébellion touareg au Mali est à l'origine du processus de l'état de désintégration que le pays connaît à l'heure actuelle.

Le différent impact : Mali et Niger

Mali

Le Mali n'a pas directement de frontières avec la Libye, mais à la fois sa confiance ainsi que son économie étaient étroitement dépendante de la Libye. Probablement, Bamako était le pays sahélien plus dépendant de la Libye de Kadhafi en termes stratégiques et économiques et, en fait, les développements concernant le coup d'État et l'implosion du pays sont les résultats les plus notables plupart de ce lien. Kadhafi a joué un rôle clé dans la médiation entre le Mali et les rebelles touareg et l'argent libyen a été instrumentalisé dans le développement récent de Bamako et plus généralement dans le pays. Beaucoup de routes, des mosquées, des écoles, des hôtels ont été construits avec des fonds libyens investis au Mali, avec des conséquences fortes en termes d'emploi et de développement global qu'ils ont eu sur les autres secteurs de l'Etat malien, caractérisées par des investissements kadhafistes. L'investissement le plus fort a été fait pour la construction de la citadelle ministérielle intitulée initialement juste pour Kadhafi : genre dans le Djikoroni, sur les rives du fleuve Niger. Kadhafi lui-même a assisté à son inauguration en septembre 2010, avec le président déchu Amadou Toumani Touré. L'ancien président malien, pendant les premiers mois du conflit libyen, notamment en sa qualité de membre du quatuor de l'Union africaine, a été appelé à négocier avec Kadhafi. Il a essayé de pousser pour parvenir à une solution pacifique et négociée qui ne comprenne pas



la disparition politique du colonel. Cependant, l'évolution du conflit et l'affaiblissement progressif de l'armée loyaliste ont placé Touré devant un problème énorme, le forçant à adopter une approche plus pragmatique, et il a abandonné essentiellement Kadhafi. Symboliquement, après la chute du colonel, Touré a décidé de changer le nom de la citadelle ministérielle à Bamako, suscitant beaucoup de critiques de divers secteurs de la société malienne. En général, une grande partie de l'opinion publique était largement pro-Kadhafi, puisque l'argent du leader libyen a donné travail et salaire à de nombreux jeunes Maliens. La popularité précitée de Kadhafi au Mali est en quelque sorte encore plus forte chez les Touareg. Comme mentionné plus haut, le colonel Kadhafi a parrainé la résolution du conflit entre Bamako et les groupes rebelles touareg. Avec la mort de leur parrain, ces groupes ont perdu leur plus grand partisan. Sans surprise, la violente attaque d'un groupe rebelle touareg, le mouvement de libération nationale de l'Azawad (MNLA), dirigé par Mohamed Ag Najem, a déclenché le conflit, qui a conduit ensuite au coup d'Etat au Mali, le dépôt de Traoré et l'heure de la crise, qui a conduit plus tard à l'implosion du Mali et dans le nord des forces islamistes déjà mentionnés – Aqmi, Ansar ad-Dine, MOJWA. La crise au Mali a signalé l'implication des puissances occidentales dont la France qui est intervenue militairement avec l'opération Serval lorsque des groupes radicaux maliens ont essayé de se déplacer vers le sud.

Le pays qui représente l'épicentre de la crise dans le Sahel 2012-2013 cherche laborieusement à ramasser les morceaux après les deux années de vie dangereuse sous l'implosion nationale en cours. L'intervention armée s'est avérée essentielle pour disperser les réseaux de narco-djihadistes opérant dans le nord, bien qu'elle ne les aient pas détruits. Elle a provoqué un changement géographique de ces réseaux, qui ont été déplacés. Les différentes organisations opérant dans le djihadisme - AQMI, MUJWA et les «Al Mourabitun» (Les Almoravides) - ont retrouvé la mobilité opérationnelle, une de leurs caractéristiques essentielles, et que la conquête du nord du Mali avait partiellement éclipsée.



Bien qu'affaiblis, ces groupes continuent - et continueront à faire partie - du paysage stratégique régional. Des attaques armées au Niger, en mai 2013, et l'attaque de In Amenas en Algérie sont un exemple évident. Le Nord du Mali, en dépit de la présence de troupes internationales sous l'égide de l'ONU, reste un domaine essentiellement hors de contrôle. L'accord entre le gouvernement de Bamako et les Touareg montrant déjà les premiers signes de ralentissement, avec des groupes liés au MNLA qui - bien qu'ils disent qu'ils ont renoncé à leurs ambitions pour l'indépendance - accusent le gouvernement central de ne pas respecter ses engagements. Le retour à la *démocratie de façade*, avec l'élection de Ibrahim Boubacar Keïta à la présidence ne réduit pas les risques auxquels le Mali sera confronté et qui sont structurés dans la façon dont le pays a été formé après l'indépendance. La décentralisation a été le mot d'ordre de la rébellion post-touareg dans les années 90, mais, bien qu'il y ait eu diverses mesures législatives et politiques pour l'encourager, elle a fini par être inefficace dans la modération de certaines pulsions séparatistes, qui sont ravivées après la chute de Kadhafi et le retour de nombreux Touareg - armés - en provenance de Libye. Le MNLA, cependant, est sorti réduit, passant les deux dernières années de conflit - incapable de consolider leurs gains dans le nord et de gérer les anciens alliés islamistes - et adoucir leurs positions sur l'indépendance peut être expliqué comme le résultat de cet affaiblissement.

Niger

Dans le scénario sahélien, le Niger était considéré le maillon faible, mais ce pays a démontré une résilience particulière en résistant à l'onde de choc générée par la guerre en Libye et le conflit au Mali. Probablement, le Niger est le plus faible pays sahélien du point de vue structurel. Le président Mahamadou Issoufou, arrivé au pouvoir en avril 2011, décrit les effets du conflit libyen sur son propre pays comme « catastrophiques », revendique le statut de neutralité du Niger, en expliquant comment la guerre en Libye a amplifié les risques pour tous les pays de cet espace. Du point de vue de la sécurité *classique*, le conflit libyen a



eu un effet direct et immédiat sur le Niger, depuis l'arrivée de grands flux de Semtex, des détonateurs, des lance-grenades, RPG, des kalachnikovs et divers petits bras de contrebande en provenance de Libye⁸. Un autre problème fondamental était celui de la sécurité alimentaire et économique du pays, deux questions étroitement liées à la Libye. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a estimé qu'un peu moins de 80.000 personnes sont arrivées au Niger en provenance de Libye au cours du conflit. Le pays a dû faire face à une vague massive de rapatriés, sans être en mesure de les aider concrètement, les nourrir ou leur fournir des soins de base. Ce qui se passe à nouveau aussi à cause de ce qui se passe au Mali, comme de nombreux réfugiés fuyant le conflit dans le Nord au Niger. Beaucoup de gens qui avaient émigré du Niger dans le passé l'avaient fait à cause des sécheresses et des famines qui ont ravagé une partie du Sud-Ouest du pays, en particulier les régions de Tahoua, Zinder, Tillabéry et Marandi, et de la pénurie de nourriture et de travail. Plus généralement, le conflit en Libye a eu un impact négatif sur l'économie du Niger. Par exemple, les travailleurs migrants du Niger vers la Libye représentaient un soutien prépondérant à l'économie puisque, par les envois de fonds (le pays a reçu 70 millions de dollars en 2010). Ces migrants sont retournés au Niger, sans possibilité de trouver un emploi en raison de la situation économique désastreuse du pays. Niamey a également perdu un grand flux de fonds de développement. En 2010, la Libye a annoncé un plan d'investissement au Niger pour un montant total de 100 millions de dollars. En outre, comme pour le Mali, la présence diplomatique de Kadhafi au Niger était la clé de la modération dans le conflit avec les Touareg. En substance, la fin de Kadhafi au Niger a conduit à l'équation suivante: moins de transferts de fonds, moins d'investissements, moins de protection diplomatique, politique et de sécurité, plus de chômeurs, des bouches à nourrir, des armes et des rebelles Touareg. En raison de

8. Dario Cristiani, "Missiles, Money and Migration : The Impact of the Libyan Crisis on the African Sahel", *Jamestown Foundation Terrorism Monitor*, Volume IX, Issue 15, 14/4/2011.

ces développements et les questions afférentes, Issoufou a également décidé d'adopter une approche plus pragmatique en reconnaissant, à la fin d'août 2011, le Conseil national de transition comme le gouvernement légitime en Libye.

Au Niger⁹, les forces de sécurité déjà faibles ont dû être confrontées à un certain nombre de menaces provenant de plusieurs fronts. De l'ouest, le Niger est confronté aux effets de la crise au Mali, avec la réorganisation géopolitique du djihadisme narco-régional qui a déjà eu des conséquences pour le pays, comme le montre l'attaque terroriste qui a frappé le pays en mai 2013. Au nord, le déraillement définitif de la transition libyenne vers une *démocratie imaginaire* – jamais vraiment concrétisée – la polarisation du pays en deux gouvernements concurrents – le gouvernement de Tobruk reconnu par la communauté internationale et le gouvernement de Tripoli qui est supporté par les groupes de Mísrata et une coalition hétérogène des acteurs islamistes – et la transformation de la Libye en une sorte de royaume fragmenté qui rappelle une réalité prépolitique de l'Europe médiévale, où les gangs locaux se battent âprement pour le contrôle exclusif de certaines zones et ne sont pas disposés à déposer les armes. Dans l'est, ils doivent contrôler les frontières difficiles avec le Tchad, tandis que sur les frontières sud, ils doivent gérer l'infiltration de Boko Haram et les vagues d'instabilité en provenance du Nigeria, qui ont forcé le Niger d'agir militairement au Nigeria conjointement avec le Tchad. Dans ce contexte, le Niger est également un catalyseur important, compte tenu de la situation géographique des flux migratoires. Comme un point pour les populations régionales de collecte, fuyant les conflits dans le moyeu de transit et de chambre de compensation pour les migrants subsahariens qui tentent d'atteindre les côtes de la Méditerranée à tâtons pour la traversée vers l'Europe.

Toutefois, le Niger a pu éviter la déstabilisation qui a détruit le Mali en raison de deux éléments. Tout d'abord, Issoufou a mis en place une stratégie proactive de cooptation

9. Emmanuel Gregoire, "Mobili sabbie del Niger", *Limes – Rivista Italiana di Geopolitica*, No. 2012/11, 5, pp. 183-190.



des Touareg nigériens qui semble résister. Beaucoup de personnalités de l'ancien mouvement touareg Niger ont tous occupé des postes de pouvoir¹⁰. Il y a une volonté politique claire : pour éviter le potentiel de déstabilisation de cette présence, le gouvernement veut les intégrer autant que possible. Ces dirigeants sont devenus partie intégrante d'un projet plus large : pour les utiliser comme un conduit pour la modération qui emmène des groupes anticentralistes et antinationaux, en particulier dans le nord. Cette politique de cooptation se déplacera à rincer avec la tentative de rapprocher les plus jeunes Touareg qui ont pris politique officielle de l'espace de bras, offrant une gamme de mesures incitatives pour déposer leurs armes.¹¹

Le deuxième élément est différent et menace la caractérisation géopolitique représentée par les groupes djihadistes. Ces groupes ont été actifs au Niger, mais leur présence n'a pas été aussi forte et stable comme au Mali. Dans ce pays, ces groupes ont construit une présence significative qui leur a permis d'organiser des activités plus structurées. À la place, au Niger, ces groupes ont été actifs différemment. En tant que telle, une fois que la Libye a implosé, la présence plus structurée de ces groupes vous a fait qu'ils ont profité des relations qu'ils ont construites dans les dernières dix années avec certains acteurs locaux et ont utilisé cette opportunité – malgré un certain désaccord tactique et stratégique interne entre les militants sur le terrain et la direction d'AQMI dans la Kabylie – pour essayer d'établir un proto-État islamique (d'une certaine manière, ils anticipaient ce qui est arrivé plus tard en Syrie et en Irak). Cependant, bien que ce soit un type différent de menace, le flux de jihadistes narco-régionaux, qui proviennent du sud de la Libye et du Mali et qui se déplacent librement entre les frontières poreuses formelles sahéliennes, continue de représenter une menace pour le Niger, malgré la capacité du Niger à résister à plusieurs

10. Par exemple, Mohamed Anacko, Issouf Ag Maha, Rhissa Ag Boula, Brigi Rafini qui ont été une personnalité politique très importante au Niger dans les dernières quinze années.

11. Mathieu Pellerin, "Le Sahel et La Contagion Libyenne". *Politique étrangère*, 2012/4, 835-847.

vagues de stabilité qui se propagent à partir de différentes lignes, ses faiblesses structurelles continuent à faire que l'État soit particulièrement faible et constamment exposé au risque d'implosion, près de cinq ans après le début des printemps arabes.

Conclusion

On termine par une question : la guerre en Libye a-t-elle été une condition nécessaire et suffisante pour l'explosion de la crise dans le Sahel et Sahara ? Oui et non. Le conflit libyen a été un facteur essentiel de crise dans la région. Donc, de ce point de vue, il a été un élément *nécessaire* pour ces dynamiques. Cependant, il n'a pas été un facteur suffisant pour expliquer cette crise. Les conditions structurelles d'instabilité de la région ont permis à la guerre de Libye de devenir le détonateur événementiel qu'a provoqué un nombre d'effets. Ces effets ont été différents au Mali et au Niger, car, au Mali, la présence plus structurée de groupes djihadistes et la plus faible capacité de l'État à intégrer ses composants touareg ont réduit la capacité du Mali à faire face à la conséquence de la guerre en Libye. La situation actuelle de la crise en Libye et la croissante caractérisation du sud libyen comme nouveau refuge sûr pour les terroristes régionaux va continuer à exercer une pression très forte dans l'espace sahélo-saharien.



TRAFIC ET TERRORISME DANS L'ESPACE SAHÉLO-SAHARIEN

Isselmou ABDELKADER¹

La relation entre terrorisme et trafic de toutes sortes dans l'espace sahélo-saharien a fait l'objet de nombreuses études, au point qu'il est difficile de l'éclairer davantage autrement qu'en essayant d'apporter à la bibliographie existante une modeste contribution comme celle-là. Cette difficulté d'innover semble, d'ailleurs, constituer un défi majeur pour ce colloque qui aura à aider les décideurs à mesurer correctement les enjeux de la situation actuelle de cette partie du monde. Il paraît donc plus réaliste de se limiter à évoquer, après un bref aperçu historique, les facteurs ayant engendré l'imbroglio actuel de l'espace sahélo-saharien, les conflits dont il est l'épicentre et l'esquisse d'une vision prospective autorisant d'envisager, pour lui, un avenir prenant en compte les aspirations et la diversité des peuples, des Etats et de la communauté internationale.

I- Aperçu historique

Le commerce transsaharien existe entre l'Afrique et les comptoirs phéniciens, grecs, carthaginois et romains depuis le IX^e siècle avant notre ère et reposait sur l'utilisation du dromadaire qui liait les pays méditerranéens à ceux du Bilad-Essudan. Les échanges commerciaux, vecteur de brassages humains et culturels dont les traces sont encore visibles, portaient sur une variété de produits dont l'or, le sel, les esclaves, l'ambre, le parfum, la gomme arabique, les

1. Ancien ministre, spécialiste des régions sahariennes



peaux, les bijoux, les tissus, les dattes, le blé, les armes, les ustensiles en métal et la noix de cola. Il était pratiqué par ou pour le compte de familles et de communautés qui subissaient depuis lors des razzias menées par des bandes de pillards formées d'autres tribus dont les attaques contre les caravanes étaient si fréquentes et redoutables qu'elles justifiaient des alliances tribales formant des mutuelles de sécurisation des pistes caravanières, d'échange d'informations sur les marchés, les points d'eau et les pâturages sur les parcours caravaniers. Il arrivait même que pour matérialiser ces alliances, les tribus accrédiétaient les unes auprès des autres ambassadeurs ou « Ghfir » choisis parmi les fils de grandes familles et répondant aux critères de convenance.

Le terrorisme et le banditisme prirent, depuis le XVI^e siècle, l'allure d'une activité professionnelle que favorisaient l'immensité du Sahara, la pauvreté des tribus sahariennes, l'impunité et l'audace des pillards. Le brigandage et les attaques contre les caravanes étaient si fréquents sur les axes transsahariens que les commerçants des grandes places marchandes d'Afrique du Nord allaient renoncer à leurs activités à la fin du XIX^e siècle. Certaines tribus se faisaient piller lors de leurs mouvements caravaniers alors qu'elles s'adonnaient elles-mêmes à la piraterie. Les tribus Chaamba, Oulad Sleymane et Toubous sévissaient dans tout le Sahara². Plus tard, au milieu de la période coloniale, des tribus vivant entre le Nord du Mali et de la Mauritanie et le Sud de l'Algérie et du Maroc opéraient des razzias contre les caravanes. Les rezzous Rguibatt, Oulad Bousbaa et Oulad Dleim allaient jusqu'à Ségou (Mali) et revenaient avec des esclaves de l'or et des bijoux. Les tribus touareg et maures habitant dans l'espace situé entre le Dhar de Néma (Estmauritanien) et Tombouctou (Nord du Mali) souffraient de ces expéditions qui avaient alimenté une littérature orale faisant état de rapt de personnes que les pillards et même

2. Julien Brachet : Le négoce caravanier au Sahara central : histoire, évolution des pratiques et enjeux chez les Touaregs Kel Aïr (Niger), *Cahiers d'Outre-Mer*, Avril-Septembre 2004.



les caravanes opéraient à la périphérie des villages noirs. Les officiers commandant les méharées coloniales se livraient aussi à des razzias contre les populations et les caravanes pour disposer de nourriture et de montures. La France, bien qu'ayant contrôlé l'espace saharien par souci de remplir le vide, n'avait pas prêté une grande importance à la sécurité du commerce transsaharien auquel elle croyait pouvoir mettre fin en encourageant le commerce des caravelles. A part le fait qu'elle organisait l'escorte de l'azalay ou l'exportation du bétail sur pied, elle prenait la zone sahélo-saharienne pour un espace inculte au double sens du mot, ce qui lui coûte aujourd'hui de payer le prix d'un mépris que les populations n'ont jamais pardonné. La France ne percevait pas la valeur stratégique de l'uranium, du pétrole, du fer, tout comme elle néglige encore l'importance de l'énergie solaire ou éolienne et celle probable du sable blanc ou simplement de l'oxygène pur. Les Etats post-coloniaux ont emboîté le pas à l'administration coloniale qui les a couvés et mis sur les rails, sans prévoir le réveil inévitable des identités dans ces espaces jadis oubliés.

Durant la période post-coloniale, le trafic a repris de plus belle grâce à la substitution du camion au dromadaire, à la subvention par certains Etats, notamment l'Algérie, des produits de large consommation comme le lait³ en poudre, les tissus, les huiles et le carburant. La voie fut largement ouverte à la mutation du commerce transsaharien suite à l'incapacité des Etats de protéger leur marché et de prévenir les crimes sur les axes routiers, ainsi qu'à l'éclatement des conflits au milieu et à la périphérie du Sahara. L'échange n'a changé ni d'itinéraires ni de moyens de transport, mais il porte désormais sur de nouveaux produits modernes, notamment les cigarettes, les armes à feu, les appareils et les engins électroniques, les couvertures, etc. Les familles et les tribus qui le monopolisaient n'ont guère changé et les grands commerçants maghrébins qui dominaient les circuits

3. Le lait appelé Lahdha était très prisé au sud du Sahara où il était consommé en grande quantité pendant la période de soudure.

commerciaux depuis des siècles doivent leurs succès aux mêmes familles de la Mauritanie et du Nord du Mali⁴. La carte tribale demeure donc étroitement liée au trafic qui devient lui-même indissociable, pour l'essentiel, du terrorisme. Par ailleurs, Julien Brachet considère qu'au Sahara, le négoce caravanier et l'élevage de camelins demeurent liés et peuvent toujours être considérés comme étant l'expression de la domination des aristocraties guerrières riches en dromadaires⁵.

II- L'espace sahélo-saharien : couloir de tous les trafics

Le trafic est un mouvement illégal de marchandises ou de personnes : il est, du point de vue de l'Organisation des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC), l'une des principales menaces à la sécurité humaine⁶. Le commerce illicite des armes s'est intensifié au début et surtout à la fin des conflits au point d'infester tout le centre du Sahara à différentes périodes comme à la fin de la guerre entre la Mauritanie et le Front Polisario et après le cessez-le-feu entre cette dernière organisation et le Royaume du Maroc. Les armes ont proliféré sur le marché noir mauritanien, surtout dans la zone située entre Tindouf (Algérie) et Zouerate (Mauritanie). C'est un vaste territoire où se pratique⁷, en particulier à Lehfeira (50km au Nord de Bir Moghreïn), un commerce anonyme unique en son genre. Les différents commerçants, trafiquants ou non, ne se rencontrent que rarement pour négocier les prix des produits qu'ils proposent à la vente. Chacun dépose son produit et l'abandonne en pleine nature en attendant qu'un autre marchand vienne le prendre en déposant à sa place une autre marchandise de même valeur. On pouvait noter sur le terrain nu l'existence de

4. Judith Scheele : Tribus, États et fraude : la région frontalière algéro-malienne, Etudes rurales n°184, Éditions EHESS, 2009.
5. Julien Brachet : *op.cit.*
6. Ariane Boulanger, Matthieu Gautier, Kira Rosi-Schumacher: Trafic de cocaïne et impact sur les conflits dans le Sahel. La politique du trafic et l'arme de la coopération.
7. Jusqu'en 2000 en tout cas.



stocks d'armes légères, de carburant, de pneus de véhicules, de farine, de dattes, de riz, de tissu, etc. Au début des années 1990, les armes étaient recherchées par les éléments du GIA qui n'opéraient pas encore en dehors du territoire algérien. Plus tard, des trafiquants mauritaniens installés à Zouerate prirent en charge ce trafic devenu subitement très lucratif vers l'Algérie qui constituait un excellent marché pour les armes et les cigarettes. Les trafiquants prétendaient bénéficier de la complicité de hauts dignitaires militaires et douaniers algériens. Durant cette période, les trafiquants mauritaniens ont expédié vers l'Algérie et la Libye plus de la moitié des cigarettes américaines introduites en Mauritanie par le concessionnaire exclusif d'une grande marque⁸. Ces mêmes trafiquants acheminaient les armes vers le Nord du Mali pour les brader aux combattants touaregs qui voulaient remplacer les armes déposées en guise de signe de paix et vers les séparatistes de la Casamance via la Guinée Bissau. C'est dans ce dernier pays que de nombreux jeunes Mauritaniens occupés au petit commerce de détail auraient découvert les sentiers de la cocaïne. La Mauritanie devint alors, avec des complicités haut placées⁹, le couloir de passage de la drogue vers l'Europe, via les Iles Canaries et le Moyen-Orient via le Mali et l'Algérie. A partir de 2006, la cocaïne commença à venir directement de l'Amérique Latine (Colombie, Brésil, Venezuela, Pérou) et un troisième axe a été inauguré entre la Mauritanie et l'Europe de l'Est via l'Ukraine vers laquelle la drogue est acheminée dans des avions passant par Nouakchott ou Nouadhibou en « escale technique¹⁰ ». Le trafic des produits de consommation courante devient négligeable, même si celui des stupéfiants est beaucoup plus dangereux et aléatoire.

8. Ali Bensaâd : Dans les marges du monde, des tribus sahariennes mondialisées. Réseaux commerciaux, réseaux tribaux et connexions politiques mondialisés depuis l'Ouest saharien, in « Dossier : Sahara en mouvement » 2011.

9. Observatoire Géopolitique des Drogues SOGD) in « la situation des drogues en Mauritanie » OGD , 11 / 1994 ».

10. Dans certains cas, les barons de la drogue ont placé des consuls honoraires dans les pays d'accueil pour faciliter le trafic.

III- Le Sahara, épiceutre des conflits

A l'image de son contraste climatique alternant des jours caniculaires et des nuits glaciales, le Sahara est un condensé des revendications identitaires, des extrémismes en action et des trafics possibles¹¹. Il est entouré par des conflits dont la solution n'apparaît pas à l'horizon. Le conflit du Sahara dure depuis 40 ans pollue les relations entre les deux plus grands pays du Maghreb, rend impossible l'intégration maghrébine et hypothèque le potentiel de cette grande région. En Algérie, la victoire sur les groupes terroristes restera longtemps à parfaire puisque l'issue de la guerre engagée contre le terrorisme depuis plus de 20 ans semble dépendre des résultats de celle qui subjugué actuellement l'Afrique et tout le monde musulman. Au Mali, semble s'éloigner de plus en plus l'issue du conflit qui dure depuis plus d'un demi-siècle sous une forme tantôt ouverte tantôt larvée. En Libye, l'État se nécrose sans que personne ne puisse faire quoi que ce soit, et la guerre civile a devant elle plus d'un « printemps ». Au Niger, un simple coup de main de l'armée nigérienne peut mettre en cause le compromis autour d'une formule consensuelle de gestion du pouvoir. En Mauritanie, on s'approche de la fin d'un deal qui permet aux cellules dormantes du terrorisme de continuer à faire de ce pays un dortoir, une cache d'armes, une université pour apprendre le salafisme, un marché pour faire fructifier les affaires et un tiroir pour sécuriser les financements occultes. Mais ces taupes peuvent à tout moment investir le pays autrement et bouleverser la donne en choisissant d'avoir un pied visible sur la côte atlantique, au point le plus proche de l'Amérique.

Le Sahara est non seulement borné de conflits, mais il fait l'objet de rivalités cachées et apparentes entre les puissances occidentales, entre ces dernières et les pays émergents et entre les pays riverains eux-mêmes. L'Algérie tient à jouer un rôle primordial, voire exclusif – et c'est son droit – dans une région qu'elle prend pour sa profondeur stratégique. Les efforts qu'elle semble déployer pour faire du conflit du Nord du Mali un ballon dirigeable et ses relations

11. Alain Nonjon : Le nouveau « Grand Jeu » saharien.



présument¹² avec AQMI lui permettraient, selon Jeremy Keenan, d'assurer sa propre sécurité, tout en démontrant qu'elle est la seule puissance régionale capable de jouer ce rôle. La stratégie de la Direction algérienne du renseignement et de la sécurité (DRS) serait, « en créant AQMI dans la région sahélienne en 2006, de convaincre les Occidentaux, en particulier les Etats-Unis, du rôle indispensable de l'Algérie comme gendarme régional ». La France s'efforce, elle aussi, de protéger ses intérêts économiques en invoquant le mobile plus noble de préserver son ascendance et son image d'ancienne puissance coloniale. Elle cherche en vain à passer pour un pays capable, par sa seule force, au spectre du terrorisme. Les gouvernants des pays riverains du Sahara, bien que congénitalement incapables de gérer cet incommensurable espace, refusent aux communautés qui l'ont habité, défendu et mis en valeur depuis des millénaires de disposer de leur destin, bien qu'elles acceptent de demeurer sous la coupole sans ombre des Etats. Ces communautés sont en conflit avec une nature de plus en plus hostile, qui les force à recourir davantage au trafic risqué et fragilisées par des politiques de gouvernance et de développement peu adaptées aux zones à habitat dispersé. Elles sont livrées aussi à des conflits internes autour du néant ou plus exactement des mirages d'une souveraineté encore impossible. Enfin, tous les acteurs précités s'efforcent de s'allier dans le but d'éradiquer le terrorisme sans pouvoir, toutefois, envisager une stratégie adéquate pour y parvenir.

IV- Trafic, prétextes religieux et ambitions identitaires et politiques.

Le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria, le Tchad, le Soudan, la Libye, l'Algérie, la Tunisie et le Burkina Faso partagent le risque récurrent du terrorisme et le fait d'être dirigés depuis plus d'un demi-siècle par des juntes

12. Jeremy Keenan : Germaneau : la main de l'Algérie dans le fiasco militaire français : LOBS, rue89 ; Tribune d'août 2010.

militaires¹³? N'est-on pas en droit d'accuser ces juntes d'avoir fait, sciemment ou non, le lit d'un trafic intense et diversifié en encourageant la corruption et en concentrant les moyens de protection sociale et de sécurité nationale autour des palais soi-disant présidentiels? N'aurions-nous pas pu trouver de meilleurs rapports entre le centre et la périphérie des Etats et réduire l'impact négatif de la frustration des communautés délaissées? Les réponses à ces questions suggèrent au moins un début de solution aux graves problèmes qui menacent la sécurité et l'avenir de tous les pays concernés par le trafic et le terrorisme dans l'espace sahélo-saharien, en particulier la Mauritanie, le Niger et le Mali qui sont à la fois les plus fragiles et les plus proches du centre du cyclone. De nombreux indices permettent d'affirmer que les trafics de toutes sortes sont la principale cause des bouleversements que la région connaît depuis l'avènement des Etats prétendument nationaux. Sans vouloir citer des cas particuliers, on peut déduire d'une riche bibliographie disponible que des dignitaires haut placés dans la hiérarchie civile et militaire de tous les Etats limitrophes du Sahara profitent du flux illicite d'armes, de cigarettes et de drogue qui traverse cet espace. Le trafic a permis à des alliances militaro-civiles d'accéder au centre du pouvoir politique de diriger certains pays en invoquant un mobile identique, même si les changements revêtent la forme de coup d'Etat substituant un réseau à un autre, de retour à une vie politique formellement normale, de dissimulation de bottes dans un tiroir ou de mise en avant de momies au parfum civil.

Comme le laisse supposer Jeremy Keenan¹⁴, cité plus haut, il est possible que certains groupes terroristes aient été manipulés par une force occulte à glisser vers le Sahara pour rendre impossible l'exploitation de ses ressources, pour diffuser – en les atténuant, les dangers du terrorisme et pour récupérer une partie de la rente de cet immense trafic. Les groupes terroristes profitent du prétexte religieux pour avoir des rapports, à des degrés divers, avec les milieux maures du

13. A l'exception de quelques brèves périodes.

14. *Op. cit.*



Nord du Mali connus pour leurs activités de vente d'armes, de cigarettes et de drogue. Au printemps 2012, lorsque les islamistes s'emparèrent des villes de l'Azawad, le trafic de drogue a connu une recrudescence notable. Certains barons de la cocaïne ne tardèrent pas à proclamer leur adhésion au Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO). D'autres s'empressèrent de pactiser avec Mokhtar Belmokhtar, chef du groupe appelé désormais «Mourabitoun». Pour les observateurs, il s'agit là d'une preuve éloquentes du mariage entre terrorisme et narcotrafic¹⁵. Pierre Boilley¹⁶ affirme que le MUJAO et certaines brigades d'Al-Qaïda au Maghreb Arabe sont impliqués dans le trafic de drogue. Les qualifier de narcotrafiquants est correct, même si AQMI a profité plus des taxes de passage que du trafic lui-même¹⁷.

Le caractère religieux des groupes terroristes paraît factice, car il n'y a aucune possibilité de justifier l'utilisation de la cocaïne et autres produits prohibés comme l'alcool ou la viande de porc. La loi islamique interdit, selon une interprétation unanime des quatre rites doctrinaux formant la charia, la consommation, la vente, le don, le transport et l'entreposage de ces produits ainsi que toute forme d'aide à apporter à celui qui en dispose. La soi-disant fatwa des exégètes talibans concernant l'utilisation du pavot afghan comme source de financement est dénuée de tout fondement juridique, car le primat de la nécessité sur le droit ne s'applique pas sur ce genre de produit, en ces circonstances.

Si le mariage entre drogue et terrorisme n'a pas été difficile, on peut dire également que pour « enraciner leur business dans le tissu social et culturel, les narcotrafiquants et les groupes terroristes ont exploité les rivalités entre ethnies sahélo-sahariennes et au sein de ces dernières. Les milices formées et armées avec l'argent de la cocaïne ont permis de contrer la rébellion touareg et de mettre en cause la

15. Boris Thioly, Mali : la guerre de la cocaïne, 2013.

16. Pierre Boilley, directeur du Centre d'Etudes des Mondes Africains (CEMAF).

17. Gaëlle LE ROUX citant Gaëlle LE ROUX in « Les djihadistes du Nord-Mali, nouveaux maillons du trafic de cocaïne vers l'Europe.

suprématie de certaines tribus réputées capables de disputer d'ascendance religieuse aux groupes soi-disant islamistes. Une telle connivence entre trafic et terrorisme n'est pas pour arranger les choses pour le Mouvement national pour la Libération de l'Azawad (MNLA) et autres tendances qui revendiquent un statut particulier pour la région du Nord du Mali. Même la mouvance Ansar Eddine – qui revendique un statut d'organisation islamiste – se sentirait gênée par cette confusion entre trafic de drogue et terrorisme, car elle demeure hors de cette alliance contre nature.

En conclusion, il semble que le terrorisme se soit transformé en une plante sarmenteuse à la fois pour trouver des ressources en s'alliant avec les narcotrafiquants et pour s'enraciner dans le corps social et s'y comporter comme un poisson dans l'eau. La victoire contre le terrorisme n'est donc pas pour demain, car elle dépend en premier lieu de la stabilité des régimes qui partagent l'espace sahélo-saharien, stabilité qui restera une simple vue de l'esprit tant que l'avenir de cette région n'aura pas été envisagé autrement.

V- Envisager autrement l'avenir de l'espace sahélo-saharien

La première leçon qui se dégage de ce qui précède est sans aucun doute la nécessité de savoir faire la distinction entre les multiples facettes du kaléidoscope du Sahara. Quels sont les groupes terroristes et mafieux et quelles sont les forces qui lèvent depuis un siècle l'étendard d'une revendication identitaire a priori légitime ? Il faut, en effet, rechercher des solutions politiques aux conflits bornant ou meublant le Sahara, si l'on ne veut pas que l'argent des trafics et les combattants extrémistes paraissent indispensables au regard de ceux qui souffrent de la marginalisation et de la mauvaise gouvernance.

Il apparaît des analyses des spécialistes et des observateurs avertis que les approches déjà adoptées pour faire face aux défis découlant du contexte sahélo-saharien n'ont pas donné les résultats escomptés. La région couvre une superficie incommensurable et devient une source de danger menaçant de plus en plus non seulement les 12 Etats



qu'elle concerne directement, mais aussi le monde entier. Les ressources sont immenses, suscitent bien des convoitises et ne sauraient être l'apanage d'une puissance, même celle qui semble se prévaloir d'un droit de préemption consécutif aux accords de la Conférence de Berlin de 1884-1885. En effet, ne peuvent faire l'objet de monopole, au nom d'un souvenir colonial, les gisements de pétrole et de gaz de l'Algérie, de la Libye, du Mali, de Mauritanie et du Tchad, ceux de phosphate au Maroc, en Tunisie et en Mauritanie, ceux d'uranium au Niger, en Algérie¹⁸ et en Mauritanie, ceux de diamants, d'or, de fer et de cuivre de Mauritanie, etc. Le potentiel en énergie solaire et éolienne est si immense qu'il ne pourra être exploité que par l'association d'un grand nombre de sources de financement. Les alliances entre groupes terroristes et narcotrafiquants puisent leur force de la marginalisation et de la pauvreté des communautés sahariennes et du mépris affiché depuis toujours à l'égard de ces dernières aussi bien par les puissances coloniales que par les Etats post-coloniaux. Peut-on déduire de cet ensemble de données que la gestion de l'espace sahélo-saharien puisse être autrement que partagée ?

Penser d'une manière différente, c'est oublier que le monde a changé et les moyens mobilisés pour faire face au terrorisme et au narcotrafic au Sahara s'avèrent dérisoires. L'opération « SERVAL » est loin d'avoir affaibli suffisamment les groupes jihadistes ; celle dénommée « barkhanes » est en voie de suivre le même chemin. Les forces réunies par les organisations internationales sont entrées dans un ghetto et subissent des pertes tous les jours. Le risque de voir la nébuleuse organisation de l'Etat Islamique s'implanter au Maghreb et au Sahel devient de plus en plus grand. La région est traversée par des conflits identitaires qui menacent la pérennité des Etats et auxquels ces derniers n'ont trouvé aucune solution viable, par manque de courage et d'imagination. Il faut bien plus que ce qui a été entrepris jusqu'ici, même si le fait de parler de la gestion partagée

18. Garett Jbeilatt situé au nord d'Ain Bentili et que l'Algérie a arraché à la Mauritanie en 1983 et Bir Narr en Mauritanie recèlent des réserves d'uranium.

de l'espace sahélo-saharien fait sourire ceux qui pensent encore qu'elle relève de la science-fiction parce que les formes et les conditions d'un tel partage sont difficiles à imaginer dans un contexte aussi peu imaginaire. A priori, cet espace ne présente pas plus d'avantages que celui des fleuves qui, en plus du fait qu'ils constituent la source de vie des peuples, sont le lieu d'une culture commune, mêlant mythologie, religion, musique, art et littérature. L'exemple de l'Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal (OMVS) donne la mesure de ce que les Etats peuvent faire lorsqu'ils s'arment de courage et dépassent de vue l'horizon de leurs intérêts immédiats. Le Sahara sépare sans doute et présente un danger, mais il peut unir et sécuriser au sens large du terme si les Etats s'y investissent autant qu'ils l'ont fait parfois en mettant les fleuves au service de la paix et du développement. Ceci implique de déclarer le Sahara zone de coopération internationale et de développement intégré. Cette déclaration doit revêtir le caractère d'une Charte à laquelle doivent adhérer les Etats riverains, les puissances et les sociétés nationales et multinationales intéressées. La coopération internationale devra se fonder sur une vision positive du Sahara comme espace riche et non comme un désert vide. Elle doit, tout en insistant sur cette nouvelle perception, appeler à protéger cet espace de la pollution, notamment radioactive et convier (i) à y mener une action de réduction durable de la pauvreté des populations sahariennes (ii) à apporter un appui aux entités territoriales autonomes ou fortement décentralisées pour leur permettre de bien investir le champ des prérogatives qui leur seront dévolues et (iii) à garantir un juste partage entre les acteurs coopérants de la rente de l'exploitation des ressources minières et énergétiques. Les réseaux routiers qui seront envisagés permettront de quadriller la zone de centres urbains pouvant attirer les jeunes en quête d'emploi. L'exploitation des richesses sahélo-sahariennes permettra également de dégager des ressources pour appuyer les Etats en vue d'opérer des réformes institutionnelles garantissant la prise en compte des identités marginalisées ou réticentes. Il semble, en effet, qu'un traitement adéquat des revendications



des populations de certaines régions excentriques, comme l'Azawad, soit une condition éminemment importante pour favoriser l'émergence d'Etats solides dont le centre et la périphérie partagent les missions publiques suivant un schéma constitutionnel bien défini.

Rien donc ne semble plus dangereux que de continuer à miser sur la viabilité d'Etats post-coloniaux qui ont épuisé toute marge d'évolution historique et montré leurs limites face à leur assise territoriale démesurée et aux exigences d'une gestion adéquate de leur diversité culturelle et sociale. Nos équipes dirigeantes, nos élites et nos partenaires étrangers auront-ils la lucidité et le courage de percevoir cette évidente réalité pour comprendre que l'unité des peuples et des communautés n'est pas un assemblage mécanique qu'on peut manipuler à loisir ?

LIMITES ET CONTRAINTES DES MOYENS MILITAIRES FACE AUX CONFLITS DU SAHEL

Jean-François COUSTILLIERE¹

Le Sahel a hérité des colonisations des frontières nationales qui tiennent peu compte de la mosaïque d'ethnies (plusieurs centaines) qu'abrite la région. Ainsi les Touareg, présents dans plusieurs Etats de la zone et n'ayant jamais obtenu l'autonomie qu'ils réclamaient, se sont soulevés à plusieurs reprises contre l'Etat central. Au-delà de ce constat, le Sahel manque aussi cruellement de ressources et est miné par la corruption. Les Etats sahéliens se révèlent incapables d'assurer à leurs concitoyens les services de base tels que la santé, l'éducation, le logement ou les transports mais aussi la sécurité. Les frontières mal démarquées sont impossibles à contrôler : tous les trafics imaginables peuvent s'y développer dans une impunité quasi-totale. Les événements récents, comme la guerre en Libye, ont amplifié cet état de fait offrant aux divers mouvements terroristes ou criminels des opportunités d'actions particulièrement profitables.

La dégradation de la situation au Sahel accentue le risque d'émergence d'un espace de non-droit qui serait exploité par les mouvements terroristes comme bases logistiques, d'entraînement et de départ des actions de vie force. Sous le couvert d'une volonté de promouvoir l'Etat islamique ou d'imposer le wahhabisme, l'islamisme violent imposerait sa loi et menacerait les pays de la région par des actions terroristes transnationales qui déstabiliseraient l'Afrique du Nord et l'Afrique centrale

1. Contre-amiral (2S), Consultant indépendant. (France).



mais aussi certainement l'Europe, comme l'a déjà déclaré. Le Sahel constitue ainsi une source de menaces potentielles particulièrement inquiétantes. Lutter contre celles-ci est un défi commun à tous les pays riverains, mais ces derniers auront besoin d'aide et de soutiens. Au demeurant, cette nécessaire coopération est particulièrement délicate tant du fait des moyens militaires et civilo-militaires nécessaires, de l'indispensable accompagnement du retour à la paix, que des contraintes politiques. Dans ces conditions, quelles sont les orientations majeures à respecter pour espérer un succès ?

Les limites techniques des actions militaires et civilo-militaires : la nécessaire planification de la reconstruction

Lorsqu'une opération militaire est envisagée pour s'opposer à une menace, il convient de prendre conscience qu'il faut des moyens adaptés pour battre l'ennemi et ainsi éliminer la menace, mais aussi de déployer des outils pour accompagner la reconstruction du pays et le placer sur la voie du développement et du progrès. A défaut, aussitôt l'intervention terminée, le pays basculera dans le chaos et l'opération militaire sera suivie d'une situation au moins aussi désastreuse que celle qui prévalait avant l'action, du fait des haines, des vengeances et des rancœurs qui auront ainsi été libérées.

Les exemples récents démontrant cette nécessité ne manquent pas :

- Les Américains ont conduit en 2003 une guerre en Irak qui a rencontré, sur le plan militaire, tout le succès attendu. Ils se sont ensuite retirés, en décembre 2011, laissant le pays en proie aux rivalités entre kurdes, sunnites et chiites. L'insécurité intérieure y est dominante frisant parfois la guerre civile. L'Etat islamique a profité de ce chaos pour émerger et incendier tout le Proche-Orient, voire plus.



- La guerre en Afghanistan, de 2001 à 2014, même si elle a permis d'éliminer Ben Laden, n'a pas plus empêché le retour des Talibans aux portes du pouvoir.
- Les opérations militaires en Libye voulues par la France en 2011, accompagnée de la Grande-Bretagne et soutenue par les Etats-Unis, ont permis d'écraser les forces loyalistes et d'éliminer Kadhafi. Le pays laissé à lui-même, dès octobre 2011, a basculé dans le chaos de la guerre civile.

A contrario, les différentes guerres d'ex-Yougoslavie qui se sont déroulées entre 1991 et 1999 ont vu mettre en place, à l'issue des combats des forces de paix, ou de stabilisation, des forces d'intervention relevant tout d'abord de l'ONU (FORPRONU, MINUK...) puis de l'OTAN (IFOR, SFOR, KFOR²..), et enfin de l'Union européenne (EUFOR/ALTHEA³, Eulex). Cette dernière a développé une politique distincte et ciblée, en utilisant la perspective d'intégration européenne pour encourager la coopération régionale. Elle a ainsi mis en place les bases d'une nouvelle politique, «l'approche régionale», destinée à conforter la paix. Elle vise à développer des relations bilatérales avec et entre ces pays, mais aussi à améliorer la stabilité politique et le développement économique dans la région. Le respect de certaines conditions par les pays concernés y est associé. Cet effort civil, militaire et civilo-militaire semble porter ses fruits et les Balkans paraissent en voie de retrouver la sérénité.

La construction d'une paix durable est à ce prix. Encore faut-il être sûr d'avoir les moyens de ses ambitions.

Les conflits se multiplient, notamment en Méditerranée, et les engagements ne sont plus toujours de mise : l'exemple de la Syrie

La Syrie est exemplaire dans ce domaine. Ce pays s'étend sur 186.475 km², soit sur une superficie équivalente

2. Toujours active au Kosovo en 2015.

3. Toujours active en Bosnie-Herzégovine en 2015.

à celle de la Tunisie (163.610 km²) avec 22,85 millions d'habitants, soit plus de deux fois la population tunisienne (10,89 habitants). Ses forces armées comptent, en théorie, 178.000 hommes dont 110.000 dans les forces terrestres, 5.000 dans la marine, 27.000 dans l'armée de l'air et 36.000 dans la défense aérienne (à titre de comparaison, l'armée tunisienne compte près de 30.000 militaires et la France 230.000). Se confronter à la Syrie n'est donc pas une mince affaire d'autant plus que ces forces sont appuyées par d'autres forces étrangères qui leur apportent des contingents supplémentaires, des savoir-faire et des moyens. De plus, une intervention en Syrie signifierait également s'engager contre d'autres composantes du type milices, mouvements jihadistes et rebelles. L'estimation de ces dernières est délicate, on peut cependant avancer pour les deux plus importantes 10.000 combattants pour l'Etat islamique et 5.000 pour Al Nosra.

Intervenir en Syrie nécessiterait de très importants moyens militaires mobilisant sans aucun doute plusieurs nations occidentales parmi les plus aguerries. Etablir une zone d'interdiction aérienne peut rappeler la logique d'un pansement sur une jambe de bois, tout en nécessitant de très lourds moyens aériens et en risquant de forts dégâts collatéraux. Mais surtout, ces divers modes d'action ne prennent pas en considération la quantité considérable de moyens qu'il conviendrait d'affecter après l'opération militaire pour reconstruire le pays, son organisation étatique, ses infrastructures, sa société... La Syrie est sans doute l'exemple le plus évident des limites techniques des actions militaires et civilo-militaires face à un conflit. Mais encore faut-il avoir défini quel est le but politique à obtenir après les opérations militaires. Et qui se chargera de le mener à bien ?

Ainsi, face à une crise ou un conflit, il n'est jamais imaginable d'envisager de se contenter d'un traitement militaire de la situation au risque d'accroître encore le chaos et les massacres. Ce choix est lourd de conséquences en termes de besoins capacitaires, de risques et de coûts. Quels cas sont-ils encore à notre portée ? Le Sahel est-il dans ces cas-là ?



Au Sahel, des caractéristiques propres peu favorables à une intervention

Le Sahel présente des caractéristiques propres qui rendent toute intervention militaire, politique ou de reconstructions fort hasardeuses.

Géographiquement, le Sahel désigne une bande de l'Afrique marquant la transition, à la fois sur la flore et climatique, entre le domaine saharien au nord et les savanes au sud.

Il s'y produit une alternance marquée entre une courte saison humide estivale et une très longue saison sèche.

Sa superficie totale est de l'ordre de 3 053 200 km², soit 18 fois celle de la Tunisie (163.610 km²).

Les activités humaines y sont difficiles surtout pour les non-natifs de la région. Une opération militaire nécessite de gros moyens logistiques (approvisionnement en nourriture, munitions, carburants, etc.), de renseignement (ROHUM (humain), ROIM (image), ROEM (électro) et ROINF (inform)), de surveillance (satellites, drones etc.), aucun soutien ne peut être trouvé sur place et les distances à parcourir sont considérables. Il en est de même pour toute action de coopération lourde, notamment à objectif de reconstruction.

Mais cette région est aussi celle du nomadisme et de pouvoirs faibles.

Le nomadisme et le pastoralisme transhumant (Peuls, Daza, Zaghawa, Beja, Afar, Somali, Touaregs, Baggara, etc.), avec de grands troupeaux parcourant de petites distances lors de la transhumance saisonnière sont les modes de vie habituels d'une grande partie de la population. C'était autrefois la région du commerce caravanier. Les frontières constituent des concepts qui s'articulent mal avec leurs usages ancestraux qui s'inscrivent dans un espace sans limites. Les déplacements s'effectuent en fonction des points d'eau et des pâturages dont ils tirent leurs ressources (chasse, collecte, élevage d'animaux domestiques...) et par l'absence d'habitat fixe permanent.

Cette population cohabite avec une autre sédentaire, autour des agglomérations, vivant selon des modalités différentes. Les dirigeants des Etats sont majoritairement issus de ce monde sédentaire. Les ressources économiques disponibles sont faibles et les Etats sont pauvres.

Les pays sont sous-administrés, divisés, voire éclatés entre des composantes qui revendiquent autonomie et liberté d'action. Les relations entre elles, souvent conflictuelles, rendent délicates toute recherche de concertation ou de cohésion.

Il convient d'ajouter que ces paramètres, tradition caravanière et faiblesse de l'Etat, sont favorables au développement de tous les trafics, (hommes, armes, stupéfiants, etc.) qui bouleversent l'économie locale et créent des logiques mafieuses.

Il est alors bien difficile de conduire une action de maintien de la paix ou de reconstruction du pays tant l'identification d'acteurs représentatifs reconnus et à l'autorité respectée sur l'ensemble d'un territoire national est aléatoire.

Evidemment, ces caractéristiques font de ces pays les proies toutes désignées d'un terrorisme transnational qui y trouve un territoire mal dirigé, mal protégé et réceptif à toutes les instrumentalisation dogmatiques. La violence peut s'y appliquer sans rencontrer de forces publiques suffisantes pour s'y opposer. La terreur peut aisément s'imposer à ces populations pauvres, démunies et mal encadrées.

Enfin, ces espaces sahéliens recèlent des ressources énergétiques ou minières très convoitées, pétrole, gaz, or, uranium, diamant, phosphate, bauxite, plutonium, manganèse, cobalt..., qui font de la région un objet de convoitises justifiant de nombreuses ingérences de la part des grandes puissances.

La poursuite des intérêts particuliers par ces dernières interdit toute démarche concertée. Il est alors difficile de les coordonner au profit de l'intérêt général.

Ces caractéristiques propres rendent toute initiative de rétablissement de la paix, de maintien de



la paix et d'accompagnement de la reconstruction tout particulièrement malaisée.

Mais aussi des contraintes politiques fortes s'appliquent aux nations disposant des moyens d'intervention

Avant tout, après les récents conflits rencontrés, les Occidentaux ne sont plus aussi disposés qu'autrefois à agir militairement pour contribuer à résoudre les conflits. Bien que disposant de moyens importants, leurs populations sont lassées de la multiplication de ces conflits, des coûts et des pertes qu'elles engendrent. Elles constatent le peu de résultats obtenus à long terme et s'interrogent sur le bien-fondé des interventions militaires, tout autant que sur les critiques qui ne manquent jamais d'accompagner leurs engagements.

Le général Henri Bentégeat, ancien chef d'état-major des armées françaises, exprime ce constat de façon tout à fait synthétique dans la revue *La Cohorte* de mars 2015, dossier Enjeux : « Le tournant majeur intervient dans les dernières années de la guerre en Afghanistan. Les Etats occidentaux, c'est-à-dire les pays appartenant à l'Otan et à l'Union européenne, pour répondre à l'insatisfaction de leurs opinions publiques, de plus en plus lassées par des opérations coûteuses, risquées et aux résultats incertains, ont décidé de modifier leurs modes d'intervention à l'extérieur. La théorie du « zéro mort » domine dans nos civilisations pacifiques. Par conséquent, on s'efforce aujourd'hui, si la décision est prise d'intervenir, de limiter dans le temps et dans l'espace les déploiements de forces en privilégiant les frappes à distance, puis de confier la gestion du conflit à des milices locales ou aux Nations unies. L'exemple typique est la Libye. La principale limite à cette démarche, même si elle satisfait les opinions publiques et évite des pertes humaines, est qu'elle ne règle aucune crise. Abandonner aux milices locales le règlement d'une guerre, c'est prendre le risque, car les pays occidentaux n'ont aucun contrôle, que la guerre se prolonge indéfiniment et qu'elle dérape vers d'autres problématiques. Laisser la place aux forces des Nations unies est plus rassurant car un cadre international

s'impose alors. Malheureusement, les Casques bleus n'ont pas toujours les moyens, ni le mandat, pour régler une crise. En réalité, les Nations unies figent une situation plus qu'elles ne la résolvent. A titre d'exemple, je peux citer la Force des Nations unies chargée du maintien de la paix à Chypre (un ficyp), en place depuis 1974, ou encore la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul), déployée depuis mars 1978. Remarquons cependant que l'opération française «Barkhane» s'inscrit courageusement à contre-courant de cette tendance ».

Concernant le Sahel, il convient de constater que les forces occidentales (Ue et Otan largement sollicitées lors des derniers conflits sont partiellement épuisées et s'emploient aujourd'hui à se reconstituer dans un climat général d'économie budgétaire.

Les opinions publiques occidentales répugnent à de nouveaux engagements alors que de forts doutes se répandent sur les objectifs poursuivis dans des pays lointains, dans un contexte de désunion des alliés, sous la menace terroriste qui s'exerce, y compris sur le territoire américain ou européen et dans la confusion des critiques de certains pays de la région allant jusqu'à dénoncer des attitudes néocolonialistes.

Aujourd'hui, une opération militaire engagée par des forces occidentales devra respecter les conditions suivantes, au moins dans le cadre européen.

- Réunir plusieurs nations ;
- Disposer d'un mandat du Conseil de sécurité de l'ONU ;
- Répondre si possible à la demande d'un Etat reconnu.

Ces contraintes politiques sont désormais impératives. Elles sont clairement énoncées, au moins de la part des nations européennes, qui les considèrent comme incontournables même si la volonté américaine de s'engager en Irak a pu, à l'époque, entraîner quelques pays européens dans leur sillage, et cela à contre-courant de leurs opinions publiques. Depuis 2003, ces dernières ont en effet conforté



leur rejet de la guerre et ont placé des limites explicites aux initiatives de leurs dirigeants. Cependant, d'autres leçons ont été tirées des derniers conflits, voire du drame syrien face auquel les Occidentaux se trouvent très démunis. Elles permettent d'énoncer d'autres conditions sous forme de recommandations.

Conclusion : recommandations applicables à la maîtrise du risque sahélien

Le Sahel constitue bien un risque pour la région, voire au-delà. La maîtrise de ce risque est sans doute un défi lancé non seulement aux nations de la région mais aussi aux autres puissances, notamment européennes, qui doivent contribuer à la résolution des problèmes posés car celles-ci sont tout autant concernées.

La situation des relations internationales et des rapports de force n'est plus celle qui prévalait au lendemain de la Seconde Guerre mondiale même si certains paradigmes se sont maintenus jusqu'en 2011, année qui a vu des pays arabes se révolter. En effet, les autocratismes que ces pays subissaient étaient les meilleurs soutiens de ce conservatisme.

Aujourd'hui, on peut penser qu'il n'est plus envisageable de conduire une opération sans le soutien, au moins politique, des Etats voisins de la crise. Ces Etats voisins seront très vraisemblablement sollicités pour apporter, en fonction de leurs capacités, leur concours en forces et facilités. Evidemment, cela sous entend la nécessité que ces acteurs fassent taire, à cette occasion, leurs tensions traditionnelles.

Au-delà des Etats voisins, il importe d'admettre que les grandes puissances et les organisations internationales concernées, qui ont inévitablement des intérêts à défendre dans la région, ne peuvent pas être marginalisées et doivent être associées ou tout au moins consultées. A défaut, ils useront de leur pouvoir de nuisance pour repousser la résolution de la crise comme nous le montrent les influences russes ou iraniennes en Syrie.

Il conviendra alors d'être attentif à la cohérence des coalitions de circonstance et d'éviter d'associer des nations qui ne poursuivent pas les mêmes objectifs fondamentaux afin de ne pas reproduire les erreurs commises précédemment (par exemple : avec le Qatar dont les objectifs durant l'opération en Libye en 2011 ne rejoignait pas forcément ceux de ses « alliés »⁴).

Bien évidemment, le lancement d'une opération militaire doit être précédé de la planification d'une vaste opération de reconstruction comprenant les moyens militaires de maintien de la paix jugés nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité. Cette dernière doit associer tant les pays voisins que les pays de la région dans la conduite tout autant que dans la planification, probablement sous l'égide de l'ONU.

Enfin, il importe d'affirmer que l'action militaire est une action en dernier ressort. La démarche politique doit être privilégiée. Si elle échoue, il convient de passer au niveau militaire mais ceci sous réserve de respecter la concertation décrite ci-dessus. En tout état de cause, l'ensemble du processus doit être conduit de façon collégiale avec les pays voisins, les acteurs de la région mais aussi les grandes puissances et les institutions internationales concernées. A défaut, l'histoire récente nous montre qu'aucune solution de paix durable ne sera trouvée à moyen terme : Afghanistan, Irak, Libye...

4. Slate Afrique - 20 nov 2011 - Le jeu trouble du Qatar en Libye - *Arnaud Castagnet* « la situation reste confuse en Libye, une chose est sûre : le Qatar est probablement le grand vainqueur de l'intervention occidentale. Du soft power grâce à la chaîne Al-Jazeera au hard power par l'envoi des Forces spéciales, l'émirat a su s'imposer comme un acteur majeur de la transition. Au risque de déplaire aux Occidentaux et à de nombreux Libyens... »



LES DÉFIS, LES CONVOITISES ET L'ÉNERGIE DANS L'ESPACE SAHÉLO-SAHARIEN

Salah HANNACHI¹ & Jomaa BEN SALAH²

I. INTRODUCTION : L'ESPACE 5+5+5

Les 5 pays du Maghreb sont considérés par l'Europe, surtout par les 5 pays de l'Europe latine, comme un espace voisin. Il n'en fut pas toujours ainsi. Dans l'Antiquité, pour Carthage aussi bien que plus tard pour Rome, les pays du pourtour de la mer Méditerranée, la *Mare Nostrum*, en particulier les pays du pourtour punique, c'est-à-dire les pays de la Méditerranée occidentale, constituaient un espace culturel, politique et économique divers mais uni par des échanges intenses et, pendant plusieurs siècles, par une gouvernance et même une langue communes.

À leur tour, les 5 pays du Maghreb, appartenant à la fois à la rive sud de la Méditerranée et à la rive nord du Grand Sahara, ont eu de tout temps des relations d'échange culturel et commercial importants avec les 5 pays du Sahel saharien, la rive sud du Grand Sahara.

Ces 5 pays du Sahel, pour longtemps, envoyaient par les anciennes routes transsahariennes, à travers leurs voisins du Maghreb, voisins de l'Europe, et à travers la Méditerranée, leur ivoire, leur bois, leur cuivre, leur or, leurs fauves et d'autres biens aux marchés de l'Europe et au commerce international. Pline l'ancien disait : «De l'Afrique il nous arrive toujours du nouveau».

-
1. Expert et ex-ambassadeur - Tunisie.
 2. Expert en Energie - Tunisie.



Ils recevaient en retour le blé, le sel, les chéchias, les bijoux en verre, l'Islam, et beaucoup d'autres produits matériels et immatériels. L'ancien président tunisien Bourguiba n'avait-il pas dit au président du Niger, l'accueillant à Gabès, dans le sud tunisien : « Monsieur le Président, bienvenue au port du Niger ! ».

Enfin il y a lieu de rappeler qu'historiquement l'espace sahélo-saharien a aussi joué un rôle important de zone de transit commercial et pastoral Est-Ouest du golfe de Guinée sur l'Atlantique au Port-Soudan sur la mer Rouge et à la Corne de l'Afrique sur l'océan Indien.

II. LES QUATRE DÉFIS DE L'ESPACE 5+5+5

Aujourd'hui, les 5 pays de l'Europe latine, les 5 pays du Maghreb, dont la Tunisie, et les 5 pays du sud de l'espace sahélo-saharien font face à quatre défis, voire quatre menaces, majeurs. Ces quatre défis sont la situation en Libye, le terrorisme d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI), au Maghreb et dans l'espace sahélo-saharien, les mouvements migratoires désordonnés, venant essentiellement de l'espace sahélo-saharien et transitant par le Maghreb et la Méditerranée pour aboutir en Europe, et enfin les convoitises autour des ressources naturelles de l'espace sahélo-saharien, en particulier le pétrole et le gaz.

Ces défis se conjuguent entre eux et avec l'environnement géopolitique de la région pour prendre une ampleur et une complexité croissantes. Ils se conjuguent en particulier avec les défis de la révolution du 14 janvier 2011 et de la transition démocratique en Tunisie et de l'effondrement de l'Etat et du système de gouvernance en Libye, après la chute de l'ancien homme fort du pays, Moammar Kadhafi en octobre 2012. Ils deviennent des menaces sérieuses à la stabilité et à la sécurité de toute la région 5+5+5, sahélo-saharienne et euro-méditerranéenne et à la transition démocratique en Tunisie.



A. La situation en Libye

Pour pérenniser son régime, Kadhafi avait, depuis presque le début de son avènement au pouvoir, entrepris une action de démantèlement de l'Etat, de retour au tribalisme et au nomadisme pastoral, et de mise des tribus en rivalités et quelquefois même en conflit. Un slogan remontant aux années 70 et affiché au poste frontière de Ras Jdir et à Tripoli déclarait : « La tente a vaincu le palais, et le bâton du berger a brisé la couronne de la royauté ».

La situation d'absence ou de fragmentation du peu d'Etat qui restait en Libye a été aggravée par l'intervention de l'OTAN dans le pays et l'effondrement du régime qui a suivi cette intervention.

L'effondrement du régime a été précédé, accompagné, et suivi du libre accès aux armes et par un trafic et une prolifération d'armes sans précédent dans tout l'espace sahélo-saharien et en Tunisie.

L'absence d'Etat qui a suivi a aussi ouvert le jeu aux rivalités et aux convoitises pour les ressources pétrolières et pour les armements. Elle a également ouvert le jeu aux rivalités politiques animées et nourries par des forces religieuses, culturelles, politiques et économiques, de l'intérieur et de l'extérieur de la Libye.

L'absence d'Etat s'est enfin traduite par une renaissance des réflexes de souveraineté tribale et des rivalités religieuses en concurrence pour le cœur et l'âme des Libyens, et se conjuguant avec les rivalités pour les armes et pour les ressources pétrolières de la Libye.

Cette conjoncture tribale risque de s'institutionnaliser et de conduire en Libye à une société et un système politique organisés d'une manière durable autour de seigneurs féodaux de la guerre, du pétrole et de la foi.

Le grand défi est de renverser cette tendance et d'écarter la menace réelle de prévalence et de pérennisation des souverainetés locales, tribales ou religieuses, et d'entamer l'œuvre de reconstruction de l'Etat libyen et de stabilisation de la Libye et de toute la région sahélo-saharienne.

B. AQMI

L'attaque terroriste tragique du 18 mars 2015 au musée du Bardo, à Tunis, qui a déjà eu des conséquences désastreuses sur le tourisme en Tunisie et sur l'économie en général, et qui pourrait même ralentir la transition démocratique, a été revendiquée par AQMI.

AQMI est apparu au Maghreb et sur la scène sahélo-saharienne après la guerre en Irak en 2003 et bien avant la révolution tunisienne et la chute du régime de Kadhafi en Libye. Elle est un résultat direct de la guerre en Irak, de la découverte du pétrole dans l'espace sahélo-saharien et de la situation en Syrie, en Irak, en Palestine, au Moyen-Orient, et même en Afghanistan.

Le terrorisme AQMI et les autres terrorismes dans la région sahélo-saharienne sont nourris et portés par le contexte régional et par des forces enchevêtrées et complexes, quelquefois occultes. Ils sont aussi nourris et portés par des forces primaires telles que la pauvreté et l'insécurité humaine extrême dans la région, qui facilitent pour les groupes terroristes et les trafiquants le recrutement et la corruption dans tous les milieux de la société et aux niveaux les plus élevés de l'Etat. Pour lutter contre le terrorisme AQMI et les autres terrorismes, les pays concernés de l'espace 5+5+5 interviennent à des niveaux variables d'engagement, chacun selon ses capacités et selon les enjeux qui l'intéressent. Les plus concernés établissent un réseau de bases d'intervention animées par des commandos et des commandements d'intervention rapides et équipées par les technologies les plus sophistiquées de surveillance, de contrôle et d'intervention. Ces acteurs confortent leurs stratégies par des alliances militaires et sécuritaires, des conventions et des accords d'assistance technique et de capacity building pour la mise en œuvre de cette approche purement sécuritaire et à court terme.

La multiplication des interventions et des intervenants extérieurs, la diversité et l'importance des enjeux font que la maîtrise durable de la situation ne doit pas et ne peut pas être recherchée dans une solution purement sécuritaire.



C. Les mouvements migratoires

La Libye était un bassin important d'emplois pour la Tunisie et pour les pays de l'espace sahélo-saharien. Avant la révolution et l'effondrement de l'Etat en Libye, ce bassin ralentissait sensiblement, entravait même les mouvements migratoires désordonnés, venant de ces deux sources et se dirigeant vers l'Europe. La chute de Kadhafi, le désordre, l'insécurité, et la prolifération des armes en Libye puis dans toute la région qui ont suivi cette chute se sont composés avec le désordre et les conflits au Moyen-Orient et au Soudan. Tous ces événements ont amplifié et compliqué d'une manière spectaculaire les tentatives d'émigration en Europe.

Cette accélération des mouvements migratoires s'est traduite par la multiplication des incidents tragiques en pleine mer Méditerranée. Toutes les semaines ou presque, des Tunisiens, des Libyens, des Syriens, des Africains de l'espace sahélo-saharien, otages des passeurs et des trafiquants, risquent la noyade en tentant la traversée de la Méditerranée à la recherche de travail ou de sécurité humaine.

Comme pour le terrorisme, l'Europe a jusqu'ici adopté une stratégie purement sécuritaire de court terme et voudrait ériger une muraille de Chine ou une ligne Maginot de systèmes de surveillance et de contrôle au milieu ou au sud de la Méditerranée, au nord ou au sud du Sahara. Comme pour le terrorisme, cette solution purement sécuritaire n'est ni efficace ni durable.

D. Les convoitises autour de l'énergie et des ressources naturelles

L'espace sahélo-saharien recèle des ressources minières importantes dont en particulier l'uranium, le pétrole et le gaz, et des énergies renouvelables. Les énergies éoliennes dans cet espace représentent 29% des ressources mondiales. Le Grand Sahara est un océan de sable et de dunes, mais aussi un océan presque inépuisable d'énergie solaire.

Cette abondance de ressources mobilisées et potentielles contraste avec le mal-développement et le très faible taux d'accès à l'énergie et à l'électricité, même dans

les pays de la région producteurs et exportateurs de pétrole et/ou de gaz. En Afrique, la consommation per capita est de 100 kilo équivalent pétrole comparée à 8000 aux USA. Quatre-vingts pour cent (80 %) de la population n'a pas encore accès à l'électricité. Le taux d'électrification au Tchad est de 4 %. Partout dans le monde, le nombre de personnes n'ayant pas accès à l'électricité baissera en 2030, sauf en Afrique où ce nombre passera de 587 millions de personnes en 2008 à 698 millions en 2030.

De plus, quelquefois, les formes d'énergie consommée posent problème. Au Mali, par exemple, 75% de l'énergie consommée est à base de biomasse. Ce mode d'accès à l'énergie représente une grande menace de désertification à l'écosystème dans l'espace sahélo-saharien, déjà fragilisé par l'intensité des interventions énergétiques et sécuritaires.

De grandes convoitises tournent autour de ces ressources qui sont pour l'essentiel exportées et consommées en dehors de l'Afrique. Ces convoitises varient selon les acteurs intervenant dans la région. Cependant, le pétrole et le gaz font le consensus de ces convoitises et attirent des intervenants intérieurs et extérieurs, proches et lointains, grands et petits, et publics et privés.

Ces convoitises, ces enjeux et ces rivalités ont changé d'échelle après l'arrivée d'Al-Qaïda dans la région. De nouvelles découvertes de pétrole et de « nouvelles » ressources ont été faites dans l'espace sahélo-saharien, du golfe de Guinée jusqu'à Port-Soudan, passant par le Mali, le Niger, et le Tchad. Ces découvertes attirent sur la scène sahélo-saharienne de nouveaux acteurs étatiques et non-étatiques, grands et petits, proches et lointains. Chaque acteur a ses propres motivations et son propre agenda et les conjugue d'une manière dynamique et opportuniste avec celles des autres acteurs et stakeholders.

Par une sorte de spirale ascendante, le terrorisme AQMI et autres terrorismes, le trafic et la circulation des armes, le trafic de drogue, les mouvements migratoires, les ressources naturelles anciennes et nouvelles de la région et la multiplication des interventions et des intervenants,



entrent en résonance pour aggraver la situation. La région est arrivée à un point où la solution à ces menaces dépasse la capacité d'un seul acteur quelle que soit sa puissance et quelles que soient l'importance et la sophistication des moyens sécuritaires qu'il est prêt à mobiliser.

Ce « grand jeu » concerne en particulier le contrôle du pétrole « flottant » de la Libye. Il constitue, avec les interventions qui l'accompagnent, « le milieu » et les eaux troubles dans lesquels viennent pêcher et jouer les intermédiaires, les trafiquants, les terroristes et d'autres joueurs, visibles et occultes.

Aussi est-il devenu impératif de réfléchir à un changement de paradigme dans les relations régionales et de mettre en stratégie les relations Nord-Sud euro-africaines de l'Europe, en cohérence avec ses relations Est-Ouest euro-atlantiques et euro-asiatiques. De même est-il devenu impératif de réfléchir à une alternative à l'approche purement sécuritaire et à court terme adoptée jusqu'ici et qui a montré ses limites au Moyen-Orient et partout ailleurs.

En même temps, ce jeu et ces interventions font remonter à l'ordre du jour de la réflexion stratégique le statut historique de plaque tournante et de carrefour Sud-Nord et Est-Ouest de l'espace sahélo-saharien.

De même, les ressources d'énergie, en particulier le gisement immense d'énergie solaire, mettent à l'ordre du jour de la réflexion stratégique la réflexion sur la possibilité de la mise en place d'une plateforme de puissance nécessaire au développement de la région. Une telle plateforme doit être une plateforme d'énergie propre, compatible avec l'impératif de sauvegarde de l'écosystème sahélo-saharien. Cette plateforme ouvrirait de grands horizons de développement agricole, touristique et industriel. Elle aiderait aussi à faire valoir les opportunités importantes de codéveloppement Nord-Sud, Est-Ouest et en particulier euro-africain. Elle permettrait de mettre en place un système de sécurité et de stabilité basé sur le codéveloppement à l'exemple de l'expérience pionnière de l'Asie de l'Est.

III. UNE BOUCLE VERTUEUSE SÉCURITÉ-PROSPÉRITÉ DANS L'ESPACE 5+5+5

A. L'exemple de l'Asie de l'Est

On pourrait être tenté d'essayer de maîtriser le terrorisme dans la région et de dépasser l'obstacle des souverainetés tribales à l'intégration politique en Libye et imposer la reconstruction de l'Etat dans ce pays par la force et la puissance militaire, et au besoin la guerre, comme ce fut le cas à travers l'histoire en Europe, au Japon et dans d'autres pays en Asie et ailleurs dans le monde. Cependant, même si on trouvait le leadership nécessaire pour la mise en œuvre de cette solution purement sécuritaire, cette approche n'est pas sûre de donner des résultats durables. Aujourd'hui, les moyens modernes de communication, de transport, la facilité d'accès aux armements, etc., mettent des limites réelles à la puissance militaire. Ils ont rendu obsolètes les solutions purement sécuritaires, comme le montre tragiquement la situation au Moyen-Orient et en Afghanistan.

Par contre, des approches consensuelles intégrées prenant soin de monter en une architecture cohérente les valeurs culturelles et culturelles, les intérêts sécuritaires et les intérêts économiques, se sont avérées plus efficaces. Elles ont pu aider à dépasser d'une manière durable les obstacles des souverainetés locales ou même nationales, comme par exemple dans le processus d'intégration en Europe. La géo-économie a fait en soixante ans pour la Maison Europe, après la Seconde Guerre mondiale, ce que plusieurs siècles de géopolitique et de guerre n'ont pas réussi à faire pour le Saint Empire Romain de Charlemagne.

Le processus d'intégration européenne a mis à contribution l'homogénéité de l'Europe, essentiellement chrétienne. Il a adopté une approche institutionnelle lourde et coûteuse, mais rendu envisageable par cette homogénéité culturelle et industrielle du continent. Elle a aussi été rendue réalisable par les moyens financiers que, d'abord les USA, allié américain et instigateur du processus d'intégration européenne, et ensuite l'Allemagne et l'Europe, ont su et pu mobiliser.



L'Asie de l'Est a pu accomplir des objectifs moins ambitieux mais très proches et surtout très pragmatiques, par des moyens plus simples, moins coûteux, moins institutionnalisés et n'exigeant pas un degré d'homogénéité élevé.

En effet, l'Asie de l'Est a mis en œuvre une stratégie remarquable de compétitivité industrielle sur le marché international par une boucle régionale vertueuse de codéveloppement et de coprosperité. Cette boucle est portée dans la fameuse formule du modèle « Vol d'Oies » (Flying Geese Model) par une promotion échelonnée du commerce et de l'investissement dans les pays de la région dans les différents secteurs industriels. L'Asie de l'Est a ainsi instauré une sorte de nouveau MAD, Mutually Assured Development, remplaçant ou rivalisant avec l'ancien MAD de la guerre froide, Mutually Assured Destruction, sans s'encombrer de trop de structures institutionnelles, politiquement et opérationnellement lourdes et financièrement coûteuses.

Cette expérience est-asiatique est aussi remarquable par l'envergure, l'assiette géographique et le pas de compas de la démarche géoéconomique essentiellement nord-sud, mais aussi est-ouest.

Enfin, cette expérience est remarquable par la diversité géostratégique, géoéconomique, géoculturelle des populations et des espaces concernés. Le pas de compas stratégique de ce « Vol d'Oies » va du nord de la mer du Japon au large de la Sibérie, jusqu'aux eaux chaudes du Pacifique Sud, au large de la Papouasie, Nouvelle-Guinée, et même plus au sud si on inclut l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Il englobe des superpuissances politiques, économiques, industrielles, technologiques et scientifiques et des pays, de tailles, de niveaux de développement économique, politique et social, de religions et de traditions culturelles et ethniques très divers. Ce pas de compas Nord-Sud couvrirait un espace équivalent dans la région euro-africaine à l'espace allant de Berlin jusqu'à Kinshasa au Congo, et même de Stockholm en Suède jusqu'à Johannesburg en Afrique du Sud.

B. Démarche projet : l'Asia Solar Energy Initiative (ASEI)

Enfin la démarche projets géo structurants dans la région asiatique tels que le projet d'infrastructure « Energy for All », ou le projet « l'Asia Solar Energy Initiative » (ASEI), de la Banque asiatique de développement (BA_SD) mérite d'être soulignée. Le pas de compas de ces projets couvre une aire allant de l'Ouzbékistan à l'Ouest jusqu'aux Iles Samoa à l'Est et de la Mongolie au Nord jusqu'aux Iles Fidji dans le Pacifique sud.

Pipeline of Projects under the ASEI

COUNTRY	Project title	Expected Installed Capacity (MW)	Project Cost	Expected Year of Approval	Remarks
Sri Lanka	Clean Energy and Network Efficiency Improvement Project	10MW & 0.5MW rooftop (solar component)	\$100M	2012	PPTA approved in July 2011
India	Renewable Energy Development Project	100 MW of CSP	up to \$250M	2012	S-PPTA under processing
India	Rajasthan Solar Park	1700 MW	\$300M	2012	
India	Gujarat Solar Park II	1000 MW	\$300M	2012	
India	Maharashtra Solar Park	1000 MW	\$300M	2013	
India	Pilot CSP Project	100 MW	\$50M	2012	
India	IREDA Solar FI Loan	100 MW	\$200M	2012	
Maldives	Renewable Energy Project for solar diesel hybrid	20-30 islands aggregating to 2+ MW	\$5M	2013	PPTA planned in 2012
Bangladesh	Scale up adoption of grid connected solar PV	200MW	\$2M	2012	
Pacific Islands, Tonga	Outer Island Renewable Energy Project	1MW PV Grid Connected	\$5M	2012	
Lao PDR	Renewable Energy Development in Remote Communities	5.5MW distributed mini and off-grid distributed capacity (solar PV, micro-hydro and mini wind tech)	\$23M	2012	Includes PPTA for \$1.05M

Le projet ASEI est d'une pertinence directe à l'espace 5+5+5, et en tout particulier à l'espace sahélo-saharien. Il vise à mettre en place une boucle vertueuse d'investissements dans la région de l'Asie et du Pacifique pour valoriser le gisement d'énergie propre presque inépuisable de l'énergie solaire. Il vise à multiplier par six la capacité solaire installée



dans la région Asie et Pacifique. L'initiative s'inscrit dans la stratégie générale de la BAD d'éradication de la pauvreté par la promotion de la sécurité énergétique, la facilitation de la transition vers un paradigme énergétique à bas carbone, et la généralisation de l'accès à l'énergie. Le tableau ci-dessous illustre l'envergure du projet.

Le projet a trois composantes principales :

- Une plateforme de partage des connaissances ;
- Une plateforme de projets de construction de capacités de production de l'énergie ;
- Une plateforme de financement et de gestion du risque innovatif.

La plateforme relative au partage des connaissances est une plateforme internationale de veille, de collecte et de dissémination de l'information relative aux projets d'énergie solaire, aux politiques et aux mesures d'incitation. Des conférences sont organisées sur ce thème comme l'ASEF, l'Asia Solar Energy Forum.

La plateforme des projets couvre tous genres de projets, aussi bien des grands projets connectés au réseau, des projets pour le photovoltaïque (PV) en bâtiments, des projets de réseaux ruraux locaux, des projets de PV off-grid, que des projets de PV résidentiels, etc.

Enfin, la plateforme de financement et de gestion de risque se rapporte au financement des études de faisabilité et des travaux préparatoires à l'acquisition de terrains, à la création de marchés, etc. Elle fait appel à plusieurs bailleurs de fonds et plusieurs instruments et guichets de financement.

C. Que le Sahara fleurisse : une Initiative sahélo-saharienne pour l'énergie solaire

Une initiative semblable à l'initiative ASEI répondrait aux besoins en énergie très pressants et très importants des populations de l'espace sahélo-saharien au niveau de la sécurité humaine. Elle répondrait aussi et surtout à l'impératif d'une stratégie énergétique régionale, préalable et plateforme de base de toute stratégie de développement de l'espace sahélo-saharien.

L'initiative d'un projet-cadre semblable à l'initiative ASEI pourrait être explorée pour l'espace sahélo-saharien avec la Banque Africaine de Développement en partenariat avec la Banque Mondiale, la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement, la Banque Asiatique de Développement, la nouvelle Banque Asiatique pour les Investissements dans l'infrastructure (AIIB) du G5, et les autres banques partenaires européennes et asiatiques. La Banque Asiatique de Développement s'est déclarée prête à partager son expérience avec la Banque Africaine de Développement.

Un tel projet répondrait aux besoins de cet espace en complémentarité avec les ressources en énergie fossile. Celles-ci, même si elles étaient suffisantes, demanderaient des investissements très lourds et très longs, en centrales de raffinage et en réseaux de pipelines, en plus des centrales de production et des infrastructures de réseaux de transport et de distribution d'électricité. De plus, une mobilisation intensive de ces ressources aurait un effet sévère sur l'écosystème saharien semblable à l'écosystème en Alaska.

Le grand projet-cadre de cette initiative pourrait être décliné en projets nationaux par chaque pays de l'espace sahélo-saharien, au nord et au sud du Sahara. Chaque pays agirait selon sa position dans cet espace, selon ses priorités, ses potentialités, ses capacités et selon les moyens qu'il est en mesure de mobiliser, mais en cohérence avec le projet-cadre et la vision globale, continentale et régionale qui émane de cette initiative.

Chaque pays pourrait aussi décliner le projet-cadre en projets sectoriels nationaux dans l'agriculture comme à Rjim Maatoug et El Borma et le tourisme comme à Ksar Chilène, en Tunisie. Le projet-cadre peut aussi être décliné en projets industriels technologiques et scientifiques comme le Centre de technologie et de recherche de l'énergie solaire et renouvelable à Almeria en Espagne.

Un modèle plus intégré est celui d'Alice Springs dans le grand désert central de l'Australie, qui combine les



composantes énergétique, agricole, touristique, technologique et scientifique.

En fait, beaucoup de ces idées ne sont pas nouvelles et sont à la base d'initiatives telles que le projet Desertec du professeur Allemand Gerhard Knies ou le projet Sahara Solar Breeder du professeur japonais Hidéomi Koinuma.

D. Mérites et conditions de mise en œuvre d'une initiative euro-africaine pour l'énergie solaire

A la différence d'un projet purement énergétique de production et d'exportation de l'énergie vers l'Europe, un tel projet est un projet d'infrastructure de base. Il est d'abord et essentiellement un préalable et une plateforme au développement régional intégré de l'espace sahélo-saharien. A ce titre, il est comme le projet du barrage des Trois-gorges sur le Yangtsé en Chine ou le barrage d'Assouan sur le Nil en Egypte.

Il créerait une dynamique importante de développement, de sécurité humaine, et de création d'une gamme de qualifications étendue d'emplois et de revenus. Il réduirait ainsi sensiblement les pressions et la motivation de migrer ailleurs et en particulier vers le nord, en Europe.

Enfin, il sédentariserait les populations, surtout par les activités agricoles, et réduirait le nomadisme, comme ce fut le cas à Rjim Maatoug en Tunisie. En effet, dans les sociétés agricoles, le travail de la terre lui-même engendre l'enracinement dans le territoire. De même, l'appareil de réflexes, d'habitudes, d'échanges, de solutions sociales ou techniques qui accompagne le travail agricole crée des liens durables et des valeurs fortes de solidarité, d'unité, et d'identité culturelle et politique. Ces liens, ces valeurs et cette solidarité sont renforcés par les impératifs de l'action collective vitale face aux désastres naturels et aux défis de la vie dans l'environnement aride et dur du Sahara.

Le projet faciliterait ainsi l'établissement de réflexes, de sentiments, de valeurs et d'habitudes favorables à la

reconstruction ou à l'établissement de l'Etat et de la stabilité en Libye, ou dans les autres pays de l'espace sahélo-saharien.

Le projet créerait enfin une présence sur le terrain dans l'espace sahélo-saharien occupé par AQMI et les autres groupes terroristes qui prospèrent dans le vide et l'absence de présence humaine et d'Etat.

IV. CONCLUSION : UN MAD 5+5+5

A. Quatre défis-menaces

L'Europe et d'une manière plus directe les 5 pays de la rive nord de la Méditerranée, les 5 pays du Maghreb de la rive sud de la Méditerranée qui sont aussi sur la rive nord de l'espace sahélo-saharien, et les 5 pays de la rive sud de cet espace sont les principales parties concernées par les quatre défis/menaces majeurs suivants

- a) La reconstruction de la Libye
- b) Le terrorisme, AQMI et autres terrorismes
- c) Les flux migratoires sauvages
- d) Les convoitises entourant les ressources naturelles de la région

B. L'Espace 5+5+5

Pour faire face à ces défis-menaces, tous les quinze pays 5+5+5 concernés doivent unir leurs efforts pour imaginer, concevoir et mettre en œuvre.

- a) Un nouveau paradigme de relations régionales et internationales.
- b) Un changement de regard, d'échelle, d'envergure, et de pas de compas de la réflexion stratégique pour incorporer la région 5+5+5, et ajouter une dimension euro-africaine verticale au regard stratégique jusqu'ici essentiellement horizontal/Est-Ouest Atlantique et Euro-Asiatique de l'Europe.
- c) Un renouvellement du rôle carrefour de l'espace sahélo-saharien entre l'Afrique et l'Europe et entre



l'Atlantique, d'une part, et, d'autre part, le Moyen-Orient, la mer Rouge et l'océan Indien, semblable au rôle carrefour qu'il a joué dans le passé, Nord-Sud entre le Maghreb et l'Afrique équatoriale et Est-Ouest entre l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique de l'Est et le Levant.

- d) Un changement de culture et d'attitudes qui sorte tous les stakeholders de leurs boîtes culturelles et culturelles respectives et les aide à regarder l'espace 5+5+5 et toute la région euro-africaine d'un regard Nord-Sud stratégique nouveau et cohérent, semblable au regard Est-Ouest que l'Europe porte sur les régions euro-atlantique et euro-asiatique.

C. Que le Sahara fleurisse : un nouveau MAD

L'espace 5+5+5 doit passer d'une stratégie sécuritaire et géopolitique pure à une stratégie de codéveloppement mobilisant et mettant en cohérence les valeurs, les objectifs, les intérêts et les ressources sécuritaires, géopolitiques, géoéconomiques et géoculturelles de toutes les parties concernées. Ce passage pourrait être concrétisé par :

- a) Une initiative 5+5+5 mobilisant l'énergie solaire dans l'espace sahélo-saharien pour combler le fossé énergétique dans la région et créer un espace énergétique régional intégré s'inspirant des initiatives « Energy for All » et « l'Asia Solar Energy Initiative » de la Banque Asiatique de Développement.
- b) Un grand projet-cadre de développement mutuel assuré, Mutually Assured Développement, un nouveau MAD pour l'espace 5+5+5 basé sur l'agriculture, le tourisme, les industries vertes, les technologies, les énergies solaires et les autres ressources énergétiques et naturelles de l'espace sahélo-saharien.

Le projet n'est pas plus ambitieux que le projet Apollon, les projets de mettre un homme sur la Lune ou sur Mars. Il est semblable au projet du barrage d'Assouan sur le Nil en Egypte ou celui desTrois-Gorges sur le Yangtsé en Chine.

« Une nation est morale, vertueuse, vigoureuse, tant qu'elle est engagée dans la réalisation de ses grands desseins, et défend son œuvre contre la violence extérieure, il n'y a de l'intérêt que quand il y a de la résistance... La simple vie quotidienne c'est ce qui conduit à la mort naturelle », Hegel, **Philosophie de l'Histoire**.

Traduction libre d'une citation dans l'introduction par Robert J. Kreyche, de l'Université de l'Arizona, Tuscon, Janvier 1970, à l'ouvrage de John Edward Sullivan, **Prophets of the West**, Holt, Rinehart and Winston, Inc., 1970.



AGRICULTURAL SECTOR AS CRUCIAL FOR THE SAHEL ZONE

Nina-Kathrin WIENKOOP¹

1. Introduction: Agriculture as preventive ‘puzzle piece’ of comprehensive approaches?

Due to the rising complexity of global and related local challenges, more and more comprehensive approaches were adopted by international organizations over the last years. Theoretically the central objective of those approaches is a coherent and effective strategy which aligns different policy areas. One prominent example is the comprehensive approach of the European Union which aims at efficient and consistent external conflict prevention and crisis resolution strategies based on an understanding of long-term development. The latter includes four main paradigms: sustainable development, poverty eradication, peace and security. Thus, security and development is closely linked. Agriculture, as it will be shown in the following, is one sector which combines the two.

The Sahel zone has been already one of the core regions of the European Union to bring together preventive conflict concepts and crisis resolution tools. But the practical execution is to date problematic. For example prevention is highlighted theoretically in the documents of many comprehensive approaches, practically the implementation is often more reactive rather than preventive and still

1. Experte en développement (Allemagne).

dominated by security issues in contrast to others. In particular, agriculture is mostly mentioned as a development policy subject not as an economically potential sector or even as a component of a preventive security strategy. One exception is the Global Alliance for Resilience (AGIR) initiative for Western Africa and the Sahel region which places agriculture in the forefront of the approach. At their annual meeting in 2013 the participants recognize the chronic vulnerability of the Sahel in environmental terms and the consequences for food security. Agriculture is here viewed as a challenging but also highly potential sector for the Sahel.

In the following, I will show how agriculture can contribute to long-lasting political stability, economic development and food security. Moreover I will highlight why the agricultural sector is especially crucial for the Sahel region and needs to be placed in the center of a foresighted policy strategy. The following insights based on a study led by Bettina Rudloff from the German Institute for International and Security Affairs (SWP) which has been conducted due to a visit of the EU Special Representative for the Sahel, Mr. Michel Dominique Reveyrand-de Menthon. The main areas of agriculture that are covered by the research are trade and pastoralism in the Sahel. Two aspects that are named last year by the president of ECOWAS Commission, His Exc. Kadré Desiré Ouédraogo, as key potentials of the Sahel states. As I worked mainly on pastoralism, the article will focus on this issue.

2. Agro-economic situation: High vulnerability in the present and future

The agricultural map of the Sahel region illustrates already the special features of the region as well as the importance of pastoralism: As the Northern area is dominated by desert, agricultural production is mostly situated in the middle and Southern parts. The red line on the map marks the area in which predominantly pastoralism – in the Northern part more nomadic and southwards more agro-pastoral forms – takes place. Only in the Southern parts of the Sahel states ‘classical’ crop cultivation is feasible because of the annual rainfall. Hence this region possesses traditionally



only small parts which are useable for food crop cultivation and is therefore characterized by a vulnerable situation from the outset. But since several years, climate change boosts the southwards pressure even further, so that less and less arable land for food production exists.

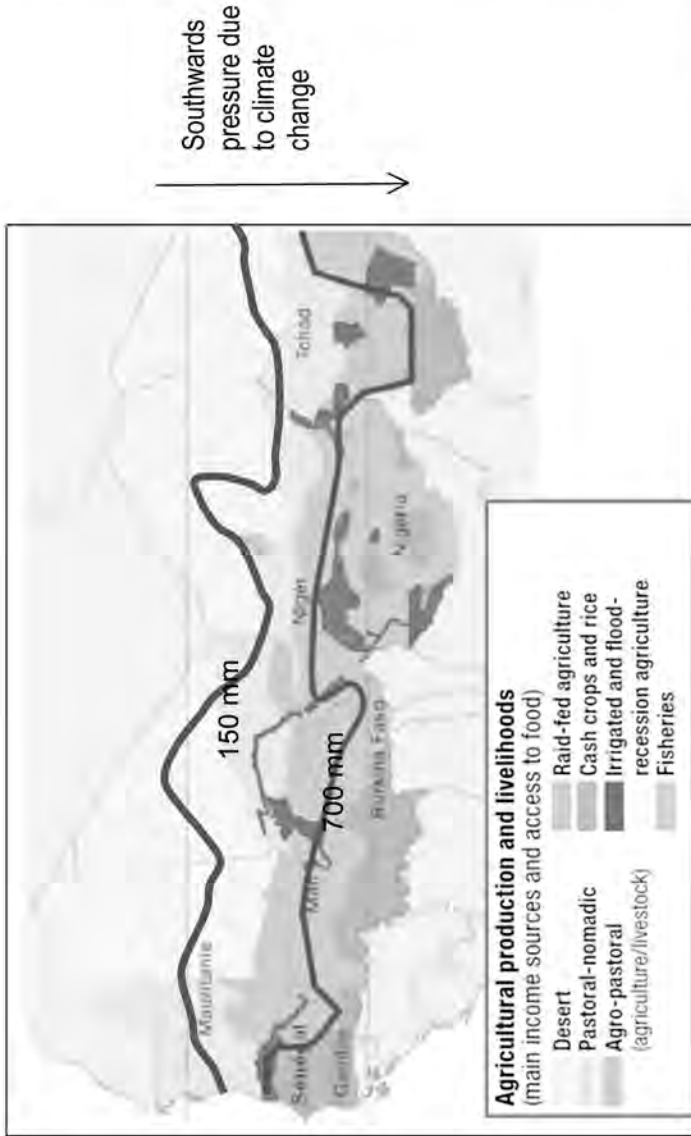


Figure 1: Agricultural map of the Sahel region (Source: AGIR, 2013: Global Alliance for Resilience – Sahel and West Africa, p. 4.)

This leads together with other factors to the current highly vulnerable and instable circumstances. Based on economic data of the core Sahel countries, Table I offers insights of the current and future prospect of the Sahel zone and its vulnerability.

	Global Hunger Index (2013)	Status of FAO as crisis-ridden country	Population growth in % per year (2013)	Proportion Agriculture of GDP in % (2009-2013)	Proportion of rural living in % (2013)
Mauritania	10-19,9 (serious)	Yes	2,4	17	41
Mali	10-19,9 (serious)	Yes	3,0	39	62
Niger	20-29,9 (very serious)	Yes	3,9	38	82

Table I: Agro-economic situation of core countries
(Source: Rudloff et al. 2015)

The first three rows allows initial conclusions about the food supply in the Sahel zone: The Global Hunger Index ranks the food supply in the Sahel countries as at least serious. In future tense, it is expected that the scarcity of useable land rises even more due to two main dynamics: environmental challenges and expansionary-extractive agricultural models. The FAO underlines the first aspect by ranking the Sahel states unitary as crisis-ridden countries and the look ahead emphasizes this trend: The Munich reinsurance estimates an increase of damages due to natural disasters from current 20 billion to 100 billion US dollar per year globally. The last intense drought in the Sahel region has been only two years ago in 2012 when over 3 million people got as a consequence dependent of food aid. In 2014 overall 20 million people in the Sahel has been affected of food insecurity. For the future climate experts expect even more dry periods to come. Secondly, the present policy is concentrated on water-intensive crop cultivations for export



that leads to an overuse of land and decreasing water provisions. Along with the widespread use of chemical fertilizers and annual deforestation the soil fertility falls even further. Besides, the export-oriented agricultural policy causes a competition between biofuels and food production, often to the detriment of the latter.

When we link those developments with the population growth, it sketches an even more challenging future prospect: The population growth rates in the Sahel zone are more than twice as high as the global average of 1.2 %, so that the demand for food will increase and deepen the food insecurity. Catalysts for this scenario are price peaks and fluctuations on the global market which impede the access to food even more. Overall a rising and long-term dependency of food aid is expected because as the data from the US Department for Agriculture demonstrates, US food aid is on average 19 years received. And for sub-Saharan Africa more broadly the World Bank expects already in 2017 a gap in supplies of 24 million tons of food. So food aid does not mean a short-term help from the outside but rather a long-lasting dependency for the recipient states.

The last two rows in turn illustrate the current importance of agriculture. Different to most European countries, the agricultural sector contributes to a large extent to the GDPs. In Mali and Niger nearly 40% of the GDP are generated by agricultural products. Independently from its functional role of food producing, agriculture has a high macroeconomic value in the Sahel. Therefore agriculture needs to be included in economic considerations as it happens here on the conference by incorporating the subject into an economic panel and not into a panel with a focus on development policy. The last row illustrating the geographic distribution of the population indicates a further economic importance of agriculture. In the average 60% of the total population in the core Sahel countries lived in 2013 in rural areas. The high proportions of people living in rural areas can be interpreted as an indicator for agriculture as the central income and an employment opportunity. Although other small employment options such as small

businesses are conceivable, the main income in rural areas in Western Africa is crop cultivation, agro-pastoralism or livestock farming. Hence, agriculture is not just substantial as a profitable sector but also as an income potential for rural livelihoods.

But the ongoing dynamics and political decisions of the last years reverse those circumstances. Since several years urban areas are in the focus of international and national agendas. Rural areas are increasingly socio-economic weakened, often in combination with lacking governance structures. Together with a technical development which replaces more and more human man power and the increase of rural hunger crisis, this leads to migration flows in urban areas and beyond. For 2020 it is estimated that 60 % of the Sahel population lives in urban areas – the exact opposite of the present situation. This will lead to an urban-rural bias where the economic importance of rural areas and agriculture are on one side and the migration flows towards urban living are on the other. A discrepancy which will probably further increase the current food insecurity and supply gaps as well as contribute to deserted peripheral regions. Apart from the socio-economic problems this might cause, poorly governed and inhabited areas are often a “breeding ground for terrorist recruitment” as it is stated in the joint communication document of the EU comprehensive approach in 2013. This has recently been observable in the Northern Mali conflict.

Overall these figures show a divided picture of agriculture as economically important but politically neglected and therefore rural areas as not attractive living spaces anymore. In an area where food insecurity is high, it is even more alarming if most of the population lives in areas where it is not possible to carry out subsistence farming.

3. Agriculture: Potential for socio-economic and conflict solutions?

First and foremost agriculture offers a path to national and interregional food supplies as it provides nutritional subsistence for households. By promoting agricultural



useable areas and production, agricultural initiatives can be a departure against the urban-rural-bias and convert peripheral regions in attractive living areas. If rural living got a greater appeal for the population, it promotes thereby a possibility to overcome the ongoing migration to urban centers. Moreover agriculture different to other economic activities constitutes income basis to rural livelihoods. And the agricultural sector in contrast to other employment options produce relatively stable employment rates as agriculture is a buffer sector in crisis. As even in crisis people needs to eat, so that the consumption of food stays more or less the same in financial crisis. Taken together, agriculture offers solutions for the current socio-economic difficulties and the problematic perspectives.

Apart from the economic relevance, the agricultural sector has great potential for security strategies, in particular for more preventive long-term security concepts which are demanded by international actors and highlighted in numerous declarations. Because agricultural developments plays a significant role in conflict escalations in two ways: On the one hand, over 60 % of the conflicts in the Sahel region happens in drought periods. Drought is further named in population surveys as the central aspects of conflicts over land and water, even if the conclusion that drought is the conflict reason is wrong. On the other hand, the last peaks in food prices led to protests in peaceful and violent forms. In 2008 food riots broke out in Burkina Faso as well as in Senegal. The same is true for the socioeconomic protests in 2011 in Tunisia and its neighboring states. States such as the Sahel states are especially affected as narrower markets with fewer diversity of sectors have less to balance external shocks. Even if in the end those protests became highly politically and developed a transformative force, they started mainly with claims for affordable living conditions and against the rising prices of basic food. Until now the influence of food situations for violent conflicts are seldom systematically studied but first surveys illustrate the importance of food shortages for the likelihood of conflict escalation.

4. Pastoralism: Adjusted flexibility for a sustainable future?

Pastoralism is the oldest agricultural tradition of the Sahel population with its remarkable characteristic of mobility. Mobility has always been the prime living and survival strategy for the Sahelian population. As Figure II illustrates pastoral groups migrate southwards in dry and northwards in wet seasons. According to that pastoralists are double mobile in regional and seasonal terms. The first mobility, the interregional crossroads, underlines the importance of regional policy strategies rather than separately debated strategies for each Sahel state. Positive examples for that are the N'Djamena Declaration of 2013 and the High-Level Forum on Pastoralism in the Sahel in 2013 which brought various pastoral groups together to debate similar challenges and possible solutions for pastoralism today.

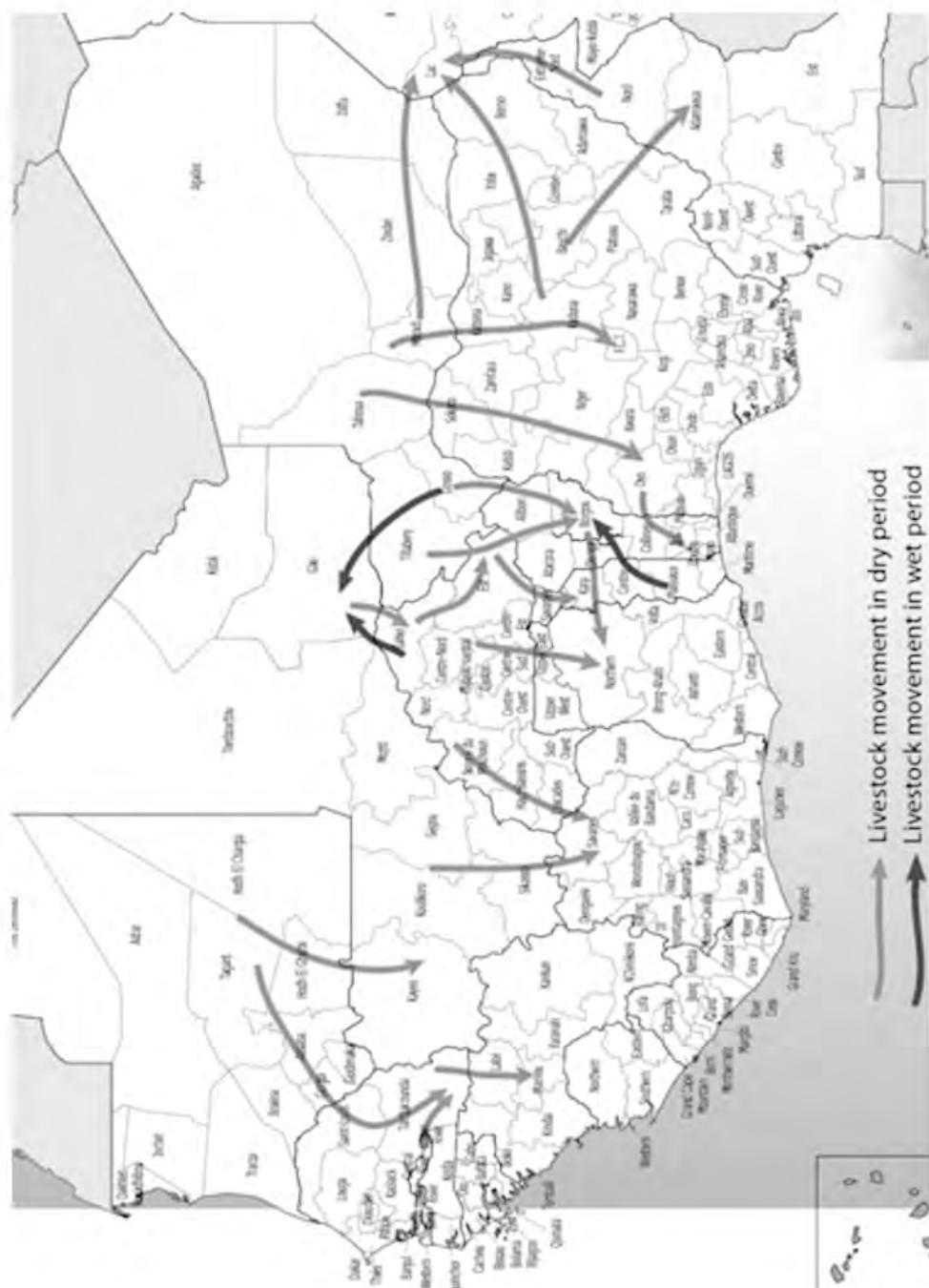
The seasonal mobility in turn makes it possible to use the land of the Northern parts of the Sahel zone at least during wet periods of the year. This flexibility is coherent of the preconditions of the geographic and ecological zone and therefore supports the bio diversity and protect the vulnerable ecosystem of the Sahel.

Besides, the World Bank estimates that today 16 million pastoralists are living in the Sahel. For approximately 80 million people pastoralism is the main income worldwide. So even if pastoralists are often discussed as a minor topic and a minority of the Sahel population, it represents a traditional and significant form of socio-economic living.

Figure II : Movements of pastoral groups in dry and wet periods.

(Source: OECD, Livestock in the Sahel and West Africa, Policy Note, Number 3, p. 2.)





Further as the agro-economic map of the beginning has shown, only 8 % of the Sahel surface consists of arable land where crop cultivation is possible. But 75 % of the land is grazing land of which cattle, goat and sheep can be kept. Particularly the pastoral manner of livestock farming is perfectly adapted to the soil, climate and water conditions of the region. The agro-pastoralists on the other hand combine growing crops and rearing of livestock and consequently use the land best possible without destroying the soil fertility or importing water from other areas.

But the current policy strategies by the majority aim at settling pastoralists which leads to malnutrition of their children and boosts soil overuse further. But even in economic terms, this policy runs contradictorily to the current global and regional trend of growing demand for milk and meat. Especially camel milk and meat are highly demanded from neighboring countries such as Ghana which are currently attended by states outside of the Sahel region. In the final section I will show why pastoralism is wrongly underestimated of political decision makers as it offers several chances for the future development of the Sahel zone. Secondly I will also highlight that pastoralists are confronted with challenges that need to receive attention from policy-makers.

5. Challenges and chances of Pastoralism in the Sahel region

In addition to the general challenges for the Sahelian population above mentioned, there are mainly three specific challenges for pastoral groups in the Sahel. For an overview of the diverse named challenges and their possible chances please see Table II.

First of all, pastoralists are especially vulnerable to climate changes as this constantly reduces their habitat. Moreover the faster recurrent droughts and longer lasting dry seasons put a great challenge for their survival. Since 2008 large-scale land investments, critically called land grabs, fuel this land scarcity even further. This results in a rising



competition over access to, use and property of land and water. In this competition pastoral groups with smallholder farmers alike are often placed in a worse position as they do not possess formalized land titles. For example a survey of 2007 illustrates that in a province in Mali only 1,44 % of smallholder farmers possess official titles. For pastoral groups there is not even any data collection concerning land title distribution. Yet in many Sahel states we have a juridical pluralism that leads to competing land tenure systems: On the one hand, the customary law is in many Sahel countries formally recognized but juridical formal land rights and acts are higher ranked as most courts decided in favor of the latter. On the other hand, the formal land codes and rights mention pastoralism as a vulnerable living form and the requirement to protect pastoral lifestyles but in fact land titles are difficult to obtain. Because land titles are expensive and primarily certificated to individual and not to collaborative ownership. Additionally pastoral routes are not formalized and therefore not protected against land purchases. Hence it is substantial to acknowledge seasonal and regional mobility as a chance for the vulnerable Sahelian ecosystem that needs to be defended from extinction. Thus it would be central to protect pastoralists and other smallholder farmers against longer lasting dry periods by offering insurances for climate price volatility and droughts. Role models here can be found in Kenya, Mongolia and Ethiopia where pastoralists have access to such crisis insurances. In general forms of Participatory Rangeland Management (PRM) should be more supported by investors and development agencies alike. PRM means that the same field is first used to cultivate crops which feed the cattle and in turn the cattle dung is used as soil fertilizer in a rotating principle. By using the land as arable and grazing land complementary, the soil is treated more gently and at the same time efficiently used. But those collaborative usages are until now juridical not protected.

Secondly the value chains of pastoral groups are very weak due to the lack of veterinary services and missing

transport routes to local, national and transnational markets. To reduce the high death rate of livestock, mobile vaccination sites as well as new or better transport opportunities would be good investments to get more effective food supply chains and selling options for surplus. For reaching here a higher acceptance and application rate, this infrastructure expansion needs to be accompanied by building camp schools for younger pastoralists and trainings for older ones. Here peer-to-peer trainings would be in particularly useful, so that various pastoral groups from the Sahel can exchange their experiences and knowledge. The wide spread of mobile phones can be used as a networking tool over the vast distances.

Third the socio-political marginalization poses a major obstacle to a better integration of pastoral living. Pastoralism in many states, not just in the Sahel region, is perceived as traditional that will become obsolete in the modern future. As a consequence pastoral groups are often not perceived as relevant population groups and therefore not integrated in political or economic decision-making processes. On the other hand, pastoralists themselves are often not informed about their rights. In order to overcome this marginalization the building of educational programs which respects the pastoral mobility such as camp schools can be an opportunity to widespread those information. Only if pastoral groups are included in political processes, they are not prone to other income options such as drug trade, terrorist groups or other illegal activities.



Challenges	Chances
High dependency of food assistance	Income basis to rural livelihoods in peripheral regions Nutritional subsistence for households
Climate change/land investment: rising competition over land and water	Complementary and seasonal farming due to mobility → biodiversity and ecosystem Insurances for climate price volatility and drought seasons
Competing land tenure system	Participatory Rangeland Management (PRM)
Very weak value chains	Support of local infrastructure → more effective food supply chains
Socio-political marginalization	Access to education and political decision-making

Table II: Overview of challenges and chances of Pastoralism in the Sahel region
(Source: Author's own compilation)

Overall the agricultural sector has great potential for economic development of the Sahel zone and as a component for preventive security strategies alike. As pastoral farming not only fulfil economic but rather ecological and socio-political functions and at the same time is highly vulnerable to current and future challenges, it needs particularly protection and support.

RESSOURCES EN EAU ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES DANS L'ESPACE SAHELO-SAHARIEN

Yadh ZAHAR¹

Il est communément admis que le réchauffement probable de la planète aura des impacts socioéconomiques sévères sur les régions les plus vulnérables de la planète. L'Afrique, sans être particulièrement responsable du réchauffement climatique (elle ne contribue qu'à peine à 2,5 % des émissions globales des gaz à effet de serre), est déjà et sera plus demain le continent le plus vulnérable. En effet, les changements climatiques posent des menaces sérieuses à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté.

Il est attendu que 75 à 250 millions de personnes en Afrique soient exposées à une augmentation du stress hydrique lié aux changements climatiques (CC). Ceci dans un contexte où :

- La majorité des pays partagent au moins un bassin hydrique international.
- L'Afrique subsaharienne compte 63 rivières et 38 réserves d'eau souterraines transfrontalières.
- 30 % des 1,1 milliard d'individus n'ayant pas accès à l'eau dans le monde habitent en Afrique.
- Il existe peu d'accords sur l'utilisation équitable des bassins en Afrique ni sur leur protection environnementale.
- Peu d'entre eux possèdent des structures et des

1. Dr. Ing., Professeur des Universités - Tunisie.



mécanismes institutionnels favorisant la consultation et la coopération. Les intérêts nationaux ayant toujours priorité sur les intérêts régionaux.

- Même quand elles existent (Congo, Lac Tchad, Niger, Nil...), elles manquent généralement d'outils de sauvegarde d'une gestion coopérative et durable de l'eau sur le long terme.

Les régions sahélo-sahariennes, déjà sujettes à une forte aridité naturelle (moins de 350 mm de pluies an, voire moins de 100 mm/an pour de très grandes étendues), subiront à l'avenir des changements importants dans leurs régimes de précipitations, avec des manifestations plus intenses d'extrêmes climatiques comme les sécheresses et les inondations. Ces aléas climatiques causent de façon récurrente des pertes en vies humaines, perturbent l'activité économique et menacent la paix sociale en provoquant des migrations forcées (réfugiés climatiques) ainsi que des problèmes environnementaux majeurs (dégradations écologiques, érosion, désertification, etc.).

La région sahélo-saharienne est, à ce sujet, la région du globe la plus fortement affectée par le stress hydrique, avec notamment une des plus faibles disponibilités en eau douce pour les cinq pays d'Afrique du nord (moins que 1000 m³/hab/an).

Figure 1 : Disponibilité en eau douce m³/capita/an.
(Source FAO.)





Selon le GIEC (Groupe Intergouvernemental des Experts du Climat), pendant le XX^e siècle, en moyenne, les précipitations ont augmenté sur les continents à l'extérieur des tropiques, mais ont diminué dans les zones désertiques d'Afrique et d'Amérique du Sud.

L'Afrique subsaharienne a été fortement marquée par les sécheresses endémiques des années soixante-dix à quatre-vingts dix. Cette sécheresse persistante est très significative d'extrêmes climatiques majeurs et très sévères dans la région. Elle marque une rupture de stationnarité entre les années consécutives pluvieuses et les années consécutives sèches : au cours de la première moitié du siècle, les modifications hydro-climatiques ont eu tendance à correspondre à une augmentation de la pluviométrie annuelle alors que la tendance s'est inversée dans les années 1970, avec en point d'orgue la fin des années 1960, le début des années 1970.

La période 1970-1990 marque un phénomène de sécheresses climatique, hydrologique et agricole qui est de mémoire d'homme et statistiquement le plus important en intensité et en étendue géographique du XX^e siècle. Nulle part ailleurs dans le monde, les sécheresses pluriannuelles qu'ont connues les pays de l'Afrique de l'ouest et subsahariens depuis les années 1970 (figure 2) n'ont été ressenties avec autant d'acuité spatio-temporelle².

Figure 2 : Tendence des précipitations annuelles : 1900-2000.
(Source GIEC.)



2. GIEC - Groupe Intergouvernemental des Experts du Climat : rapport de synthèse 2001.





Selon Servat & *al.*³, la sécheresse en Afrique de l'ouest et subsaharienne des années soixante-dix et quatre-vingt est très significative d'une situation d'un dérèglement climatique majeur et sévère.

Ci-dessous les réductions des précipitations et des écoulements à quelques stations des Etats de l'Afrique de l'Ouest, pour la période (1970-1989) et comparativement à la période (1950-1969). Il s'agit d'une illustration frappante des conséquences des variations climatiques sur le cycle hydrologique et les ressources en eau.

En effet, la diminution des précipitations qui est de l'ordre de 20 % est amplifiée au niveau des réductions des écoulements des fleuves et rivières de la région dont plusieurs atteignent ou dépassent 50 %. Pour le fleuve Chari, cette réduction des écoulements a été de 51% à Ndjamena (tableau 1).

Cette situation climatique conjuguée avec le développement démographique et les techniques de production agricoles pratiquées ont engendré une rupture de stationnarité des cycles hydrologiques profonds se caractérisant par :

- i. Un déficit pluviométrique chronique (-20% au Tchad) ;
- ii. Le dérèglement des saisons de pluies ;
- iii. La baisse des écoulements de surface avec des étiages parfois sévères ;
- iv. Et l'apparition de certains phénomènes environnementaux et sanitaires :

3. Servat (E.), Paturol (J.-E.), Kouamé (B.), Travaglio (M.), Ouedraogo (M.), Boyer (J.-F.), Lubés-Niel (H.), Fritsch (J.-M.), Masson (J.-M.), Marieu (B.) 1998. Identification, caractérisation et conséquences d'une variabilité hydrologique en Afrique de l'Ouest et Centrale. In «Water Resources Variability in Africa during the XXth Century». IAHS Publ. 252, pp. 323-338.



PAYS	Réduction des précipitations	COURS D'EAU	STATION	Réduction des écoulements
CAMEROUN	16%	COMOE	ANASSIUE	50%
TOGO	16%	CHARI	NDJAMENA	51%
R.PUBLIQUE CENTRAFRICAINE	17%	LOGONE	LAI	39%
BENIN	19%	NIGER	MALANVILLE	43%
GHANA	19%	NIGER	NIAMEY	34%
NIGERIA	19%	BANI	DOUNA	70%
GUINEE	20%	OUEME	SAGON	42%
TCHAD	20%	SASSANDRA	SEMIEN	36%
COTE D'IVOIRE	21%	SENEGAL	BAKEL	50%
BURKINA FASO	22%	BAKOYO	OUALI	66%
GUINEE BISSAU	22%	VOLTA NOIRE	DAPOLO	41%
MALI	23%	VOLTA NOIRE	BOROMO	46%
SENEGAL	25%	OUBANGUI	BANGUI	30%
		SANGHA	SOLO	22%

Tableau 1 : Réductions des précipitations et des écoulements.

La situation la plus emblématique de la sécheresse endémique en Afrique subsaharienne est vraisemblablement celle du Lac Tchad. En 1970, à son apogée, le lac Tchad était le quatrième lac d'Afrique. Depuis, avec la sécheresse persistante, il a terriblement diminué. Pourtant son rôle socioéconomique est très important, car il doit fournir l'eau à plus de 20 millions d'habitants et pour quatre pays (Tchad, Cameroun, Niger et Nigeria). Il est alimenté à 95% par le Chari qui vient du plateau de l'Oubangui. Depuis quarante ans, le lac est passé d'une surface de 25 000km² à seulement 5 000km². D'après certaines prévisions climatiques de la NASA, à ce rythme, le lac pourrait disparaître d'ici une vingtaine d'années.

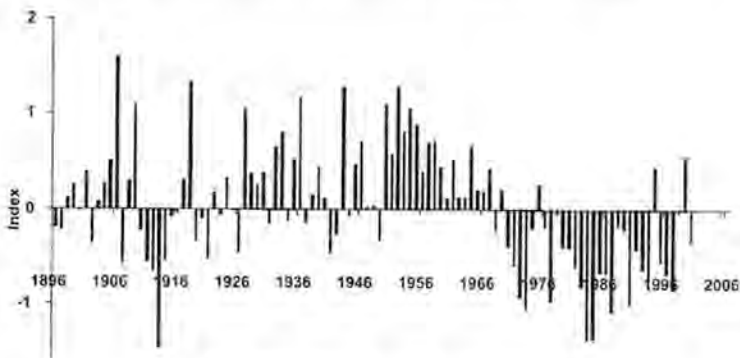


Figure 3 : Index des anomalies pluviométriques sur le Sahel de l'Afrique de l'ouest (1896-2006).

Selon Lemoalle⁴, le rétrécissement vers le « petit » lac est dû aux anomalies et déficits des précipitations au Sahel depuis les années 70 (figure 3) qui ont affecté les apports annuels du Chari, le tributaire principal du lac Tchad (95 %).

Outre les causes climatiques, certains aménagements réalisés dans le bassin ont également eu des effets écologiques locaux significatifs sur le Lac. Le barrage de Maga, au Nord du Cameroun et les aménagements réalisés au Nigeria sur la vallée du Komadougou Yobé ont sensiblement restreint les écoulements.

L'Afrique demeure le continent le plus vulnérable aux changements climatiques à cause essentiellement de multiples pressions politiques et sociales et des faibles capacités d'adaptation. Selon les évaluations du GIEC, la production agricole, notamment l'accès à la nourriture, dans de nombreux pays et régions africaines, sera sévèrement compromise par le changement climatique. On s'attend également à des réductions des surfaces des terres agricoles et du potentiel de production, particulièrement en marge des zones semi-arides et arides. Ceci aurait un effet néfaste supplémentaire sur la sécurité alimentaire et aggraverait la malnutrition dans le continent.

Des risques sur la santé humaine, liés notamment à l'extension géographique des régions favorables à l'apparition des maladies à transmission vectorielle, comme la dengue, sont à craindre. D'autres maladies à transmission hydrique liées à la difficulté d'accès à l'eau potable sont également à craindre. Selon l'OMS, l'eau polluée est responsable de 80% des maladies dans les pays en développement, et cause la mort de 10 millions de personnes chaque année (plus que le cancer et le sida réunis). La femme rurale en Afrique transporte en moyenne 15 litres d'eau par trajet. Ce travail peut lui prendre jusqu'à 4 heures /jour, selon les trajets parcourus, qui en moyenne varient entre 10 et 15 km.

Les problèmes de développement à l'Afrique sont encore liés aux difficultés d'accès à l'eau potable, aux déficits sanitaires, aux maladies vectorielles, à l'agriculture

4. Lemoalle, IRD, *Lake Chad : a changing environment* (2003).



vivrière, aux déficits alimentaires, etc. Les ODM (objectifs du millénaire) ont démontré toute la marge de progression encore nécessaire pour atteindre les objectifs de développement de plusieurs états de l'Afrique. Par conséquent, pour la BAD, la nécessité d'intégrer les changements climatiques dans la planification des projets de développement et dans les processus décisionnels est devenue de plus en plus évidente, avec l'identification des interactions entre le développement et l'adaptation aux changements du climat. Un large consensus international concorde de ce fait sur la nécessité d'intégrer l'adaptation dans les projets de développement.

Il est entendu que le climat peut affecter des projets et des programmes dans une variété de secteurs. Les risques du climat peuvent inclure des menaces directes (par exemple, infrastructure affectée par des événements extrêmes); contre-performance (par exemple, investissements d'irrigation et programmes d'agriculture qui ne fournissent pas les réductions prévues de malnutrition); développement qui crée des vulnérabilités (par exemple, infrastructure déclenchant des règlements dans des secteurs vulnérables ou affectant la résilience des ressources naturelles).

Au niveau des projets, les risques de changements climatiques sont rarement assimilés par les responsables sectoriels. Les projections du changement de climat sont fréquemment trop incertaines et pas au niveau nécessaire du détail en termes de balances spatiales ou temporelles. Les projets qui sont considérés bien projetés du point de vue technique peuvent encore être tout à fait vulnérables aux changements climatiques.

Le Stern review⁵ recommande de prendre des mesures préventives dès maintenant. Il démontre grâce

5. Le rapport Stern sur l'économie du changement climatique (en anglais Stern Review on the Economics of Climate Change) est un compte rendu sur l'effet du changement climatique et du réchauffement global sur la planète rédigé par l'économiste Nicholas Stern pour le gouvernement du Royaume-Uni. Publié le 30 octobre 2006, ce rapport de plus de 700 pages est le premier rapport financé par un gouvernement sur le réchauffement climatique mené par un économiste et non par un climatologue.

à une analyse coût-bénéfice que l'inaction a un coût particulièrement important. En effet, une action immédiate visant à limiter les impacts du CC et à s'adapter à ses effets aurait un coût de l'ordre de 1 % du PIB. En revanche, ce coût peut atteindre 20 % du PIB si l'on tarde à agir.

Un criblage des projets de la BAD dans divers secteurs a été effectué récemment et a confirmé qu'une part substantielle des investissements de la banque présente un risque significatif aux changements climatiques. Dans l'identification de ces menaces, la banque a approuvé en 2009 la stratégie de gestion des risques et d'adaptation au climat (CRMA). La stratégie de CRMA envisage le développement des cadres d'analyse des risques climatiques (CRAF) pour s'assurer que ces risques sont réduits à un niveau acceptable par rapport aux changements économiquement viables et socialement acceptables, et mis en application un ou plusieurs cycles de projet de banque. Le CRAF inclura les outils essentiels, les données et l'information, les méthodes et le manuel de conseils qui permettrait au personnel de banque d'identifier et contrôler des risques climatiques, et formule et présente des adaptations aux niveaux appropriés. En plus des efforts de réduction de la pauvreté et d'augmentation du taux de rendement des investissements de banque, une meilleure identification et gestion des risques climatiques faciliteront l'accès de la banque aux fonds de gestion des risques climatiques, y compris les fonds sous l'UNFCCC. A cet effet, et malgré l'échec des négociations de réduction des gaz à effet de serre à la COP16 à Copenhague, l'Afrique a marqué une offensive remarquable durant ce sommet. Les émissions résultant de la déforestation et de la dégradation des forêts avaient été estimées par des parties à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) à environ 20 % de la production mondiale de dioxyde de carbone (CO_2). Les émissions de gaz à effet de serre provenant des arbres sont causées par l'exploitation du bois et la conversion des forêts en des terres agricoles, libérant le carbone stocké. Après la combustion des combustibles fossiles, c'est la plus importante source d'émissions causées par des humains. Et la plus facile à réduire. Même avec des émissions plus faibles, éviter la



déforestation demeure le moyen le moins coûteux et le plus rapide pour réaliser de grandes réductions. La Réduction des émissions provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts (REDD), qui verrait des fonds affluer vers les pays en développement en échange de la protection des forêts, a été mise sur la table de négociation pendant un moment et est largement pressentie pour être formalisée sous une forme ou une autre suite au sommet de Copenhague. Les pays africains, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), abritent 16 pour cent (635 millions d'hectares) des forêts dans le monde. En Zambie, la dégradation des forêts est la plus grande source d'émissions de CO₂, et la REDD tient la promesse de dizaines de milliards de dollars d'atténuation chaque année. Dans sa forme restreinte, la REDD profiterait essentiellement au bassin du Congo, qui est le plus grand puits de carbone après l'Amazonie. Mais les scientifiques et les négociateurs font pression pour un accord étendu, baptisé REDD+, qui idéalement inclurait la gestion des forêts, le reboisement et la séquestration du carbone dans d'autres paysages.

Pour conclure, nous rappellerons que le climat des régions sahélo-sahariennes est marqué par son aridité extrême. Ces régions seront de plus en plus affectées par les changements climatiques attendus. Ainsi, l'espace sahélo-saharien va jouer un rôle très important dans l'avenir, compte tenu des enjeux climatiques et des vulnérabilités humaines.

Les conditions climatiques extrêmes de l'espace sahélo-saharien demandent de l'ingéniosité, des efforts et des investissements très importants pour que la majorité de cet espace de 260 millions d'individus puisse avoir un jour :

- i. un accès à l'eau potable ;
- ii. disposer d'un système d'assainissement approprié ;
- iii. et bénéficier de projets de développement (santé, agriculture, infrastructure...).

Pour ce faire, il faudra en parallèle sauvegarder les ressources en eau vulnérables telles que le SASS (figure 4) et développer une gestion partagée et durable des aquifères transfrontaliers (Système Aquifère du Sahara septentrional, bassin du Niger, Bassin du lac Tchad, Nil, etc.) :

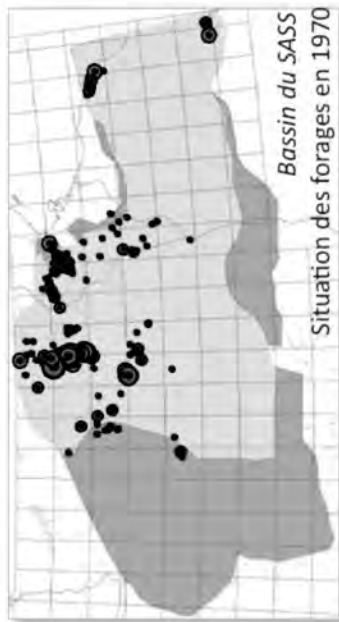
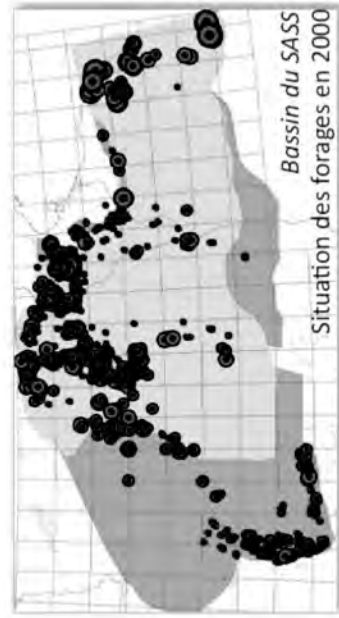
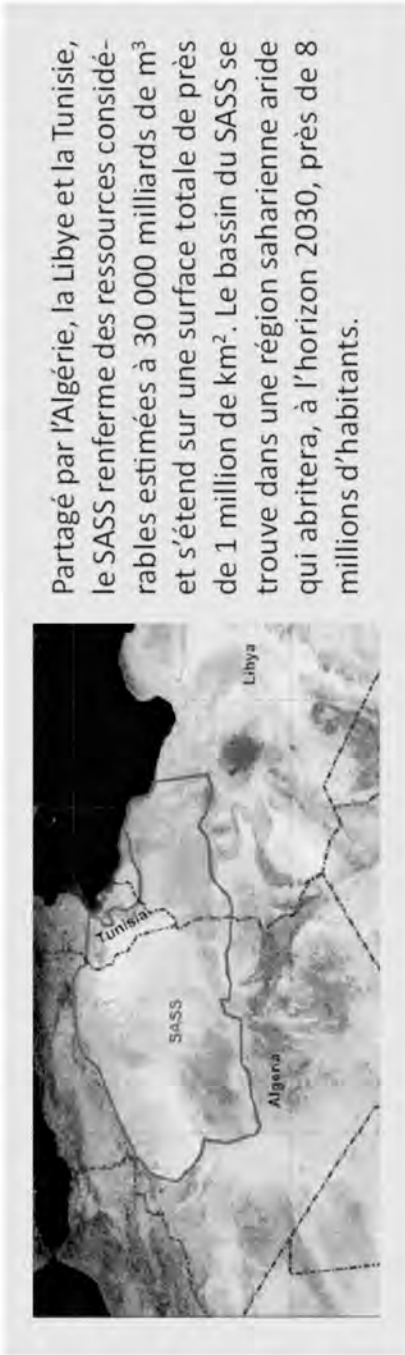


Figure 4 : Illustration de la surexploitation problématique du SASS (Système Aquifère du Sahara Septentrional : source OSS).

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (POTENTIALITÉS, DIFFICULTÉS, SOLUTIONS)

Abdelhamid BOUHAWALA¹

Après avoir écouté les présentations fort enrichissantes sur les ressources naturelles et stratégiques de la région, permettez-moi de vous parler, un peu, du volet économique et social, volet complémentaire qui n'est pas aussi stratégique que ce qui avait été déjà présenté mais qui, à mon avis, est vital pour la survie de 80 % de la population en grande partie rurale, avec des implications sur la région et les zones environnantes et ce sur les plans sécurité, terrorisme, trafic, émigration vers le Nord.

Activités

Certes, l'exploitation des ressources naturelles énergétiques et minières (pétrole, gaz, uranium, phosphate, or, fer, cuivre..) constitue une activité économique d'appoint et fort utile car elle génère normalement une rente consistante surtout par l'exportation et permet aux Etats de la région, en cas d'exploitation effective et judicieuse, de pouvoir financer notamment des programmes d'investissement lourds (infrastructure, sociaux et autres).

Toutefois, l'exploitation de ces ressources n'est pas toujours facile ; elle fait souvent l'objet de difficultés et est à l'origine de conflits intérieurs (le vertige de la richesse facile, les convoitises, la dévastation des champs et des pâturages..) et (des influences extérieures, du rôle des multinationales, corruption, dépendance d'un produit dominant..) ; à citer

1. Consultant en développement (Tunisie).

comme exemples les problèmes suscités par les gisements, exploités ou potentiels, de l'uranium et du pétrole au Niger et au Tchad ; ainsi que les blocages pour la mise en œuvre des plans verts autour du fleuve du Niger et du lac Tchad, axes économiques importants du programme libyen (Sin-Sad..).

Quant aux grands projets, ils restent du ressort des Etats, des multinationales, des financiers (les grands bailleurs de fonds et investisseurs) et nécessitent beaucoup d'efforts et de patience pour leur élaboration et leur concrétisation.

Par contre, les autres ressources économiques rurales et vivrières de la région constituent un potentiel, en produits et en matières premières, non négligeable et plus facile à valoriser qui profitent directement à la population. Toutefois, l'exploitation de ces ressources reste limitée et n'est pas toujours bien gérée bien qu'elle réponde souvent à une forte demande locale et à l'export.

Les activités dont il s'agit portent essentiellement sur :

- la production agricole avec des cultures vivrières (sorgho, arachide, riz, coton, sel, épices, truffes..) ; certaines cultures sont parfois abondantes, malgré les limites des zones exploitables, soit 5 % seulement de la superficie totale, et malgré les méthodes extensives pratiquées, généralement en sec la production subit aussi différents fléaux (sécheresse, maladies, attaques des prédateurs, criquets..).
- L'élevage, puisqu'il s'agit de peuples constitués en grande partie de nomades, mais cette activité n'est pas très lucrative vu les maladies, la mortalité, les prix bas..
- Le petit commerce et les services pour une population qui a la vocation et les traditions du négoce ; ces activités permettent de subvenir aux besoins de la clientèle locale et celle d'autres tribus et villages environnants. Toutefois, la distribution à grande échelle n'est pas facile vu le taux élevé de la pauvreté, les difficultés de stockage et de conservation, de transport et de sécurité sur les routes, des difficultés de transit entre territoires.



Problématique : La problématique consiste à trouver, malgré l'aridité du climat et le manque de moyens, des solutions : (1) pour exploiter davantage les ressources existantes (2) pour promouvoir les activités, économiques et sociales, d'appoint.

Solutions : de par ma modeste expérience en tant que gouverneur suppléant ou consultant auprès de la BADEA, la BAD, le FIDA.. et comme ancien responsable de l'ATCT, j'avais bien constaté que l'exploitation de certaines ressources et produits de la zone peut s'améliorer facilement et à moindre coût, moyennant des programmes intégrés bien étudiés et suivis ; c'est le vrai potentiel économique durable et qui constituerait l'atout et le levier pour le développement réel de la région. Ces programmes intégrés doivent porter sur :

- la **formation et de vulgarisation**, pour l'introduction de méthodes scientifiques et modernes afin de changer certains comportements et passer de l'extensif à l'intensif.

- l'**amélioration de la qualité** de la production avec de nouvelles techniques (pour la sélection des semences, l'introduction d'intrants pour lutter contre les maladies, les insectes..)

- l'**organisation des structures** de gestion et d'appui pour l'exploitation et la valorisation, ainsi que les circuits de distribution, d'exportation..

Partenaires : les solutions ne peuvent être apportées par les autochtones seulement, malgré leur effort et leur bonne volonté. Il faudrait leur engagement et leur 'participation' avec l'intervention et l'appui de partenaires étrangers :

- pour le transfert des techniques et du savoir
- pour l'apport de financements supplémentaires

- a- Les pays du voisinage (notamment ceux de l'UMA) : ces pays ont une volonté sincère pour assister les pays du Sahara-Sahel vu la proximité, les similitudes et les intérêts réciproques et ceci dans le cadre d'une coopération

bilatérale (Sud-Sud) ; mais la contribution de ces pays reste limitée vu l'insuffisance de leurs moyens (ressources financières, techniques et logistiques) et le manque de stratégie et d'appui.

b- Les organismes internationaux et les pays occidentaux : ceux ci arrêtent des programmes d'assistance et allouent des fonds à ces pays mais ces moyens sont, souvent, peu ou mal exploités, compte tenu des procédures compliquées, du caractère lié des aides, de la faible capacité d'exécution des destinataires..

c- La coopération triangulaire ; elle constitue la meilleure formule pour optimiser l'impact de l'aide accordée et pour exploiter au mieux, d'une part, les moyens prévus par les bailleurs de fonds et, d'autre part, les capacités dont disposent les pays maghrébins voisins ; pays qui ont généralement testé des techniques plus performantes et qui ont l'avantage de la similitude du terrain, du climat, des traditions et des comportements.

Illustrations

Pour ne pas rester dans la théorie, je préférerais vous livrer quelques exemples ; un petit échantillon d'opérations déjà réalisées avec de bons résultats ; de telles opérations pourraient être dupliquées et multipliées avec un gain de temps, et par voie de conséquence impulser et créer une réelle dynamique de développement touchant directement la population.

Les opérations dont il s'agit avaient concerné des activités afférentes aux produits suivants :

- **La gomme arabique** ; il s'agit d'un produit fort demandé, vendable au prix fort, pour les pèlerins et surtout pour certains jus dont le Coca Cola et le chwingum. Compte tenu des normes exigées par les importateurs 30 à 40 % seulement étaient écoulés. Une coopération triangulaire



avait servi à améliorer la qualité et augmenter les exportations (cas du programme d'assistance de la Banque mondiale au Niger avec de l'expertise tunisienne, de l'Institut des Zones Arides, de l'APIA, du microcrédit, du Cepex..).

- **La production des oignons** ; cette production est fort demandée localement et à l'étranger (fort utile dans le climat chaud et froid, une culture bio..) ; malheureusement elle souffre de sa mauvaise qualité, des difficultés de conservation, d'écoulement... Un programme de coopération triangulaire tuniso-canadien avait permis de promouvoir ce produit saharien (sur les plans qualité, quantité, prix de vente, exportation..).

- **L'élevage des bovins** ; la qualité de la production (movins, viande, laine) n'est pas souvent conforme aux exigences des importateurs, dont ceux de l'Arabie Saoudite lors de la période du pèlerinage.

- **La pêche** (lagunaire, dans les fleuves, l'océan) avec les problèmes d'élevage des larves, l'introduction de nouvelles techniques de pêche, de conditionnement, d'emballage.. ; une coopération triangulaire avec les Japonais avait été très bénéfique pour les Mauritaniens à Nouadibou.

- **Les microprojets** ; pour la valorisation des produits agricoles, la promotion des produits de l'artisanat et des activités de services connexes, un programme de coaching, de microcrédits, de commercialisation avait été exécuté avec réussite au Burkina Faso et au Mali (selon le concept japonais 'un village-un produit' et le programme intégré tunisien d'assistance aux jeunes promoteurs).

On ne peut parler de développement de la zone sans évoquer le volet social, et je me limiterai aux deux aspects suivants :

- **L'éducation de base** ; l'enseignement est très primaire, comme celui qui était dispensé dans nos

pays maghrébins à l'indépendance, et l'est encore mais avec une certaine modernisation sur les plans organisationnel et pédagogique (cf au film 'Tombouctou', produit récemment par les Maliens en collaboration avec des Tunisiens avec des séquences d'enseignement au 'kouttab', dans les mosquées..). Avec un appui de la BID et de l'OIF, nos experts avaient contribué à développer cet enseignement dans la zone et à l'enrichir en ajoutant à la théologie, les langues, le calcul, les sciences..

- **La santé de base** : la population souffre d'une croissance démographique élevée, de malnutrition, de manque d'hygiène et surtout de maladies ophtalmologiques dues aux insectes, aux vents de sable..

Avec la coopération française, nos experts ont introduit les notions de 'santé de base pour tous les membres de la famille' avec des équipes mobiles et ce après un travail préparatoire et de sensibilisation (des chefs de tribus, des marabouts..).

En outre, avec des campagnes de lutte contre la cécité financées par la BID et autres partenaires, nos médecins avaient soigné et opéré un grand nombre de malades et de mal-voyants et dispensé des cours de formation aux étudiants et même aux corps traitants (cf aux séquences télévisuelles sur ces missions).

Pour conclure : le développement économique et social de la région sahélo-saharienne est crucial pour la zone ainsi que pour le voisinage ; ce développement est une condition pour l'amélioration des conditions de vie de la population et surtout, avec les temps qui courent, pour la réduction du fanatisme religieux, du terrorisme et de l'émigration sauvage.



RAPPORT DE SYNTHÈSE DU COLLOQUE

Élaboré par

Mehdi TAJE¹

Allocutions d'ouverture¹

M. Ezzeddine Kerkeni, président de l'Association des études internationales, a souligné les avancées significatives enregistrées par la Tunisie relativement au processus de transition démocratique, avancées exposées à de multiples menaces en provenance du voisinage stratégique. Il a mis l'accent sur la montée en puissance du terrorisme entretenue par le chaos libyen en interaction avec les groupes terroristes du théâtre sahélien et de la scène moyen-orientale. Tout en soulignant l'interdépendance entre le Maghreb, le Sahel et la Méditerranée, théâtres marqués par des rivalités de puissance et de multiples enjeux politiques, économiques, sociaux, culturels, religieux, migratoires, environnementaux, etc. Il s'est interrogé sur les mécanismes à mettre en œuvre afin d'aboutir à l'émergence d'une sécurité collective. En effet, M. Kerkeni a mis en exergue le haut potentiel de développement entre les pays du Sahel et le Maghreb devant être corrélé à une collaboration vertueuse avec les partenaires occidentaux. Une logique de paix doit se substituer à la logique de guerre préventive.

M. Emile Lieser, Représentant résident de la Fondation Friedrich Ebert, a souligné l'ampleur des enjeux et des menaces bouleversant les théâtres maghrébin et sahélien. En ce sens, érigeant la démocratie en pilier, il appelle à un règlement global des problématiques et enjeux hypothéquant

1. Géopoliticien spécialiste du Maghreb et du Sahel.

l'avenir de la région. Parallèlement, selon M. Lieser, les problèmes que traverse l'Europe dictent une restructuration de l'Union européenne, le théâtre sahélien s'inscrivant dans cette dynamique de nouvelle fluidité et de volatilité.

Son Excellence M. Andreas Reinicke, Ambassadeur d'Allemagne à Tunis, s'est attaché à mettre en évidence l'interdépendance entre les trois théâtres stratégiques : Europe-Maghreb-Sahel : « L'Europe découvre de plus en plus que les pays du Sahel font partie de notre voisinage stratégique ». Tout en soulignant le choix judicieux de s'atteler à un tel sujet, il met en avant la nouvelle centralité du continent, souvent considéré comme une périphérie, négligée : « Lors du prochain sommet du G7, l'Afrique va constituer un des sujets majeurs abordé ». Son Excellence, tout en soulignant que l'Allemagne découvrirait un nouveau concept d'Afrique, souligne la nécessité de réflexions critiques afin d'identifier une stratégie à l'égard de cet espace conditionnant la sécurité de la Tunisie, du Maghreb et de l'Union européenne. De réels intérêts communs dictent des solutions communes face aux menaces et aux défis structurant l'entité maghrébo-sahélienne. La problématique de la bonne gouvernance doit être abordée à sa juste mesure, notamment en réponse aux fléaux du terrorisme et du crime organisé (notamment les enjeux migratoires : trafic de migrants).

Son Excellence M. Alexandre Zafiriou, ministre Conseiller au sein de la Délégation de l'Union européenne en Tunisie, a souligné l'ampleur des menaces et des vulnérabilités tout en mettant en avant l'impérieuse nécessité d'apporter des réponses collectives aux défis de la région. Il incombe en effet de renforcer l'intégration et la coopération régionale afin de faire face aux défis communs : la sécurité, l'extrémisme, la radicalisation, la marginalisation des jeunes, le chômage, la mal-gouvernance, les enjeux migratoires, etc. L'action de l'UE vise à introduire de la cohérence politique face à ces enjeux : stratégie de l'UE 2015-2020 pour le Sahel et renforcement de la coopération avec le G5 Sahel.

Mme Narjes Dridi, Directrice générale des affaires politiques, économiques et de coopération pour l'Afrique



et l'Union africaine, a dressé un constat éloquent des multiples défis et menaces restructurant le théâtre sahélien et impactant par voie de conséquence la sécurité de la Tunisie. Elle insiste sur la nécessité de renouveler la pensée stratégique tunisienne à l'égard de ce champ caractérisé par une dérive dangereuse : crise multiforme menaçant la sécurité du Maghreb et de l'Afrique de l'Ouest. Dans ce contexte, Madame Dridi appelle à un renforcement de la coopération régionale sans se limiter uniquement au volet sécuritaire : l'approche se doit d'être globale (politique, économique, sociale et culturelle) et préventive.

Session N°1 : Héritages et mutations : histoire, culture et religion

M. Radhi Daghfous a mis en exergue, à travers de riches développements, l'ampleur des liens historiques unissant le Maghreb et le Sahel et produisant toujours leurs effets aujourd'hui.

Le professeur a développé lors du premier point de son intervention la richesse historique de ces deux ensembles sur les plans humain et géographique : « Le Sahara est un véritable pont entre la bande sahélienne et la bande méditerranéenne. Il unit depuis l'Antiquité tardive, IV^e et V^e siècles, ces deux bandes ». Lors d'un second point, sont développés les rapports entre le Sahel et le Maghreb au cours de la période islamique. Loin d'être une barrière infranchissable, selon l'intervenant, les peuples des deux rives sillonnaient ce qu'il convient d'appeler « la Méditerranée de sable et de cailloux ». Deux axes étaient structurants : un axe reliant le Golfe de Syrte à la région de Gao et un second axe unissant le sud marocain aux rives du fleuve Niger. La période islamique commence avec l'expansion de l'Islam via principalement le commerce. Cette expansion s'accompagne d'une pénétration lente et continue des Arabes débouchant sur un métissage progressif avec les populations berbères. En définitive, la période médiévale est caractérisée par deux facteurs :

- L'irrésistible expansion de l'Islam ;
- Son corollaire, la diffusion de la langue arabe.

Parallèlement, de grands empires sont constitués : empire du Ghana, du Mali et empire Songhaï. Au XVI^e siècle, une rupture majeure intervient ; l'arrivée des Européens. Elle redessiner les contours de l'histoire du Sahel, indispensable à la compréhension des enjeux et des défis du présent et de l'avenir.

M. Alain Antil (France) a mis en exergue la nécessité, face à l'augmentation des menaces, de réinscrire les événements sur le temps long de l'histoire en s'appuyant sur l'analyse de l'histoire mauritanienne. Le passé éclaire le présent. La colonisation française du Sahara a eu différents impacts, notamment via ses découpages territoriaux.

Le cas de la République islamique de Mauritanie est éclairant. En effet, selon M. Antil, la frontière nord était, contrairement aux deux autres, une frontière interimpériale et a été très tôt délimitée par la convention du 27 juin 1900 avec les autorités espagnoles qui contrôlaient la colonie du Rio de Oro. Les discussions sur les frontières sud étaient en revanche des discussions internes à l'administration coloniale française.

Les choix qui ont été opérés dès lors ont eu de nombreuses conséquences, dont certaines ont des résonances très actuelles, en Mauritanie comme dans tout le Sahel : la question des minorités nationales (le récit national) et la problématique du fonctionnement économique des espaces sahélo-sahariens.

A titre illustratif, dès 1941, le gouverneur de l'AOF demande une étude sur le rattachement des subdivisions nomades des cercles de Nioro, Timbedra, Nema et Oualata à la colonie de la Mauritanie (qui correspondent aujourd'hui grossièrement aux wilayas du Hodh el Gharbhi et au Hodh ech Chargui). Ce rattachement sera effectif le 5 juillet 1944.

Ce rattachement aura des conséquences économiques importantes : échanges Nord-Sud freinés par le découpage administratif (cette zone était en effet beaucoup plus connectée avec le sud du Soudan français qu'avec le reste du territoire mauritanien ; une capacité des nomades de se mouvoir vers le sud de plus en plus limitée administrativement (avec plus tard, la mise en place des



« carnets de nomadisation ») ; découpage qui perturbait enfin les structures sociales, car il séparait les maîtres de leurs villages de tributaires.

En définitive, selon M. Alain Antil, les découpages coloniaux ont légué, entre autres, deux héritages difficilement assimilables aujourd'hui :

- La question des minorités nationales toujours cruellement d'actualité dans toute la bande sahélo-saharienne.
- Les ensembles découpés (colonies, qui deviendront des nations indépendantes) intégrant des espaces économiques peu cohérents (Est de la Mauritanie avec le reste du territoire par exemple). Aujourd'hui, des portions importantes de territoires ne sont pas intégrées aux « économies nationales » (comme le nord-est du Mali ou l'Est du Niger).

Mme Iqbal Gharbi (Tunisie) a développé la thématique de l'islam saharien, entre syncrétisme et jihadisme.

La région saharo-sahélienne, propice à la dissimulation et au camouflage, a offert aux groupes armés une multitude de refuges (canyons, grottes, rochers en surplomb) et leurs a fourni des sites de repli introuvables. De ce fait, elle s'érige en sanctuaire du terrorisme international. Selon Mme Gharbi, l'ampleur des menaces dicte de s'interroger sur les raisons du glissement d'un islam africain syncrétiste, perméable, tolérant et à dominante malékite et soufi, vers des variantes d'islam politique de plus en plus dogmatiques et agressives. Comment en est-on arrivé là ? Que s'est-il passé ?

Les facteurs qui ont favorisé cette métamorphose sont complexes. Ils sont locaux (lutte et conflits ethniques), régionaux (rivalités de puissances) et transnationaux (réseaux criminels, terroristes, etc.).

Ainsi, le « clash » entre l'islam local et un islam transnational serait la résultante de plusieurs facteurs

interagissant : des facteurs historiques, ethniques et raciaux, des facteurs politiques et des facteurs économiques. A titre illustratif, l'intervenante souligne : « Les néo-urbains se sont alors connectés à d'autres réseaux et canaux : l'information circule à travers les chaînes arabes, en particulier Al Jazeera ou Internet. De facto, c'est en ville que les individus prennent conscience de leur marginalité et cherchent à faire entendre leurs voix (Choplin, Ciavolella, 2008). Face à la paupérisation croissante, quelques-uns se sont tournés vers des courants politiques radicaux, mobilisant parfois leur imaginaire religieux. La radicalisation des discours et la forte mobilisation des habitants sont principalement observables en ville, lieu de débat, d'expression et de politisation. Une lecture wahhabite de l'islam, véhiculée par l'influence saoudienne et des ONG islamistes, a fait une intrusion dans les quartiers défavorisés de la ville ».

Ainsi, la progression de l'islam wahhabite bouleverse la donne au Sahel induisant une rupture.

En 2005, un Rapport de l'International Crisis Group (ICG) révélait que les ONG et les associations caritatives islamiques des pays du Golfe pouvaient facilement financer et contribuer à la radicalisation des groupes violents au Sahel.

Le salafisme radical a réinvesti l'espace public profitant du vide politique laissé après des années d'autoritarisme. Cette demande de sacré est aussi une demande de sens car, comme l'affirme Bastide, l'homme est producteur de mythes et constructeur de mondes symboliques.

Or le salafisme crée du sens et fabrique des mythes. Ces mythes recèlent une puissante efficacité émotionnelle. Ces récits mythiques sont inscrits dans la mémoire collective religieuse des jeunes Africains, souligne l'intervenante. Selon elle, l'idéologie salafiste repose sur divers mythes :

- Le mythe de l'âge d'or révolu ;
- Le mythe de la pureté et de la purification ;
- Le mythe de l'Unité, de l'Omma ;
- Le mythe de la conspiration ;
- Le mythe du martyr.



Session N° 2 : Nouveaux développements géopolitiques dans la région : étude de cas

M. Poussi Sawadogo (Burkina Faso), en présentant la complexité et les enjeux de la transition politique au Burkina Faso, s'est interrogé sur l'éventualité que cette expérience représente un espoir pour l'Afrique. En effet, le Burkina Faso connaît, depuis fin octobre 2014, une transition ouverte consécutive à l'insurrection populaire qui a contraint le président Blaise Compaoré à démissionner. Selon l'intervenant, le thème, tel qu'il a été formulé, évoque implicitement un autre printemps, à savoir le printemps arabe dont la Tunisie, pays hôte du présent colloque, fait figure de pionnier. Tout en développant les racines historiques de cette transition, M. Sawadogo s'interroge sur ses valeurs : « La transition burkinabé est portée par trois acteurs majeurs : les partis politiques, les organisations de la société civile et les forces de défense et de sécurité. La charte qui encadre la transition est le reflet des rapports de force et des intérêts qui existent entre ces trois composantes. Il faut noter que les acteurs politiques intègrent l'ancienne majorité en tenant compte de la valeur d'inclusion mais aussi de la loi de la proportionnalité. Les observateurs relèvent le fait que la transition est conduite par des acteurs aux intérêts divergents. Le défi consiste à négocier un minimum de consensus pour faire aboutir le processus à travers l'organisation d'élections justes, transparentes et équitables en octobre 2015 (présidentielles et législatives) et en janvier 2016 (municipales). Malgré des difficultés notables, les acteurs tentent et promettent de réussir le pari ». Selon l'intervenant, ces acteurs, via une charte, retiennent différentes valeurs :

1. Le pardon et la réconciliation ;
2. L'inclusion ;
3. Le sens de la responsabilité ;
4. La tolérance et le dialogue ;
5. La discipline et le civisme ;
6. La solidarité ;
7. La fraternité ;
8. L'esprit de consensus et de discernement.



Un effet de contagion est-il envisageable ? Selon l'intervenant, « vue sous cet angle, la loi de cause à effet qui est à la base de la « révolution » burkinabé peut s'exporter ailleurs car ce cocktail de causes qui se résume en la mauvaise gouvernance, la corruption, l'impunité et à l'injustice est la chose la mieux partagée dans les Etats de l'Afrique subsaharienne. Le dynamisme de la société civile, notamment des mouvements de jeunesse, mérite d'être cité. A l'image du mouvement « Y'en a marre » au Sénégal qui a contraint le président Abdoulaye Wade à abandonner sa volonté de rester au pouvoir, le mouvement « Balai Citoyen » et bien d'autres ont permis une prise de conscience au Burkina Faso. Ces mouvements ont été d'un grand secours aux partis politiques de l'opposition dans l'avènement de la « révolution » au Burkina Faso. L'implication de ces mouvements en République Démocratique du Congo au cours du mois de mars 2015 dénote leurs capacités d'influence au-delà des frontières nationales pouvant entraîner des événements similaires à ceux vécus au Burkina Faso les 30 et 31 octobre 2014 ».

M. Philippe Hugon (France) a mis en avant les enjeux politico-stratégiques et les ingérences étrangères façonnant l'espace sahélien. Cette thématique, selon le professeur Hugon, appelle une approche pluridisciplinaire et la nécessité d'inscrire les événements dans le long terme de l'histoire sahélienne. Ce théâtre est confronté, selon l'intervenant, à un spectre de défis enchevêtrés qu'il convient de hiérarchiser : enjeux démographiques et jeunesse désœuvrée, sans espoir d'avenir, sécurité alimentaire et stress hydrique, enjeux politiques, défis sociaux (gestion des minorités), défis économiques (inégalités quant à la croissance économique créant des disparités régionales), défis sécuritaires et enfin les défis relatifs à la gestion des ressources naturelles qu'il convient néanmoins de relativiser (rentabilité à démontrer). Selon le professeur Hugon, les trafics changeant de nature (drogue et armes) et la montée en puissance du terrorisme constituent les enjeux principaux.

M. Philippe Hugon insiste par ailleurs sur l'ampleur des défis démographiques auxquels est confronté l'espace sahélien, défis qu'aucune histoire n'a eu à gérer auparavant.



Les populations urbaines et rurales vont s'accroître de manière vertigineuse jusqu'en 2030, dopant les conflits récurrents opposant les nomades aux sédentaires.

Enfin, le professeur dresse une typologie des acteurs aspirant à exercer une influence croissante au sein de l'espace sahélien :

- Les grandes puissances, membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies ;
- Les pays pétroliers s'appuyant sur le religieux et les pétrodollars ;
- Les Etats maghrébins : la rivalité entre le Maroc et l'Algérie s'aiguise.

M. Mehdi Taje (Tunisie) a développé une vision géopolitique des enjeux sécuritaires restructurant l'océan sahélien. Il développe quelques points clés :

Les pesanteurs de l'histoire : Une véritable ligne de feu chargée d'histoire s'étendant de l'océan Atlantique à la mer Rouge brise en deux les Etats sahéliens. Au Mali, l'opposition fondamentale est celle des Blancs, Maures et Touareg, et des ethnies africaines noires, les premiers dominant traditionnellement les populations du sud. La décolonisation, en attribuant le pouvoir aux populations du sud, a abouti à une inversion des rapports de domination. La problématique centrale repose sur l'opposition historique intimement liée au mode de vie des populations nordistes et des populations sudistes s'affrontant pour le contrôle des zones intermédiaires situées entre le désert au nord et les savanes au sud. Du fait du réchauffement climatique, cette opposition ne cessera de s'amplifier. C'est sur cette réalité ethno-politique que prospère l'extrémisme islamiste. Tant que cette problématique de fond ne sera pas posée de manière claire, sans dérobade, aucune solution durable à la stabilité de l'océan sahélien, et en particulier à la crise malienne, ne sera envisageable. A ce stade, seule la présence des forces françaises, et notamment du dispositif Barkhane, empêche un nouvel embrasement.

Difficulté supplémentaire, le concept de démocratie tel que formulé par l'Occident, à savoir « un homme, une voix », est difficilement conciliable avec les réalités ethniques caractérisant le Mali. En effet, « la variante africaine de la démocratie fondée sur le « one man, one vote » est d'abord une ethno-mathématique donnant automatiquement le pouvoir aux plus nombreux, en l'occurrence les Noirs sudistes, ce que les nordistes ne peuvent accepter ».

Le chaos libyen : Parallèlement, selon M. Taje, la Libye s'érige en foyer terroriste doublé d'un sanctuaire pour les commandos qui menacent ouvertement la sécurité du Maghreb et du Sahel, notamment la Tunisie voisine. La problématique terroriste n'a été que déplacée, ouvrant la voie à une restructuration de la région pour une longue période d'instabilité. Le drame libyen n'est pas terminé. Aujourd'hui, à l'image de l'Irak, la Libye, scindée en trois entités elles-mêmes fracturées et divisées, mène une lutte acharnée pour maintenir son unité. Le pays traverse une situation de guerres régionales, tribales, claniques, religieuses et mafieuses nourrissant l'instabilité régionale et l'exposant à un risque de somalisation.

Cette situation pèse directement sur la sécurité de la Tunisie, mais également de l'Algérie, du Niger, du Tchad et plus globalement des théâtres maghrébins et méditerranéens. L'avenir de la Libye, proche des foyers de tension et de vulnérabilité que sont le Darfour, l'espace toubou, le fondamentalisme islamiste de Boko Haram et l'Égypte, est au cœur de l'équation sahélo-maghrébine.

Les rivalités de puissance au Sahel : progressivement, se dessine au Sahel un nouveau « Grand jeu » fait de manœuvres subversives et de manipulations où la duplicité et les stratégies de l'ombre sont la règle. Les développements inhérents aux bouleversements actuels ne s'arrêtent pas au seul Mali. L'appui du Qatar aux groupes islamistes témoigne d'un prolongement de la stratégie ayant déjà ciblé la Libye et la Syrie. La finalité de cette stratégie est de pousser jusqu'à son terme la logique politique du printemps arabe sur fond d'exploitation des richesses naturelles régionales. Ainsi, selon l'intervenant, les puissances extérieures, sous



le couvert de lutte contre le terrorisme et le crime organisé convoitent les ressources naturelles avérées et potentielles et visent, à terme, une militarisation croissante de la zone afin d'asseoir leur contrôle et d'évincer les puissances rivales (Chine, Russie, Inde, Brésil, Turquie, Iran, etc.). Ces puissances ont tout intérêt à favoriser l'émergence d'une équation géopolitique les plaçant en situation de force pour le partage des richesses du Sahel. En outre, se positionner militairement au sein de ce couloir stratégique reliant l'océan Atlantique à la mer Rouge offre la double faculté de peser sur les équilibres géopolitiques et énergétiques du Maghreb et de l'Afrique de l'Ouest.

Enfin, selon des lignes historiques, nous assistons, selon M. Taje, à **une nouvelle poussée de l'Islam radical s'opposant à la domination occidentale dans la droite ligne des anciens empires musulmans du XIX^e siècle tels que l'empire Toucouleur ou l'empire de Sokoto. Ainsi, derrière l'émergence de certains groupes terroristes se cacherait la volonté de certaines puissances musulmanes de favoriser la reconstruction des anciens Etats historiques précoloniaux dominés par l'Islam.**

Session N°3 : Implications stratégiques et sécuritaires pour le Maghreb et l'UE

M. Dario Christiani (Italie) s'est focalisé sur la situation chaotique en Libye mettant l'accent sur la singularité de la vision italienne. Selon l'intervenant, la révolution libyenne a eu un impact considérable sur la stabilité du théâtre sahélien. Kadhafi jouant un rôle stabilisateur ou déstabilisateur au gré de ses intérêts stratégiques. A titre illustratif, il contrôlait les groupes Touareg et avait intégré une grande partie d'entre eux au sein de son armée. Pour autant, selon l'intervenant, la révolution libyenne et ses effets induits n'expliquent pas tout. A titre illustratif, le Niger, jugé plus vulnérable que le Mali, aurait dû s'effondrer avant lui : il n'en fut rien : le Mali a imposé du fait de ses vulnérabilités intrinsèques.

M. Christiani met en exergue le caractère hybride de la menace terroriste au Sahel soulignant que l'observation

et l'analyse de l'activité des Groupes armés terroristes (GAT) révèlent qu'ils n'agissent pas comme de purs terroristes jihadistes mais également comme des criminels motivés par l'appât du gain.

Enfin, l'intervenant insiste sur deux points :

- L'avenir de la Libye conditionnera la sécurité de la région maghrébo-sahélienne ;
- Une implosion de l'entité libyenne déstabilisant le Maghreb et le Sahel est un scénario à envisager.

M. Isselmou Abdelkader (Mauritanie) a développé les liens croissants entre le crime organisé et le terrorisme. Le commerce transsaharien existait depuis le IX^e siècle avant J.-C. : il était organisé par et pour le compte de familles et de communautés des deux rives du Sahara. Ce commerce a dès lors suscité des actes malveillants de piraterie impliquant des alliances des tribus visant à protéger les caravanes. Les phénomènes criminels d'aujourd'hui s'inscrivent dans la droite ligne de cette profondeur historique.

Selon M. Isselmou, l'arrivée des colons au XVI^e Siècle, en substituant à la caravane la caravelle, bouleversa les équilibres sahéliens, l'objectif poursuivi visant à entraver le commerce transsaharien véhiculant les idées du soufisme hostile à la pénétration occidentale.

Aujourd'hui, l'espace sahélien est le couloir de tous les trafics portant essentiellement sur les armes et la drogue en provenance d'Amérique latine. Selon l'intervenant, à partir des années 1998, les armes empruntaient trois axes :

- Un axe vers le GIA en Algérie ;
- Un axe vers la Casamance ;
- Un axe vers le Mali.

A partir des années 2000, le trafic de drogue vers l'Algérie et le Mali prend de l'ampleur : il vise le marché européen.

Enfin, l'intervenant insiste sur la nécessité d'une gestion des problématiques sahéliennes suivant une vision



participative : aucun pays n'est en mesure de faire face à l'ampleur des menaces isolément : « Celui qui croit que les Groupes armés terroristes (GAT) ont été affaiblis se trompent et trompent les autres ».

M. Jean-François Coustillière, Contre-Amiral (2S)

France, s'est interrogé sur les contraintes et limites d'une intervention militaire internationale au Sahel.

Le Sahel constitue, selon l'intervenant, une source de menaces potentielles particulièrement inquiétantes. Lutter contre celles-ci s'érige en impératif commun à tous les pays riverains, mais ces derniers auront besoin d'aide et de soutiens. Au demeurant, cette nécessaire coopération est particulièrement délicate tant du fait des moyens militaires et civilo-militaires nécessaires, de l'indispensable accompagnement du retour à la paix, que des contraintes politiques. Dans ces conditions, quelles sont les orientations majeures à respecter pour espérer un succès ?

Selon le Contre-Amiral, « lorsque une opération militaire est envisagée pour s'opposer à une menace, il convient de prendre conscience qu'il faut des moyens adaptés pour battre l'ennemi et ainsi éliminer la menace, mais aussi de déployer des outils pour accompagner la reconstruction du pays et le placer sur la voie du développement et du progrès. A défaut, aussitôt l'intervention terminée le pays basculera dans le chaos et l'opération militaire sera suivie d'une situation au moins aussi désastreuse que celle qui prévalait avant l'action, du fait des haines, des vengeances et des rancœurs qui auront ainsi été libérées ». Les cas de l'Afghanistan, de l'Irak et principalement de la Libye sont emblématiques.

Selon l'intervenant, le Sahel présente des caractéristiques propres qui rendent toute intervention militaire, politique ou de reconstructions fort hasardeuses. Une opération militaire nécessite de gros moyens logistiques (approvisionnement en nourriture, munitions, carburants etc.), de renseignement (ROHUM (humain), ROIM (image), ROEM (électro) et ROINF (inform), de surveillance (satellites, drones, etc.), aucun soutien ne peut être trouvé sur place et les distances à parcourir sont considérables. Il en est de

même pour toute action de coopération lourde, notamment à objectif de reconstruction.

Enfin, ces espaces sahéliens recèlent des ressources énergétiques ou minières très convoitées, pétrole, gaz, or, uranium, diamant, phosphate, bauxite, plutonium, manganèse, cobalt, etc., qui font de la région un objet de convoitises suscitant de nombreuses ingérences de la part des grandes puissances. La poursuite des intérêts particuliers par ces dernières interdit toute démarche concertée. Il est dès lors difficile de les coordonner au profit de l'intérêt général.

Ces caractéristiques propres rendent toute initiative de rétablissement de la paix, de maintien de la paix et d'accompagnement de la reconstruction tout particulièrement malaisée.

Dès lors, selon le Contre-Amiral, une opération militaire engagée par des forces occidentales devra respecter les conditions suivantes, au moins dans le cadre européen :

- Réunir plusieurs nations ;
- Disposer d'un mandat du Conseil de sécurité de l'ONU ;
- Répondre si possible à la demande d'un Etat reconnu.

Aujourd'hui, on peut penser qu'il n'est plus envisageable de conduire une opération sans le soutien, au moins politique, des Etats voisins de la crise. Ces Etats voisins seront très vraisemblablement sollicités pour apporter, en fonction de leurs capacités, leurs concours en forces et facilités. Evidemment, cela sous-entend la nécessité que ces acteurs fassent taire, à cette occasion, leurs tensions traditionnelles.

Au-delà des Etats voisins, il importe également d'admettre que les grandes puissances et les organisations internationales concernées, qui ont inévitablement des intérêts à défendre dans la région, ne peuvent pas être marginalisées et doivent être associées ou tout au moins consultées. A défaut, ils useront de leur pouvoir de nuisance pour repousser la résolution de la crise comme nous le montrent les influences russes ou iraniennes en Syrie.



Samedi 9 mai 2015

Session N°4 : Les grands enjeux économiques

M. Salah Hannachi et M. Jomâa Ben Salah (Tunisie) dressent un état des lieux des ressources énergétiques et minérales au Sahel. La région retenue par les intervenants regroupe les cinq pays du Maghreb : l'Égypte, le Mali, le Niger, le Tchad et le Soudan. D'une superficie de 8,6 millions de Km² (260 millions d'habitants), elle abrite de nombreuses ressources stratégiques : fer en Mauritanie, uranium au Niger et au Mali, potentiel considérable d'énergie solaire, cuivre, or, bauxite, etc.

Dans le cadre de son exposé, M. Jomâa Ben Salah dresse un tableau des pays producteurs de gaz et de pétrole et constate que la région est favorisée en gaz de schiste. Il décrit également, carte à l'appui, les différents mégaprojets de la géopolitique des tubes à l'échelle régionale. Trois retiennent l'attention :

- Le TSGP ;
- Le projet Desertec ;
- The Inga Project (barrage en RDC).

Dans le cadre de son intervention, M. Salah Hannachi revient sur le concept de « Sahara, l'autre Méditerranée » et de la nécessité de prendre en compte la problématique de gouvernance des populations nomades et de l'ethnomathématique donnant inévitablement le pouvoir aux plus nombreux. Nécessité de réfléchir à de nouveaux concepts. L'intervenant, exposant diverses expériences de valorisation des énergies renouvelables à l'échelle planétaire, s'interroge : « Les énergies renouvelables peuvent-elles contribuer à surmonter les problématiques sahéniennes et à territorialiser les populations ? ». Selon M. Hannachi, il convient de reprendre l'idée mise en œuvre à Alice Springs dans le Sahara australien alliant agriculture, énergie et tourisme et l'appliquer à la région. Enfin, l'Europe, selon lui, doit élargir son pas de compas de réflexion stratégique, économique et culturelle et s'affranchir du dogme religieux.



M. Yadh Zahhar (Tunisie) développe la thématique des ressources en eau et de l'impact du changement climatique sur les équilibres fragiles de l'espace sahélien. En ce sens, il développe les points suivants :

La plupart des Etats du Sahel sont en situation de pénurie, voire de stress hydrique ; la région est très affectée par la sécheresse.

Le contexte climatique très changeant induit une difficulté à planifier et à mettre en œuvre des projets efficaces.

Les ressources sont rares et transfrontalières dans le cadre d'une gestion non durable et non partagée : une vision durable de la ressource s'impose.

L'accès à l'eau constitue un indicateur fiable quant à la pauvreté et à l'exclusion sociale.

L'impact du réchauffement climatique constitue le défi de demain et pèsera lourdement sur les défis sécuritaires.

M. Abdelhamid Bouhaoula (Tunisie) analyse les difficultés et les potentialités des économies des Etats sahéliens. Il souligne la nécessaire mise en valeur des ressources autres que les ressources minières ou fossiles : agriculture, élevage, pêche, services, etc. A ce titre, afin de surmonter les menaces et l'ensemble des défis, notamment la mal gouvernance, il recommande une valorisation des ressources à travers la généralisation de programmes intégrés et l'assistance extérieure (pays du voisinage dans le cadre de la coopération sud-sud, coopération triangulaire, etc.).

Table ronde : « Le Sahel-Sahara : Les défis et les espérances »

Cette table ronde visant à identifier des pistes d'avenir et à dégager des propositions concrètes a été présidée par M. Hatem Ben Salem, ancien ministre.



Propositions formulées par les différents intervenants

Défis sécuritaires et politiques

Développer une vision convergente relativement aux défis sécuritaires structurant ces trois espaces (Union Européenne, Maghreb et Sahel) : la sécurité de l'un est étroitement liée à la sécurité de l'autre.

Le théâtre maghrébo-sahélien est frappé par trois crises : une crise de gouvernance ; une crise de culture islamique et une crise de l'ordre post-colonial. Ces trois crises nourrissant une instabilité chronique appellent des réponses à trois niveaux :

- Des réformes intérieures ;
- Une coopération régionale structurée s'appuyant sur des passerelles entre le Sahel, l'Afrique du Nord et l'Europe ;
- Une coopération internationale compte tenu de la dépendance économique et sécuritaire de la région. L'Union Européenne s'érige en partenaire stratégique.

UMA, CEDEAO et Censad ont montré leurs limites. Il importerait de réfléchir à la création de nouvelles structures plus adaptées à la réalité, transcendant les rivalités, opérationnelles et innovantes.

Face à la prolifération du crime organisé transnationale et de régimes mafieux, nécessité de mise en œuvre d'une stratégie commune.

Mettre fin à l'idée de vide dans la région et au mépris à l'égard des populations.

Il conviendrait d'initier une réflexion autour d'un nouveau concept de l'Etat tenant compte les intérêts des uns et des autres par des procédures non contraignantes admises par tous. L'Etat centralisé et la domination des ethnies du sud ne peuvent plus subsister tels quels. La paix des armes est subordonnée en tout premier lieu au règlement du problème national touareg.

Les Etats sahéliens, à l'égal de la Libye, doivent consolider l'Etat central, développer l'économie et promouvoir une sécurité collective. Le pacte post-colonial a épuisé ses vertus. Un nouveau Sahel se cherche et il convient de favoriser cette nouvelle réalité au moyen d'un règlement politique fondé sur le consensus et non sur la force.

Sur cette base, il importe de consolider les Etats dans la mesure où une plus grande balkanisation multipliant des Etats fantoches incapables d'assumer leurs obligations de souveraineté ne ferait que perpétuer le désordre régional. En contrepartie, les Etats doivent admettre une large autonomie au bénéfice des communautés qui sont autant de composantes de l'Etat.

L'Afrique doit former un concept de règlement constitutionnel à l'échelle africaine : reconnaître l'autonomie de ces provinces dans le cadre de la souveraineté nationale. Or, jusqu'à présent, le continent reste captif d'un concept déphasé, celui de l'Etat national centralisé niant la réalité historique des nations précoloniales ;

Il convient de mettre en avant le règlement entre Sahéliens, au moyen d'une conférence régionale regroupant l'ensemble des riverains de l'océan sahélien. Comme en mer, la sécurité ne saurait relever que d'un effort concerté des riverains, basé sur une perception commune des menaces et sur des mécanismes de concertation et de coordination.

Le cadre de règlement doit assurer la cohérence des initiatives destinées à la stabilisation et à la restructuration de la région. Il s'agit d'esquisser la vision d'un avenir commun basé sur un partenariat stratégique entre Méditerranée, Maghreb et Sahel.

A l'image du Dialogue 5+5 établi en Méditerranée occidentale, et compte tenu de l'interdépendance accrue entre le Maghreb et le Sahel, il faudrait œuvrer à la mise en place d'un 5+5 associant les cinq pays du Maghreb et le Mali, le Niger, le Tchad, le Burkina Faso et le Sénégal. Un continuum sécuritaire serait ainsi établi entre les deux espaces en miroir que sont la Méditerranée occidentale et l'océan sahélien.



Afin de surmonter les tensions entre national et transversal, entre centre et périphéries, entre riverains et sahariens, entre nomades et sédentaires, il conviendrait de se référer aux règles du droit maritime tout en les adaptant aux spécificités de l'océan sahélien : « *De nouvelles formules sont aujourd'hui nécessaires que le droit maritime pourrait inspirer (pendants à la mer territoriale, aux zones économiques exclusives, les ZEE, le transit inoffensif, la solidarité dans la sauvegarde, la lutte collective contre la piraterie, les trafics humains, etc.)* ».

L'intervention extérieure ne saurait être la règle. Les Etats riverains doivent prendre en charge leur sécurité : constituer, à l'instar des forces navales en Méditerranée, une force militaire pan-saharienne chargée d'effectuer des patrouilles afin de dissuader les pirates et autres acteurs malveillants et de créer un climat propice à un développement intégré de la région. Conçue comme une force de réaction rapide, cette force prépositionnée serait dotée d'équipements modernes (moyens aériens et de renseignement) pouvant être octroyés par les grandes puissances et mobilisables rapidement sur la base d'un dispositif politique intégré. Le dispositif pourrait être complété par un PC et un centre de prévention et de gestion des conflits dotés d'un *Early Warning System*.

Parallèlement, le déploiement d'un groupe naval multinational sous l'égide des Nations unies permettrait d'endiguer la montée en puissance de la piraterie au large du golfe de Guinée et de neutraliser les routes aériennes et maritimes empruntées par les narcotrafiquants latino-américains. Il s'agit de cerner et de contrôler l'axe des trafics remontant du golfe de Guinée (la côte atlantique) vers le Maghreb et l'Europe en traversant la bande sahélo-saharienne. La sécurité reste la condition première de toute dynamique de développement économique, social et humain.

Les dix Etats de l'océan sahélien pourraient œuvrer à la mise en place d'un Institut d'études stratégiques et prospectives visant à regrouper des chercheurs et à créer de nouvelles synergies explorant de nouvelles modalités de sécurisation et de développement.

Il convient de mettre en avant le concept de sécurité globale et de sécurité culturelle centrée sur l'Homme.

En s'inspirant des pratiques anciennes propres à la région, promouvoir un « Conseil des Sages, tiers bienveillant imprégné des réalités du terrain » en mesure de jouer le rôle de médiateur et de facilitateur par l'apaisement des tensions et la quête d'un consensus privilégiant le règlement des différends entre Sahéliens.

Impliquer les femmes dans la prévention et la résolution des conflits.

L'entrée avec fracas de l'islam jihadiste ne saurait être endiguée et surmontée par les seuls Africains. La civilisation de l'islam étant en jeu, il conviendrait d'aborder cette problématique avec l'OCI (Organisation de la Conférence Islamique).

La stratégie de l'Union européenne axée sur le développement et la sécurité ne saurait produire des effets durables. Elle doit être élargie et coller davantage aux réalités locales.

Encadrer les télévisions des Etats afin qu'elles n'instrumentalisent pas les défis sécuritaires et engendrent une montée des tensions.

Défis économiques et humains

La relation de l'Etat africain à ses ressources naturelles n'est pas une relation conforme à la modernité de notre temps : l'intervention d'un acteur extérieur évolué technologiquement a certes permis de valoriser les ressources de la région. Cela demeure néanmoins insuffisant pour des raisons de gouvernance, de standards technologiques et de coopération régionale. Il est vital d'introduire un concept moderne d'exploitation des ressources du Maghreb et du Sahel.

Présence d'uranium du Niger jusqu'à l'Atlantique : ces ressources ne doivent pas être l'apanage d'une seule puissance d'autant plus qu'elles aiguïssent l'appétit et les rivalités entre les grandes puissances.



Impliquer les populations dans la lutte contre le terrorisme et le crime organisé afin de combattre la complicité passive.

Subissant de multiples pressions, la société civile doit être au cœur du projet d'intégration maghrébine. En ce sens, les organisations de la société civile doivent sortir du cadre national en intégrant la dimension maghrébine et sahélienne.

Il convient pour les Etats de la région de ne pas se limiter à un soutien financier aux organisations de la société civile mais de les impliquer davantage au sein du processus décisionnel.

Les organisations de la société civile des pays du sud doivent établir des connexions auprès des instances européennes, se faire entendre et se positionner en tant que force de proposition.

Scénarios possibles

Divers scénarios sont concevables.

Scénario 1 : « **Sahel nostrum** » : les riverains du Sahel prennent en charge la sécurité et le développement de la région par la mise en place d'un système multilatéral efficace. Le Mali, le Niger et le Tchad recèlent des gisements énergétiques et miniers appelés à hisser la centralité économique et stratégique du Sahel (pétrole, uranium, or et, accessoirement, phosphate, cuivre et étain). La zone émerge comme un pôle de développement fixant l'intérêt de l'Europe, des Etats-Unis et de la Chine. En tout état de cause, l'essor économique et politique du Sahel bénéficierait aux pays du Grand Maghreb qui trouvent dans ce nouveau pôle un champ d'expansion et un élément d'équilibre régional propre à renouveler la géopolitique de la région sur tous les plans : les échanges économiques, la sécurité, la stabilité, les communications, l'énergie, l'environnement, etc. L'ouverture des pays du Sahel aux pays du Maghreb est toutefois subordonnée au facteur de confiance : la crainte de l'hégémonie et de la politique de puissance les détourne vers les partenaires extrarégionaux d'Europe, d'Amérique ou d'Asie.

Scénario 2 : « Le Sahel convoité » : Le Sahel, compte tenu de la richesse de son sous-sol, devient le théâtre de rivalités exacerbées entre les puissances. La militarisation de la région menée par les Occidentaux s’installe dans la durée, devient permanente et aiguise les tensions entre puissances rivales. Le destin du Sahel échappe aux populations et aux Etats sahéliens dépossédés des clefs de leur avenir. Une instabilité chronique en découle menaçant le Maghreb et bloquant l’émergence d’une entité sahélo-maghrébine intégrée sur les plans stratégique, économique et sécuritaire.

Scénario 3 : « Le Sahel implosif » : Sous-administré et appauvri, le Sahel se dirige vers une espèce de « désétatisation à la somalienne » débouchant sur une insécurité endémique difficilement contrôlable. Les conflits se multiplient et les frontières sont inconsistantes. Ainsi, un sahélistan prend forme et irradie vers le Maghreb entravant toute avancée relativement à l’édification du Grand Maghreb.

Scénario 4 : « Le Grand Nord-africain » : Compte tenu des liens historiques, religieux, culturels, linguistiques, facteurs, intégrateurs puisés dans le passé commun, le Sahel et les pays du Maghreb se rapprochent de manière significative afin de constituer une solide entité politique matérialisant la jonction entre la Méditerranée, le Maghreb et l’Afrique. Cette entité serait caractérisée par un potentiel de développement plus important, gage de stabilité et de sécurité. Le terrorisme, l’islamisme, le crime organisé seront mieux surmontés par le développement et la prospérité.

Les scénarios N°2 et N°3 représentent une menace de déstabilisation durable dans le voisinage stratégique de la Tunisie.

Tunis, 18 mai 2014



Post scriptum
LE CHAOS LIBYEN ET NOUS

Boubaker BEN FRAJ

Tous les observateurs qui suivent la scène libyenne, s'accordent pour dire que la tournure de plus en plus délétère prise par les événements dans ce pays « très » voisin du nôtre, ne laisse entrevoir que très peu d'espoir de voir cesser à terme, le chaos quasi-généralisé qui s'y est durablement et profondément installé.

Chaos dont les retombées négatives et directes sur notre pays, sur sa sécurité, sa stabilité politique et last but not least sur son économie, sont là et ne demandent plus aujourd'hui à être prouvées.

Depuis plus de quatre ans déjà, Kadhafi et son régime atypique ont été abattus dans l'envolée du faux printemps libyen ; au prix d'une guerre civile dévastatrice et d'une intervention militaire étrangère directe orchestrée par l'OTAN avec la bénédiction du Conseil de sécurité de l'ONU.

Mais comment va la Libye depuis ?

De mal en pis. Les coalisés qui avaient crié victoire lors de la chute de Kadhafi, ont hélas lamentablement échoué à instaurer en lieu la place, un quelconque édifice politique qui aurait pu rétablir la paix dans ce pays, préserver son unité et en assurer le gouvernement, de quelque manière que se soit.

On connaît la suite : une situation de non-Etat, sitôt exploitée par une multitude de forces centrifuges se rattachant à des obédiences, des allégeances et des alliances fugaces et tellement contradictoires, qu'il est difficile, voire



quasi-impossible, de les voir s'accorder sur le minimum, à savoir, l'arrêt de la spirale de l'anarchie et de la guerre civile, pour préserver l'unité d'un pays menacé dans survie même, en tant que nation et en tant qu'Etat.

Sur le terrain, le démentiellement de la Libye est déjà une indéniable et triste réalité : un énorme arsenal militaire hors de toute maîtrise, deux gouvernements enclavés se disputant la légitimité, celui de Tripoli à l'Ouest et celui à Tobrouk à l'Est. Dans le reste du pays, les choses sont encore plus confuses : des villes en autogouvernement comme Misrata, des régions qui réclament leur autonomies comme la Cyrénaïque ou le Fezzan, des tribus restées fidèles au régime de Kadhafi, des ethnies qui revendiquent la reconnaissance, des organisations jihadistes, telles que Ansar Al-Charia et Daech qui ont réussi à s'implanter solidement et à occuper des endroits stratégiques, et pour compliquer encore le tableau, des dizaines de chefferies et de bandes militarisées, qui trouvent dans ce chaos, le terreau idoine pour servir leurs trafics, leurs intérêts et leurs affaires.

Le Chaos libyen, quel autre pays – hors la Libye - peut-il en subir les conséquences et les dégâts et en payer la facture, plus que le nôtre ? Vu sous cet angle, nous n'hésiterions pas à affirmer que ce qui se passe actuellement en Libye est aussi, et dans une certaine mesure, une affaire intérieure tunisienne.

Peut-on dès lors, continuer à l'aborder comme on l'a fait jusqu'à maintenant, avec une réserve diplomatique, qui ne correspond, nous semble-t-il, ni à l'imminence, ni à l'ampleur des dangers qui guettent notre pays, au cas très plausible - où ce chaos continuait à s'étaler et à se compliquer.

Pourquoi la diplomatie tunisienne semble-t-elle jusqu'à présent à propos de la Libye si pondérée et si hésitante ? Pour quelles raisons se refuse-t-elle à s'affranchir de sa retenue en s'impliquant raisonnablement, mais davantage, pour contribuer activement à rétablir la paix dans ce pays, en encourageant les belligérants, à mener entre eux, plutôt que la guerre, un dialogue salvateur ; seule



issue susceptible de sauver l'unité et l'intégrité de ce pays voisin, et de lui éviter une somatisation rampante ...et par là même, à éviter au nôtre les problèmes et complications qui la situation actuelle en Libye nous cause ?

Face à un chaos si proche de nous, toute perte de vigilance, et toute inaction de la part de notre diplomatie, auraient pour la Tunisie des conséquences désastreuses.

دراسات دولية

مجلة تصدر كل ثلاثة أشهر

عدد 128-129

جوان 2015

المؤسس: الرّشيد إدريس

المدير المسؤول
عزالدين القرقي

رئيس التحرير
بوبكر بن فرج

دراسات دولية

مجلة تصدر كل ثلاثة أشهر

عدد 128-129

جوان 2015

سعر المجلة : 10 دنانير

العنوان البريدي : ص، ب، 156 تونس اليفيدير 1012

البريد الالكتروني : aei@topnet.tn

الموقع الالكتروني : www.aei-tn.org

عنوان المقر : عمارة بابل، مدرج ب، الطابق الأول، مونتليزير، تونس

الهاتف : 71 901 683 (216)

الفاكس : 71 906 793 (216)

الإشتراك السنوي : (الإرسال إلى الخارج بالطائرة)

* تونس : 40 دينار تونسي

* أوروبا : 70 أورو أو ما يعادلها

* بقية البلدان العربية بما في ذلك المغرب العربي : 70 دولار أمريكي أو ما يعادلها

* الولايات المتحدة الأمريكية وآسيا : 100 دولار أمريكي أو ما يعادلها.

المقالات الممضاة لا يتحمل مسؤوليتها إلا أصحابها

تصميم : توفيق الساسي / طبع : السانباكت

تم طبع هذا العدد بمساهمة منظمة فريدرش إيبيرت

© جمعية دراسات دولية

تونس - جوان 2015

رمد عدد 03308758

محتوى القسم العربي

- الهادي بن نصر
سوريا في عين العاصفة : تحديات الراهن وتداعياته. 5
- المنصف البعتي
الدبلوماسية الاقتصادية : الواقع والآفاق. 45
- محمد ابراهيم الحسايري
مكافحة الإرهاب : ثغرات ينبغي سدها... 69

سوريا في عين العاصفة : تحديات الراهن وتداعياته

الهادي بن نصر¹

لمحة تاريخية عن سوريا

لقد كانت سوريا مستقرًا للاستيطان البشري منذ أقدم عصور التاريخ وتم هذا الاستيطان نتاج هجرات مبكرة لأقوام سامية من شبه الجزيرة العربية كان في طليعتهم العموريون منذ سنة 2500 قبل الميلاد حيث استوطنوا شمال بلاد سوريا الحالية وقسما وافرا من أرض ضفاف نهر الفرات بالعراق القديم .

وخضعت سوريا عبر تاريخها إلى : الكنعانيين، الفينيقيين، الآراميين، الآشوريين، البابليين، الفرس، الاغريق، الأرمن، الأنباط، الرومان، البيزنطيون، العرب المسلمين، الافرنج خلال حملات حروبهم الصليبية، ودولة المماليك من 1260 م إلى سنة 1400 م . وتعرضت سوريا خلال الحكم المملوكي لحملتين مغوليتين الأولى في عهد جنكيز خان والثانية في عهد تيمورلنك الذي أحرق دمشق وأسرع عدد اكبيرا من حرفييها وعلمائها ونقلهم إلى سمرقند وسيطر العثمانيون عليها طوال 4 قرون من 1517 إلى 1918 .

وعرفت سوريا فترة استقلالية عارضة ما بين 1918 و1920 تحت مسمى مملكة سوريا العربية حيث اعتلى العرش الملك فيصل احد أبناء الشريف حسين شريف مكة الذي تمرد عن السلطنة

1 . سفير تونس سابق .

العثمانية في حراك رعته بريطانيا بعنوان الثورة العربية ضد العثمانيين.

وأخضعت سوريا مجددا للانتداب الفرنسي بتفويض وتزكية من عصبة الأمم من 1920 إلى 1946 .

وفي أول عهد الاستقلال الذي انطلق عقب الحرب العالمية الثانية سنة 1946 تعرّضت البلاد جراء المواجهة العربية الاسرائيلية في فلسطين سنة 1948 وهزيمة الجيوش العربية في تلك المواجهة إلى هزّات متتالية لأركان نظامها السياسي واستقرارها حيث شهدت سوريا سلسلة من الانقلابات العسكرية على امتداد عقد من الزمن (ما بين 1948 و1958) .

وقامت الوحدة بين سوريا ومصر في أوج العهد الناصري بعد العدوان الثلاثي على مصر (1956) بدفع من المؤسسة العسكرية التي كانت قياداتها تحمل فكرا عربيا قوميا وحدويا رافعاته الرئيسيتان عقيدة حزب البعث والعقيدة الناصرية العروبية . ولم يدم التآلف بين هذين الرافدين الرئيسيين للفكر القومي العربي طويلا حيث سرعان ما دبّت بينها نوازع التنافس والصراع وهو الأمر الذي أفضى بعد سنوات قليلة إلى انفصام الوحدة بين سوريا ومصر سنة 1961 .

وبعد الانفصال عن مصر اجريت في سوريا انتخابات ارتقى بمقتضاها ناظم القدسي إلى رئاسة الجمهورية، وفي ظل تصاعد الصراع والتنافس بين التيارين العروبيين القوميين الرئيسيين الناصري والبعثي على امتداد بلدان المشرق العربي عمل حزب البعث على مزيد التغلغل والتموقع في مفاصل المؤسسة العسكرية وقياداتها مما مكنه في 08 آذار / مارس 1963 من تحقيق الانقلاب على الحكم المدني والغاء الدستور وحل السلطات التنفيذية والتشريعية والقضائية ونفي غالب القيادات والنخب السياسية خارج البلاد .

ودخلت سوريا طوال السنوات اللاحقة في دوامة الأجنحة المتصارعة صلب تنظيم البعث ومن تجلياته انقلاب سنة 1966 ثم الانقلاب الثاني في عام 1970 والذي جاء تحت عنوان الحركة

التصحيحية التي وقف ورائها وزير الدفاع آنذاك حافظ الأسد وسيطر بذلك على السلطة في البلاد مستغلا حالة الانكسار الوطني ضمن الدولة السورية نتيجة الهزيمة العسكرية في حرب 1967 مع اسرائيل وخسارة منطقة الجولان الاستراتيجية في جنوب البلاد ولم تقدر سوريا على استرجاع الأجزاء يسير من مقاطعة الجولان في حرب 1973 والتي يبقى جلها حاليا تحت الاحتلال .

واثر الحرب مجددا مع اسرائيل سنة 1973 اعتمدت سوريا دستورا جديدا كرّس حزب البعث العربي الاشتراكي كحزب سياسي مهيم « قائدا للدولة والمجتمع » . وذلك كردة فعل على تعزيز حالة الانكسار في ظل استمرار اختلال موازين القوى لفائدة اسرائيل على حساب الدول العربية المحيطة بفلسطين خاصة وتصعد الثقة بين مصر وسوريا لاسيما في عهد الرئيس أنور السادات الذي أقدم على طرق سبيل التحلل من تحالفه مع الاتحاد السوفياتي والمعسكر الشرقي وتبنت دبلوماسية تميل إلى ترميم علاقة مصر مع الغرب وفي طليعته الولايات المتحدة الأمريكية وسلك داخليا سياسة ذات طابع يميني لتقويض التنظيم الحزبي الناصري وكل القوى المصنفة بكونها تقدمية والتغاضي ازاء انتعاش تنظيم الاخوان المسلمين واستعادته لنشاطه داخل الساحة المصرية دون أن يمنحه الغطاء القانوني .

وفي ظل هذا المناخ الاقليمي الملبّد والحافل بالأخطار انكمش النظام في سوريا على داخله ليعزز قبضته على جبهته الداخلية التي لم تخل جرّاء ذلك من ظهور حراك مناوئ له كان محوره تنظيم الاخوان المسلمين . وبتطور حراك المناوأة إلى أعمال مسلحة وتفجيرات وتواترت بالتراب السوري طوال سنوات من 1976 إلى 1982 اضطر النظام إلى اعتماد الحل الأمني والعسكري الكاسح ضد تنظيم الاخوان المسلمين وحظر نشاطهم وتجريم وجوده قانونا تحت طائلة الحكم بالاعدام . ورسمت حملة تصفية نشطاء التنظيم بالقوة العسكرية البرية والجوية في مدينة حماة السورية سنة 1982 الفصل الأخير الدامي لحراك التمرد على سلطة النظام .

واعتمدت سوريا من سنة 1963 وعلى مدى ثلاث عقود نظام الاقتصاد المخطط الذي يسوده القطاع العام مما أبقى اقتصاد البلاد في حالة هشّة يتميز بغياب مقومات النمو المتوازن والمترد في مختلف قطاعاته باستثناء القطاع الزراعي الذي تحتم على سوريا الاعتناء به لتوفير أمنها الغذائي في نطاق ضرورات ضمان أمنها الاستراتيجي . وظلت سوريا بحكم توجهها الاقتصادي بلدا محروما من قوّة الجذب للاستثمار الخارجي ولاسيما العربي الخليجي وتعاني من نسق نموّ متدنّ فرض مستوى متواضعا للدخل والعيش على القسم الأكبر من شعبها الا أن التمدد السوري إلى داخل لبنان منذ 1975 شكل مصدر ريع وكسب لا يستهان به لشرائح عديدة من قيادات الدولة والجيش والأمن والمخابرات حيث مكنها من فرض نظام ايتاوات عالية العائد المالي على كافة مظاهر النشاط الاقتصادي على أرض لبنان وحتى على الأنشطة التجارية والزراعية الممنوعة (تجارة التهريب للتبوغ والسلاح وزراعة الأفيون وترويجه) .

وباندثار القطبية الثنائية بحكم تفكك قطب الاتحاد السوفياتي ومعسكر البلدان الاشتراكية بأوروبا وصعود الولايات المتحدة الأميركية كقطب مهيمن وبالتالي تصاعد مفاعيل العولمة على أساس النهج الليبرالي اضطرت سوريا منذ مطلع عقد التسعينيات من القرن الماضي إلى القبول بضرورة القيام تدريجيا باصلاح اقتصادها واعتماد قواعد السوق وفتح المجال لنموّ القطاع الخاص فيه . وتعزز هذا التوجّه بعد وفاة الرئيس حافظ الأسد وارتقاء ابنه بشار الأسد لسدة السلطة في أواسط عام 2000 .

أولا / السيرة السياسية لدولة سوريا الحديثة منذ الاستقلال على الساحة الدولية :

تعدّ سوريا من بلدان المشرق العربي التي كانت الأوثق ارتباطا وتعاوناً مع المعسكر الشرقي زمن الاتحاد السوفياتي وحلف

فرصويا. وماتزال تتموقع خارج فلك نفوذ الولايات المتحدة الأميركية من منطلق تعلقها بعقيدتها القومية العروبية التي ترى دوما في سياسة تلك القوة الدولية مصدر تهديد لكيانها الوطني ولما تتطلع إليه وتعتقده من ضرورة بناء للنظام الاقليمي العربي الكفيل بضمان أمن واستقرار وتقدم كافة بلدان العالم العربي بعيدا عن الهيمنة واختلال ميزان المصالح لغير فائدة الجانب العربي .

وتعززت هذه النظرة السورية ازاء الولايات المتحدة الأميركية خاصة ودول الغرب الأوروبي عامة على مرالسنين منذ اغتصاب فلسطين وتوسع الاحتلال الاسرائيلي ليقطع قسما استراتيجيا هاما من تراب سوريا المتمثل في هضبة الجولان بفعل سياسة الدعم المطلق والثابت لاسرائيل ورعاية تفوقها على كافة بلدان جوار فلسطين خاصة والبلدان العربية عامة فضلا عن استباحتها لكامل حقوق الشعب الفلسطيني ومواصلتها استهدافه كيانا ومصيرا .

ومنذ سقوط النظام الشاهنشاهي في ايران سنة 1979 وجدت سوريا في نظام الثورة الاسلامية سندا وثيقا وقويا خاصة وأن هذا النظام نقل ايران خارج فلك النفوذ الأمريكي ليضعها في صف القوى الاقليمية المناهضة له . ومافئتت سوريا ترعى تحالفها مع نظام الثورة الاسلامية الذي توطدت أرضيته بوقوفها ضد سياسة العراق وحره على ايران في عهد صدام حسين . وبادلت ايران « جميل حليفها » بمعاوضة السياسة والتصرف السوريين بلبنان تمكينا لسوريا من استخدام هذا البلد كساحة ورافعة للمواجهة مع اسرائيل فضلا عن توفير عمق استراتيجي لصالحها كقوة اقليمية فاعلة في النطاق الجغرافي المحيط وتطويق جوارها اللدود العراق غربا طوال النزال الحربي والنزاع البسوسي العراقي الايراني في عقد الثمانينيات من القرن العشرين . .

وفي خضم واقع تغير النظام السياسي في ما كان يعرف بالاتحاد السوفياتي وتفكك كتلة حلف فرصويا، وتورط العراق في غزو الكويت وانفتاح المجال واسعا أمام الولايات المتحدة الأمريكية

لتنيخ بكلكلها الكاسح عسكريا بشبه جزيرة العرب وبمنطقة الخليج وتمكن تحت عنوان تحرير الكويت من تحطيم العراق وتحجيمه وفرض عزلة تامة عليه وتسليط نظام حظر شامل وعقوبات مستنزفة لموارده ومدمرة لكل مقدراته اضطرت سوريا، تفاديا لسخط أمريكا وحماية لمصالحها مع بلدان الخليج، للمساهمة عسكريا في تحالف تحرير الكويت .

وفي سياق تداعيات حرب تحرير الكويت اضطرت سوريا مكرهة إلى المشاركة في مؤتمر مدريد للسلام الذي رمت من خلاله الولايات المتحدة إلى ارساء نظام اقليمي يشمل مخطط بسط نفوذها على كامل بلدان منطقة شمال افريقيا وغرب آسيا وحل الصراع العربي الاسرائيلي بما يضمن ادماج اسرائيل في محيطها الجغرافي ويؤمن مناعتها وتفوقها ضمن ذلك المحيط (تحت مسمى مشروع بناء الشرق الأوسط الكبير) . وترسيخ احلال هذا النظام الاقليمي ضمن فلك مصالح الولايات المتحدة الأمريكية على صعيد المعمورة .

وبتلاشي مسار مؤتمر مدريد للسلام المنطلق في مدريد سنة 1991 ومقاربة المفاوضات الجماعية ورعاية الولايات المتحدة الأمريكية بدلا عن ذلك لمسارات المفاوضات الثنائية بين اسرائيل ودول جوارها لعقد معاهدات سلام ثنائية منفردة انعدمت حظوظ سوريا في استعادة اراضيها المحتلة في مرتفعات الجولان وازداد الاقتناع لديها ترسخا بجدوى رباط التحالف والتعاون مع ايران للدفاع عن مصالحها الحيوية والاحتماء من ويلات الخضوع للهيمنة الأمريكية ومخاطر تفكيك نظامها السياسي جزاء ذلك . وحرصت سوريا في الآن نفسه وباصرار على مواصلة رعاية علاقاتها مع روسيا رغم ما كانت تعيشه هذه الدولة الكبرى من حالات تحوّل جذري سياسي واقتصادي واجتماعيا ومن جزر شديد في مثقالها عالميا .

وتعاظمت مخاوف سوريا وازدادت خشيتها على أمنها وسلامة كيان نظامها السياسي باقدام الولايات المتحدة الأمريكية على احتلال العراق في مطلع سنة 2003 في نطاق مخطتها لترسيخ

نفوذها بكامل منطقة شرق المتوسط وشبه الجزيرة العربية بتسهيل من جزء من الدول العربية بالمنطقة أو بقبول منها وما أقدمت عليه من تفكيك لكيان الدولة العراقية ومؤسساتها وحل للجيش واجتثاث لحزب البعث والعمل على فرض هندسة جديدة في اعادة بناء العراق كدولة منزوعة الشوكة والثقل الجغراسياسي وفرض نظام فيديرالي يحول دون قيام سلطة مركزية قوية ويوهن الوحدة الوطنية العراقية ليظل العراق ساحة مواتية لخدمة المصالح الأمريكية .

ورغم اعتماد سوريا على علاقاتها مع ايران كشبكة أمان ازاء «الخطر الأمريكي» الداهم استقرت بنحو جدّ مبكر التداعيات الخطيرة المنجزة عن غزو العراق وأدركت لاسيما أخطار الصدام الطائفي الشيعي السنّي في صلب المكوّن العربي للشعب العراقي جزاء نجاح ايران في التغلغل داخل العراق . وتوسيع نفوذها سياسيا ومخابراتيا على ساحته مستغلة حلفها الوثيق والعريق مع الأحزاب والتنظيمات الشيعية كحزب الدعوة بقيادة ابراهيم الأشيقر شهر الجعفري ونوري المالكي والمجلس الأعلى للثورة الاسلامية بالعراق بقيادة آية الله الحكيم وأذرعهما العسكرية التي تكونت في ايران ونالت دعمها ورعايتها زمن الحرب مع العراق وبعدها ويأتي في طليعتها مايسمى بقوات بدر .

وتكيّفا مع مستجدّات الساحة العراقية وتحسّبا لمفاعيلها اضطرت سوريا إلى سلوك نهج تعامل خاص بها مع تلك الساحة لم يكن منسجما او متوافقا تماما مع السلوكين الايراني والأمريكي بالعراق ولم تجاهر سوريا بخشيتها مما كان يجري في العراق وسهلت بتكتم شديد الملاذ لشخصيات من الصفّ الثاني للنظام العراقي المقبوض بما فيها شخصيات بعثية تحت غطاء قبولها بحركة اللجوء الكثيف لما يزيد عن مليوني مواطن عراقي بأراضيها .

وغطت على استخدام ترابها كمعبرّ لحركة المتطوعين المتوجهين إلى العراق لمقاومة الاحتلال الأمريكي ولاسيما في مناطق غرب العراق السننية بناء على شبكة العلاقات القبلية والعشائرية

التي تربط سكان شرق سوريا بمحافظتي دير الزور والحسكة مع سكان غرب العراق بمحافظتي الأنبار والموصل اسهاما في استنزاف الجهد ومفاقمة تخبطه داخل أحوال العراق ورماله .

وتأسيسا على ثوابت الموقف الأمريكي المتمحور حول عدم الرضاء والريبة ازاء سوريا مارست الادارة الأمريكية ضغوطا مستمرة على قيادة النظام السوري لجزءها قسريا للتعاون في غلق الحدود المشتركة السورية العراقية تحت طائلة الاتهام بالضلوع في دعم المقاومة العراقية للقوات الأمريكية في غرب العراق سواء بتسهيل حركة تأمين السلع والغذاء والسلاح تهريبا أو تسريب المتطوعين .

وفي مواجهة الضغوط الأمريكية تمسكت سوريا في كل محطات الاتصال المباشر أو غير المباشر مع الادارة الأمريكية ببيان عدم قدرتها بمفردها الغلق التام للحدود مع العراق وزادت على ذلك بأن طالبت أمريكا بأن توفر لها العتاد التقني (المناظير الحرارية الليلية / ووسائل النقل المتينة في الأراضي الوعرة والصحراوية) والدعم المادي من أجل توفير لوجستية كفيلة بمراقبة الحدود بكفاءة . ولم تخف سوريا في هذا الاطار عن الجانب الأمريكي تحفظها واحترازها نحو السياسة المنفذة بالعراق سواء بتفكيك الجيش واجتثاث حزب البعث والعمل على ضرب الوحدة الوطنية فيه بواسطة فرض الفدرالية واذكاء التمايز الطائفي في صفوف مواطني العراق المسلمين وكذلك التمايز العرقي من خلال تعزيز استقلالية القومية الكردية .

وتوقيا من اغضاب ايران أو إثارة سخطها على سياسة التعامل السوري مع الساحة العراقية سوّغت سوريا سياستها تلك ولطفتها بتوثيق تعاونها مع ايران لمزيد تسخير أراضيها كجوابة حيوية لاستمرار تقديم كل وسائل الدعم لحزب الله وحركة المقاومة اللبنانية في سبيل العمل على منع اطلاق فكي كلابة العداة الأمريكية الاسرائيلي وتفاقم ايذائهما الذي ما انفكت ازاء سوريا والقوى والأطراف اللبنانية التي تنتهج خطا سياسيا غير قابل بالخضوع لهيمنة أمريكا وحليفاتها اسرائيل .

ويعود اصرار سوريا على التمسك بخط سياسي تسكته الخشية من الغرب ومن الارتهان لهيمنتها إلى عبر مستخلصة من تاريخ المنطقة الطويل وصروفه الحافلة بويلات هيمنة قوى خارجية عاتية وغاشمة، حيث يستحضر مواطنوا بلدان الشام التاريخي (سوريا، لبنان وفلسطين) العهد العثماني الطوراني الاستبدادي كما يستحضرون عهد غزوات الافرنج الصليبيين، وكذلك تصرف الدول الأوروبية الاستعمارية ازاء البلدان العربية مشرقا ومغربا .

ومن رحم هذا التاريخ المرير تولدت عقيدة الانعتاق القومي والوطني ؛ ولقد كان من أبرز تجلياتها ظهور مفهوم وحدة سوريا التاريخية الكبرى التي انبنت عليها عقيدة الحزب القومي الاجتماعي السوري الذي يتواجد منذ اوائل القرن العشرين إلى الوقت الحاضر خاصة في سوريا ولبنان، ومن رحم مثل هذه العقيدة نتج مفهوم أوسع تحوّل بدوره إلى مستوى عقيدة وحدة القومية العربية ووحدة المصير بكامل البلدان العربية .

ومن البديهي أن يظهر منذ اواسط القرن التاسع عشر وطوال النصف الأول من القرن العشرين قادة راود ضمن مجتمعات البلدان العربية شرق المتوسط وجنوبه يدعون للتخلص من ريقه التسلط العثماني وعقيدته الطورانية العنصرية ازاء كل شعوب البلدان التي كانت تحت سيطرته، وكذلك من سيطرة القوى الاستعمارية الغربية، مستلهمين في ذلك نهضة القوميات وقيام دولها في أوروبا لاسيما في عصر النهضة الأوروبية ؛ والقاسم المشترك الأعظم بين العقيدتين المعنيتين قوامه تحييد التمايز الديني والطائفي القائم في مجتمعات بلدان شرق المتوسط خاصة وعقد المسيحية الشرقية والاسلام بوتقة روحية وحضارية مشتركة وعمادا لكيان الانسان العربي .

وترسّخ كلتا العقيدتين في سوريا منذ بدايات القرن العشرين عمل على تغلغل فكرة ارتباط مصائر كافة بلدان الشام لدى السوريين مجتمعا وساسة ونخبيا . وعلى هذا الأساس دأبت

سوريا على اعفاء كل مواطني البلدان العربية من نيل تأشيرة الدخول لتربها وقد وفرت ملاذاً ومستقراً لأفواج اللاجئين الفلسطينيين منذ سنة 1948 وما بعدها مع منحهم نفس حقوق مواطني سوريا في العمل بالوظيفة العمومية وبالقطاعات العام والخاص والاستفادة بالتأمينات الصحية والمنح الاجتماعية والجرايات التقاعدية. وبناء على هذه الذهنية الضاربة الجذور في وجدان سوريا والسوريين يبدو من الطبيعي أن تسجل غلبة الميل، لدى الأحزاب والنظم السياسية المتعاقبة على الحكم بسوريا منذ القرن الماضي، لاعتبار لبنان عمقا استراتيجيا لبلادهم بل نطاقا حكرًا لمصالح حيوية مشتركة واجبة الوجود بين شعبي البلدين.

ورسّخ انكسار العرب المتكرر في حروب الصراع مع اسرائيل، في 1948 و1967 و1973، لدى سوريا ومن يشاطرها نفس التوجهات القومية الرأي بأنه لا ينبغي التعويل على أي خير للعرب أو ازاء حقهم في رعاية مصالحهم وحماية أوطانهم من طرف الغرب، وان كسب الصراع مع اسرائيل لاسبيل لتحقيقه بالحروب التقليدية. وضمن هذا المنظور أصبح «قدرا» على لبنان التحول إلى ساحة رئيسية للمواجهة والصراع والاستنزاف لاسرائيل بفعل وهن الدولة اللبنانية جرّاء انزياح حركات المقاومة الفلسطينية إلى داخل لبنان وتحويله إلى عمق استراتيجي وقاعدة خلفية متقدمة لمكافحة الكيان الاسرائيلي المحتل وما ترافق مع ذلك من مضاعفات أشعلت نار الحرب الأهلية بلبنان في 1975 والتي سنح لاسرائيل استغلالها من جهتها لصالحها. وفي هذا الخضم رأت سوريا أنه لزاما عليها أن تمدّ نفوذها بتلك الساحة خدمة لما عدّته من ضرورات أمنها الاستراتيجي في وجه التهديدات الاسرائيلية وقد نال التمدد السوري القبول والتزكية عربيا بمقتضى اتفاق الطائف الذي رعته المملكة العربية السعودية.

واستمر وجود سوريا عسكريا ومخابراتيا بلبنان طوال 30 سنة اضطرت عقبها - تحت سيف قرارات ملزمة صادرة عن مجلس

الأمن الدولي بمشيئة أمريكية صارمة - إلى الخروج من لبنان سنة 2006 نتيجة عملية اغتيال رئيس الوزراء اللبناني الأسبق رفيق الحريري في شهر شباط / فيفري 2005 وما ترتب عليها من تداعيات وعدت سوريا في كل الأحوال مسؤولة على تنفيذ تلك الجريمة أو عن الامتناع المحظور عن الحيلولة دون حصولها. وتم استغلال عملية الاغتيال المروعة كأساس سانح لكسح نفوذها داخل لبنان ولإطلاق «مستصار» لإعادة بناء «سيادة بلبنان» ولتقويض محور ايران-سوريا والمقاومة اللبنانية المتمثلة أساسا في حزب الله وثقله الوزان لبنانيا لكونه مصنفا محور شرّ وعداء للغرب عامة وللولايات المتحدة الأمريكية واسرائيل بنحو خاص ولكافة دول منطقة شرق البحر الأبيض المتوسط وجنوبه المعدة «صديقة» في نظر أمريكا.

ثانيا / سيرة النظام السياسي السوري داخليا :

أ / سيرة النظام على الصعيد الاقتصادي :

بحكم تموقع سوريا طوال غالبية النصف الثاني من القرن العشرين ضمن فلك دول الجنوب الأكثر قربا إلى منظومة البلدان الاشتراكية فانها قد اقتبست عن تلك المنظومة نمط بناء نظامها السياسي والاقتصادي الاجتماعي الذي يحدد طبيعة العلاقة بين المواطن والسلطات العمومية وبين الدولة والحزب الحاكم وبين المواطن وهذا الحزب المهيمن ما يعني اعتماد نظام سياسي شعبي شمولي ذو طابع وصائي ينتهج النظام الاقتصادي المخطط الذي قوامه القطاع العام. وضمن هذا المنظور انتهجت سوريا منذ عقد الستينيات من القرن العشرين سياسة اقتصادية اجتماعية أساسها المعلن الانحياز إلى قاعدة واسعة من الشعب السوري (فئات الشغاليين، المزارعين، صغار الحرفيين والكسبة) وتقوم الدولة بقيادة جل العملية الاقتصادية بالبلاد حيث يسود القطاع العام.

وفي مطلع السبعينيات من نفس القرن وبعد حصول ما عرف آنذاك بالحركة التصحيحية التي ارتقى بمقتضاها وزير الدفاع حافظ الأسد إلى رئاسة الدولة حصل تعديل في النهج الاقتصادي نحو ماسمي بـ «التعددية الاقتصادية» سمح بمقتضاها للخواص القيام بدور أكبر لاسيما في قطاع الخدمات والسياحة والعقارات وقطاع الزراعة وقطاع تجارة التفصيل، واختصت الدولة بقيادة حركة تنفيذ مشاريع التنمية والبنية الأساسية في نطاق مخططات خماسية وتمديدًا منذ الخطة الخماسية الثالثة (1975/1971) التي شهدت استفادة من أموال عربية بعد حرب عام 1973 أتاحتها الارتفاع الحاصل في أسعار النفط واستمر هذا النهج الاقتصادي في الخطة الخمسية الرابعة الموالية (1980/1976) التي تم في نطاقها تركيز على احكام سيطرة القطاع العام على أهم مفاصل الاقتصاد بما فيه تجارة الجملة والتجارة الخارجية وانشاء المشاريع الصناعية ومشاريع البنية الأساسية مما أتاح بيئة مواتية لحراك الوساطة والسمسرة والعمولات وانتعاش واقع الفساد وظهور طبقة طفيلية نافذة في استغلال الصفقات العمومية لانجاز مشاريع التنمية وعلى الأخص في القطاع الصناعي ولم تقو لجنة رقابة الكسب غير المشروع التي أرسيت آنذاك على التصدي لظاهرة الفساد الذي انجر عنه التعثر والتأخير في انجاز المشاريع أو سوء الانجاز فيها لعدم احترام المواصفات والغش في مدخلاتها ومستلزماتها.

وفي ظل الشرخ الكبير في الصف العربي جراء انخراط مصر في مفاوضات سلام منفردة مع اسرائيل برعاية أمريكية وبحكم تداعيات الحرب العراقية الإيرانية التي اندلعت في سبتمبر 1980 واستمرت لثمان سنوات واضطرار الدول العربية الخليجية لتركيز دعمها المالي لاسناد المجهود العسكري العراقي ضدّ ايران ونظرا لاصطفاف سوريا سياسيا إلى جانب ايران في تلك الحرب نضب التمويل الخليجي داخل الاقتصاد السوري منذ عقد الثمانينيات من القرن العشرين وهو ما أفضى لدخوله أطوار الصعوبات والتدهور تجلّت في شحّ شديد لموارد البلاد من العملات الأجنبية مما فرض

تأخير إنجاز المشاريع التنموية أو تعطيلها تماما وجابهت سوريا نقصا في مستلزمات الانتاج وفي المواد الحياتية والاستهلاكية وضع غالبية الشعب السوري في واقع معانات متصاعدة وطويلة المدى . واضطر النظام السياسي السوري سعيا للخروج من الأزمة الاقتصادية للبلاد إلى أن يمضي قدما في نهج المزيد من الجرعات التحررية الاقتصادية في مطلع التسعينيات من خلال ارخاء الدولة لقبضتها على دفعة عاجلة الاقتصاد الوطني وتشجيع الاستثمار الخاص فأصدرت القوانين والتعليمات التي منحت المستثمرين السوريين والعرب وغير العرب تسهيلات واعفاءات لتحفيزهم للاستثمار في قطاعات الصناعة والزراعة والسياحة والنقل . وقد أثمر ذلك تحسنا نسبيا ملحوظا في الدورة الاقتصادية السورية في ظل إرهابات انطلاق مسار بناء السلام عبر مؤتمر مدريد لمفاوضات السلام في شرق المتوسط . وكنتيجة لدخول سوريا في حلف تحرير الكويت من الغزو العراقي .

واستمرت سوريا، في عهد بشار الأسد الذي خلف والده في سدة السلطة في أواسط سنة 2000، في المضي قدما في نهج المزيد من التحررية الاقتصادية إلى غاية اندلاع الانتفاضة والتمرد الشعبي على النظام في مطلع سنة 2011 وهذا الزلزال في القاعدة السياسية والاجتماعية للنظام السياسي لم يأت من فراغ حيث حصل بفعل تراكم عوامل موضوعية داخلية وعوامل خارجية تابعة من سياسات قوى دولية كبرى فاعلة ومدعومة من أطراف اقليمية عربية وغير عربية ازاء سوريا ونظامها السياسي .

لقد أحدث انتهاج سوريا سبيل المزيد من اعتماد نظام السوق في اقتصادها نقلة نوعية في الركيزة الاجتماعية للنظام ؛ فبعد أن كان النظام يستند إلى قاعدة اجتماعية واسعة من الطبقات الشعبية والوسطى تشمل فئات المزارعين والعمال وصغار الكسبة والحرفيين والبرجوازية الوطنية المدنية والعسكرية ؛ تبدلت تلك القاعدة الحاملة للنظام ليصبح قوامها يتكوّن أساسا من تحالف أطراف

أرباب الأعمال الجدد والفئات العليا من بيروقراطية أجهزة الدولة على الصعيد المركزي والجهوي وطيفا واسعا من التجار والسماسة ونشطاء القطاع الخاص التقليدي المستفيد من البيئة الاقتصادية السائدة في البلاد والمتوغلة باتجاه اقتصاد السوق وما تخلق في رحمة من مظاهر، الاقتصاد الموازي، وتكثف للفساد واتساع لنطاقه عموديا وأفقيا، وتراجع الاقتصاد الانتاجي السلعي العيني بحكم اهمال الاستثمار في القطاعين الزراعي والصناعي وتخلف النظام الجبائي مقابل تصاعد اقتصاديات المضاربة المالية والعقارية والأنشطة الخدمية والسياحية، وتدني الطاقات التشغيلية صلب الاقتصاد السوري مما ضاعف حجم البطالة لاسيما في صفوف الشباب الذين يصل عدد المتقدمين منهم لسوق الشغل سنويا 200 ألف نفر.

ونتيجة لما تقدم من عوامل انزاحت خارج قاعدة النظام الطبقة المتوسطة ونخبها الثقافية والأكاديمية وازداد تهميش الطبقات الشغيلة وهشاشة واقعه المعيش وتفاقم واقع استئثار القلة بالسلطة والمال والثروة وتراجعت عدالة التوزيع لتلك الثروة واتسعت الفجوة في المداخل.

وفرض الواقع الاقتصادي العصيب طرح النقاش بشأن موضوع الاصلاح الاقتصادي بصورة ملحة منذ أواخر القرن العشرين سواء في مستوى قيادات الدولة وحزب البعث الحاكم أو داخل المجتمع.

وظهر بهذا الخصوص تياران تمحور أحدهما حول الدعوة لعودة الدولة إلى القيام بدورها المركزي كقاطرة لتحقيق التنمية من خلال التركيز على تعزيز منزلة القطاع العام وتطويره كعمود فقري للاقتصاد والتنمية واصلاح النظام المالي والضريبي لضمان استقلالية الاقتصاد الوطني وعدم ارتهانه إلى التبعية الكاملة للخارج.

وفي مقابل التيار الأنف الذكر وجد تيار ثان تمحور حول الدعوة لسلوك سبيل اقتصاد السوق الحر وتحرير التجارة واسناد الدور الرئيسي في قيادة الاقتصاد إلى أصحاب رأس المال ونشطاء

القطاع الخاص والمناداة بالانخراط في الاقتصاد العالمي والاستفادة من فرص العولمة .

ودام السجال في سوريا حول النظام الاقتصادي الأصلاح للبلاد قرابة نصف عقد كامل أفضى إلى اختيار منوال اقتصادي تجريبي توفيقى صنف بـ « اقتصاد السوق الاجتماعي » وهو اختيار نال تركية القيادة السياسية للنظام في منتصف سنة 2005 من خلال المؤتمر القطري العاشر لحزب البعث العربي الاشتراكي المنعقد في شهر حزيران / جوان من تلك السنة .

وفي ظل ترهل الجهاز الاداري للدولة بحكم غياب التطوير فيه على مدى نصف قرن وتهلهل نظم التعليم والتكوين فان ما تم اختياره من منوال اقتصادي لم يؤت أكله بل استخدم كبوابة نحو إنهيار الاقتصاد وانسحاب الدولة من الاستثمار الانتاجي واهمال مؤسسات القطاع العام لتركها تلاقي تدريجيا مصيرها المحتوم بالانقراض ولتهرب القطاع الخاص من أي اقدام نحو الاستثمار في مجالات الانتاج العيني السلعي سواء بقطاع الزراعة أو الصناعة أو استخراج الثروات الطبيعية وللتهافت على الاستثمار في أنشطة الاتجار السلعي والمضاربة العقارية والمالية والخدمات المصرفية والتأمين والسياحة ولاهمال تطوير القطاع الزراعي وبالتالي الوسط الريفي بالبلاد .

وفي كنف غياب مقاربة للتنمية الانسانية الشاملة في منوال الاقتصاد السوري تفاقمت حركة النزوح من الأرياف نحو المدن الكبرى بالبلاد وتضخمت أحواضها وتخومها الحضرية الرثة والفوضوية . وبين التقرير الوطني الثاني للسكان في سوريا أن معدّل البطالة عام 2009 وصل إلى مستوى نسبة 16,5 % من الكتلة النشيطة للسكان أغلبيتها تتألف من الفئات العمرية المنحصرة بين 15 و 35 سنة . ومن خلال التقرير الوطني الثاني عن الفقر وعدالة التوزيع يتبين ارتفاع نسبة السكان المتردين في المنزلة الدنيا لمستوى الفقر من نسبة 11,4 % سنة 2004 إلى نسبة 12,3 % سنة 2007

ووفق التقديرات لعام 2010 كان التوقع بوصول نسبتهم إلى مستوى 34,3% من إجمالي السكان أي ما يشمل حوالي 7 ملايين نسمة .

ب / سيرة النظام على الصعيد السياسي

في موازات انجرار النظام السوري اضطرارا لانتهاج النمط الليبرالي اقتصاديا تحت تأثير العولمة وفروضها فإنه لم يتكيف سياسيا مع تطورات العصر ولم يقو على التجدد كما ينبغي رغم احتفاظه بدفة سلطة الدولة وحكم البلاد لما يفوق نصف قرن .

ومنذ سيطرة حزب البعث العربي الاشتراكي على السلطة بسوريا بعد الانفصال عن مصر سنة 1961 سلك نهج الحزب السياسي المهيمن على مفاصل الدولة ومؤسساتها وكذلك المجتمع وتلاشت التعددية في الحياة السياسية السورية ولم يقبل الحزب الحاكم إلا بتواجد مجموعة قليلة من أحزاب ذات توجهات اشتراكية قومية محدودة القاعدة الجماهيرية وتدين له بالولاء شبه التام .

وكرّس النظام في دستور 1973 في أوائل عهد الرئيس حافظ الأسد (المرتقي لسدة رئاسة الدولة بحركة انقلابية أزاح فيها قيادة حزبه سنة 1970 ضمن ماسمي بالحركة التصحيحية) في مادته الثامنة المنزلة المهيمنة لحزب البعث حيث خصّه بـ «قيادة الدولة والمجتمع» .

واقْتباسا من أنظمة الديمقراطيات الشعبية في المعسكر الاشتراكي أستخدم الحزب كأداة للسيطرة على المجتمع والاحاطة اللصيقة به وكمصعد في سلم المسؤوليات محليا وجهويا ومركزيا في أجهزة الدولة وكذلك في المفاصل الحيوية لكل من المؤسسات العسكرية والأمنية والتعويل على الولاء بدل الكفاءة .

واعتمد الحزب الحاكم وقيادة النظام على مرّ السنين خطأ سياسيا «قناعاتيا وثوقيا» منغلقا يتلبّسه نزوع احتكار العمل السياسي باستخدام القبضة الأمنية الشديدة مما انجر عنه تقحل

البيئة السياسية السورية من المشاركة السياسية والتعددية وتهميش الأكثرية .

وفي بداية عهد الرئيس بشار الأسد خليفة والده الاضطرابي في منتصف عام 2000 وفي ظلّ تغيّر بنية الحامل الاجتماعي للنظام كما سلف بيانه في عهد والده كان لأبد للنظام ان يتقدّم خطوات باتجاه الارخاء نسبيا لقبضته على المجتمع ولكنها جاءت خطوات محتشمة تمثلت في اطلاق بعض مئات المساجين الذين ينتمون إلى تنظيم الاخوان المسلمين أو لتنظيمات يسارية مشتقة من الحزب الشيوعي السوري ومنشقة عنه، والسماح بتشكيل تنظيمات للمجتمع المدني ومنابر اعلامية ومواقع لجرائد الكترونية وهو ما عرف بربيع دمشق .

وفي ظلّ تعرض سوريا سنة 2005 لحملة ضغط دولي كاسح وتطويق خانق من طرف الدول الكبرى الغربية بقيادة الولايات المتحدة الأميركية على خلفية أحداث الساحة اللبنانية ولاسيما اغتيال رئيس وزراء لبنان الأسبق رفيق الحريري في 14 فيفري تم استغلال تلك المستجدات كأساس لتحجيم سوريا وفك ارتباط لبنان بها وارغامها على اخراج قواتها العسكرية والأمنية من التراب اللبناني في نفس السنة تطبيقا لقرار مجلس الأمن رقم 1559 الصادر في 2004/09/02 والقاضي بانسحاب أي قوات عسكرية أجنبية من البلاد وكذلك حل أيّ تنظيم أو ميليشيات لبنانية أو غير لبنانية ونزع سلاحها ؛ وفرض بالتبعية على النظام في سوريا ايلاء العناية لتأمين تماسك الجبهة الداخلية السورية ووضع مسألة الاصلاحات السياسية والاقتصادية والاجتماعية قيد النظر وادراجها ضمن محور اهتمام المؤتمر القطري العاشر لحزب البعث العربي الاشتراكي المنعقد في شهر حزيران / جوان 2005 .

وأدخلت الضغوط الدولية حالة من الارياك في صفوف القيادة السياسية السورية وخاصة فئة القدماء في القيادة السياسية والعسكرية المصنفة بكونها من الحرس القديم والتي كانت نافذة

في التصرف في الملف اللبناني كنائب الرئيس عبد الحليم خدام الذي غادر دائرة السلطة وخرج من البلاد أولاً نحو المملكة العربية السعودية ليستقر تالياً بفرنسا ويقود حملة ضد الرئيس بشار الأسد وأركان النظام سعياً لطرح نفسه كبديل عنه .

وفي خضم حملة الضغوط الدولية على النظام اغتنمت مجموعة من الأحزاب والتنظيمات غير المرخصة قانونياً إضافة إلى مجموعة شخصيات مستقلة وناشطة حقوقياً الفرصة بإصدار «إعلان دمشق للتغيير الديمقراطي» وانضمت إلى هذه المبادرة السياسية حركات معارضة سورية في الخارج تتقدمها «حركة الإخوان المسلمين» المحظورة النشاط في سوريا .

ولم تقدم قيادة النظام بعد المؤتمر القطري العاشر لحزب البعث على الاستجابة المعقولة للتطلعات والتوقعات نحو الانفتاح المنشود بصورة متزايدة لدى الشعب السوري ولاسيما أجياله الشابة التي ازداد انفتاحها على العالم بفضل تطور وسائل الاتصال رغم اعتماد الحزب الحاكم لقرارات بشأن إصلاح النظام السياسي وتعزيز المسار الديمقراطي لا سيما الحاجة لإصدار قانون الأحزاب . واكتفى النظام بخطوات رمزية اقتصرت على العفو عن 190 سجين سياسي في نوفمبر 2005 وشن حملة عارضة في مجال مكافحة الفساد أعطيت فيه الأولوية لاستهداف سلك القضاء واعفاء عدد كبير من صفوفه من الخدمة على أساس «عدم النزاهة» .

وبقي النظام في سوريا سائراً في نهج الحذر في باب الإصلاح السياسي والديمقراطي مع اتباع سبيل المرونة لاتاحة هامش من الحرية في الصحافة المكتوبة والالكترونية وبعض تنظيمات المجتمع المدني وذلك دون حصر النظام بإطار قانوني ينظم نشاطها وترك الباب مفتوحاً لتمكين السلطة من التدخل عند الاقتضاء .

ومن خلال استحقاق الانتخابات التشريعية لسنة 2007 المجراة في شهر أفريل / نيسان سجّل ضعف مستوى المقبلين على الاقتراع لانتخابات مجلس الشعب حيث لم تصل نسبتهم المعلنة

رسميا لسوى 56,1% مع رواج تقديرات بأنها لم تتجاوز ثلث الجسم الانتخابي في أحسن الأحوال وذلك أساسا بسبب عدم وجود قانون أحزاب يكفل التعددية السياسية ويسمح بمشاركة أحزاب معارضة كما أسفرت تلك الانتخابات على استمرار هيمنة حزب البعث وحلفائه من احزاب الجبهة الوطنية التقدمية بالحصول على 172 مقعد بالمجلس من أصل 250 ونال المستقلون 78 مقعدا وجلهم من فئات أرباب رأس المال والثروة الجدد الموالين للنظام أو المستفيدين منه والذين أنفقوا أموال طائلة في حملاتهم الانتخابية وبتجاوز صارخ للسقف المحدد في القانون الانتخابي .

واضطر النظام لتلافي انحسار الاقبال على عملية الاستفتاء لاستمرار الرئيس بشار الأسد في مهامه لفترة رئاسية ثانية (مدتها 7 سنوات) التي أجريت بعد شهر من الانتخابات التشريعية (ماي / أيار) لعمليات تعبئة كاسحة وكثيفة من قبل الحزب الحاكم لضمان مشاركة قصوى تجاوزت نسبة 95% .

ولم تتوان السلطة في ممارسة سياسة الحزم والصرامة تجاه التنظيمات الحزبية والتشكيلات السياسية والجمعيات الحقوقية غير النظامية كلما أقدمت على تنظيم نشاطات أو أخذ مبادرات رأى فيها النظام مصدر خطر على متانة الجبهة الداخلية وتماسكها أو جنوحا نحو لعب دور المسائلة له . وشهدت سوريا في نهاية سنة 2007 حملة اعتقالات طالت مجموعة ما يعرف ب «تجمع اعلان دمشق للتغيير الوطني الديمقراطي» بمناسبة عقد مجلسه الوطني يوم 1 ديسمبر لانتخاب مكتب قيادي جديد وقد شمل الاعتقال 6 من أعضاء المجلس الوطني للتجمع بما فيه رئيسه المحامية الليبرالية فداء حوراني وقد تزامنت حملة الاعتقال تلك مع لقاء عقده الرئيس الأمريكي آنذاك جورج وولكر بوش الابن مع بعض أطراف المعارضة السورية بالخارج . وهو ما يعزز استحكام الخشية لدى النظام ازاء كل القوى السياسية التي تروم ممارسة النشاط السياسي المعارض له باعتبارها في تقديره ظهيرا للقوى الغربية المناوئة والمستهدفة لتقويضه .

ثالثا / أوان النفخ في الصور بسوريا :

1/ مهادت العاصفة على سوريا ونذرها :

دخلت سوريا منذ مطلع القرن الحادي والعشرين طور التعرض إلى المتاعب والتطويق بنحو متصاعد . ويمكن تنزيل هذه المتاعب كحصار مرّ لمدة تواجدتها الطويل عسكريا بلبنان ولخطها السياسي والدبلوماسي اقليميا ودوليا وما دأبت عليه من مواقف ازاء القضايا العربية عامة وقضية فلسطين والصراع مع اسرائيل خاصة واصرارها على الممانعة في القبول أو التعاون مع سياسات الولايات المتحدة الأمريكية في المنطقة لاسيما بعد احتلال العراق وتعزيز الهيمنة العسكرية الأمريكية بجوارها المباشر شرقا ومعاودة تكثيف الجهد مجددا لبيسط النفوذ الأمريكي على الساحة اللبنانية ضمن منظور تقويض قوى اقليمية «مارقة» في نظر أمريكا تتمثل في الحلف القائم بين سوريا وحزب الله وايران .

وان عولت أمريكا على أن تضبط «اليد الطويلة» الاسرائيلية الوضع في لبنان اعتمادا على تفوق ميزان قوتها العسكرية ازاء كامل بلدان شرق المتوسط ولاسيما سوريا فان استعصاء هذا الضبط على اسرائيل الحليفة المفضلة للولايات المتحدة حفّز هذه الأخيرة لأن تأخذ بزمام المبادرة بين يديها لتجفيف منابع الدعم لحزب الله وتحجيم سوريا ودحرها إلى خارج لبنان لاسيما بعد عدم توصل الحرب الاسرائيلية في جولية/ تموز سنة 2006 على حزب الله اللبناني لتفكيك البنية العسكرية لهذا الكيان الحزبي في لبنان الذي أضحي يمارس دورا مضارعا لدور الدولة داخل البلاد .

واستخلاصا للعب والدروس من غزو افغانستان عبر قرارات «الشرعية الدولية» وكذلك غزو العراق دون غطاء، شرعت الولايات المتحدة الأمريكية في قتل حبال تكبيل سوريا ووضع الأسس لتقويض نظامها السياسي من الداخل عبر الخنق الاقتصادي

بالعقوبات واحماء التناقضات الطائفية صلب الشعب السوري في سبيل اشغالها لاحقا ومواكبة ذلك بمراكمة قرارات من مجلس الأمن الدولي ضد سوريا للتدخل غير المباشر أو المباشر عند توفر الظروف المواتية لذلك .

وفي نطاق سياسة التطويق لسوريا واصلت الولايات المتحدة الأمريكية مستودة من طرف بريطانيا وفرنسا في دعم ترسانة القرارات الأممية الصادرة عن مجلس الأمن الدولي بشأن المسألة اللبنانية كمكسب أساسي لآلة الضغط والتطويق. وتجلى ذلك خاصة في :

– القرار رقم 1559 الصادر في 2004/09/02 القاضي بانسحاب أي قوات عسكرية أجنبية من لبنان وكذلك حل أي تنظيم أو ميليشيات لبنانية أو غير لبنانية ونزع سلاحها .

– القرار رقم 1595 الصادر عن مجلس الأمن بتاريخ 2005/04/07 قضى بتأسيس لجنة تحقيق دولية لمساعدة السلطة اللبنانية للتقصي والتحقيق في العملية الارهابية التي أودت بحياة رفيق الحريري .

– القرار رقم 1618 الصادر في 2005/08/04 القاضي بتشديد التزام كل الدول الأعضاء في المنتظم الأممي بالحيلولة دون « دخول الارهابيين أو السلاح للعراق أو مساندة الارهاب فيه بالمال » .

– القرار رقم 1636 الصادر في 2005/10/31 المؤكّد على ضرورة تعاون سوريا مع لجنة التحقيق الدولية الخاصة في قضية اغتيال رفيق الحريري .

– القرار رقم 1680 الصادر بتاريخ 2006/05/17 القاضي بترسيم الحدود ما بين لبنان وسوريا بعنوان دعم استعادة لبنان لسيادته ولإقامة تمثيل دبلوماسي بين البلدين .

– القرار رقم 1701 الصادر بتاريخ 2006/08/11 القاضي بوقف اطلاق النار بين اسرائيل وحزب الله اللبناني وانتشار قوات الفصل الأممية بجنوب لبنان والتأكيد على بسط نفوذ الحكومة على كامل التراب اللبناني وعلى كافة مقتضيات قرارات مجلس الأمن السابقة ذات الصلة بصيانة استقلال لبنان وسيادته ضمن حدوده المعترف بها دوليا في اطار اتفاق وقف اطلاق النار بين لبنان واسرائيل بتاريخ 1949/03/23 .

وقد أفضت الحرب الاسرائيلية على حزب الله إلى اشغال خلاف بين سوريا وكل من المملكة العربية السعودية ومصر والأردن حيث تباينت المواقف ازاء تلك المواجهة واعتبرت سوريا مواقف البلدان الثلاث المعنية بمثابة تغطية وتزكية عربية لتلك الحرب ووصفها الرئيس بشار الأسد من أعلى منبر مؤتمر اتحاد الصحفيين السوريين في 2006/08/15 بكونها « مواقف أنصاف الرجال » .

– القرار رقم 1757 الصادر في موفى شهر ماي / أيار 2007 تحت البند السابع لميثاق الأمم المتحدة والقاضي بانشاء محكمة دولية خاصة بقضية اغتيال رئيس الوزراء اللبناني الأسبق رفيق الحريري .

وتعرضت سوريا في غمرة حملة الضغط الدولي وبتاريخ 2007/09/06 إلى غارة جوية اسرائيلية في عمق أراضيها بمحافظة دير الزور شرق البلاد بتعلة استهداف « موقع نووي سري » كان قيد الانشاء بالتعاون مع كوريا الشمالية .

وتوقيا من مخاطر استمرار موجة التصعيد الدولي المناوي للنظام سعت سوريا لتكثيف حركة الاتصال مع العديد من الأطراف الاقليمية والدولية وشملت هذه الحركة دولا أوروبية غربية

وخاصة فرنسا في عهد الرئيس نيكولا سركوزي واسبانيا وايطاليا والمانيا اضافة إلى روسيا وتركيا التي زارها الرئيس بشار الأسد في منتصف شهر أكتوبر/ تشرين الأول 2007 في نطاق السعي لتحديد تركيا والتقرب منها توقيا من أي مواجهات عسكرية محتملة مع اسرائيل وكذلك لارسال اشارات الاستعداد للتعاون مع الادارة الأمريكية لارساء الاستقرار بالمنطقة ولاسيما بالعراق. وفي نفس السنة تيسر حراك اتصالات مع الجانب الأمريكي وسجل في هذا النطاق زيارات للعديد من المسؤولين والبرلمانيين الأمريكيين إلى سوريا تتقدمهم رئيسة مجلس النواب نانسي بيلوسي في أفريل وتلاها لقاءان لوزير الخارجية السوري وليد المعلم مع نظيرته الأمريكية كونداليزا رايس في شرم الشيخ في بداية شهر ماي ثم في اسطنبول في شهر نوفمبر. وشهدت نفس السنة ارتفاع وتيرة التنسيق والتعاون الأمني بين سوريا والحكومة العراقية لاسيما في ما يتعلق بموضوع مراقبة الحدود المشتركة لمنع تسلل المسلحين إلى الأراضي العراقية تنفيذا لاتفاق التعاون الأمني الموقع بين وزيرى الداخلية السوري والعراقي.

وبفضل اتصالات مكثفة عبر تركيا وروسيا والأردن مع الجانب الأميركي شاركت سوريا في اجتماع أنابوليس للسلام المنعقد يوم 27 نوفمبر 2007.

وان تسنى لسوريا منذ 2007 التخفيف نسبياً من التوتر في مناخ علاقاتها مع القوى الدولية الكبرى الغربية إلا أن مناخ علاقاتها في النطاق العربي ظل يعاني من برود مع محور السعودية ومصر وبعض دول الخليج وذلك على خلفية تباين المواقف ازاء المسألة اللبنانية وحزب الله وتمسك سوريا بتحالفها مع ايران والمقاومة اللبنانية وانعكس ذلك في محاولة ذلك المحور افضال احتضان سوريا لمؤتمر القمة العربية سنة 2008.

2/ هبوب العاصفة على سوريا وتبركن وحدتها الوطنية :

أ- قوادح العاصفة

ان تعثر الدولة الوطنية بسوريا بعد الاستقلال في ترسيخ بناء دولة القانون والمؤسسات وارتهاؤها إلى أسلوب حكم منغلق سياسيا وادبولوجيا لما يناهز نصف قرن، وعدم توفيقها لاتباع منوال اقتصادي سليم يتفاعل ايجابيا مع واقع الكوكبية التي أضحت تسود كامل اقتصاديات المعمورة ؛ أفضى بوضع البلاد رهن مخاطر الخلل الهيكلي اقتصاديًا واتساع دائرة الفقر لتشمل أكثرية الشعب السوري ولاسيما فئاته الشابة ولتعمق حالة الاحباط في صفوفه وهو ما هبأ سوريا شأنها شأن البلدان العربية المتوسطة وفي طليعتها تونس ثم مصر إلى الانجذاب إلى حقل العاصفة .

ان الشعوب العربية بضاف المتوسط ذات الجذور الحضارية العريقة ومن ضمنها الشعب السوري، والتي كانت دوما على تفاعل مع تطورات محيطها العالمي على مر التاريخ، أجهدها مسيرة طويلة ومضنية نحو تحقيق التنمية والالتحاق بركب التقدم اللذين راود نخبها منذ أواسط القرن التاسع عشر استلهاما لنهضة دول الغرب الأوروبية في الجوار الشمالي المباشر، وبحكم واقع كوكبي معاصر مختل درويني الطابع حول التطلعات المشروعة لتلك الشعوب العربية إلى شبه سراب تبصره ولا تدركه، كان من شبه الحتمي أن يتقد بركانها وأن تنتفض ضد أنظمتها السياسية التي لم تفلح في تحقيق طموحاتها ولأن تسعى لتحرير ارادتها من قيد تسلط حكامها وامتلاك مصيرها .

ب- سوريا من الانتفاضة إلى الحرب الأهلية المدعومة خارجيا :

ان الديناميكية التي انطلقت من تونس بثورتها على نظامها الحاكم بين ديسمبر/ كانون الأول 2010 وجانفي/ كانون

الثاني 2011 واسقاطه ؛ اتسعت موجتها إلى مصر ووصل مدّها إلى سوريا في مارس /آذار 2011 ولم تقدّر قيادة السلطة وأجهزتها المخبرانية وكذلك حزب البعث الحاكم حينها مدى تأجج جمر القهر والحمران والشعور بالغين في صدور قاعدة عريضة من الشعب السوري، ولا مدى الاختراق الحاصل بالمجتمع السوري - طوال سنوات عديدة منذ عهد حافظ الأسد وكذلك عهد بشار- من عمليات شحن بطروحات دينية سلفية اسلامية تقليدية منغلقة ذات روافد وهابيّة معادية للحدّات المعاصرة بفعل كثافة المدارس الدينية غير المؤطرة من الدولة في المدن السورية الكبرى ذات الأغلبية السنية والمستفيدة من دعم مالي سعودي وخليجي حكومي وغير حكومي ومن المهاجرين السوريين المقيمين بالسعودية وبلدان الخليج بتغاض من النظام مقابل حزم ثابت ازاء تنظيم الاخوان المسلمين واصرار على تحريمه وتجريمه بحكم صراع طويل معه امتدّ من 1976 إلى 1982 وحسم عسكرياً وأمنياً لفائدة النظام .

وبناء على نظرة النظام الوثوقيّة ازاء قدراته على التحكم في الجبهة الداخلية على أساس اديولوجيته القومية وما تستند اليه من حزام أمان يتمثل في تحالفه الجغراسياسي مع ايران والمقاومة اللبنانية ركن منذ مباحثته بتحرك شعبي غاضب ومناوئ في جنوب البلاد ولا سيما بمدينة درعا إلى انتهاج أسلوب القمع بدل العمل على تطوير الغضب الشعبي .

وبحكم أن سوريا كانت منذ احتلال العراق في قلب حلبة صراع متعدد الأطراف يضم دولا عربية تتوجّس من تعاظم قوة ايران واتساع نفوذها بالمنطقة على حسابها وتخشى ايديولوجية نظامها السياسي «الاسلامية الشيعية الثورية» (السعودية ودول الخليج والأردن ومصر) اضافة إلى تركيا واسرائيل والولايات المتحدة الأميركية وسياساتهم ومخططاتهم بالاقليم وانطلاقاً مما يحدو تلك الأطراف الاقليمية والدولية ويوحدها من رغبة في كسر المحور الايراني السوري الشيعي المصنف مع عمقه بالعراق وكذلك بلبنان

بكونه «محور شرّ» معاد لإسرائيل وللعرب وأمريكا والدول العربيّة السنية المعدّة صديقة لها. سارعت كل هذه الأطراف لغرس حراب تدخلها بالساحة السورية عبر تشجيع التمرد والاحتراب الداخلي ودعمه بالمال والسلاح لتقويض النظام السوري بالقوة والنار ولم تتردد في المزيد من اشعال البركان السوري بفتحه أمام زحف التنظيمات الارهابية المتمحورة حول عقلية «الجهادية الاسلاموية» بكل مشتقاتها من القاعدة وأنصار الشريعة فجحافل ما يسمى «بدولة الخلافة الاسلامية».

وتحول حال الاحتراب في سوريا إلى حالة صراع بسوسي وقودها الاختلاف الطائفي والديني وحتى العرقي. وما فتئت أوامر الوحدة الوطنية السورية تتعرض للتمزيق منذ مطلع سنة 2011 إلى الوقت الحاضر ويشهد دمار مقدرات البلاد المادية والحضارية فضلا عن الانسان حيث التهم الموت قرابة ربع مليون نسمة على تراب سوريا وشرد ملايين عديدة داخل البلاد وخارجها.

ولقد رسّخ الصراع في سوريا الذي يمتد إلى سنته الرابعة الآن بفعل الاستقطابات الجهوية والدولية التناقضات المذهبية والدينية داخل الشعب وأشعل وقود التباينات العرقية وحفّز التفوق الهويّاتي والعصبية الجهوية مما وفّر بيئة حاضنة لنزعات التطرف وحول البلاد إلى حقل مغناطيسي جاذب للتنظيمات الارهابية ومساعد لها على مزيد الاستقطاب والتجنيد للحرب في سوريا من كافة البلدان الاسلامية فضلا عن بلدان المعمورة الأخرى غربا وشرقا.

ولاتزال الأطراف الاقليمية والدولية مصممة على تقويض النظام السياسي القائم في سوريا بناء على استقراء غير سليم من ناحية أولى لمدى صلابة بنية النظام السياسية والعسكرية والأمنية فضلا عن أرضيته العقائدية، وقاعدته الاجتماعية الأقلوية (علوية، اسماعيلية، درزية، ومسيحية شرقية وغربية بمختلف مذاهبها سريان : آشوريين، أرمن) التي تستبد بها خشيتها من التهميش والتمييز وحتى الاضطهاد من قبل الأغلبية السنية بالبلاد

ان هيمنت على السلطة ولاسيما في ظل ارتهان تلك الأغلبية إلى إيدولوجية الاخوان المسلمين أوالسلفية الاسلاموية ذات الارتباط الوثيق بالنظام السعودي ومؤسساته الدعوية ؛ ومن ناحية ثانية بناء على استهانة بصلاية التحالف الايراني السوري بامتداديه الوازنين بكل من العراق ولبنان باعتباره متنزلا في عمق متطلبات الأمن الاستراتيجي لكل الأطراف المكونة له . ولذلك يستمر الاصرار على ادامة المواجهة المسلحة ودعمها بالتدريب وبالسلاح والمال اضافة إلى تسهيل رفدها بالمتطوعين من الخارج .

وتبقى سوريا مهددة بالاستباحة عسكريا ومباشرة من القوى الدولية والاقليمية المناوئة لنظامها الحالي لولا الممانعة الروسية والصينية اللتين عطلتا ايجاد « أرضية الشرعية الدولية » اللازمة لذلك عبر قرارات من مجلس الأمن الدولي بحجة ما وصف باستخدام القوات النظامية السورية للسلاح الكيماوي وعمل روسيا على سحب هذه الورقة من التداول بجرّ النظام للقبول بتجريد سوريا وتخلصها من ترسانة أسلحتها الكيماوية بالتعاون مع المنظمة الأمية المتخصصة بنزع الأسلحة الكيماوية ؛ ومقابل ذلك مواصلة دعمها عسكريا بالسلاح وبالمستشارين للصمود داخليا في وجه كل التنظيمات المسلحة التي تستهدف كيان الدولة ومؤسساتها السياسية والعسكرية والأمنية، وكذلك معاضدتها دبلوماسيا بحثا عن حل سلمي للصراع في سوريا كما يتجلى في جولتي الحوار بين النظام والتشكيلات السياسية للمعارضة السورية بمحطة جنيف الأولى والثانية، والمثابرة بعد تعثر مسار جنيف وتوقفه على رعاية الحوار بين الفرقاء السياسيين والنظام لجولتين أخيرين في موسكو منذ بداية سنة 2015 وقد توفق الحوار في جولته الثانية إلى قبول الفرقاء بالشروع في وضع أسس حل الصراع بسوريا سلميا وفي كنف صيانة وحدتها وسيادتها .

ويضطرّ النظام السوري أمام انتشار بؤر تفجر الحركات المسلحة وتجددها على امتداد الجغرافية السورية، باستثناء المنطقة

الساحلية الضيقة ذات الكثافة السكانية العلوية والجنوب الغربي للبلاد ذي الكثافة السكانية الدرزية، إلى العمل على بسط السيطرة العسكرية على حيّز الجغرافية السورية ذات الثقل السكاني الأكبر وسط البلاد والمتمثلة اساسا في محافظات حلب وحمص ودمشق اضافة إلى اقليم الساحل السوري وكذلك الاقليم الجنوبي الغربي المخاذي لمرتفعات الجولان. ورغم المجهود العسكري السوري النظامي المرفود من قبل ايران وحزب الله اللبناني ميدانيا وتسليحيا طيلة 4 سنوات يبقى النظام السوري غير قادر على استعادة سيطرته على كامل البلاد.

رابعا / أي آفاق لسوريا مستقبلا ؟

يبقى المناخ الدولي وكذلك الاقليمي غير موات ولا مساعد على أن تنبت بذور السلام في أرض سوريا لاسيما في ظل تعلق الولايات المتحدة الاميركية بالحفاظ على منزلتها وعلويتها سياسيا واقتصاديا وعسكريا على صعيد المعمورة كافة ودأبها في سبيل ذلك منذ سقوط الثنائية القطبية خاصة على ادراج بلدان آسيا الوسطى الاسلامية وكذلك البلدان العربية بغرب آسيا وبشمال افريقيا كمنطقة مصالح حيوية يجب تسكينها في فلك النفوذ الأمريكي دون منازع من طرف أي قوة أخرى بما في ذلك الاتحاد الأوروبي وروسيا والصين

وتستلزم المصالح الوطنية العليا في نظر الولايات المتحدة الأمريكية ضرورة مواصلة جهدها الاستراتيجي القائم على التطويق مستغلة في ذلك الخبرة المكتسبة في افغانستان وربع «استصناع انكشارية مجاهدي الحرية» والحرب الايرانية العراقية ثم حرب تحرير الكويت وتنجيم العراق ثم احتلاله مباشرة «حرصا» على مصادر الطاقة الأحفورية الأكبر في العالم المتواجدة بالمنطقة وعلى أسعارها وتوظيف عائداتها في الاقتصاد

الغربي عامة والأمريكي خاصة وتكثيف طموحات تلك البلدان لبناء نظام اقليمي موال ومتعاون مع الغرب . ولم تتوخ الولايات المتحدة التكتّم في وضع سياساتها على ارض الواقع حيث جاهرت بثوابت سياستها العالمية في كتابات مراكزها للبحث والتفكير والتخطيط الاستراتيجي وكذلك في كتابات العديد من مستشاريها للأمن القومي كزبيغنيو بريزنسكي، وهنري كيسنجر، وكونداليزا رايس وغيرهم .

ومن ضمن «برمجيات العقل الاستراتيجي الأمريكي الحديث» لهندسة الكيان الجديد المنشود لمنطقة غرب آسيا وشمال افريقيا أتت أطروحة «الفوضى الخلاقة» وتحولت هذه المنطقة لرقعة شطرنج كبرى وما فتئ اللاعب الأمريكي يصول ويجول في أرجائها ومربعاتها لكسب النزال الاقليمي بحركة «كش مات الملك» . ووضع كل قطع رقعة شطرنج «اقليم الشرق الأوسط الكبير» في جرابه مستندا في ذلك إلى حليفين اقليميين طموحين في كل المستويات هما اسرائيل وتركيا وعلى من هم في منزلة الحلفاء اضطرارا من الدول العربية الخليجية بحكم ضعف الشوكة وفقدان أسس الثقل الجغراسياسي الفاعل والوازن .

وجزاء التعامل بالتدخل المباشر أو غير المباشر ضدّ النظم السياسية والكيانات العربية المصنفة أمريكيا وأوروبا بـ «المارقة عن الشرعية الدولية وغير القابلة بالدخول في فردوس الشرق الأوسط الكبير» كما هو شأن العراق وليبيا واليمن وسوريا وما أحدثته من خلخلة لأركان الدولة أو من فراغ سلطة واستحداث فوضى عارمة تمزق أواصر الوحدة الوطنية بتلك البلدان توفرت البيعة الموالية فيها «لقيام أفران عالية لسبب ارهاب بمواصفات الحديد الصلب، أو مفاعلات وأجهزة طرد مركزي لانتاج كعكته الصفراء على غرار افغانستان التي زرع بترابها وترعرع «جهاديو الحرية وتنظيم القاعدة» . ومنذ سنوات مريرة أضحت تلك البلدان العربية مصدرا لتعاضم «اشعاع الارهاب» واتساع مده بشرق المتوسط وجنوبه

وبالجوار الإفريقي أمام عجز « خلقي » في النظام الإفريقي العربي بحكم فقدانه لمقومات « التحدي والاستجابة » ولتكوين كتلة إقليمية متضامنة قادرة على مواجهة تحدي الإرهاب والتعاون مع الجوار المباشر إفريقيا أو آسيا دون الارتهان إلى تدخل القوى الدولية الكبرى الخارجية التي تشترط وتكثف تدخلها بتحقيق مصالحها أولاً.

إنّ الحالة الفتاتية والفسيفسائية السياسية والطائفية وحتى العرقية التي تسود المنطقة العربية من المرجح أن تبقى مفضلة للقوى الكبرى - في ظل نظام كوكبي غير متوازن تنهافت فيه تلك القوى على جني المصالح على أساس الحيف - ولو اقتضى الأمر إبقاء تلك المنطقة لأطول مدى ممكن في « سعي الصراع الديني - الطائفي - العرقي استلهاما لتجارب الغرب الأوروبي في تاريخه الوسيط » مع استبعاد أي أفق « وستفالي » فيها لتبقى حالة شقاق عضال مستدام الاستغلال.

إنّ « غمام » الربيع العربي في سوريا يدل أن يروي أرضها بـ « غيث الديمقراطية ويعزز كيان شجرة الدولة المدنية الحداثية » تحوّل إلى عاصفة مستدامة لتمزيق كيانها وهتك وحدتها الوطنية باستخدام ثقل الكتلة الديمغرافية السنّية فيها كأداة ووقود لآحداث « الفالق العظيم بينها وبين حلفائها الاستراتيجيين إقليمياً أي إيران الإسلامية الشيعية الثورية والعراق بنظامه السياسي الوزان شيعياً وكذلك حزب الله اللبناني ».

وتكمن مأساة سوريا أساساً في :

- أن دولا عربيّة في شبه الجزيرة العربية خاصة - بحكم نظمها السياسية والاجتماعية المحافظة و ذات الخصوصية التاريخية - تجذ نفسها في حالة تهديد دائم من الأطروحات العروبيّة الوجودية ومن أيّ تطلعات أو حراك شعبي نحو الارتقاء إلى مصاف النظم الدستورية الحداثيّة

- من جهة ومن الايديولوجية الاسلامية الشيعية الثورية وقاطرتها ايران من جهة أخرى .
- أن نفس تلك البلدان المقتدرة ماليا ترى أن القضاء على آخر نظام عربي يحمل اديولوجية قومية عروبية متحالف مع ايران من شأنه أن يخدم أمنها الاستراتيجي وبتنزل كذلك في نطاق تطويق أي تمدد لنفوذ وتأثير ايران في صفوف الأقليات الشيعية داخل تلك البلدان اضافة لليمن وفي المنطقة عموما .
- أن هذا الموقف يتناغم مع سياسة ومصالح طرف اقليمي أساسي هو تركيا فضلا عن الولايات المتحدة الأمريكية ورغبتها في تطويق أي تطور في مصالح روسيا والصين بالمنطقة على حسابها وحساب الحليف الاسرائيلي .
- أن تلك البلدان العربية طالما قاومت مساندة تنظيمات الاسلام السياسي ونشاطها في مواجهتها النظم السياسية بالدول العربية الأخرى وبناء قاعدة تحتية فيها مقابل تحييدها ومنعها عن بناء مثل تلك القاعدة داخلها .
- أن « الربيع العربي » يستثير المخاوف من « تسونامي التمرد الشعبي » لدى تلك الدول . ولم تر بدا من مقارعته بالسلفية التقليدية والجهادية والتمكين لها بسوريا مستخدمة امتدادها بالعراق والذي استفاد أيضا من دعمها السخي بالسلاح والمال والتجنيد من مختلف أرجاء العالم العربي الاسلامي ومن خارجه .
- ضعف الأحزاب المدنية والديمقراطية وهيئات المجتمع المدني داخل سوريا لما سبق بيانه من عوامل وبالتالي تعذر وجود أرضية سياسية لايجاد وفاق وطني قادر على فرض اصلاح النظام السياسي في سوريا واعادة هيكلته بتوسيع قاعدته الشعبیة وتحويله إلى نظام منفتح وتعددي .

وكلّ ما تقدم يفسّر استعصاء عودة الاستقرار لسوريا وعودة الؤام فيها للسنة الخامسة على التوالي حيث لاتزال الجهود الأمية والعربية والدولية رغم تعدد جولاتها في جنيف والقاهرة وموسكو ورغم تداول العديد من المكلفين الأميمين بالسعي لها، (من كوفي عنان فالأخضر الأبراهيمي ثم ستيفان دي مستورا) تذهب هباء منثورا.

إنّ « حمل » الديمقراطية بالبلدان العربية ماعدى القليل من بينها يبقى يتراوح بين الحمل الكاذب أو المخدوج. وكيف له أن يكون حملا طبيعيا كفيلا بانجاب سويّ والعالم العربي « يلتهمه الشقاق وعصاب العداء السني الشيعي » وتتنازع حيرة كبرى وتردد مرضيين بين الحداثة والانغلاق على العصر بحكم العجز عن اللحاق بركبه .

إنها لمفارقة مأساوية في عصر ما بعد الحداثة وتوق الانسانية للتعاشيش ما بين العقائد والحضارات والثقافات المختلفة أن تبقى جلّ بلدان المشرق العربي عاجزة عن « اطفاء النار الأزلية » لعداء مع جارها الأساسي المباشر ايران. وأن لا يجدوا في محيطهم الاسلامي الواسع الذي ضارع تعداده المليار ونصف نسمة والذي لاتزيد نسبة معتنقي المذهب الشيعي فيه نسبة 12 % ما ينجيهم من السقوط في عصاب رهابه من المذهب الشيعي ورفضه للتعددية المذهبية في الدين الواحد ونشره بالتبعية لأعراض عصاب العداء المدمر ازاء كل عقيدة أخرى عربية الجذور في ربوع البلاد العربية عامة .

وتبقى الآمال معلقة على توفيق ايران - مستندة في ذلك إلى تموقعها في تحالف دول البريكس ذي الثقل المتنامي دوليا كقطب وازن - لعقد عهد الثقة مع دول الغرب في القطع نهائيا مع السعي لاكتساب السلاح الذريّ واعادة تدفق الدم في شرايين نسيج المصالح المتبادلة بينها والغرب خاصة وبقية العالم وبالتالى قبولها كطرف اقليمي مقدرا بوزنه الحقيقي وبماضيه الحضاري العريق « الآري » ومتعاون ومساهم ايجابيا في اصحاح واقع اقليمي

جغرافيا سياسي يتراجع فيه اضطراب التناقضات التي لم تسهم سوى في استنزاف مقدرات البلدان العربية واحباط تطلعات شعوبها واجيالها المتعاقبة ؛ وفي أن يؤوب العرب إلى العقلانية وحفظ الدين الاسلامي من أي « استخدام غير سوي » لقطع السبيل أمام ارتقائهم سلم الحداثة والتقدم اسوة بالأمم الحية الأخرى في المعمورة من خلال المصالح المشتركة وترسيخ الثقة المتبادلة مع بلد اسلامي له قابليات جمّة مثله مثل دول اسلامية كبرى كتركيا وباكستان واندونونيسيا وماليزيا للعب دور قاطرة للنهضة التكنولوجية والصناعية وعموما الاقتصادية في عالم لا وزن فيه لغير التكتلات الكبرى القائمة على تبادل المصالح لاسيما وأن الشعوب الاسلامية يأويها فضاء جغرافي متواصل وواسع .

وتكمن المعضلة التي تعوق عودة الاستقرار في سوريا وكذلك العراق وعموما في بلدان منطقة شرق البحر الأبيض المتوسط العربية في سياسات الولايات المتحدة الأمريكية التي تقوم على نهج تطويق كل من روسيا والصين وتدجين ايران وكسر تحالفها مع سوريا والعراق والمقاومة اللبنانية وتعزيز قوة وهيمنة اسرائيل في محيطها كطرف معاضد لفرض تلك السياسات الأمريكية وابقاء الاتحاد الأوروبي بمثابة التابع والدائر في فلك هذه السياسات . ويتجلى ذلك من خلال اصرار الادارة الأمريكية متحالفة مع كل من اسرائيل وتركيا والأردن وبلدان مجلس التعاون الخليجي (باستثناء سلطنة عمان) على دعم الجماعات المتطرفة التي تغلب عليها التوجهات السلفية التكفيرية والمعادية للحداثة لتقويض النظام في سوريا وتمكينها من التدريب والتسليح وبسط سيطرتها على الأراضي السورية سواء بشمال البلاد أو جنوبها والتصرف بنحو يسمح لتنظيم داعش بأن يواصل سيطرته بغرب العراق وشرق سوريا بحجة نصره السكان السنة بالبلدين .

ولمواجهة جحافل التنظيمات الاسلامية المسلحة المتطرفة تعمل سوريا على روسيا والصين وايران التي تدرك مرامي سياسة

الولايات المتحدة الأمريكية ومخاطر توظيفها لخلخلة توازنات المنطقة من خلال تغاضي التحالف الذي تقوده بعنوان مكافحة الارهاب على ما يقوم به تنظيم داعش والقاعدة ومشتقاتهما من نشر الخراب والفوضى بكل من سوريا والعراق واليمن وليبيا ومنطقة الساحل والصحراء بشمال افريقيا وتداعيات ذلك على الأمن والاستقرار بمناطق حيوية من المعمورة وفيها مصالح حيوية لكل من روسيا والصين وكذلك ايران .

جرد لقوى الصراع بسوريا

1/ القوى النظامية والشعبية الموالية للنظام

178.000	2011	الجيش العربي السوري (قوات المشاة)
80.000	2013	قوى الدفاع الوطني (أمن عام ومكافحة الاضطراب)
2000	2011	المقاومة السورية (ميليشيات يسارية وماركسية)
7000	2012	ألوية البعث (ميليشيا حزب البعث)

2/ القوى الحليفة غير السورية

- من لبنان / حزب الله (اسلامي شيعي) 2012 2000
- من العراق : (اسلاميين شيعة) :
- لواء أبو الفضل أبو الفضل العباس 2012 10.000
- عصائب أهل الحق .



- كتائب حزب الله .
- منظمة بدر .
- من البلاد العربية :
- الحرس القومي 2013 1000

3/ القوى المضادة للنظام

- الجيش السوري الحر (منشقين عن الجيش النظامي) :
40.000 2011
- جبهة النصرة (موالية لتنظيم القاعدة) 2011 15.000
- جبهة الشرق (تحالف لمجموعات اسلاموية متمردة / حلب) ...؟
- الاتحاد الاسلامي / أجناد الشام تحالف مجموعات تمرد / دمشق) :
15.000 2013
- جبهة أنصار الدين (تحالف مجموعات جهادية)؟
- جند الشام (تحالف حوالي 20 مجموعة اسلاموية)؟
- جبهة الأصالة والتنمية (تنظيم اسلاموي) : 2012 13.000
- جيش المجاهدين (تحالف اسلاموي حلي ضد داعش) :
5000 2014
- تنظيم الدولة الاسلامية بالعراق والشام « داعش » 2013 :
- سوريا 50.000
- العراق 30.000

4/ قوى مسلحة كردية ساعية لحكم ذاتي بالمناطق الكردية الكائنة على شريط الحدود السورية التركية

- وحدات حماية الشعب : 2012 40.000
- جبهة الأكراد (جنود أكراد منفكين عن الجيش السوري الحر) : 7000
- المجلس الوطني الكردي (ميليشيا تحالف أحزاب كردية صغيرة) : 1500

سوريا / معطيات أساسية

1/ الجغرافيا :

الساحة 185,181 كلم²
وموقعها على الضفاف الشرقية للبحر الأبيض المتوسط
ويحدّها شمالاً شبه جزيرة آسيا الصغرى وغرباً البحر ولبنان وجنوباً
الأردن وفلسطين المحتلة.

2/ السكان :

يبلغ تعداد الشعب السوري 22,5 مليون نسمة . ربعهم
من الفئات الشابة .
ويغلب العرق العربي على تركيبة الشعب السوري التي
تضمّ أعرافاً أخرى بنسب مختلفة يأتي في طليعتها الكرد الذي
يناهز عددهم المليونين إضافة إلى الأرمن والشركس .

2/ التوزيع الديني :

المسلمون :

سنّة	: 75 ٪	تعدادهم 16,5 مليون .
علويون	: 12 ٪	2,65 مليون .
دروز	: 3 ٪	800 ألف .
شيعة	: 1 ٪	220 ألف .

المسيحيون / 2,2 مليون :

سريان أرتودكس	: 5,4 ٪	680 ألف .
يونان أرتودكس	: 1,2 ٪	250 ألف .

ملكيّة (يونان كاتوليك) : 1,2 %	240 ألف .
أرمن أرتودكس :	0,8 %
بروتستانت :	0,6 %
أشوريون :	0,5 %
أقباط :	0,4 %
مارونيون :	0,3 %
سريان كاتوليك :	0,2 %
كلدان :	0,1 %
أرمن كاتوليك :	0,1 %

لمحة عن الاقتصاد السوري

قبل اندلاع حركة العصيان الشعبي في مطلع سنة 2011 وما تطورت اليه من حراك صراع مسلح مع النظام انتشر حريقه إلى كل أرجاء البلاد بفعل المساندة والتدخل من دول اقليمية عربية وغير عربية ودول كبرى غربية ؛ تسنى لسوريا تحقيق نمو نسبي في اقتصادها وتقلص مستوى الفقر وتحسن الدخل الفردي للسكان النشيطين بانحسار الفئات الفقيرة ذات الأجر اليومي دون عتبة 1,6 دولار امريكي من نسبة 7,9 % إلى 0,2 % .

وتعدّ سوريا تقليديا بلدا زراعيا حيث يمثل هذا القطاع 26 % من الدخل الوطني للبلاد ووفق احصائيات 2007 يستقطب هذا القطاع حوالي مليون نسمة وهي من البلدان العربية القليلة التي تحقق أمنها الغذائي بفضل قدراتها الانتاجية في الزراعات الأساسية كالحبوب والخضر والغلل والثروة الحيوانية ولها طاقات تصدير نحو جوارها وخاصة العربي منه . وتحوز سوريا المرتبة العالمية السادسة في انتاج الزيتون والزيت والعاشرة في انتاج القطن .

ويستقطب القطاع الصناعي السوري فقط 12,5 % من القوى العاملة وتغلب على هذا القطاع المنشآت الصغرى والوسطى

ووفق احصاءات سنة 2000 احتوت سوريا حوالي 90 ألف منشأة صناعية أغلبها صغرى تشغل أقل من 10 أشخاص و فقط نسبة 2,3% من جملة المؤسسات الصناعية بسوريا تشغل أكثر من 100 شخص .
وتتمحور الصناعة في سوريا حول قطاع الصناعات الغذائية والنسيجية والأسمنت ومواد البناء والأسمدة وتكرير النفط حيث تتوفر للبلاد قدرة إنتاج نفطي بمعدل 400 ألف برميل يوميا وتتواجد الحقول النفطية في شرق البلاد (بمحافظتي دير الزور والحسكة وشرق محافظة حمص) ولسوريا طاقة إنتاج من الغاز الطبيعي بمستوى 28 مليار متر مكعب سنويا وتوفر للبلاد حسب تقصيات وتقديرات ثابتة احتياطيات كبيرة وواعدة من النفط والغاز قبالة ساحلها على البحر الأبيض المتوسط . وتحقق سوريا منذ سنة 2002 اكتفاء ذاتيا في إنتاج الطاقة الكهربائية بمقدار 21,6 مليار كيلوواط ساعة .

ويمثل قطاع التجارة والخدمات 42 % من الناتج الاجمالي الوطني ويوفر قطاع السياحة نسبة 31 % من ايرادات البلاد من النقد الأجنبي وحسب احصائيات سنة 2010 استقبلت سوريا 6 ملايين سائح وشهد قطاع السياحة خلال العشرية الأولى من هذا القرن متوسط استثمار سنوي بمستوى 6 مليار دولار . وتحسن توقع سوريا سياحيا ضمن الوجهات ذات الجذب المتصاعد لما تتوفر عليه من رصيد حضاري عريق وثري بمنطقة شرق البحر الأبيض المتوسط ولانخفاض كلفة السياحة فيها نسبيا مقارنة بدول جوارها .

وشهد الميزان التجاري السوري عام 2010 حصيلة تصدير بقيمة 10,5 مليار دولار 50 % منها نحو البلدان العربية وخصوصا السعودية وبلدان الخليج وكذلك العراق و30 % نحو دول الاتحاد الأوروبي . وفي كفة الواردات سجلت قيمة 15 مليار دولار 25 % منها مصدرها دول الاتحاد الأوروبي و16 % من الدول العربية (خصوصا مصر والمملكة السعودية) والباقي مصدرها الصين وكوريا الجنوبية وتركيا وأمريكا .

وعقدت سوريا إلى غاية سنة 2010 اتفاقات تجارة حرة مع العراق وتركيا وايران وشرعت في مفاوضات شراكة مع الاتحاد الأوروبي لكنها توقفت منذ اندلاع الأزمة السورية في 2011 .
وتقدّر مديونية سوريا بقيمة 7,7 مليار دولار جلها عائد لفائدة روسيا وقد شطبت هذه الأخيرة معظم تلك المديونية في مطلع 2005 .

تداعيات أزمة الاحتراب في سوريا وانعكاساتها على وضعها الاقتصادي :

حسب رصد وتحليل اللجنة الاقتصادية الأممية لمنطقة غرب آسيا وشمال افريقيا (ESCWA) تبين كل المؤشرات فداحة انهيار الاقتصاد السوري إلى مستوى الترنح شبه التام . فبعد أن كان مستوى الدخل الوطني بالأسعار القارة سنة 2010 في مستوى 60 مليار دولار فانه سجل :

- تدهورا متواترا للدخل الوطني حيث نزل سنة 2011 إلى مستوى 56 مليار فمستوى 40 مليار سنة 2012 ثم مستوى 33 مليار سنة 2013 . ووصل الفاقد منه خلال 3 سنوات فقط إلى قيمة 70,67 مليار .
- تفاقما لخسائر الاقتصاد السوري في نفس الفترة إلى مستوى 140 مليار دولار .
- تراكما لخسائر القطاع الخاص إلى مقدار 95,97 مليار دولار أي مانسبته 68,7 % من جملة خسائر الاقتصاد الوطني السوري .
- بلوغا لخسائر القطاع العام إلى مقدار 43,8 مليار دولار أي مايمثل نسبة 31,3 % من خسائر الاقتصاد الوطني السوري .

الدبلوماسية الاقتصادية : الواقع والآفاق

المنصف البيعتي¹

خلال سنة 2013 وخاصة سنة 2014 كثر الحديث حول أهمية الدبلوماسية الاقتصادية ودورها في إنعاش الاقتصاد التونسي الذي يعرف أوضاعا صعبة على أكثر من صعيد . وكان من الضروري التنويه أن تونس بحكم قلة مواردها واعتمادها بالأساس على الموارد البشرية أعطت البعد الاقتصادي من دبلوماسيتها أهمية كبرى .

وعليه، فإنني أتطلع إلى إبراز بعض ملامح هذا الجانب غير المعروف للدبلوماسية التونسية وجهودها المكثفة للتكيف والتعامل الجاد مع المحيط الدولي قصد الاستفادة القصوى من هذه التجربة في عملية التنمية .

لكن قبل ذلك وجب التوقف عند مفهوم الدبلوماسية الاقتصادية وحري بنا الإشارة إلى أن الدبلوماسية التونسية كانت تعمل بجد في إطار برغماتي قبل ظهور هذه المفاهيم التي أطلت علينا في تسعينات القرن الماضي مع ظهور العولمة .

I- مفهوم الدبلوماسية الاقتصادية

إن المتأمل في الساحة الدولية يلاحظ أن الاقتصاد يمثل اليوم محالا حيويا للتحرك الدبلوماسي . وإن كان هذا الاستنتاج محل إجماع فإن مدرستين تختلفان في تفسيره .

1 . سفير تونسي سابق .

الأولى : ترى في ذلك توسع لدور الدبلوماسية الكلاسيكية إلى المجال الاقتصادي بحكم الترابط المتزايد للاقتصاديات الوطنية على المستوى الدولي .

الثانية : تعتبر أن العولمة الاقتصادية قد غيرت إطار النشاط الخارجي للدول وأفرزت لاعبين جدد في مجال الاقتصاد الدولي والعلاقات الاقتصادية الدولية .

1- النظرة الكلاسيكية

يرى أصحاب هذه النظرية أساسا من الولايات المتحدة أن التحولات التي عرفها العالم في العشرينات الأخيرة لم تغير النظام الدولي الذي مازال يسيّر من طرف الدول (les Etats) . حيث تعتقد هذه المدرسة أن الاقتصاد الدولي ما هو إلا مجال من المجالات التي تنشط فيها الدول دون غيرها .

فبقدر ما تكون الدبلوماسية السياسية وسيلة لضمان مفاوضات دائمة لضمان شروط الأمن السياسي الدولي المرتبط بالحروب، تكون الدبلوماسية الاقتصادية وسيلة قصد التفاوض بخصوص النظام الاقتصادي الدولي المرتبط بخاطر الحروب الاقتصادية بين الدول .

ويبقى السؤال حسب هذه المدرسة كيف نضمن نظاما اقتصاديا في عالم مليء بالمتناقضات وفي غياب قيادة مهيمنة .

الإجابة الأولى على هذا السؤال ترى أنه مع تراجع الدور الأمريكي فإن ظهور قيادة اقتصادية جديدة هي الكفيلة بخلق التوازنات الضرورية . وفي انتظار الوصول إلى تلك الوضعية وفي الأثناء يعتقد أصحاب هذه المدرسة أن هناك تعايش بين ثلاثة أضلع : وطنية اقتصادية، وبروز نزاعات جهوية، إلى جانب حمائية قطاعية، كلها تضعف النظام متعددة الأطراف .

الإجابة الثانية ترى أن النظام متعدد الأطراف باق حيث أنه رغم غياب القوة المهيمنة يبقى التنسيق ممكنا على المستوى الدولي حيث توجد قواعد ومبادئ وطرق لاعتماد القرارات مقبولة من طرف الجميع والبحث المتواصل على توافقات يعطي للدبلوماسية الاقتصادية مكانتها ويبرز دور المنظمات الدولية الاقتصادية على غرار المنظمة العالمية للتجارة .

2- ثلاثي الدبلوماسية الاقتصادية

تركز هذه المدرسة على دور المتداخلين غير الحكوميين (الشركات متعددة الجنسيات) حيث تعتبر هذه المدرسة أن سرعة نسق تغير الاختراعات التكنولوجية يرفع تكلفة رأس المال مما يضطر الشركات على البحث الدائم للحفاظ على أرباحها وذلك عبر توسيع قسطها من السوق أو الانتقال إلى الأماكن التي تمكنها من التصنيع بتكلفة أقل وهنا تتدخل الدول لاستجلاب النشاطات الإنتاجية التي سوف تسوق في هذه السوق المعولة والهدف خلق مواطن شغل دعما للسلم الاجتماعية على المستوى الداخلي .

ويتجلى أن هذه النظرة تضع في اعتبارها إلى جانب الدولة الشركات متعددة الجنسيات فترى أن هناك علاقة ذات ثلاثة أضلع: الدولة مع الدولة، الدولة مع الشركة والشركة مع الشركة . وتبقى غاية الدولة الاستفادة القصوى من التقسيم الدولي للعمل وغاية الشركات هي التحكم في تكلفة الإنتاج

وينتج عن هذه الرؤيا إبراز النقاط التالية :

- غياب الحدود بين ما هو وطني وما هو دولي .
- الدول ما هي إلا عنصر من جملة المتداخلين

فالدولة تتحول من الدولة الحامية إلى الدولة المتنافسة أو إلى حكم بين الأهداف الداخلية والاستراتيجيات التنافسية . De l'Etat providence à l'Etat compétitif

3- النظرة البرغماتية

ترتبط هذه النظرة بين الدبلوماسية الاقتصادية والاستراتيجية التنموية خاصة في البلدان النامية التي تواجه مشاكل حمة في سبيل اقتحام اقتصادها في الاقتصاد العالمي في هذا الظرف المتميز بتنافسية شرسة وتهدف هذه البلدان بالأساس إلى :

- تنمية وتحسين ميزانها التجاري وتخفيض وتقليص العجز الهيكلي لهذا الميزان .
- استجلاب الاستثمار الخارجي .
- مساعدة الفاعلين الاقتصاديين في عملية تمرّكهم في الأسواق الخارجية .
- جلب المساعدة الرسمية والتقنية في مجال تنمية الموارد المالية والبشرية .

وعليه فإن الدبلوماسية الاقتصادية تعنى بمجالات عدة : التجارة، الاستثمار، الأسواق العالمية، الهجرة، المساعدة الرسمية، والمنظمات الدولية وتستعمل العلاقات، المفاوضات والتأثير فتكون بالتالي كل الجهود المبذولة من طرف الجهات الرسمية وغير الرسمية قصد التعاطي عبر القنوات الدبلوماسية مع العلاقات الاقتصادية وبالتحديد هي نقطة التقاء بين الأبعاد الاقتصادية والسياسية وعملية توازن بين القرارات الوطنية والالتزامات الدولية .

II- تونس والبحث عن نظام تبادل و تعاون متطابق مع مستوى نموها :

غداة استقلالها تقدمت تونس سنة 1959 بطلب للانضمام إلى « الاتفاقية العامة حول التعريفات القمرقية والتجارة » المعروفة بالقات، متفصية بذلك من الاتفاقيات التي أمضتها فرنسا باسمها .

وقد تبنت الأطراف المتعاقدة بتاريخ 12 نوفمبر 1959 تقرير فريق العمل الذي تم إنشاؤه يوم 5 ماي 1959 وقبول انضمام تونس بصفة وقتية في انتظار استكمال المفاوضات التجارية خلال جولة ديلن المبرمجة لسنتي 1960-1961. وقد مددت تونس هذا الانضمام المؤقت 18 مرة قبل الشروع في مفاوضات مع دول على الصعيد الثنائي (النمسا، كندا، الولايات المتحدة، اليابان، زيلندا الجديدة، السويد، النرويج، فنلندا وسويسرا) وكذلك استكمال النقاشات داخل فريق العمل الخاص بانضمامها إلى الاتفاقية وكان ذلك سنة 1990 (تم إقرار تشكيل فريق العمل في نوفمبر 1981 وتقدمت تونس بوثيقة حول تجارتها الخارجية في 1983 وتلقت أسئلة سنة 1984. وشرع الفريق في عمله في 19 فيفري 1987. تتراوح العروض المقدمة في تثبيت الرسوم في نسب بين 17 و52 في المائة. تم التفاوض مع الولايات المتحدة بخصوص بعض الإجراءات غير الجمركية).

ويعتبر مطلب الانضمام سنة 1959 هو تحرك سياسي مرتبط بسيادة تونس على تجارتها الخارجية وكذلك سياستها الاقتصادية وعزمها على تسيير هذه السياسة بصفة سيادية ومستقلة. من ذلك إنشاء البنك المركزي و صك الدينار التونسي.

ويجدر التذكير بأن المحيط الدولي كان يتميز في ذلك الوقت بحركات التحرر الوطني وبروز حركة عدم الانحياز كلاعب أساسي في العلاقات الدولية حاولت إبراز إخلالات النظام الاقتصادي العالمي الذي قام إثر الحرب العالمية الثانية.

وتزعمت بلدان افريقية و آسيوية هذا الحراك واستندت إلى بحوث رئيس لجنة التنمية الاقتصادية لأمريكا اللاتينية الأرجنتيني راوول بريبيش. وكذلك على موروث ميثاق هافانا وهي الاتفاقيات التي تم التفاوض بخصوصها في إطار مؤتمر الأمم المتحدة حول التجارة والتشغيل الذي نادى به سنة 1946 الولايات المتحدة الأمريكية، غير أن نتائجه الهامة تم التغاضي عنها في حين اعتمد الجانب التجاري ليشكل نص الاتفاقية المعروفة باسم القاط.

وقد قامت مجموعة متكونة من 77 دولة كلها من البلدان النامية بالمطالبة خلال أعمال الدورة 18 للجمعية العامة بمراجعة النصوص القانونية للتجارة الدولية لتثبيت المعاملة التفاضلية لفائدة الدول النامية .

وقد أكدت هذه المجموعة في إعلانها الأول سنة 1963 « أن المبادئ والمناهج القائمة في التجارة الدولية من شأنها تمييز البلدان المصنعة ولا تمكن البلدان النامية من تطوير تنميتها وتنويع اقتصاديتها. إن التوجهات الحالية للتجارة الدولية تتعارض مع الجهود التي تبذلها البلدان النامية لدفع نمو اقتصاداتها ». مع العلم أن تونس ترأست هذه المجموعة في نيويورك (محمود المستيري واحمد غزال) وفي جنيف (فؤاد مينة) >> ومكنت جهود البلدان النامية مجتمعة في مجموعة 77 من :

1) نشأة مؤتمر الأمم المتحدة للتجارة والتنمية أونكتاد الذي انعقد اجتماعه الأول في جنيف سنة 1964 مع إقرار دورية انعقاد هذا المؤتمر كل أربع سنوات وكذلك تم إقرار بعث منظمة تحمل نفس الاسم كمؤسسة دولية تابعة للجمعية العامة للأمم المتحدة وعين الأرجنتيني راوول بريبيش أول أمين عام لها .

وتمكنت هذه المنظمة خلال الفترة الأولى في السنوات 60 و70 أن تكون هيكلًا للمفاوضات بين بلدان الشمال والجنوب فيما يتعلق بالمسائل ذات الاهتمام بالنسبة للبلدان النامية وأفضت إلى جملة من النتائج نذكر منها على سبيل الذكر ونظرا لأهميتها بالنسبة لتونس والدور الذي لعبته بلادنا في إقرارها .

✓ نظام الأفضليات المعمم الذي تم إحداثه في الدورة الثانية للمؤتمر في نيودلهي سنة 1968 . ويمكن هذا النظام البلدان المصنعة من تحسين ظروف اقتحام صادرات البلدان النامية إلى أسواقها ولا يستوجب هذا النظام أي مقابل من طرف البلدان النامية على أن يحترم هذا النظام مبدأ عدم التمييز بين البلدان المستفيدة

. unilatéral, sans réciprocité et non discriminatoire

- ويهدف هذا النظام إلى تمكين البلدان النامية من :
- تحسين المداخل المتأتية من صادراتها .
 - تطوير الصناعة في هذه البلدان .
 - تسريع نسق النمو لهذه البلدان .
 - ✓ البرنامج المندمج للسلع الأساسية الذي يقوم على :
 - الصندوق المشترك للسلع الأساسية .
 - مجموعة من الاتفاقية الدولية متعلقة بمجموعة مختارة من السلع (18 مادة) .
- الشيء الذي من شأنه خلق استقرار في أسعار هذه المواد عند تصديرها و يمكن من مزيد الاستقرار لمردودها ومداخيلها في اقتصاد البلدان النامية .
- وقد تمكنت تونس من إقحام مادتين في هذه القائمة المختارة وهي زيت الزيتون والفسفاط من طرف الوفد التونسي المشارك في الدورة الرابعة للأوكتناد المنعقد في نيروبي سنة 1976 .

(2) ومكنت هذه الجهود البلدان النامية من مراجعة نص اتفاقية عامة حول التعريفات القمرقية والتجارة و تم دمج الجزء الرابع سنة 1964 في الإطار القانوني للتجارة العالمية تحت عنوان « تجارة وتنمية » الذي يقوم على مبدأ « البلدان النامية غير ملزمة أن تقدم التزامات متكافئة مع البلدان المصنعة في المفاوضات التجارية » . وغير ملزمة بتقديم التزامات تتعارض مع درجة نموها .

Incompatible avec leur niveau du développement

(3) تطبيق هذه المبادئ على الصعيد الثنائي : اتفاقيات 1976\1969 .

ويبرز هذان البرنامجان نجاح البلدان النامية في إقرار مبدأ عدم التكافؤ مما يمكنها من الدفاع عن مصالحها في أسواق البلدان المصنعة .

وانطلاقاً من هذه المبادئ شرعت تونس في مفاوضات مع شركائها من الجانب الشمالي لحوض البحر الأبيض المتوسط وأسفرت هذه المفاوضات عن :

اتفاق أول ممضي سنة 1969 في أفق الوصول إلى منطقة تبادل حر ويمكن هذا الاتفاق التجاري من :

- الدخول الحر لأغلب المواد الصناعية .
- نظام تفاضلي لعديد المواد الفلاحية .

اتفاق ثاني ممضي سنة 1976 يغيب عنه الإطار الزمني ويشمل التعاون التجاري، المالي، التقني وكذلك اليد العاملة .
فهذا الاتفاق الشامل يلغي مبدأ التكافؤ في العلاقات التجارية ويعترف بوضع تونس على الصعيد التنموي .

ولعله من المفيد الإشارة إلى أن بعض البلدان المصنعة أثارت مشكلة عدم التكافؤ عند تقديم اتفاقية 1976 أمام (GATT) .
وكانت هذه الإجابة المقدمة من طرف ممثل الاتحاد الأوروبي :

« Les parties examineront tous les 5 ans les résultats dudit accord ainsi que les améliorations éventuelles qui pourraient être apportées... Les options futures étaient tout à fait ouvertes... lors de ces examens périodiques, les parties chercheront la possibilité d'effectuer des progrès vers la voie de la suppression des obstacles au libre-échange, tout en tenant compte des impératifs du développement de la Tunisie »

غير أن توسيع السوق الأوروبية إلى أسبانيا والبرتغال وظهور اتفاقيات الألياف المتعددة حدثت من الفائدة المرجوة لهذا الاتفاق .

4) بعض مظاهر التعاون جنوب / جنوب

الاتفاق الثلاثي بين يوغسلافيا، الهند و مصر كشكل من أشكال التضامن مع مصر إبان العدوان الثلاثي تم توسيعه إثر قمة

بلغراد إلى 16 بلد من ضمنها تونس و بقي ساري المفعول تحت مسمى بروتوكول 16 إلى حدود قيام المنظمة العالمية للتجارة كأداة من أدوات تنمية التبادل بين البلدان النامية .

كما أفرزت الصعوبات التي لاقتها البلدان النامية ورغبتها في مجابهة الطلبات المتتالية للبلدان المصنعة في إطار الإعداد لجولة الأروغواي نظام الأفضليات الشامل بين البلدان النامية système global de préférences commerciales entre pays en développement (SGPC).

أرادت البلدان النامية التي صادقت على هذا البرنامج (44 دولة ومن بينها تونس)، إبراز استعدادها للمشاركة الإيجابية والفعالة في مفاوضات جولة أروغواي على أن تأخذ هذه المفاوضات بعين الاعتبار وضعيتها باعتبارها بلدان نامية وكذلك مصالحها الاقتصادية. وتم إعداد هذا البرنامج خلال 3 اجتماعات وزارية انعقدت في نيودلهي وبرازيليا وبلغراد .

وقد أبرز الإعلان الوزاري لمجموعة 77 سنة 1987 أن هذا البرنامج يعد أبرز برامج التعاون الاقتصادي بين البلدان النامية .

III- التغييرات العميقة للعلاقات الدولية في ثمانينات القرن الماضي

مع وصول الرئيس رونالد ريغن إلى الحكم وعزمه على الحد من كل أشكال التعاون مع «إمبراطورية الشر» وخاصة التبادل في مجالي المواد الزراعية والمواد ذات التكنولوجيا العالية بين بعض البلدان الأوروبية والاتحاد السوفياتي بدأت الخلافات التجارية بين أوروبا والولايات المتحدة تطفو على السطح وإن غيَّب موضوع التكنولوجيا العالية حالا بعد إقراره في الإعلان الوزاري للأطراف المتعاقدة للقاط سنة 1982 فإنّ موضوع الفلاحة لازال يشكل إلى حدّ اليوم أحد المشاكل الرئيسية في العلاقات الاقتصادية الدولية .

كذلك كان التوجه يقضي، فيما يخص البلدان النامية، بتقسيم مجموعة 77 قصد الحدّ من نفوذها وتحركها والتضامن المتواجد بين بلدانها فكان إنشاء مجموعة البلدان الأقل نمواً أول الخطوات لتقليص دور هذه المجموعة ومن ورائها دور مؤتمر الأمم المتحدة والتنمية .

وتتوافق هذه العوامل مع تبني عقيدة اقتصادية جديدة تسمى « الليبرالية الجديدة » نادى بها أحد مستشاري الرئيس ريغن « ميلتون فريدمان » تقوم على ثلاثية التحرير، الليبرالية والخصوصية باعتبارها الطريق إلى النمو وأصبح تحرير التجارة هدفاً في حد ذاته يؤدي إلى الرفاهية لكل الدول المشاركة كما عبر عن ذلك الرئيس كيندي « عندما يرتفع سطح البحر فسترتفع السفن التي تطفو فوق الماء » (توافق واشنطن).

لقد كانت هذه العوامل نقطة انطلاق لجملة من التغيرات العميقة والتي لا تنتهي في العلاقات الدولية والتي يمكن اختزالها تحت مسمى « العولمة » .

وتشمل هذه التغيرات كل أوجه الحياة الدولية من مشاركين (دول وأطراف غير حكومية) القطاعات الاستراتيجية المعنية بهذه التغيرات وخاصة على المستوى الاقتصادي ولكن التغير الأهم فهو يتعلق بالتداخل والترابط بين ما هو وطني وما هو دولي (البيئة...) . سوف أكتفي ببعض العناصر من هذه المتغيرات بالنظر لأهميتها بالنسبة للاقتصاد التونسي والتي استوجبت ومازالت تستوجب منا عملاً دؤوباً وإصلاحات جمة . وسوف أتوقف عند العلاقات الجهوية، الفلاحة والخدمات ولعل النقاش سوف يمكننا من التعرض لعناصر أخرى .

(1) مسألة العلاقات الجهوية

بالاستناد إلى انتساب الرئيس ريغن إلى ولاية كاليفورنيا جهة منتجة للحمضيات وخاصة رغبتة بصفته والتي سابق لهذه

الدولة في حماية مصالح سكانها تساءلت الإدارة الأمريكية عن ماهية الاتفاقية الأوروبية ومتوسطة ؟ فإذا كانت اتفاقيات تفضيلية وجب توسيعها إلى كافة البلدان النامية .

وإذا كانت اتفاقيات ذات طابع جهوي وجب تعديلها لكي تتوافق مع نص وروح البنود ذات الصلة في اتفاقية GATT . وقد أقر فريق العمل الذي أحدث سنة 1982 بطلب من الولايات المتحدة الأمريكية بعدم مطابقة هذه الاتفاقيات مع نصوص اتفاقية GATT .

ولعله من المفيد الإشارة أنه في إطار إعداد ميثاق هافانا في مؤتمر الأمم المتحدة للتجارة والشغل الملتزمة سنة 1947 تقدم الوفد السوري بمقترح يهدف إلى إفراز فصل إلى موضوع الاندماج الجهوي (السوق المشتركة ومنطقة التبادل الحر) . وفعلا تم إقرار ذلك وتم تضمينه في الفصل 24 من اتفاقية القاط GATT .

«منطقة التبادل الحر هي مجموعة من بلدين أو أكثر التي تلغى التعريفات القمرقية وغيرها من الإجراءات الحمائية فيما يخص تبادل منتجات البلدان المكونة لهذه المجموعة ويُضيف نص الاتفاقية أن هذا الإلغاء يجب أن يهتم جانب أساسي من المبادلات (essentiel des échanges) وكذلك يجب أن يتم إلغاء الحواجز في فترة زمنية معقولة délai raisonnable كذلك فإن البلدان المعنية مطالبة بإخطار أمانة GATT بهذه الاتفاقية في أقرب الآجال .

غير أن غياب أي تعريف لهذه المفاهيم في نص اتفاقية GATT جعل الولايات المتحدة تطلب مسنودة بعدد كبير من بلدان أمريكا اللاتينية مراجعة هذه الاتفاقيات وكذلك النصوص القانونية المتعلقة بالاندماج الإقليمي وفعلا فقد تبنت جولة الأروغواي نصا قانونيا يعطي شرحا لمفهوم الفترة المعقولة وحددها بـ 10 سنوات . واختلفت الرؤى بخصوص essentiel des échanges فهناك من يقدرها بـ 90 % (وهو تعريف كمي) . وهناك من يستند إلى

التعريف النوعي ويستبعد بعض القطاعات (الفلاحة) ولا تشير نصوص اتفاقية مراكش إلى أي اتفاق بهذا الخصوص .

(2) الفلاحة :

ركزت البلدان المصنعة خلال التسعينات سياسات فلاحية تقوم على الحد من الواردات مكلفة جدا لشعوبها من الناحية المالية ومكلفة للبلدان النامية التي وجدت نفسها مبعدة من أسواق هذه البلدان المربحة . فقد تمكنت البلدان المصنعة من تطوير انتاجها في عديد المواد (الحبوب 111 % ← 125 % ، النباتات الزيتية 81 % ← 99 % ، السكر 73 % ← 98 %) غير أن هذه الكلفة المالية يقابلها طاقة تشغيلية محدودة 9 % في الولايات المتحدة على خلاف البلدان النامية التي يستقطب فيها هذا القطاع حوالي 70 % من اليد العاملة (الهند مثلا) وداخل البلدان المصنعة كان هناك اختلاف بين الولايات المتحدة التي تتبنى فلاحة مصنعة Agriculture mécanisée ودعم مقدم بصفة مباشرة إلى الفلاح Defeciency paiement والسياسة الفلاحية للاتحاد الأوروبي PAC التي تربط سياسة الدعم بالانتاج .

وقد مكن الفصل بين هذين العنصرين الخروج من وضع الاحتقان بين هذين الطرفين الذي ميّز جانب كبير من المفاوضات مع اعتماد ما يسمى « بشرط السلام » (clause de paix) في إطار ما يسمى اتفاق « Blair House » . (اتفاق على 9 سنوات دون الالتجاء إلى آلية نزع الخلافات) .

ويرتكز الاتفاق بخصوص الفلاحة حول العناصر التالية :

- **اقتحام السوق** : الاعتماد على التعريف القمرقية فقط .
- تم تحويل كل القيود غير القمرقية المتعددة إلى إجراءات قمرقية باعتماد على « tarification » (إقحام في التعريف القمرقية الفارق في السعر بين السعر الداخلي والسعر في السوق العالمية بالاعتماد على فترة مرجعية) .

- حصص تعريفية يتم تأمينها لضمان نفس نسب المبادلات الموجودة .
- يتم التخفيض في النسب الجديدة بنسبة 36 % على مدى 6 سنوات بالنسبة للبلدان المصنعة ونسبة 24 % على مدى 10 سنوات بالنسبة للبلدان النامية .
- **الدعم الداخلي** : التفريق بين الإجراءات التي لها انعكاس على الانتاج والتي ليس لها هذا المفعول .
ويتوجب خفض الإجراءات التي هي من النوعية الأولى وبالاعتماد على فترة مرجعية (1986-1988) وعلى آلية MGS (mesure de soutien global) تخفض البلدان المصنعة في دعمها بنسبة 20 % على مدى 6 سنوات وتخفض البلدان النامية ذلك الدعم بنسبة 13 % في مدى 10 سنوات .
- الدعم للصادرات** : يتم من الناحية المبدئية إلغائها . وكل إجراءات الدعم المضمنة في قوائم الالتزامات يتم التخفيض فيها انطلاقاً من سنة 1995 حسب النسبة التالية :

البلدان المصنعة	البلدان النامية
القيمة :	36 % (6 سنوات)
حجم السلع :	21 % (6 سنوات)
	24 % (10 سنوات)
	14 % (10 سنوات)

(3) الخدمات :

عندما عرضت الولايات المتحدة الأمريكية هذا الموضوع بمناسبة الاجتماع الوزاري لسنة 1982 تصدت البلدان النامية لهذا المقترح بقوة، واعتمدت هذه البلدان على العناصر التالية لتبرير هذا الرفض :

- غياب أي تعريف للخدمات وتجارة الخدمات .
- الضبابية التي صاحبت تقديم هذا الموضوع في خلط بين « تجارة الخدمات » و « الاستثمار » .
- الأولوية التي أعطتها الجهات التي تقف وراء هذا الموضوع للخدمات التي تعتمد على عنصر رأس المال وتغييب الخدمات التي تقوم على رأس المال البشري مما جعل البلدان النامية تتساءل على مصلحتها من مفاوضات تتعلق بهذا الموضوع .
- غياب إحصائيات جديدة تخصّ تبادل الخدمات .

وبعد مشاورات كثيفة تم إقرار مبدأ دعوة البلدان الراغبة إلى إعداد دراسة وطنية تعرض في إطار مجلس القاط ورغم عرض أكثر من 30 دراسة كلها من طرف البلدان المصنعة فإن البلدان النامية لم تغير من موقفها الراض مما أدى إلى إقرار مفاوضات موازية في الإعلان الوزاري لمؤتمر بوتنادي أستبي .

غير أن المفاوضات التي تعثرت في بدايتها عرفت انطلاقة مع بروز عوامل 4 :

✓ إعداد دراسة من طرف الأونكتاد تؤكد على دور الخدمات في التنمية .

✓ اعتماد تعريف للخدمات يتبنى مفهومًا واسعًا ويقرُّ تنقل الأشخاص كشكل من أشكال تقديم الخدمة الشيء الذي يفتح أفق جديد في هذا المجال علما بأن التعريف المعتمد يقوم على شكل تقديم الخدمة .

+ الخدمات عبر الحدود : الطب الإلكتروني، الاستشارة الإلكترونية .

+ تنقل المستهلك : السياحة .

+ الانتصاب التجاري (الاستثمار والانتصاب) .

+ تنقل الأشخاص (العمل الوقتين) .

✓ ظهور فكرة إقامة المنظمة العالمية للتجارة علما أن المفاوضات تدور حسب قاعدة single undertaking (لا يقبل أي شيء إلا عند قبول كل شيء) بحيث أن كل النصوص التي تم اعتمادها خلال جولة المفاوضات سوف تضمن في نص قانوني واحد مما يشكل خطر «العقوبات المتداخلة» عقوبات تهتم السلع أهم صادرات البلدان النامية بسبب خلافات تتعلق بعدم احترام الملكية الفكرية (مثلا). وعليه يكون قيام منظمة دولية لها سلطة أجنبية تمكنها من فرض احترام كل الاتفاقيات من كل الأطراف نامية ومصنعة أمرا ضروريا بالنسبة للبلدان النامية.

وتجدر الإشارة إلى أن نتائج جولة الأورجواي تعتبر ملاحق لإعلان مراكش الذي ينشأ المنظمة العالمية للتجارة :

- الملحق الأول (A) الاتفاقيات المتعلقة بتجارة السلع .
- الملحق الأول (B) الاتفاقية المتعلقة بتجارة الخدمات .
- الملحق الأول (C) الاتفاق المتعلق بجوانب الملكية الفكرية المتصلة بالتجارة .
- الملحق الثاني : الاتفاق المتعلق بآلية فض النزاعات .
- الملحق الثالث : آلية مراجعة السياسات التجارية .
- الملحق الرابع : غير إلزامي يتعلق بالاتفاقيات متعددة الأطراف التالية (الطائرات، المناقصات، مواد ألبان، اللحم) .

كما تجدر الإشارة أن المفاوضات في قطاع الخدمات أسفرت على :

- اتفاق عام يهتم تجارة الخدمات .
- جملة من الملاحق القطاعية .
- قائمة التزامات لكل بلد عضو .

IV- تونس والمحيط الدولي الجديد

اتفاق الشراكة

تمّ اعتماد اتفاق الشراكة يوم 17 جويلية 1995 ويؤسس هذا الاتفاق إلى قيام منطقة تبادل حر بين تونس والاتحاد الأوروبي خلال فترة زمنية تمتدّ على 12 سنة وقد دخل هذا الاتفاق حيّز التطبيق في غرة مارس 1998 وتمّ إكمال بعض بنوده فيما يتعلق بالمواد الفلاحية سنة 2000.

ولعله من المفيد التذكير أن هذا الاتفاق يأتي للتأقلم مع الوضع الدولي الجديد كما بيّنّا ذلك فيما تقدم وكذلك يأخذ هذا الاتفاق بعين الاعتبار انضمام كل من أسبانيا والبرتغال واستعداد أوروبا لضم بلدان أوروبا الشرقية.

كما أن هذا الاتفاق يركز الهياكل الضرورية للمشاورات السياسية والمالية والاجتماعية.

ولعل أهمّ سيمات هذا الاتفاق هي قبول مبدأ المعاملة بالمثل رغم فوارق التنمية بين الجهتين. وعليه فقد تمّ إقرار برنامج تأهيل شامل *mise à niveau* للاقتصاد التونسي قصد تحسين قدرته التنافسية وخاصة فيما يتعلق بالمواد الصناعية.

تونس والمنظمة العالمية للتجارة :

يعتبر الهدف الأساسي لاتفاقيات المنظمة العالمية للتجارة هو تمكين الدول الأعضاء من التعامل في إطار مستقر يمكن من رؤية الفرص التجارية بوضوح أكبر، وذلك عن طريق مجموعة من القواعد الخاصة بالمنافسة العادلة.

ومن المهم الإشارة في هذا الصدد إلى أن القواعد والأحكام المنصوص عليها بهذه الاتفاقيات تمكن من هذا المنظور من إقامة التوازن بين حماية الإنتاج الوطني وزيادة تحرير التجارة.

1- الضمانات المتعلقة بالتدرج في تحرير بعض الأنشطة الاقتصادية :

تتجلى هذه الضمانات من خلال محتوى التزامات تونس بالمنظمة وهي كالتالي :

- المنتجات الفلاحية :

• تثبيت 1503 بند تعريفي، بما يمثل 24.8 % من النظام التعريفي المنسق (SH)، بنسب تتراوح بين 25 و 250% . مع الالتزام بالتخفيض التدريجي لهذه النسب بـ 24% خلال 10 سنوات (1995-2004) .

- المنتجات الصناعية :

• تثبيت 2502 بند تعريفي، بما يمثل 41.2 % من النظام التعريفي المنسق (SH)، بنسب تتراوح بين 17 و 25% .
• تثبيت 859 بند تعريفي في قطاع الأنسجة والملابس، باستثناء الزرابي مع الالتزام بالتخفيض في نسب المعاليم الديوانية من 90 إلى 60 % خلال سنوات (1995-2004) .
- في قطاع الخدمات :

تعكس إجراءات التحرير في قطاع الخدمات إمكانية البلاد وحاجياتها في هذا المجال . وقد اتسمت هي الأخرى بالتدرج حيث تمت على مرحلتين :

• الالتزامات الأصلية، وهي تغطي المجالات التالية :

- الخدمات المالية : يشمل العرض الذي تقدمت به تونس في هذا المجال التزامها بتثبيت التشريعات والتراتب المتعلّقة بشروط ممارسة الأنشطة المصرفية والتأمينية وهي بذلك لم تلتزم بفتح سوقها المالية للمنافسة الأجنبية إلا في حدود ما يقره التشريع التونسي .

- قطاع السياحة : يتمثل التعهد في تمكين الأجانب من تقديم خدمات فندقية من خلال إقامة النزول واستغلال المطاعم السياحية المصنفة طبقاً للقوانين التونسية التي تم إبلاغها إلى المنظمة

العالمية للتجارة. مع التأكيد على أن وظيفة دليل سياحي مقتصرة على حاملي الجنسية التونسية.

• الالتزامات اللاحقة، وقد شملت الميادين التالية :

– المواصلات : تعتبر تونس من الدول الأعضاء القلائل بالمنظمة الموقعة على البروتوكول الرابع حول الاتصالات الأساسية الذي تم إبرامه في فيفري 1997 بين 28 دولة. وتقوم التزامات بلادنا على تحرير بعض خدمات الاتصال (مثل التلكس، والهاتف الجوال، وفتح جزء من رأس مال وكالة اتصالات تونس للاستثمار الأجنبي...) حسب رزنامة وجدول زمني ينفذ بحلول الآجال المبينة لذلك (1999 بالنسبة للتللكس، 2000 بالنسبة للهاتف الجوال، 2002 بالنسبة لاتصالات تونس...) ؛

– الخدمات المالية : وذلك بعد التوقيع على البروتوكول الخامس الملحق للاتفاقية العامة للتجارة في الخدمات سنة 1998. وتتخذ الالتزامات الخصوصية في هذا المجال شكل تحسين للتعهدات الأصلية، من ذلك خاصة تمكين المستثمرين الأجانب من المساهمة في رأس مال المؤسسات المالية في حدود 50% دون ترخيص مسبق. وتعكس جملة هذه الالتزامات التطورات الحاصلة في القطاع المالي عموما، من ذلك خاصة :

- إدراج فئة جديدة من البنوك هي بنوك الأعمال ؛
- ممارسة أنشطة وسطاء البورصة ؛
- فئة جديدة من المؤسسات الاستثمارية (SICAR).

إلى جانب هذا فإن تونس قد أكدت في إطار ما يسمى بالإجراءات الأفقية التي تهتم كل القطاعات على ما يلي :

- ضرورة مراجعة اللجنة العليا للاستثمار فيما يخص أي مشاركة في رأس المال تفوق 50%.
- عدم فتح السوق لليد العاملة الأجنبية إلا في حدود أربعة أشخاص من فئة الإدارة والتأطير للشركات المصدرة كليا.

- ضرورة حصول أي جهة أجنبية (شخص أو شركة) تريد ممارسة خدمة تجارة التوزيع على بطاقة تاجر .
- لا يمكن امتلاك الأراضي الفلاحية من طرف الأجانب والحصول على ترخيص مسبق بالنسبة للأنشطة الأخرى .

V- الآفاق :

- تحتاج تونس في هذه الفترة الحساسة من تاريخها إلى :
 - 1- تطوير وتنويع تجارتها الخارجية وذلك عبر :
 - تنويع شركائها وهذا يحتاج إلى تحديد الأسواق التي سوف تكون قبلة للمنتجات والخدمات التونسية ويتفق الجميع على أن إفريقيا سوف تكون الوجهة الرئيسية القادمة وهذا يحتاج إلى :
 - حضور دبلوماسي أكبر خاصة في البلدان الناطقة بالإنجليزية والتي تعرف نسق نمو كبير في أفريقيا الشرقية والجنوبية .
 - إحداث خطوط اتصال بحرية وجوية تسهل تنقل الأشخاص والسلع . وكذلك المؤسسات الوطنية بنوك : بنك الإسكان مثلا .
 - تهذيب الخطاب الرسمي خاصة الشعبي (تونس وكأس أفريقيا) .
 - تنويع صادراتها وذلك عبر :
 - الاستثمار في قطاعات جديدة وذات طاقة تشغيلية عالية وإمكانيات تصديرية كبرى .
 - تكامل بين استراتيجيات المتعلقة بالخدمات والصناعة .
- 2- جلب الاستثمار الخارجي :
 - يستوجب ذلك تحسين :
 - النصوص القانونية وعصرنتها .

- البنية التحتية وخاصة على مستوى الطرقات والسكك الحديدية .
- الإعداد الجيد لمناطق التنمية الاقتصادية والربط مع مراكز البحث .
- التكوين المستمر في اللغات الأجنبية والإعلامية لطالبي الشغل .
- تحسين المناخ الاجتماعي والإنتاجية .
- تحديد القطاعات ذات الأولوية في مجال الاستثمار
- تطوير الإطار القانوني في مجال الملكية الفكرية وتأهيل دور المواصفات .
- تنسيق دائم للخطاب الموجّه للمستثمرين (تجربة كوريا) .

3- دعم الموارد المالية للدولة :

- تحسين قدرة السوق الداخلية على توفير الأموال، الحد من التهرب الضريبي، والقضاء على السوق الموازية والتهريب .
- تحسين القدرة التفاوضية مع المؤسسات والجهات المانحة .
- تطوير آلية رسكلة الدين مع أهم الشركاء الاقتصاديين (تجربة السويد) .
- العمل على استجلاب الأموال المهربة .
- اللجوء إلى أشكال جديدة في مجال التعاون قصد الحد من الاقتراض كاعتماد طريقة البناء والاستغلال (مثل مطار النفيضة) .

4- تطوير تدفق السياح (تجربتي كوريا والسويد) .

- كذلك تنتظر بلادنا تحديات كبرى ومفاوضات عميقة في إطار المنظمة العالمية للتجارة وكذلك مع الشريك الأوروبي .
- وإن إلقاء نظرة ولو سريعة على برنامج وخطة العمل 2013-2017 في إطار الشراكة المتميزة بين تونس والاتحاد الأوروبي

يمكن من إدراك حجم التحديات التي تقبل عليها تونس فهذا البرنامج يتعرض لشتى مجالات الحياة السياسية والأمنية والاقتصادية والاجتماعية وقد خصص هذا البرنامج الركيزة عدد 3 إلى التحرير التجاري الكامل والمعتم (ALECA) libre-échange complet et approfondi .

حيث يتعرض هذا القسم إلى :

- تحرير أكبر وتحسين الفرص لاقتحام الأسواق للمواد الفلاحية .
- تحسين المواصفات ومراقبة السوق بالنسبة للمواد الصناعية .
- الإجراءات الصحية والحيوانية .
- تحرير تجارة الخدمات وحماية الاستثمار .
- سياسات المنافسة (محاربة الاحتكار) .
- تنقل رؤوس الأموال والمدفوعات .
- حماية الملكية الفكرية بما في ذلك العلامات الجغرافية .
- القمارق .
- تسهيل التجارة .
- التجارة والتنمية المستدامة (مسائل البيئة وحقوق الشغلين) .

ويضيف هذا الفصل أنه يتوجب خلال هذه المفاوضات الأخذ بعين الاعتبار حساسية بعض القطاعات والتفكير في عدم التكافؤ باعتبار فارق التنمية بين الطرفين .

1- تحسين اقتحام الأسواق عبر إلغاء القيود القمرقية وغير

القمرقية وذلك ب :

- تسهيل وتنمية المبادلات من خلال إعادة هيكلة النظام الذي تقوم عليه التجارة الخارجية .
- مراجعة قواعد المنشأ .

- التعاون الديواني .
- تقريب القوانين التونسية من القواعد الأوروبية والتطبيق الفعلي للقواعد بما في ذلك على الصعيد القضائي .
- 2- تحسين دخول الخدمات ومقدمي الخدمات وحرية الانتصاب عبر :
 - تحرير تجارة الخدمات والانتصاب .
 - تطوير قطاع الخدمات في تونس على غرار :
 - + القطاع البنكي (المالي) .
 - + قطاع البريد .
 - تطوير وتنمية التجارة الإلكترونية .
- استكمال ال libéralisation des paiements courants et libéralisation des opérations de capital
- 3- مناخ تنافسية سليمة :
 - مواصلة الجهود الهادفة إلى إرساء سياسة تنافسية ناجعة (قانون) .
 - تطوير القوانين الخاصة بمجلس المنافسة .
- 4- احتكار الدولة :
 - تبادل المعلومات حول الشركات الدولية التي تتمتع بقانون خاص (ديوان التجارة) .
 - 5- إعانة الدولة :
 - خلق مناخ من الشفافية فيما يخص مساعدات الدولة .
 - وفي بابها السابع المعنون تطوير التعاون القطاعي يعترض هذا البرنامج إلى المساعدات التي يمكن تقديمها لتطوير :
 - استراتيجية فلاحية تهدف إلى ضمان الأمن الغذائي وعصرنة هذا القطاع .
 - تحديد استراتيجية تمكن من خلق صناعة أكثر تنافسية وتمكن من إيجاد الإضافة والنمو بما في ذلك مواصلة الحوار بخصوص قطاع المنسوجات .

- تعاون مع الاتحاد الأوروبي قصد تحديد استراتيجية لتنمية القطاع الخدماتي من ذلك تحسين الخدمات وتطويرها وتنويعها .
- التعاون في مجال الصناعات التقليدية عبر تطوير الإطار المؤسستي .

كل هذه العوامل تخبرنا بالتحديات الكبرى والجمّة التي يجب رفعها. غير أنّ تونس عاشت طيلة الخماسية المنقضية نوع من عدم وضوح الرؤيا وعدم الاهتمام الجاد بالمشاكل التي يواجهها الاقتصاد الوطني وعليه فإنه يصبح من أوكذ الأولويات إيجاد الوقت الضروري للنظر في جملة هذه القضايا مما يمكن الدبلوماسية من الدفاع عن مصالح بلادنا العليا ولكن الإبقاء على التفريق بين وزارة الشؤون الخارجية ووزارة التنمية والاستثمار الخارجي وعدم الاستجابة إلى طلب ملخ بهذا الشأن رفعه أهل الاختصاص قد يؤثّر على أننا مقبلون على فترة قد لا تتكلم فيها الدبلوماسية بصوت واحد في أحد أهم ملفات المستقبل القريب لتونس وعدم الاستعداد المحكم لحرب المواقع التي تنتظرنا.

في الختام أريد الإشارة إلى أهمية التعليم والتكوين في هذه المرحلة الهامة. كنت كتبت في سنة 1995 تقريرا حول التحولات الدولية وأرسلته إلى الوزارة، وختمته بالاستنتاج التالي الذي أعرضه على القارئ باللغة التي كتب بها هذا التقرير في تاريخه :

« Dans un discours en date de 26 février 1993, le président Clinton a décrit la situation à laquelle les Etats Unis devraient faire face pour préparer le XXI^e siècle en ces termes : « Dans l'économie globale qui est en train d'émerger, tout est mobile : le capital, les usines, même les industries, toutes entières. La seule ressource réellement

enracinée dans une nation et son ultime richesse est son peuple. La seule manière pour que l'Amérique puisse gagner la compétition du XXI^e siècle est de se doter de la force de travail la mieux éduquée et la mieux formée du monde, bénéficiant de réseaux de transports et de communication hors pair », fin de citation...».

وقد أبرزت آنذاك أهمية هذا الموضوع بالنسبة لبلادنا

مشيرا إلى :

«Si tous les pays ne peuvent pas compter sur des réseaux de communication et des réseaux de transport hors pair, tous peuvent consentir les efforts requis pour bien éduquer et former leur population. L'enjeu réel du XXI^e siècle est là».

مكافحة الإرهاب :

ثغرات ينبغي سدّها...¹

محمد ابراهيم الحصري²

تنطلق هذه الورقة من السؤال البسيط التالي: هل أفلحت الاستراتيجيات التي تم وضعها، والتشريعات التي تم سنّها، والتدابير التي تم اتخاذها، وحتى الحروب التي تم شنتها خاصة منذ أحداث الحادي عشر من سبتمبر 2001 في القضاء على الإرهاب؟ إن الجواب على هذا السؤال يمكن أن نجده، ولو جزئياً، في خطاب حالة الاتحاد الذي ألقاه الرئيس باراك حسين أوباما يوم الثلاثاء 28 جانفي 2014 والذي تطرق فيه إلى مسألة «مكافحة الإرهاب» فقال إن «الحقيقة هي أنّ الخطر مستمرّ. وضعنا «القاعدة» على طريق الهزيمة، ولكن التهديد تطوّر مع انتشار مجموعات مرتبطة بـ «القاعدة» ومتطرفين آخرين في مختلف أنحاء العالم»، حيث أنه «في اليمن والصومال والعراق، ومالي علينا مواصلة العمل مع شركائنا لإضعاف هذه الشبكات وشل حركتها».

1. قدّمت هذه الورقة خلال أعمال المؤتمر الحادي والأربعين لمندى الفكر المعاصر الذي نظّمته مؤسسة التميمي للبحث العلمي والمعلومات ومؤسسة كونراد أديناور حول: «الإرهاب في القضاء الجغرافي-سياسي المغربي: النتائج والاستراتيجيات التي ينبغي اعتمادها» / تونس 27 و28 فيفري و01 مارس 2014).

2. سفير تونسي سابق.

أما محلياً، أي في داخل الولايات المتحدة الأمريكية بالتحديد، فقد أكد: «سواصل تقوية دفاعاتنا، ومقارعة تهديدات جديدة مثل الهجمات الإلكترونية».

وبقطع النظر عن أن الرئيس الأمريكي تجاهل في حديثه الأوضاع التي باتت يعيشها العديد من بلدان العالم على غرار سوريا وليبيا ومصر وحتى تونس، فإننا نستطيع القول إن الوضع قد يكون تحسّن بالنسبة إلى الولايات المتحدة الأمريكية والدول الغربية عموماً، غير أنه، في المقابل، تدهور بشكل متفاوت الخطورة في العالمين العربي والإسلامي، بما في ذلك منطقة المغرب العربي.

وفي هذا الإطار نشير، مع ما ينبغي من التحفظ المبدئي، إلى أن دراسة إحصائية أعدها معهد دراسات الأمن القومي الإسرائيلي أظهرت أن العالم شهد نحو 3700 عملية انتحارية خلال العقود الثلاثة الأخيرة.

وقد صنّفت الدراسة هذه العمليات جغرافياً حسب الدول التي كانت ضحيتها، وزمنياً بين ما قبل الألفية الثالثة وبين ما بعدها مع التركيز على عام 2013 بنحو رئيسي.

وأظهرت الدراسة أن عدد العمليات الانتحارية التي نفذت في مختلف أرجاء العالم ما بين مطلع ثمانينات القرن الماضي ومطلع الألفية الحالية بلغ نحو مائتي عملية، فيما قفز هذا العدد بشكل دراماتيكي بين مطلع الألفية وبين نهاية العام الماضي إلى نحو 3500 عملية.

كما أظهرت من ناحية أخرى أن تنظيم القاعدة والتنظيمات الجهادية المتماهية معه أو المنبثقة عنه مسؤولة عن أكثر من 85 بالمائة من العمليات الانتحارية في العالم منذ مطلع الثمانينات، فيما ترتفع حصة هذه التنظيمات إلى نحو 95 بالمائة من العمليات المرتكبة خلال عام 2013 وحده.

ولفتت الدراسة إلى أنه في العام الماضي وحده قتل نحو 3100 شخص في 18 دولة عبر العالم كانت مسرحاً لتنفيذ نحو 291

عملية انتحارية وذلك بارتفاع نسبته نحو 25 بالمائة مقارنة مع عدد العمليات التي نفذت في عام 2012 والمقدرة بنحو 230 عملية . وقد أرجعت الدراسة هذا الارتفاع الى عدم الاستقرار الذي شهدته منطقة الشرق الأوسط التي سجل فيها وحدها تنفيذ 148 عملية خلال العام الماضي غالبيتها الساحقة في العراق وسوريا أي أكثر من نصف العدد الاجمالي للعمليات الانتحارية في العالم .

وإذا أردنا أن نبحث عن أسباب هذا الارتفاع في العمليات الانتحارية والارهابية عموماً، أو أسباب ما سمّاه الرئيس الأمريكي بـ«تطور التهديد مع انتشار مجموعات مرتبطة بـ «القاعدة» ومتطرفين آخرين في مختلف أنحاء العالم» فإننا نعتقد أن ذلك راجع الى وجود جملة من الثغرات التي لم يتم، بصورة إرادية او غير إرادية، العمل على سدّها .

وهذا هو موضوع هذه الورقة التي سنحاول فيها أن نحدد هذه الثغرات، وأن نقترح ما نراه من وسائل لسدّها .

أ) الثغرات :

1 / تواصل التمييز المتعمّد لمفهوم الإرهاب :

بالرغم من جميع المحاولات التي تم القيام بها منذ سبعينات القرن الماضي لا سيما على صعيد منظمة الأمم المتحدة ما يزال مصطلح الإرهاب حتى اليوم مصطلحاً «زئبقياً» و«ملتبساً» ولا يوجد اتفاق عالمي على مدلوله .

ولسائل أن يسأل : هل فشلت المحاولات التي تم بذلها في الاتفاق على تعريف محدد للإرهاب أم تم إفشالها ؟

والجواب الموضوعي على هذا السؤال هو بكل بساطة، أن هذا الفشل أو الإفشال كان مطلوباً حتى تظل استخدامات هذا المصطلح «مطاطة»، وهو ما ازداد وضوحاً بعد أحداث الحادي عشر من سبتمبر 2001 .

وبعبارة أخرى، فإن عدم الاتفاق على مدلول هذا المصطلح، أو في الحقيقة تميجه المتعمد يهدف الى خدمة أجندات سياسية معينة... فالإتهام بالارهاب يتيح من ناحية أولى الخلط بين الارهاب وبين المقاومة المشروعة للاحتلال والعدوان وهو، من ناحية ثانية، يتخذ ذريعة لانتهاك حقوق الانسان وسيادة الدول والتدخل في شؤونها الداخلية، كما انه من ناحية ثالثة يمكن القوى العالمية النافذة من معاقبة كل بلد أو جهة أو جماعة لا تنصاع لإرادتها، أو تتمرد عليها.

ولأن العرب والمسلمين على رأس قائمة المتهمين بالإرهاب، فقد تعددت محاولاتهم الرامية إلى الاتفاق على مفهوم موحد للإرهاب، لكن دون جدوى.

وفي هذا السياق يمكن أن نشير إلى بعض ما جاء في مقال لميادة العفيفي يحمل عنوان «الحرب الأبدية: حروب أمريكا السرية في 134 دولة».

تقول الكاتبة في هذا المقال إن مجلس النواب ومجلس الشيوخ الأمريكيين أقرا بعد ثلاثة أيام فقط من هجمات 11 سبتمبر 2001، منح الرئيس الأمريكي وقتها تفويضا باستخدام كل ما يراه من قوة ضرورية وملائمة ضد المسؤولين عن الهجمات الإرهابية، ومنع أي أعمال إرهاب دولي مستقبلي ضد الولايات المتحدة الأمريكية.

ووفقا لهذا التفويض فإن من حق الولايات المتحدة شن أي هجوم عسكري على أية دولة متى ارتأت ذلك، وأنها في حالة استعداد أبدي للحرب.

ومنذ منح هذا الترخيص المفتوح باستخدام القوة العسكرية في أعقاب أحداث الحادي عشر من سبتمبر أصبحت للرئيس الأمريكي صلاحيات عسكرية موسّعة بشكل غير مسبوق، كما توسع مصطلح استخدام القوة العسكرية بصورة فضفاضة ليشمل العمليات السرية شبه العسكرية التي تعتمد على القدرات

التكنولوجية أكثر منها علي القدرات البشرية، وتتراوح ما بين قتل الأهداف، وبين تفجير الصراعات الداخلية في الدول المستهدفة، وتعطيل شبكات الكمبيوتر الخاصة بدول أجنبية، إضافة إلي القيام بهجمات عسكرية غير مسبوقه، تتحدى بشكل سافر القانون الدولي ودون أن تفقد الولايات المتحدة جنديا واحدا من جنودها... وهذا ما يظهر في توسع الرئيس الأمريكي باراك أوباما المثير للجدل في استخدام هجمات الطائرات بدون طيار.

وفي هذا السياق تجدر الملاحظة أن الولايات المتحدة كانت يوم 11 سبتمبر 2001 تمتلك 167 طائرة بدون طيار في ترسانتها الجوية، أما في ديسمبر 2013 فقد قدرت وزارة الدفاع ووكالة الاستخبارات المركزية عدد هذه الطائرات بنحو 11 ألف طائرة، منها نحو 400 بقدرات تكنولوجية فائقة، يتم التحكم فيها عبر الأقمار الصناعية من غرف تحكم في الولايات المتحدة.

هذا ومن المخطط له خلال ثلاث أو أربع سنوات أن لا تكون هناك حاجة إلي إطلاق هذه الطائرات من القواعد العسكرية المضيفة حول العالم.

وتتم العمليات السرية التي تقوم بها هذه الطائرات، والتي أسفرت حتى الآن عن مقتل 3600 شخص، بلا أدني محاسبة من قبل الكونغرس الأمريكي.

كما جاءت في المقال أهم المعطيات التالية :

* إن «الحروب السرية» التي تشنّها إدارة الرئيس أوباما حاليا تشمل نحو 134 دولة حول العالم، وقد توسع نشاط قوات العمليات الخاصة الأمريكية منذ 11 سبتمبر بشكل هائل لا يمكن حتى للمواطن الأمريكي تصوّره، حيث باتت هذه القوات تعمل في حوالي 70 في المائة من دول العالم، من أمريكا اللاتينية إلي أفغانستان.

* في الأيام الأخيرة من عهد الرئيس الأمريكي السابق جورج دبليو بوش، ذكرت «الواشنطن بوست» أن قوات العمليات

الخاصة الأمريكية كانت منتشرة في نحو 60 دولة حول العالم، ومع حلول عام 2010، كان هذا العدد قد ارتفع إلى 75 دولة، ثم في 2011 أعلن « تيم ناي » المتحدث باسم قيادة العمليات الخاصة، أن عدد الدول ربما يكون قد وصل إلى 120 دولة .

* تأسست قوات العمليات الخاصة « سوكوم » رسمياً عام 1987، بعد فشل القوات الأمريكية في إنقاذ الرهائن الأمريكيين في إيران، ومنذ ذلك الوقت نمت قدراتها بشكل مطرد، خاصة في أعقاب أحداث 11 سبتمبر، فوفقاً لبعض التقديرات فإن قوات النخبة هذه تضم حالياً 72 ألف جندي، مقارنة بـ 33 ألف جندي عام 2001، وقد قفز أيضاً حجم تمويلها من 2.3 مليار دولار عام 2001 ليصل إلى نحو 10.4 مليار دولار حالياً .

* تتكون قوات النخبة « سوكوم » ممن يمكن تسميتهم بأفضل الجنود من جميع وحدات الجيش، وهي المسؤولة عن تنفيذ العمليات العسكرية الأكثر سرية، بما في ذلك الاغتيالات، والغارات وعمليات مكافحة الإرهاب، والاستطلاعات الخاصة، والعمليات غير التقليدية، والعمليات النفسية وتدريب القوات الأجنبية، وعمليات مكافحة انتشار أسلحة الدمار الشامل .

* إن الأخطر من ذلك هو أن قوات سوكوم تتعاون مع عدة جهات من بينها الوكالة الأمريكية للتنمية الدولية « AID »، وهي الوكالة التي توفر المساعدات الخارجية المدنية لعدد هائل من البلدان، والتي من بين واجباتها حماية حقوق الإنسان، ومنع نشوب الصراعات المسلحة، وتوفير المساعدات الإنسانية وتعزيز صورة ما يسمى بحسن النوايا الأمريكية في الخارج .

* إلى جانب ذلك، تدخلت القوات الخاصة في مجال حروب الفضاء الإلكتروني من خلال إنشاء العشرات من المواقع الإخبارية الإقليمية التي تبث أنباء تبدو وكأنها قادمة من جهات شرعية، لكنها في الواقع تعمل وفق مخططات الحرب النفسية، وهي ما يطلق عليها « المواقع الشبكية »، منها موقع « المغاربة »، و« أخبار

جنوب آسيا» التي تستهدف شمال إفريقيا، وموقع «الشرفة» الموجه إلى منطقة الشرق الأوسط، بالإضافة إلى مواقع أخرى لم يتم الكشف عنها تقوم القوات الخاصة بتشغيلها وتمويلها وهي تسيّر وفق أجندات غامضة برعاية الجيش الأمريكي .

* وفقا لتصريح أدلى به الميجور ماثيو روبرت بوكهولت المسؤول عن الشؤون العامة لقيادة العمليات الخاصة «سوكوم»، تمّ نشر قوات النخبة الأمريكية التابعة لـ«سوكوم» في 134 بلدا في جميع أنحاء العالم، أي أن إدارة أوباما رفعت من نشر هذه القوات بنسبة 123 بالمائة منذ أحداث 11 سبتمبر 2001، وقد شمل عمل هذه القوات، بالإضافة إلى الحروب التقليدية المعلنة، هجمات الطائرات بدون طيار التابعة لوكالة الاستخبارات المركزية، وعمليات التجسس الإلكتروني واسع النطاق...

* يجب التذكير بأن الرئيس أوباما ركّز أثناء حملته الانتخابية في عام 2008، على فكرة أنه المرشح المناهض للحرب، وقد ألقى الكثير من الخطب الرنانة حول أخطاء سلفه جورج دبليو بوش في العراق وأفغانستان، وحول الأزمات الاقتصادية التي تسبّب فيها نزوح صقور المحافظين الجدد إلى سفك الدماء، غير أنه بمجرد توليه المنصب تحوّل إلى «شيخ الصقور» الذي يشن الحروب لكن بعيدا عن المحاسبة الرسمية من قبل الكونجرس، وفي الوقت الذي قامت فيه إدارته، في الظاهر، بسحب القوات الأمريكية من العراق، كثفت قوات النخبة من عملها السري فيه .

* إن الرئيس أوباما وسّع من استخدام هجمات الطائرات بدون طيار من 15 هجمة تمت في عهد الرئيس بوش إلى 330 تمت تحت إشرافه في العام الماضي فقط، أغلبها كان في أفغانستان وباكستان وليبيا والصومال واليمن والسودان .

* تتمثل حصيلة العمليات السرية أو حروب الظل كما يسميها البعض، في إسقاط مناطق بالكامل في صراعات طائفية عرقية، وفي دفع دول عديدة نحو حافة الهاوية، وارتفاع معدلات

الاقتتال الأهلي، وانتشار القاعدة والجماعات التابعة لها بشكل غير منطقي وغير مفهوم في معظم الدول التي أعلنت فيها قوات النخبة أنها أنجزت المهمة، ونتيجة لذلك يبدو وكأن تنظيم القاعدة هو من يحكم، فعلا، معظم المناطق الحدودية في الشرق الأوسط، وأنه بالاشتراك مع «سوكوم» رفع أعلامه على الكثير منها.

* يؤكد العقيد المتقاعد بالجيش الأمريكي أندرو باسيفيتش، أستاذ التاريخ والعلاقات الدولية بجامعة بوسطن، أن قوات العمليات الخاصة تعمّدت، خلال سنوات حكم الرئيس أوباما، التقليل كثيرا من شأن المسألة العسكرية عن انتشارها، وأنها عملت وفق فكرة «الرئاسة الإمبراطورية» ومهدت الطريق لحروب بلا نهاية، وبعبارة أخرى فإن الرئيس أوباما قام، بنشره لقوات «سوكوم» بهذه الكثافة، بقطع الصلة تماما بين الحرب وبين السياسة، بحيث أصبحت الحرب هدفا في حد ذاته، وستكون نتائج ذلك وخيمة وكارثية وغير متوقعة بالنسبة إلى واشنطن، بعد أن قررت أن يكون حليفها الأول هو الإرهابيون، من جنوب غرب آسيا إلى المغرب العربي إلى الشرق الأوسط ووسط إفريقيا.

2/ استمرار التعامي المقصود عن الاختلالات المولدة

للصدامات والحروب :

موضوعيا، وبعيدا عن أي شكل من أشكال التفكير التبريري، ينبغي الاقرار بأن التطرف لا يأتي من فراغ، بل هو ناجم عن اختلالات تصيب في نفس الوقت موازين القوى ومنظومات القيم التي تحكم أو يفترض أن تحكم العلاقات الدولية. ومن الخطأ التغافل عن معالجة هذه الاختلالات لان التطرف قد يتحول في ظلها إلى «عنف» يراه الطرف الأضعف دفاعا عن حقه في الوجود والحرية، ويراه الطرف الأقوى «إرهابا» يهدد مصالحه... ويعتبر التمادي في المماثلة وتجاهل حقوق الشعب الفلسطيني وفي محاولات فرض التسوية المجحفة عليه وعلى بلدان

المنطقة، أحد أبرز هذه الاختلالات المولدة للصدمات والحروب في عالمنا المعاصر.

وفي هذا السياق، وبالعودة الى خطاب حالة الاتحاد نلاحظ أن الرئيس أوباما تحدث فيه عن « عملية السلام في الشرق الأوسط » فقال إنّ « الديبلوماسية الأمريكية تدعم الإسرائيليين والفلسطينيين في الوقت الذي يطلقون فيه محادثات صعبة ولكنها ضرورية لإنهاء النزاع هناك، لإنجاز الكرامة ودولة مستقلة للفلسطينيين، وسلام دائم وآمن لدولة إسرائيل، دولة يهودية تعرف أن أميركا ستكون دوماً إلى جانبها ».

وما يسترعي الانتباه في هذا الحديث هو التأكيد على تأييد الولايات المتحدة الأمريكية الواضح لقيام « الدولة اليهودية »، وعلى التزامها الأبدي بالوقوف الى جانب اسرائيل.

ويأتي هذا الموقف المنحاز انحيازاً كلياً إلى اسرائيل، ليؤكد استمرار الولايات المتحدة والغرب في نفس النهج الذي جعل منطقة الشرق الأوسط أكثر مناطق العالم اضطراباً على امتداد العقود الستة الأخيرة.

وما من شك أن الاصرار على تبرئة اسرائيل من كل اقتراقاتها في حق الشعب الفلسطيني وفي حق جيرانها العرب، مع إلصاق تهمة التطرف والارهاب بالنضال الفلسطيني المشروع، وبكل نظام عربي أو اسلامي مناصر للمقاومة الفلسطينية، سيظلمان يشكّلان سبباً من أسباب الحروب التي يمكن أن تندلع في المنطقة، في أي وقت، لا سيما وأن اسرائيل لا تنفك تحرض على شن المزيد منها ضد الدول العربية والاسلامية التي تعتبرها خطراً عليها...

3/ ازدواجية التعاطي الغربي مع ظاهرة الارهاب :

ويشكل التعامل الغربي مع الوضع في سوريا أحدث وأبرز تجليات هذه الازدواجية.

ففي خطاب حالة الاتحاد، تطرق الرئيس الأمريكي إلى الوضع في سوريا فأكد خاصة على ما يلي : « في سوريا سوف ندعم المعارضة التي ترفض اجندة الشبكات الارهابية... » .
وتكمن الإشكالية التي يطرحها كلام الرئيس أوباما في نقطتين : الأولى، ما هي الطريقة التي يمكن بها تحديد الحد الفاصل بين المعارضة التي ترفض أجندة الشبكات الارهابية والمعارضة التي لا ترفضها ؟ والثانية هي من هي الجهة التي يحق لها أن تحدد هذا الحد الفاصل ؟ ..

على أن الأخطر من ذلك، هو أن الموقف الغربي مما يجري على الساحة السورية بدأ يتغير في الآونة الأخيرة لا بسبب المآسي التي آل اليها الصراع في سوريا، وإنما بسبب الشعور بخطورة ظاهرة تنامي أعداد الملتحقين من البلدان الاوروبية واستراليا وكندا والولايات المتحدة بالجماعات الاسلامية المقاتلة في سوريا، واحتمال عودتهم إلى هذه البلدان في مرحلة لاحقة، مما سيشكل خطرا على أوضاعها الأمنية، وسيجبرها على التعامل معه خلال الاعوام المقبلة، كما قال مانويل فالس وزير الداخلية الفرنسي .

ومعنى ما تقدم هو أن الغرب بعد أن كان يشجع الحرب في سوريا بدأ يشعر بالخوف من احتمال ارتداد هذا السلوك عليه .
والحقيقة أن ازدواج التعاطي الغربي مع ظاهرة التطرف والارهاب شأن قديم، وقد تجلّى ذلك بصورة خاصة في عدم التمييز المتعمّد بين ما يسمّى « حرية الرأي والتعبير » وبين « التحريض على العنف »، وفي إيواء المحرضين وحمائيتهم .

وقد كان ذلك سببا من أسباب عدم فاعلية مكافحة الإرهاب في العديد من البلدان، وكذلك سببا من أسباب تحول التنظيمات الارهابية إلى تنظيمات عابرة للقارات، إذ قد يكون منظروها في قارة، بينما يتحرك منقذوها في قارة أخرى .

4 / تحجيم دور الهيئات الدولية وتوظيفها في خدمة أجنداث معينة :

بالرغم من تعدد الهيئات التي أسسها المجتمع الدولي لإدارة شؤونه المشتركة (منظمة الأمم المتحدة، مجلس الأمن، محكمة العدل الدولية، والمحكمة الجنائية الدولية...)، فإن الإنسانية ما تزال بدائية في معالجة الخلافات التي تنشأ بين أبنائها، إذ ما زال استعمال القوة واللجوء إلى العنف الوسيلة المعتمدة في غالب الأحيان لحل هذه الخلافات .

والأمر المؤكد أن هذه الهيئات كان يمكن أن تضطلع بدور أكثر فاعلية لو أفسح لها مجال التحرك وفقاً للمبادئ التي قامت عليها والأهداف التي أنشئت من أجلها .

غير أن القوى الكبرى لم تتمكن من ذلك، بل إنها في كثير من الأحيان أقصتها عن الأدوار التي كان يفترض أن تلعبها، وفي أحيان أخرى عملت على توظيفها في خدمة أجنداث معينة، وهو ما ينطبق على حالات الصومال وأفغانستان والعراق وليبيا وسوريا ...

5 / الدكتاتوريات ودورها في تغذية ظاهرة التطرف والارهاب :

من عادة الأنظمة الدكتاتورية أن تعمل، في إطار توطيد أركانها، على تفريخ أنواع مختلفة من الأحزاب السياسية لضرب بعضها البعض، وللتخلص من الأحزاب المعارضة التي يشهد عودها . وقد أدى توخي هذا الأسلوب إلى خلق العديد من الجماعات والأحزاب الدينية الموالية لهذه الدكتاتوريات والمناهضة لخصومها من اليساريين والتقدميين، لكن هذه الجماعات استقوت وتمردت عليها في مرحلة لاحقة فاستعصى احتواؤها، وأدت محاولات تدجينها إلى سقوطها في التطرف .

ولذلك فإن مسؤولية الدكتاتوريات عن نشوء التطرف والارهاب مسؤولية مضاعفة، إما لأنها حاولت إقصاء الجماعات

الدينية وحاربتها او لانها شجعتها لاستخدامها في ضرب المناوئين لها .

على أن الأهم من ذلك أنها قد تشرع التمرد عليها عندما تجعل التغيير رهينا باستعمال العنف في مواجهتها، وتصبح الثورة الحل الوحيد لتحريك السواكن، واسقاط الفساد ودفع الطغيان .

6/ صعود الاسلام السياسي وتنامي الاسلاموفوبيا بعد الثورات العربية :

إن صعود تيار الاسلام السياسي إلى الحكم بعد سقوط الدكتاتوريات في العديد من البلدان العربية يطرح جملة من الأسئلة التي ينبغي الجواب عليها .

ولعل أهم هذه الأسئلة على الاطلاق يتعلق بموقف الاسلام السياسي من الحركات الراديكالية، وبما يمكن أن يكون لهذا الموقف من انعكاسات على مجمل الأوضاع في المنطقة ؟

وإذا كان من المؤكد ومن الطبيعي أن تحاول الجماعات الدينية المتطرفة أن تستفيد من الاوضاع الجديدة التي نجمت عن الثورات العربية، فإنه من الضروري في المقابل الانتباه الى أن هذه الجماعات هي، كما يصفها الباحث الاجتماعي الدكتور هشام القروي، جماعات معولمة لأنها من ناحية تستغل التكنولوجيات الحديثة وتبني نفسها في واقع متزايد التشابك على صعيد عالمي، ومن ناحية ثانية هي تؤمن بان رسالتها كونية وتتجاوز حدود الدولة الأمة سواء في العالم العربي أو في الغرب حيثما وجدت جاليات مسلمة .

واعتمادنا أن ما يجري من شيطنة للاسلام السياسي (من طرف العلمانيين) ومن إشاعة للخوف من الاسلام أو لما يسمى بالاسلاموفوبيا (من طرف الغربيين)، لن يساعد على مواجهة هذه الجماعات وسيفضي على العكس من ذلك الى تقويتها .

وربما أدى ذلك الى اعتبار التطرف هنا تطرفا غير مذموم، أي أنه تصرف طبيعي ضد تطرف الدكتاتورية الحقيقي والمتغلغل

في المجتمع، والمقنع بقناع النظام والأمن والإستقرار السياسي والإجتماعي .

7 / الارهاب الالكتروني :

تمثل شبكة الانترنت تحديا تكنولوجيا كبيرا للدول وللعالم . وقد تجلّى ذلك خلال ثورات ما يسمى بالربيع العربي حيث كانت الانترنت حليفا للحركات الشعبية التي اسخدمتها في تبادل المعلومات وتنظيم التظاهرات... والثابت أن الجماعات المتطرفة والارهابية تستخدم هذه الوسيلة التكنولوجية في مختلف أنشطتها .

8 / فداحة الاخطاء المرتكبة في افغانستان والعراق :

يمكن تعداد بعض هذه الأخطاء فيما يلي على سبيل الذكر لا الحصر :

* إن نشوء ظاهرة الارهاب في أفغانستان كانت في المنطلق صناعة أميركية، حيث أنها جاءت كثمرة مرة لفكرة استخباراتية استهدفت تشكيل فيلق ممن أطلق عليهم اسم المجاهدين والذين تم تدريبهم أميركيا في معسكرات أعدت خصيصاً للغرض، وذلك بهدف مقاومة الوجود السوفياتي والشيوعية في أفغانستان... غير أن الولايات المتحدة ما لبثت أن وجدت نفسها في مواجهة الوحش الذي كانت لها اليد الطولى في تربيته...

* أن الولايات المتحدة، وبعد أن احتلت أفغانستان مباشرة إثر أحداث 11 سبتمبر، قامت بتوسيع ميدان حربيها على الارهاب باحتلال العراق تحت ذريعة تبين فيما بعد أنها واهية، وقد كان ذلك خطأ كبيرا لأن هذا التوسيع أدى الى استئراء الظاهرة الارهابية بدلا من تطويقها...

* أن الولايات المتحدة أرفقت احتلالها لافغانستان وللعراق بجملة من الفظاعات التي لا يمكن أن تمحى من ذاكرة

العرب والمسلمين بل من ذاكرة الانسانية عامة، ونعني بذلك مناظر تعذيب السجناء العراقيين على أيدي قوات الاحتلال في سجن أبو غريب وغيره من سجون العراق، ومناظر معتقل غوانتانامو وصور تدنيس القرآن فيه، وكذلك صور القبض على صدام حسين ثم اعدامه صبيحة يوم عيد الاضحى...

* كما أرفقت الولايات المتحدة حربها على الارهاب بالكثير من الأعمال الاستعراضية المستفزة للمشاعر على غرار الشعارات التي عجت بها الصواريخ التي أسقطتها على أفغانستان ثم على العراق...

9/ الكوكبة أو تنميط العالم :

يذهب الكثير من السياسيين والمفكرين الى أن العولمة تستهدف تعميم الثقافة الغربية والأميركية بالذات على كافة شعوب الأرض، وتحاول طمس خصوصياتها حتي لا يكون هناك إلا نسق واحد هو النسق الغربي أخلاقياً واجتماعياً وثقافياً وحتى غذائياً. وهذه العولمة التي يعدها البعض نوعاً من التطرف وفقاً للقواعد التي وضعها علماء الاجتماع والسياسة والقانون، إذ انها تخالف شرعة الأمم المتحدة التي تتحدث عن حق الشعوب في الحفاظ على تراثها الفكري والثقافي والاجتماعي، واستقلالها السياسي وسيادتها على أرضها، تسهم، ولو بطريقة غير مباشرة، في توفير مناخ ملائم لنشأة تطرف مضاد ذلك أن النظام العالمي الذي يحاول الغرب صياغة مضامينه السياسية والثقافية والاقتصادية وفقاً لرؤيته الاحادية وتحقيقاً لمصالحه الخاصة، نظام غير متوازن وغير عادل، ولذلك فانه مولد لمشاعر الرفض ولردود فعل قد تكتسي صيغاً عنيفة كوسيلة للتمرد على طغيان هذا النظام.

وتعتبر الهوة السحيقة التي باتت، في ظل العولمة، تفصل، على الصعيد الاقتصادي، بين البلدان الغنية وبين البلدان الفقيرة أحد أبرز الاختلالات التي تهدد أمن العالم اليوم واستقراره.

ب) الحلول أو كيفية سد الثغرات :

إذا سلّمنا بأن ظاهرة الإرهاب ظاهرة كونية فإن الحرب على هذه الظاهرة كونية أو لا تكون، لأنها إن لم تكن كذلك لا يمكن كما دلت على ذلك تجربة العقود الاخيرة أن تنجح في مكافحتها والقضاء عليها.

ومعنى ذلك أن العالم بحاجة الى التعاون والتضامن وإدارة الحرب على الإرهاب إدارة مشتركة، لا إدارة أحادية الجانب . وحتى يتسنى ذلك فإنه من الضروري أن يتفق العالم على مفهوم موحد للإرهاب، وأن يحدد بطريقة تشاركية الوسائل التي ينبغي أن يستعملها في مكافحته مكافحة جماعية شاملة وليس مكافحة فردية وأمنية فحسب .

ولهذا الغرض فإننا نعتقد أن الوقت حان لإحياء الفكرة المتعلقة بعقد مؤتمر دولي حول الإرهاب، هذه الفكرة التي طالما نادى العرب والمسلمون المتهمون كعرق وكعقيدة بها حتى يتم فحص ظاهرة الارهاب فحصا دقيقا، يتجاوز النظرة الاختزالية التي نظربها إليه حتى الآن، والتي تتجاهل جميع إفرزات المناخ الدولي الفاسد السائد التي قد تشكل مبررات من شأنها أن تغذي نوازع التطرف والارهاب عند هذا الطرف او ذاك من الاطراف الدولية .

وتأسيسا على أن كونية ظاهرة الارهاب تتطلب شن حرب كونية عليها، فإن هذا يستدعي في نظرنا أولا وقبل كل شيء تفعيل دور المنتظم الاممي الذي ظل هو وجميع لجانه الفقهية والقانونية عشرات السنين يحاول مجرد تعريف الإرهاب دون أن يصل إلى نتيجة .

ويعتبر تفعيل دور منظمة الأمم المتحدة أمرا ضروريا، لأنه يمكن أن يضيف على الحرب الكونية على الإرهاب طابع الشرعية والنزاهة المطلوبتين لشن هذه الحرب في كنف ما ينبغي من التعاون والتضامن الدوليين الحقيقيين، أي بعيدا عن أي شكل من أشكال

المزاجية أو العشوائية أو الاجندات المعرضة التي ترافق عادة تحركات بعض القوى الكبرى بصورة انفرادية .
أما عن أهم استحقاقات الحرب الكونية على الارهاب فاننا يمكن أن تصنفها على النحو التالي :

1/ على الصعيد الفكري :

إن العلاج المطلوب على هذا الصعيد يتمثل في التصدي للتيارات الفكرية والايديولوجيات التي من شأنها أن تفرخ التطرف والارهاب .

ومن الضروري في هذا الاطار انتهاج سياسة دولية موحدة لمنع الاستخدامات الخاطئة لوسائل الاعلام السمعية والبصرية وخاصة للانترنت وشبكات التواصل الاجتماعي التي تستعمل في الترويج للفكر الارهابي .

كما إنه من الضروري أن يتم تسخير الاموال اللازمة وإفساح المجال أمام تكثيف تحركات المفكرين الذين يتصدون لهذا النوع من الفكر .

وبالنظر إلى أهمية الدور الذي يضطلع به رجال التربية والتعليم في هذا النطاق فإنه من الضروري أن يتم إعدادهم إعدادا جيدا حتى يكونوا على بينة من خطورة دورهم في التصدي للأفكار المتطرفة .

وعموما فإن المطلوب هو أن يعاضد جهد «العالم» (عالم الدين) جهد الحاكم في التصدي للوباء الارهابي، ولا يكون ذلك بالعنف أو القهر ولا بالضغط أو الإكراه .

2/ على الصعيد الأمني :

ينبغي أن تدرك كافة دول العالم أن مكافحة الارهاب مسؤولية جماعية تتطلب أقصى مستويات التعاون والتنسيق فيما بينها، ومعنى ذلك أن أجهزتها ذات العلاقة مدعوة إلى أن تكون

على استعداد كامل ودائم للتبادل الفوري للمعلومات الإستخبارية والبيانات الأمنية مع مثيلاتها في الدول الأخرى .
وربما كان من المهم، في إطار تفعيل دور منظمة الأمم المتحدة، ولاضفاء طابع مؤسسي على هذا التبادل، أن تقوم المنظمة بإنشاء وكالة دولية لمكافحة الإرهاب تتولى تدعيم التعاون بين المراكز والهيكل الوطنية والإقليمية والدولية المعنية بمكافحة الإرهاب، وتعزيز الجهود التي تبذلها الدول الأعضاء في مجال بناء قدراتها الأمنية .
ومن الممكن أن تساعد الوكالة أيضا على :

* تقاسم البيانات الخاصة بتمويل الجماعات الإرهابية، وغسيل الأموال،

* تسهيل نقل التكنولوجيات المتقدمة اللازمة لعمليات الدول الأعضاء ضد الإرهاب، ولحماية الدول من الحركات والنشاطات الإرهابية،

* تسهيل تبادل نظم وأساليب التدريب في مكافحة الإرهاب،
* تبني القوانين والإجراءات الملائمة التي تعزز أجهزة القضاء بكافة مستوياتها، وكذلك النشاطات الأمنية، مع المحافظة في ذات الوقت على حقوق الإنسان والحريات المدنية .

3/ على الصعيد السياسي :

إن بعض العلمانيين الذين تربوا في جامعات الغرب وتشبعوا بالنظريات السياسية الغربية، والذين آل اليهم الحكم بعد رحيل الاستعمار من العديد من البلدان العربية والاسلامية عملوا ويعملون على منع الإسلام السياسي من الوصول إلى الحكم .
ويمكن اعتبار هذا السلوك الاستثنائي والالغائي نوعا من التطرف الذي أدى الى ولادة تطرف مضاد في صفوف المسلمين، خاصة اذا لاحظنا أن الأنظمة العلمانية تشبّثت بالحكم وأقفلت باب التداول على السلطة، هذا فضلا عن أنها عجزت عن تحقيق انتظارات الشعوب في التنمية والحرية والكرامة والعدالة .

وقد ادى كل ذلك إلى إيصال القوى السياسية والإجتماعية إلى حالة من اليأس من التغيير، والإصلاح، وتطوير النظام بالطرق الديمقراطية والوسائل السلمية، وهو ما جعل ثقافة العنف والتطرف هي الطابع المسيطر على العقول والأفهام.

وعموما فإن الثورات العربية مدعوة إلى التخلص من هذا النوع من الاداء السياسي الذي تسبب في خلق الاجواء الملائمة لنشأة التطرف الديني السياسي، أولا بالابتعاد عن التطرف في التمسك بالسلطة بأي ثمن، وثانيا بعدم تكرار تطرف القوى العلمانية في تصديها للدين وللمتدينين...

ومعنى ذلك أن الخروج من حالة التطرف السياسي، رهين بقيام أجواء الحوار بين مكونات المجتمع السياسية، وبايجاد قواسم مشتركة تعيد إلى المجتمع توازنه السياسي والإجتماعي، مع تجنب تأثيرات التدخلات الخارجية التي قد تعرقل مثل هذا التوجه.

4 / على الصعيد الاقتصادي :

وذلك من خلال توجيه الأموال التي يتم إهدارها بسخاء منقطع النظر على الحروب إلى التنمية.

وينبغي أن نشير هنا إلى أن تكاليف الحربين اللتين شنتا على العراق والحرب التي شنت على أفغانستان تقدر بالآلاف المليارات من الدولارات، ولو كانت صرفت على تنمية بلدان العالم الثالث لكان وجهه ووجه العالم مختلفين عما هما عليه اليوم، ولكانت الهوة السحيقة الفاصلة بين البلدان الغنية والبلدان الفقيرة تقلصت بعض الشيء أو على الأقل لم تزد اتساعا.

5 / إعادة تأسيس العلاقة بين الاسلام والغرب :

وذلك من خلال ارساء حوار حقيقي بين الطرفين للخروج من بوتقة علاقة الصراع والنزاع القائمة بينهما حاليا، وهو ما من شأنه ان يساعد على تعديل نظرة الغرب الى الاسلام.

ان الاسلام كما ينبغي ان يكون مكوناً من مكونات المشهد السياسي داخل البلدان العربية والاسلامية يجب ان يكون مكوناً اساسياً من مكونات المجتمع الانساني عموماً، والافان الدين الاسلامي كدين حيوي يفرض على معتنقيه تكاليف معينة سيظل يشكل تحدياً للقوى التي تعتدي على البلدان العربية والاسلامية، أو تريد احتواءها سياسياً واقتصادياً وثقافياً.

وبعبارة أخرى لا بد أن يتوقف الغرب عن محاولة تفرغ الدين الاسلامي من مضامينه، وأن يقلع عن استفزاز المسلمين بالاساءات المقصودة المتكررة لدينهم ورموزهم وهو ما تجلّى في العديد من مواقفه بدءاً من موقفه من سلمان رشدي في ثمانينات القرن الماضي، ووصولاً إلى موقفه من الرسوم الكاريكاتورية المسيئة للنبي محمد صلى الله عليه وسلم في السنوات الأخيرة.

ولعل تحجج الغرب بمبادئ الديمقراطية وبحرية التعبير والرأي في عدم تصديه لهذه الاستفزازات، لا يجدي نفعاً، بل إنه يشكل أرضية صالحة لتبني فئات من المجتمعات الإسلامية للأساليب العنيفة في مواجهة الغرب.

6 / ضرورة تغيير الانظمة العربية والاسلامية لاسلوب

التعاطي مع معارضاتها :

إن الانظمة الحاكمة في البلدان العربية والاسلامية مدعوة إلى التخلص من النزوع الى استعمال العنف والقوة واساليب الضغط المادي والمعنوي المتمثلة في الإعتقال والحبس والمطاردة وتضييق سبل العيش على خصومها السياسيين، فقد ثبت أن هذه الاساليب لا تجدي في تغيير القناعات والأفكار، بل إنها قد ترسخها وتدفع أصحابها الى التطرف في التشبث بها، وقد تحولهم، في حالة التمادي في اضطهادهم، الى ضحايا او شهداء في نظر المجتمع.

وكبديل عن ذلك ينبغي لهذه الانظمة أن تضع لنفسها استراتيجيات متكاملة الابعاد لمعالجة ظاهرة التطرف والارهاب معالجة سليمة وتاجعة .

أما عناصر هذه الاستراتيجية فيمكن أن تشمل :

- 1 / تدعيم دور الأسرة في تربية أبنائها تربية سليمة .
- 2 / تطوير المناهج الدراسية .
- 3 / تكثيف استخدام وسائل الإعلام المختلفة في توعية المواطنين بمخاطر الإرهاب وبأساليب عمله . . .
- 4 / تشديد إجراءات المراقبة وتأمين الحدود لمنع تسلل الإرهابيين وتهريب الأسلحة والذخائر والمتفجرات .
- 5 / دعم أجهزة الأمن بالمؤهلين من ذوي الاختصاص .
- 6 / توفير المعدات والتقنيات الحديثة وتطوير أنظمة الحماية الذاتية للمنشآت الخاصة .
- 7 / إقامة تعاون فعال بين الأجهزة المعنية بمكافحة الإرهاب وبين المواطنين .

ج) الخاتمة :

إن العالم بات، في نظري، بحاجة الى مقارنة أمنية شاملة او معولة تربط بين الوطني والاقليمي والعالمي، وهذا يعني أن مقارنة العلاقات الدولية وخاصة الامن الدولي بحاجة إلى اقامة نظام أمني كوني يفسح المجال لفكرة الامن الجماعي الذي يفترض أن يعمل فيه نظام الامم المتحدة ومجلس الامن الدولي بنجاحة اكبر مما كانت عليه الحال حتى الآن .

وهذا الأمر يتطلب بالطبع الابتعاد عن الاحادية القطبية كما يتطلب الانتقال من إدارة الأزمات، إلى السعي الجاد الى حلها حلولاً شاملة وعادلة تستند إلى مبادئ القانون الدولي وقرارات الشرعية الدولية، وبعيداً عن الانحياز وازدواج المعايير وانتقائيتها .

ولأن ذلك ليس من المتوقع أن يتحقق ولو جزئيا في مدى منظور، ينبغي لدول المغرب العربي التي باتت تواجه تحديا ارهابيا خطيرا وداهما أن تطور استراتيجياتها الوطنية وان تضع، بالتوازي مع ذلك، استراتيجية مشتركة لحماية نفسها وحماية بعضها البعض لأن أمنها مترابط ولا أمن لاحداها ان اختل في الدول الأخرى .

